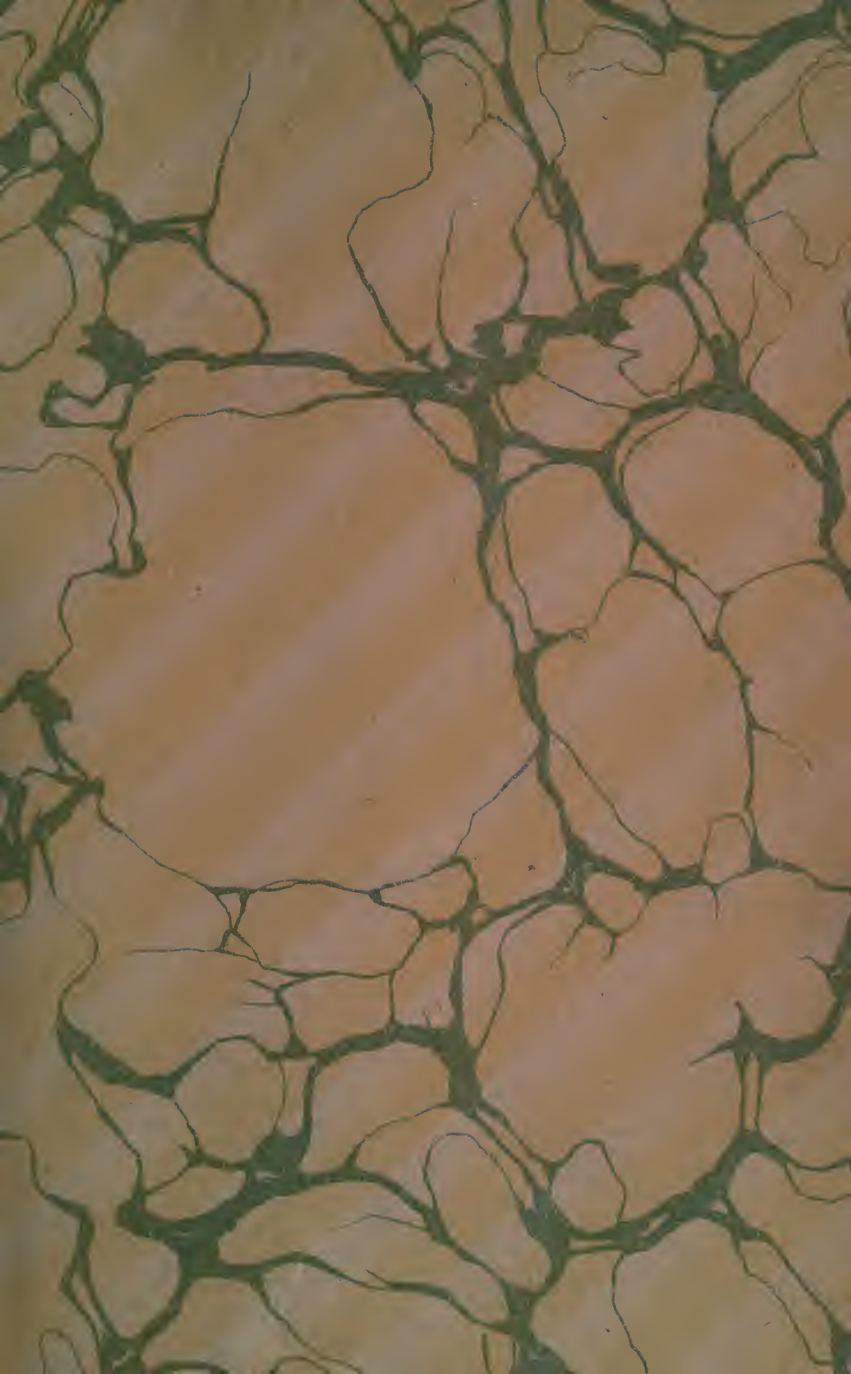


L'Action allemande aux États-Unis

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation reservés
pour tous pays.

Copyright, 1915, by Payot et Cie

A4567a

GABRIEL ALPHAUD

L'Action allemande aux États-Unis

De la mission Dernburg à l'incident Dumba

(2 août 1914 — 25 septembre 1915)

PRÉFACE DE M. ERNEST LAVISSE
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

140141
11/10/16

PARIS
LIBRAIRIE PAYOT ET Cie
46, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 46

1915

Tous droits réservés

A la mémoire

De notre bien-aimé « Patron »

Adrien Hébrard

Et à ses Fils

C'est une erreur de croire qu'il y ait dans le monde une autorité humaine, qui puisse à tous égards demeurer despotique. Il n'y en a jamais eu. Il n'y en aura jamais... Il y a dans chaque nation un esprit particulier, sur lequel l'autorité d'un peuple voisin parfois se fonde; mais quand cette autorité choque l'esprit national, c'en est fini de la puissance.

(MONTESQUIEU, *Grandeur et décadence des Romains.*)

PRÉFACE

L'histoire de la guerre actuelle, tâche immense réservée à l'avenir, devra être précédée d'un préambule intitulé: *Les apprêts de l'hégémonie allemande.*

On y rappellera les périodes diverses de l'expansion germanique : comment l'émigration, énorme dans les années qui suivirent la guerre de 1870, se ralentit à mesure que le développement de l'industrie occupait dans la mère patrie un plus grand nombre de bras ; comment, à présent qu'elle a cessé d'être une foule, elle se perpétue par des essaims qui, chaque année, s'envolent des universités et des écoles techniques d'Allemagne — professeurs, *Lehrer*, ingénieurs, toute une plèbe de diplomés en surnombre, chercheurs d'emplois et de fortune, agents énergiques du germanisme.

Il faudra donner une place en ce chapitre aux érudits de qui l'érudition propose à l'Allemagne des gains et profits : historiens et philologues, collectionneurs de faits où ils trouvent des titres à des revendications allemandes, ou bien géographes, explorateurs, qui s'en vont par le monde, comme a dit Charles Andler, « en quête de places à prendre, de nids où déposer la ponte et la couvée du germa-

nisme ». L'univers a été exploré par ces fourriers de l'Allemagne. Énorme est le catalogue de livres et de brochures où sont décrits les terrains recommandés à l'action allemande. Plusieurs livres ont obtenu de grands succès de librairie ; ce qui prouve l'attention et la sympathie de l'opinion publique. La Ligue pangermanique est là, d'ailleurs, pour accueillir les ambitions allemandes aussitôt qu'elles viennent à éclore, et répandre dans la nation « les programmes de rapines ».

« Nous autres, disent les Allemands, nous savons jouer des coudes » ; en effet, ils se poussent partout aux bons endroits. Ils pourraient ajouter : « Nous aimons à nous sentir les coudes » ; en effet, ils se groupent et s'associent afin de rester à l'état distinct. Dans les réunions de leurs *Vereine,* ils causent, ils boivent de la bière allemande ou du champagne allemand ; ils chantent des chansons allemandes et parlent de leurs affaires. Pas n'est besoin qu'ils soient nombreux pour qu'ils publient un journal allemand, quotidien rappel vers la patrie.

Au reste, l'Allemagne ne permet pas à ses émigrés d'oublier la patrie. Une loi d'empire, la loi Delbrück, leur garde la nationalité allemande après qu'ils ont été naturalisés citoyens d'un autre pays. Partout où ils vont, ces émigrés, les agents de l'Allemagne, du plus grand au plus petit, de l'ambassadeur au moindre consul, s'intéressent à leurs personnes et à leurs affaires. Ils écrivent leurs noms sur des fiches. Ils savent où trouver leurs hommes en cas de besoin. Par exemple, aux États-Unis, M. Dernburg a pu

prélever sur les Germano-américains, même sur les salaires des ouvriers, une sorte de contribution de guerre qui produisit des millions et des millions.

Ainsi, les Allemands n'admettent pas que le moindre individu de leur race prédestinée s'égare et se perde dans la masse d'une nation étrangère nécessairement inférieure. L'immigration germanique, comme ils la comprennent, est une façon de conquête. Ils vont jusqu'à réclamer le droit de siéger en tant qu'Allemands, élus par des Allemands, dans les parlements des pays où ils se trouvent en nombre. Le pangermaniste Funke s'étonne qu'au Brésil le gouvernement ose « frustrer les Allemands de l'influence politique qu'ils doivent avoir sans conteste, eu égard à leur nombre ; ce nombre leur donne incontestablement le droit de faire représenter par les nationaux allemands au Parlement et au Sénat leur volonté et leurs vœux ». Un autre pangermaniste, Friedrich Lange, réclame le même privilège pour ses compatriotes dans l'Argentine, « et dans toutes les républiques loqueteuses de l'Amérique du Sud [1] ». Résisteraient-elles, ces loqueteuses ? Alors l'Allemagne saurait leur faire entendre raison « par toutes les ressources de sa puissance », employées « sans égard à quoi que ce soit, *rücksichtslos* ». Supposez cette ambition réalisée : des délégations de la nation allemande siègent dans quantité de parle-

1. Voir Ch. Andler. *Le Pangermanisme, ses plans d'expansion dans le monde*, par Ch. Andler, dans la collection *d'Etudes et documents sur la Guerre*, Librairie Armand Colin.

ments ; elles sont les filiales du *Reichstag* métropolitain siégeant à Berlin. Et voilà organisée l'hégémonie mondiale.

Ce sera donc un curieux chapitre préliminaire, celui où seront exposés les apprêts de cette hégémonie. M. Alphaud, qui, avant d'aller commander une section de mitrailleuses au front d'Alsace, fut chargé d'une mission en Amérique, vient d'écrire une importante partie de ce chapitre dans le livre qu'il publie aujourd'hui : *l'Action allemande aux Etats-Unis*. Nulle part, l'action de l'Allemagne n'est plus puissante qu'en ce pays. C'est que le théâtre est vaste, énorme l'activité, et les affaires très grandes, et les Allemands une foule de plusieurs millions. Des Allemands participent à toutes les grandes affaires financières, commerciales, industrielles. Ils ont leur banques, très actives. Ils participent à la vie intellectuelle par l'affluence de leurs maîtres dans les universités et les écoles secondaires. Ils n'ont pas encore réclamé des droits politiques distincts ; mais ils se servent de leurs droits de citoyens américains au profit du germanisme ; leurs suffrages comptent beaucoup dans l'élection présidentielle et dans toutes les élections politiques ; les journaux de langue allemande sont très répandus ; nombre de journaux indigènes sont tributaires de la finance et du commerce allemands.

Ces Germains d'Amérique s'intitulent Germano-américains ; mais laquelle des deux qualités leur est la plus chère ? Sans nul doute, pour le plus grand nombre, c'est la première. Un érudit pangermaniste, V. Gœ-

bel, a écrit dans son livre, *le Germanisme aux État-Unis* [1], ce curieux passage :

« La crainte qui était venue à Benjamin Franklin de voir l'Amérique se germaniser n'a pas été dénuée de raison ; et, si la vie américaine aujourd'hui a une autre physionomie que de son temps, cela doit s'attribuer d'abord à l'influence du germanisme. Ce n'est pas à l'Angleterre, mais au peuple allemand et au peuple américain joints par les liens du sang, comme par de hautes et communes aspirations intellectuelles que se trouve confié le progrès de la civilisation. Et les gardiens de cette amitié sacrée, ce sont les Allemands d'Amérique. »

Dans cette mixture, l'élément anglo-saxon est à peu près escamoté par un tour de gobelet. L'orgueil germanique réclame pour le génie de l'Allemagne la plus belle part dans la civilisation américaine. Franklin avait donc raison de craindre une germanisation des États-Unis ; les Germano-américains la tiennent pour accomplie. Si encore ils consentaient à se contenir dans le cadre de la vie américaine, à n'être que de simples américains ! Mais ils ne daignent. Il semble qu'à leurs yeux l'ambassadeur d'Allemagne à Washington soit non pas le représentant d'une puissance étrangère, mais un délégué, auprès d'eux, de leur empereur.

C'est comme délégué de leur empereur que les Germano-américains ont accueilli M. Dernburg. M. Alphaud a très judicieusement donné dans son livre la place principale à l'action de ce *missus* du

1. *Das Deutschtum in Vereinigten Staaten*, 1904. Voir Andler, *loc. cit.*, p. 36.

seigneur Kaiser. A voir M. Dernburg faire jouer tous les ressorts des organisations allemandes, on s'étonne de leur puissance. On comprend l'embarras, les hésitations, la timidité de la résistance américaine, et aussi l'inquiétude des patriotes américains, du président Roosevelt, par exemple, qui dénonce le dessein germanique de former aux États-Unis « une nation contre la nation, un État contre l'État ». Si bien que le livre de M. Alphaud éclaire une des plus grandes questions apparues dans cette guerre : les États-Unis seront-ils un État *un*, maître de destinées à lui particulières, une patrie distincte, originale — et qui pourrait être, pour tant de raisons, si grande —; ou bien un vaste endroit géographique, où des immigrants venus de lieux divers, garderont, défendront leur être antérieur, et rendront impossible la volonté commune, essentielle condition de l'existence d'une patrie ?

Or, il faut, pour que les États-Unis deviennent une patrie, que l'Allemagne soit vaincue. D'ailleurs, si elle était victorieuse, l'hégémonique Allemagne, quel pays sur terre pourrait se vanter d'être encore une patrie ?

Ernest Lavisse.

L'ACTION ALLEMANDE AUX ETATS-UNIS

PRÉLIMINAIRES

CHAPITRE PREMIER

Sur la route de New-York

L'estomac américain et l'immigration allemande. — A bord du *Rochambeau*. — Singuliers compagnons de voyage. — L'aventure du *Dacia*. — Les préoccupations d'un Américain cultivé. — Le contrôle des mers par la flotte anglaise. — La *Liberté* de Bartholdi et les vaisseaux captifs.

« C'est un profond sentiment d'amitié que les États-Unis ont pour la France, et un sentiment durable, que partagent les nouveaux citoyens américains comme les anciens. Car il ne faut pas croire que l'immigration change les sentiments du pays. *En une ou deux générations, les immigrants sont assimilés et ils pensent comme nous. Nous les assimilons complètement. Nous avons un très bon estomac.* »

Ces paroles sont de M. Roosevelt, alors président

de la République, à mon confrère et ami André Tardieu, qu'il recevait en 1908 à Maison Blanche [1]. A cette époque, l'immigration, à laquelle faisait allusion M. Roosevelt, était particulièrement l'immigration japonaise dans l'ouest des États-Unis. On était au plein des incidents de San Francisco entre « Japs » et Californiens. Une autre immigration, beaucoup plus dangereuse parce que méthodique dans son départ et acceptée dans son arrivée, l'immigration allemande, poussait dans le sol américain des racines de plus en plus fortes. Vainement la doctrine de Monroë perpétuait la prétention, émise depuis 1823, de s'opposer à toute annexion ou occupation territoriale, que voudrait réaliser dans le Nouveau-Monde une puissance quelconque de l'Ancien Continent. Cette doctrine n'avait prévu qu'une seule forme de conquête : celle de la force brutale. Il y avait l'autre : la conquête lente par l'infiltration patiente, chaque jour accrue, sans cesse ramifiée. C'est celle-ci que les Allemands avaient silencieusement adoptée. L'immigration allemande aux États-Unis est aujourd'hui si forte que l'estomac américain en reste surpris et ne peut plus la digérer.

Surpris ! ce n'est point la faute de M. Roosevelt. Ce n'est même pas la faute de l'Amérique, dont la législation hospitalière s'est jusqu'à aujourd'hui refusée — *attendons demain* — à réglementer la naturalisation des émigrants. C'est la faute de la discipline et de la méthode allemandes, dont la vigueur patiente et la ténacité musclée ont rendu ici d'inexorables arrêts.

1. *Notes sur les États-Unis*, André Tardieu, 1908.

La première immigration d'Allemands aux États-Unis remonte à 1683. Des émigrés de Westphalie s'installent à côté de Philadelphie, dont les Quakers de William Penn viennent d'élever, quarante ans auparavant, les premières maisons. Ils y bâtissent une ville. Or, voyez l'esprit de la race : au milieu des éléments indigènes, anglais, irlandais, suédois ou français, les émigrés allemands affirment tout de suite leur nationalité : leur ville, ils l'appellent Germantown (la cité allemande). L'immigration continue. Un jour, Hessois et Bavarois sont assez nombreux pour que, dans la Guerre de l'Indépendance (1765-1783), les Anglais leur demandent aide et assistance afin de lutter contre les troupes déjà victorieuses de Washington. L'Angleterre est battue. Les éléments allemands — ils sont plus de 600.000 — courbent les premiers la tête sous le vent de la victoire américaine ; ils adoptent la langue, ils fusionnent, ils essaient de se faire oublier. Mais d'Allemagne des contingents frais émigrent encore vers les États-Unis. Anciens et nouveaux colons multiplient et occupent. Ils font mieux que construire : comme la belette de la Fontaine, ils prennent bientôt quatre pieds où un seul leur est accordé. Milwaukee, dans le Wisconsin, fondée en 1834 par le Français Salomon Juneau, est cité germanique vers 1860. La Révolution prussienne de 1848 a chassé les nouveaux venus du fond de toutes les provinces allemandes vers l'Amérique ; Carl Schurz, qui sera le premier ministre d'origine germaine dans le cabinet de Washington, est parmi eux. Les statisticiens américains les plus sérieux, comme Jarvis, George Trucker, Mayo-Smith, etc., etc... s'accordent à dire que le nombre à cette époque des

allemands purs ou de descendance allemande est d'environ 8 millions.

Surviennent nos désastres de 1870. L'unité germanique se fonde. Dans le rayonnement de la victoire, les émigrants arrivent plus nombreux des bords du Rhin, de l'Oder et de l'Elbe. Ils n'émigrent pas seuls : de Hollande, de Suisse, de Pologne, de Bohème, ils entraînent avec eux des éléments qui, pour appartenir à chacun de ces pays, n'en sont pas moins des éléments germaniques purs. Dans dix ans, de 1870 à 1880, les statistiques américaines constatent une immigration de 2.944.695 Allemands et de près de 1 million de Polonais, Suisses et Hollandais allemands. Les nouveaux contingents, tandis que les anciens font souche et forment des familles dont l'ordinaire moyenne est de quatre enfants, émigrent au surplus avec des relations et des correspondances établies par avance des mers du Nord et de la Baltique aux rivages de l'Atlantique occidental. Ils ne sont plus pauvres et ne vont point chercher fortune au hasard, comme leurs devanciers. Ils ont de l'argent. Ils s'appuient sur une diplomatie armée et vigilante, si vigilante que vers 1895, l'empereur Guillaume, informé que les éléments germano-américains avaient tendance à oublier leur langue d'origine, envoie tout exprès des missionnaires payés sur sa cassette personnelle, entr'autres le Dr Hexamer, américain, né de parents allemands et qui fonde quatre ans plus tard, en 1899, « l'Alliance Germano-Américaine ». Ces missionnaires ont tous *l'ordre* de rappeler que l'allemand doit être parlé, écrit, étudié, propagé avant toute autre langue, la langue anglaise notamment. La fondation du Dr Hexamer n'est créée que pour cen-

traliser tous ces efforts sur les divers terrains politique, littéraire, industriel, commercial ou agricole où ils s'exercent. En 1898 est en outre apparu aux États-Unis un ambassadeur allemand de premier ordre, le baron Von Holleben, dont nous étudierons plus loin l'influence et le merveilleux talent d'organisation ; celui-ci consolide l'œuvre et lui donne toutes les parures, tous les agréments capables de séduire le peuple américain. En 1902, Guillaume II envoie son propre frère, le prince Henri de Prusse, grand amiral de la flotte allemande pour couronner et consacrer l'entreprise. A cette époque, les statistiques de Washington notaient plus de 10 millions d'Allemands aux États-Unis. Aujourd'hui, les Américains sincères, ceux que n'aveugle pas un faux amour-propre et qui voient les réalités telles qu'elles sont, avouent que le nombre des Germano-Américains varie entre 15 et 20 millions sur 100 millions d'habitants environ que comptent les États-Unis. Chicago est couramment appelée la troisième ville de l'Allemagne, après Berlin et Hambourg...

La théorie de l'estomac a vécu. Pour avoir été — toujours en application de la fameuse et désormais fâcheuse doctrine de Monroë — trop indifférents à la politique de l'Europe et, par dérivation, à l'immigration allemande, pour n'avoir pas voulu vérifier d'une part les éléments à absorber, d'autre part leur capacité d'absorption propre, les États-Unis se voient contraints à des méditations auxquelles naguère se refusait leur orgueil. Car en même temps que la théorie de l'estomac, celle du splendide orgueil américain paraît singulièrement atteinte.

« Comme nous avons eu tort, me disait à bord du *Rochambeau* un Américain cultivé, de nous réfugier vis-à-vis de l'Europe et du monde dans l'isolement d'une politique égoïste. Nous aimons jusqu'à l'excès la liberté de notre pensée, l'indépendance de nos actes. Chimère ! Déjà dans cette guerre ne nous faut-il pas choisir ? Après la guerre, dans quel faisceau d'amitiés ou contre quel groupement d'alliances n'allons-nous pas être entraînés, alors que se multiplieront sans doute nos préoccupations au sujet du Mexique et du Japon ? Que nous amèneront demain l'hégémonie navale de l'Angleterre, la consolidation victorieuse de l'énorme masse russe, ou bien la suprématie militaire de l'Allemagne, si par malheur vous êtes vaincus ?... Nous avons eu tort de traiter avec trop de mépris les affaires d'Europe... C'est pourquoi à tout prendre, et en dehors de toute la sympathie qui depuis toujours nous lie à la France, il vaut mieux pour l'Amérique que la France, la France surtout, ait la victoire... aussi bien l'Allemagne semble-t-elle d'ores et déjà battue... »

Sur terre le succès des nations alliées n'apparaît pas encore en pleine lumière. Mais sur mer il n'y a plus de doute. Tandis que, seul maintenant, je songe aux paroles de l'Américain et à la politique de sa patrie, monte à la ligne d'horizon, visible à peine du pont du *Rochambeau*, la silhouette d'un navire. Le temps est magnifique. Bientôt la silhouette se précise, tache noire sur les flots bleus. C'est un bateau de commerce. Le capitaine Dumont, commandant du *Rochambeau*, passe, inspectant rapidement son bâtiment. Il compte quarante-quatre ans de services à la mer. Je l'interroge.

« C'est un Anglais, me dit-il. Voilà ce qu'on ne sait pas assez en France : il y a vingt ans, quand on apercevait au loin un navire, on disait aussi c'est un anglais. Les temps changèrent. Il y a dix ans, on pensait : c'est probablement un anglais, *peut-être* un allemand. Mais depuis cinq ans, il fallait dire : c'est un anglais *ou* un allemand... Le rateau formidable que promène sur les mers l'Angleterre nous ramène à vingt ans en arrière, avec la sécurité que donne en plus une police aussi parfaite que le permet l'étendue de l'Océan. »

Parfaite ! c'est bien pour les lignes de l'Atlantique-Nord le seul mot qu'il faille employer. La navigation ici est débarrassée de tous les navires allemands qui se rendaient autrefois aux États-Unis, navires qui pour l'année 1913 représentaient un trafic de 536 millions de dollars en marchandises (2 milliards 680 millions de francs), sans compter les passagers. La ligne Liverpool-le Havre-New-York est en outre gardée militairement comme une simple voie ferrée de Paris à Compiègne ou de Rouen à Dunkerque. Dans les neuf jours de traversée du Havre à New-York, il ne nous a pas été permis de passer six heures consécutives sans être contrôlés, la nuit notamment. Les croiseurs anglais nous « attaquaient » par télégraphie sans fil : « Allo ! Allo ! Qui êtes-vous ?... — *Le Rochambeau.* — Le mot de passe ?... — Bien. Voici le nouveau mot pour les douze ou vingt-quatre heures qui suivent... Vive la France ! Vive l'Angleterre !... Good bye !... » Certes des surprises sont toujours possibles. La télégraphie sans fil nous a appris que le bateau qui nous précédait et celui qui nous a suivis en sortant du Havre, ont été tous deux torpillés par

un sous-marin allemand. C'était, il est vrai, de simples bateaux de pêche. Peut-être un jour sera-ce un navire d'un tonnage aussi fort que le nôtre : le *Rochambeau* a 14.000 tonnes environ. Mais détruire et escorter sont deux choses différentes. L'aventure du *Dacia* fut unique et restera vraisemblablement sans imitateurs.

Le *Dacia* est un bateau, qui, au moment où nous nous sommes embarqués au Havre, avait déjà une longue histoire. Il était la propriété de la Compagnie allemande Hambourg-Amerika ; dès le premier jour de la guerre, la Compagnie, par peur des croiseurs anglais, l'avait immobilisé d'office dans un port des États-Unis. Un citoyen américain, très riche et d'origine allemande, M. Breitung, l'acheta, changea le nom de *Margaret* qu'il portait en celui de *Dacia* et le fit inscrire sous ce vocable sur le registre américain. M. Breitung déclara qu'il allait charger le *Dacia* de onze mille balles de coton à destination de l'Allemagne et l'y envoyer, prétendant avoir comme neutre le droit de poursuivre son négoce avec l'Allemagne et d'y alimenter la population civile comme il lui plairait. Les gouvernements alliés, Angleterre, France et Russie, protestèrent aussitôt contre le transfert du *Dacia* sous pavillon allemand comme contraire au droit international maritime[1]. L'Ambassadeur britannique à Washington fit connaître au cabinet américain que son gouvernement, tout en

1. La déclaration de Londres, dans son article 56, sur la légitimité de la vente de navires de commerce d'un belligérant à un neutre, spécifie que « le transfert d'un navire ennemi sous pavillon neutre, effectué après l'ouverture des hostilités, est *nul*, à moins qu'il ne soit prouvé que le transfert n'a pas été fait en vue d'échapper aux conséquences auxquelles un navire ennemi, dans ce cas, se trouve exposé ».

désirant ne pas occasionner de perte aux chargeurs, ne pouvait admettre le transfert : en cas de capture le navire serait traduit devant un tribunal des prises ; la cargaison serait achetée au prix que les chargeurs auraient obtenu, si elle était parvenue à destination. Malgré cet avertissement, le *Dacia* quitta le 31 janvier Galveston, port américain du Texas dans le golfe du Mexique ; il fit une première escale dans le port américain de Norfolk (Virginie) sur l'Atlantique ; là, après avoir charbonné, une grève de son équipage le retint encore trois jours ; le 12 février seulement il levait l'ancre pour Rotterdam. Le 25 février, il était signalé par télégraphie sans fil à 400 milles à l'ouest du cap Land's End, qui termine la côte anglaise vers le sud dans le pays de Cornouailles. Le 1er mars, il était capturé par un navire français dans la Manche occidentale et conduit à Brest. Le lendemain trente-deux hommes de son équipage étaient ramenés de Brest au Havre pour être immédiatement rapatriés. Ce sont eux précisément que nous avons à bord du *Rochambeau*. Le capitaine manque, l'avocat de M. Breitung l'ayant retenu en France pour le procès qui va suivre ; mais le lieutenant est là.

Quel singulier équipage ! Il a été choisi dans des conditions aussi étranges que l'aventure qu'il devait tenter. De vrais écumeurs de la mer. Il fallait les voir à l'entrepont avec leurs faces mauvaises, leurs yeux méchants, leur accoutrement bizarre. En voilà qu'il ne ferait pas bon rencontrer à Paris sur les boulevards extérieurs, dès que vient la nuit... Si experts en ruses, si fertiles en stratagèmes que, malgré l'interdiction qui leur fut faite d'emporter des armes à bord et le sévère contrôle dont ils furent l'objet au

départ du Havre, on les a tous retrouvés sur le *Rochambeau* munis de revolvers, de brownings ou de couteaux. Ils avaient reçu pour leur traversée aventureuse de fortes sommes. C'est en jouant dans l'entrepont les miettes de cet argent que quelques-uns en vinrent aux mains, appelant l'attention sur eux. Le capitaine Dumont eut tôt fait d'intervenir et de leur offrir le calme de la prison à bord... Pour mener à bien leur équipée, les gens du *Dacia*, qui n'en étaient pas comme Manon à leur premier voyage, avaient imaginé mille moyens d'échapper à la surveillance des vaisseaux anglais. Peine bien inutile. Dès leurs premières heures de mer, ils étaient signalés par télégraphie sans fil aux croiseurs britanniques; du golfe du Mexique à l'Atlantique et de l'Atlantique à la Manche, leur signalement allait ricocher d'un navire anglais à un autre, par pur plaisir, par simple jeu, jusqu'au jour où un navire français cueillit le *Dacia* où, quand et comme il le voulut. Au dernier moment, en effet, l'amirauté britannique s'était aperçue que certaines particularités de la loi anglaise contenaient quelques équivoques dont M. Breitung, propriétaire du *Dacia*, saurait bénéficier. La loi française était plus nette. La solution était donc très simple, il suffisait de donner le *Dacia* à prendre à un navire français. Ce qui fut fait ; ce qui au surplus était la seule conjecture que propriétaire et équipage n'avaient pas prévue [1].

1. Le tribunal des prises de Brest reconnut la saisie régulière en août 1915. Quelques jours après, le *Dacia* fut amené au Havre. On procéda à la Bourse de ce port, en présence de nombreux commissionnaires et filateurs, à la vente publique des onze mille balles de coton qui composaient sa cargaison. Cette vente produisit la somme de trois millions et demi.

Cet admirable contrôle de la flotte anglaise sur l'Atlantique ne fut pas la seule chose qui, pendant la traversée, provoqua notre admiration. Arrivés à deux milles de la baie de New-York, un autre spectacle nous attendait.

Face à la rade extérieure, à une certaine distance l'un de l'autre et dans un alignement superbe, un croiseur auxiliaire et deux croiseurs de bataille anglais veillaient. Dans la lumière du soleil couchant, leur masse se découpait géante sur la mer ; on aurait dit trois fauves puissants et superbes, accroupis sur l'eau, au guet et prêts à bondir.

— Pourquoi cette précaution ? demandai-je au capitaine Dumont.

— Ils sont là, me dit-il, depuis les premiers jours d'août. Ils montent une garde qui ne cessera qu'avec les hostilités. Pas un navire allemand n'a pu depuis sortir de New-York ou y rentrer. Vous allez les voir en arrivant en rade les fameux paquebots des grandes compagnies allemandes ; ils sont bien tranquillement rangés au long de leurs docks ; leur valeur représente plus de 200 millions de francs ; ils sont immobilisés depuis sept mois sans rapporter la moindre obole ; leur entretien, nourriture des équipages comprise, nécessite une dépense d'environ 50.000 francs par jour... Songez que le spectacle que va vous offrir la rade de New-York est le même dans tous les ports d'Amérique, dans tous les ports du monde... Vous comprendrez alors la rage épileptique de l'Allemagne contre les Anglais. »

En effet, nous avons à peine franchi la première passe que sur notre droite apparaît le *Magdebourg* : chargé de dynamite et de fulmi-coton à destination de

l'Allemagne, il tenta, dès les premiers jours de la guerre, de s'évader, par temps de brume, du port de New-York ; vingt minutes après il y rentrait, heureux de retrouver la sécurité des eaux neutres et de ne pas sauter avec tout son chargement sous le feu des croiseurs britanniques. Plus loin, dans la deuxième baie, trois ou quatre gros charbonniers allemands connaissent depuis six mois l'immobilité des heures. Et sur l'Hudson aux eaux larges et belles, voici amarrés aux docks de la Hambourg-Amerika Line et de la Norddeutscher Lloyd, les paquebots et navires dont me parlait le capitaine Dumont. L'orgueilleux *Vaterland* qui mesure plus de trois cents mètres de long, le dernier cri du transatlantique au dire des marins et qui coûta plus de quarante millions, est là silencieux et immobile avec ses chaudières puissantes, ses cheminées kolossales, d'où ne sort pas la moindre fumée... A ses côtés dorment le *Kaiser-Wilhelm II* et le *George-Washington* que l'Allemagne avait armés en croiseurs auxiliaires ; le *Friedrich-der-Grosse,* le *Grosser Kürfürst*, le *Barbarossa*, le *Prinzess-Irêne,* propriété du Nord-deutscher Lloyd; le *Hamburg,* le *Président Lincoln*, le *Président Grant*, le *Pennsylvania*, le *Graecia*, le *Sarnia,* le *Pisa*, le *Kœnig-Wilhlem II*, l'*Allemannia,* le *Prinz Eitel Friedrich*, le *Prince Joachim*, propriété de la Hamburg-America.

Et la majestueuse statue de la *Liberté,* œuvre française du sculpteur Bartholdi, domine, ironie suprême, ce double tableau de la captivité allemande qui gémit au dedans, et de la puissance anglaise qui veille confiante au dehors.

New-York, 15 mars 1915.

CHAPITRE SECOND

A New-York

L'état de l'opinion américaine en mars 1915. — L'attitude du Président Wilson depuis l'ouverture des hostilités : humanité, neutralité, défense et protection de la paix et des intérêts américains. — Les milieux financiers et commerciaux. — Dans les Universités et les Clubs artistiques. — Les sympathies privées. — La presse américaine. — Où le Dr Bernhardt Dernburg apparaît.

Où en étaient les États-Unis au commencement du mois de mars 1915 ? En face de la guerre européenne qui se prolongeait depuis sept mois, quel était l'état de l'opinion américaine ? Dans un pays comme la France, la réponse à cette question n'eut pas présenté beaucoup de difficultés : quelques conversations sérieuses avec deux ou trois Ministres, les notabilités des deux Chambres, deux ou trois financiers et journalistes bien informés y eussent suffi. En Amérique, il en allait tout autrement. La République américaine a su concilier les libertés démocratiques avec l'autorité d'un pouvoir responsable ; ce que pensait le gouvernement, le peuple pouvait ne pas le penser. Les Universités américaines, pépinières d'hommes politiques et de jurisconsultes éminents, ont d'autre part une vie propre ; elles sont un foyer distinct où s'alimente l'opinion. Enfin le souci de l'action extérieure

se manifeste aussi librement à Wall Street, dans le monde financier et les milieux industriels, que dans les résidences de milliardaires, où l'initiative privée enfante souvent autant de miracles que les syndicats les plus actifs et les plus puissantes collectivités. L'étranger qui débarque à New-York, désireux de saisir la véritable orientation de l'opinion américaine, devait donc porter ses yeux partout à la fois. Pour bien voir et comprendre, mieux valait d'abord faire un retour en arrière, synthétiser la répercussion de la guerre européenne dans les différents milieux américains et retenir les actes qu'elle avait inspirés aux uns et aux autres.

I. — L'attitude du Président Wilson

Quelle avait été l'attitude du président Wilson depuis l'ouverture des hostilités ?

A la considérer dans son ensemble, cette attitude semblait avoir été déterminée par un triple objet : 1° la défense préalable des droits sacrés et immuables de l'humanité ; 2° l'observation d'une neutralité scrupuleuse entre les belligérants ; 3° dans cette double et noble atmosphère, la sauvegarde de la paix et des intérêts américains au dehors comme au dedans.

Au point de vue des droits superieurs de l'humanité, le premier acte du président Wilson, dès qu'éclatèrent les hostilités, fut d'offrir officiellement ses bons offices aux nations belligérantes pour, s'il en était temps encore, conjurer la guerre et ramener la paix. Le 6 août au matin, le roi d'Angleterre, le Tsar,

M. Poincaré, les Empereurs d'Allemagne et d'Autriche avaient entre les mains un télégramme personnel du président des États-Unis : « Comme chef, leur « déclarait M. Wilson, d'une des puissances signa- « taires de la convention de la Haye, je crois de mon « devoir et de mes prérogatives de vous dire, dans « un esprit de vive amitié, que je considère comme « bienvenue l'occasion d'agir dans les intérêts de la « paix européenne. Maintenant ou à tout autre mo- « ment que vous jugerez plus convenable, je suis à « votre entière disposition. »

Le même jour, le Président Wilson approuvait les mesures prises par les ambassadeurs ou les nationaux américains en résidence quelconque dans un des pays belligérants pour secourir les infortunes de tout ordre, les blessés, les prisonniers, les malades, les malheureux, les vieillards, les femmes, les enfants, etc., etc...

Le 30 août, à l'apparition du premier Taube survolant Paris, le 23 septembre à l'incendie de la cathédrale de Reims, le 19 janvier à la nouvelle des premières et innocentes victimes des Zeppelins en Angleterre, le Président Wilson avait, à titre personnel, communiqué aux représentants diplomatiques des États-Unis dans les pays belligérants en Europe, sa « désapprobation formelle des jets de bombes sur les villes non fortifiées occupées par des non-combattants et son regret douloureux pour la destruction de monuments historiques qui étaient la gloire de l'humanité ».

Le 6 novembre, informé que la situation des prisonniers de guerre en Allemagne était particulièrement misérable, le Président Wilson ordonnait qu'une enquête fut immédiatement ouverte.

Le 18 novembre, il avait envoyé ses félicitations personnelles aux bienfaiteurs américains qui, sur le vapeur *Jason*, parti la veille des docks de Brocklyn, avaient entassé à profusion les cadeaux de Noël offerts par les enfants des États-Unis aux enfants des nations belligérantes.

Le 9 décembre, le président Wilson avait officiellement félicité M. Myron Herrick, ancien ambassadeur des États-Unis à Paris, de sa conduite « on ne peut plus admirable » vis-à-vis des Français malheureux et de sa noble défense des droits supérieurs de l'humanité.

Le 30 décembre, malgré la menace allemande, le Président Wilson s'était formellement refusé à reconnaître l'annexion de la Belgique par Guillaume II et avait notifié aux consuls américains des principales villes belges de refuser l'exequatur que voulait leur conférer l'autorité militaire allemande.

Le 4 février, parlant devant les Chambres de commerce des États-Unis, le Président Wilson avait supplié les industriels et les agriculteurs américains de penser tout d'abord à la disette effroyable de vivres dont allait souffrir le monde entier : « Nous avons la mission sacrée de manœuvrer la bêche et la charrue pour rendre plus intense le rendement de notre sol ; nous ne devons pas faillir à la mission sacrée de secourir l'humanité malheureuse. »

Enfin le 26 février, le Président Wilson avait opposé son veto à un projet de loi qui prétendait fermer les États-Unis à l'immigration étrangère et chasser du pays les étrangers illettrés : « Notre patrie, avait-il dit, doit être un asile constamment ouvert à tout homme qui souffre. »

Au point de vue de la neutralité stricte à maintenir entre les belligérants, le président Wilson, dès les premiers jours d'août, imposait la censure sur tous les cablogrammes à destination des pays en guerre, autorisait l'usage du canal de Panama et des stations de télégraphie sans fil américaines dans des conditions rigoureusement semblables pour les nations belligérantes.

Le 15 août, le président lançait une proclamation personnelle dans laquelle il mettait le peuple américain en garde contre « l'esprit de parti qui est la cause la plus profonde, la plus subtile et la plus certaine des infractions à la neutralité ».

Quelques jours plus tard, il faisait voter par les deux Chambres à Washington l'établissement d'un fonds de cent millions de dollars pour liquider les dettes de l'Amérique envers les puissances européennes en lutte, notamment l'Angleterre et l'Allemagne : ainsi, ne devant rien à personne, le gouvernement américain était plus sûr de tenir la balance égale entre les uns et les autres.

La liberté du commerce avec les neutres était solennellement proclamée. Le 26 décembre 1914, lorsque le blocus franco-anglais parut porter, à ses yeux, préjudice à cette liberté, le Président Wilson protesta officiellement auprès du cabinet de Londres. Le 18 février 1915, lorsque commença le blocus allemand dans la mer du Nord, semblable protestation fut adressée au cabinet de Berlin.

Au point de vue de la paix et des intérêts américains, dès le 10 août, alors qu'il apparaissait nette-

ment que le Japon déclarerait à son tour la guerre à l'Allemagne, le Président Wilson engagea immédiatement des négociations avec les cabinets de Londres et de Tokio pour que les intérêts américains en Chine ne fussent pas lésés par l'action japonaise et que la paix fut sauvegardée. Sur les assurances formelles reçues en réponse, le Président Wilson signa le 26 août 1914 une proclamation affirmant que les États-Unis garderaient une stricte neutralité dans les opérations du Japon contre l'Allemagne. De plus, M. Wilson ouvrit des pourparlers avec toutes les puissances belligérantes ou neutres du monde entier pour qu'au cas où des difficultés s'élèveraient entre un de ces pays et les États-Unis, une commission fut d'abord nommée pour étudier les moyens d'aplanir ces difficultés : si des hostilités devaient éclater, elles ne pourraient commencer que douze mois après la nomination de ces commissions.

Pour surveiller les agissements du Mexique, le Président Wilson, au prétexte de compenser la diminution des revenus publics pendant la guerre, avait fait voter le 10 août un impôt spécial de 100 millions de dollars par an, pendant toute la durée des hostilités, pour avoir ainsi la secrète possibilité d'augmenter l'armée et la flotte américaines, si besoin s'en faisait sentir.

Soucieux des intérêts particuliers des Américains, le Président Wilson, pour éviter des catastrophes, avait ordonné dès le 5 août la fermeture de la bourse de New-York et, pour conjurer les infortunes, il avait fait le même jour voter par les Chambres 12 millions et demi de francs destinés à secourir les Américains d'Europe malheureux ; le cuirassé *Tennesse*, était

parti immédiatement porter aux intéressés eux-mêmes une partie de cet or.

Dès que la certitude était apparue que les États-Unis allaient devenir à la fois « la banque et le grenier » de l'Europe en armes, le Président Wilson avait pris son poste de combat contre toutes nations, belligérantes ou non, qui prétendrait interdire à l'Amérique des transactions d'un ordre quelconque. Mais pour que les négociants américains fussent inattaquables dans ces transactions, le Président Wilson avait envoyé le 5 janvier à tous les exportateurs une circulaire dans laquelle il leur recommandait « d'établir des connaissements et des manifestes sincères et complets, de ne rien dissimuler, ni de la qualité, ni de la quantité des cargaisons, et d'agir en sorte que chacun au dehors fut content de l'Amérique ».

Quelques jours plus tard, le 8 janvier, à Indianopolis, le Président Wilson déclarait aux Américains que leur devoir « consistait surtout à concentrer leur attention sur leurs propres affaires, à bien les ordonner, à bien les suivre ». Et pour ne pas créer de vaine agitation dans l'État dans une heure aussi grave, le Président Wilson, le 15 janvier, s'opposait à l'approbation du projet de loi tendant à accorder le droit de vote aux femmes dans les élections au Parlement.

Toutes ces mesures, le Président Wilson avait eu le mérite de les prendre malgré la crise douloureuse dont sa vie intime avait été frappée. Le vendredi 7 août, en effet, après une maladie de quatre mois causée par une chute qu'elle avait faite à Maison Blanche en février 1914, Mme Wilson était morte après vingt-neuf ans d'une douce union. D'une éducation

artistique raffinée, peignant avec talent et écrivant avec grâce, elle avait été pour le Président la plus dévouée des compagnes. Elle lui avait donné trois filles, dont l'une avait épousé M. Mac Adoo, Ministre des Finances dans le cabinet de son beau-père. Le Président Wilson avait pris quelques heures à peine pour s'isoler dans son deuil [1].

A quoi fallait-il attribuer cependant les reproches qu'une partie de l'opinon produisait contre le Président Wilson? Le plus grave de ces reproches était d'avoir, le 16 septembre à Maison Blanche, accueilli les représentants de la Belgique sans s'associer à leurs protestations contre les atrocités allemandes commises à Malines et à Louvain. A l'adresse présentée par M. de Wiart, au nom de S. M. le Roi des Belges, adresse dans laquelle l'attention était appelée sur la neutralité violée, sur les souffrances de la Belgique et sur la solidarité des peuples neutres en présence de l'infamie allemande, le Président Wilson avait simplement répondu : « Vous ne vous êtes point mépris en pensant que le peuple américain aime la justice... J'admire votre Roi.... Je vous remercie pour les documents que vous remettez entre mes mains.... Vous comprendrez que je ne puisse en dire davantage.... Je prie Dieu pour que la paix revienne en Europe.....» De quel esprit procédait la réponse présidentielle? Était-ce scrupule excessif d'un juge impartial? Était-ce autre chose? Les intrigues allemandes à

1. Treize mois après, en septembre 1915, M. Wilson faisait part à ses amis de son prochain mariage avec Mme Norman E. Galt, de Washington. De 20 ans moins âgée que le président, Mme Galt, veuve d'un orfèvre en renom, avait toujours vécu dans l'intimité de la famille Wilson.

Washington ne manquaient pas. C'est un point qu'il fallait déterminer et plus d'une fois sur ce terrain on avait prononcé le nom de M. Bernhardt Dernburg.....

Voilà, du 2 août 1914 aux premiers jours de mars 1915, quels avaient été les actes principaux qui avaient marqué la politique du Président des États-Unis.

II. — Les milieux financiers et commerciaux

Que s'était-il passé durant la même période dans les milieux financiers ? Les premières nouvelles de la guerre venues d'Europe avaient causé à Wall Street une très grande impression. Certaines banques avaient suspendu les traites à quatre-vingt-dix jours, et certaines autres toutes leurs affaires avec les places européennes. Au fur et à mesure que s'étaient fermées les Bourses de Londres, de Paris, de Vienne, etc... les transactions étaient devenues de plus en plus rares. Sous l'influence des communiqués allemands, le monde financier américain avait cru à la défaite de la France. En gens actifs cependant et d'initiative hardie, quelques banquiers de Wall Street négociaient dès les premiers jours de septembre à la fois en Angleterre et en France. En France, où le gouvernement s'était retiré à Bordeaux, la National City Bank envoyait un de ses fondés de pouvoirs, M. Dunning, qui offrait à M. Ribot, Ministre des Finances, 500 millions de francs, à condition que la National City Bank eut en Amérique le monopole de tous les achats français en matière de denrées et de munitions. Ces propositions furent repoussées, comme entravant par avance la liberté d'achat de la France. Or, quelques

jours après avoir connu l'échec de ces premières négociations, les financiers américains apprenaient que M. Ribot, Ministre des Finances, recherchait de l'argent liquide partout et qu'il avait, entr'autres choses, télégraphié à M. Jusserand, notre ambassadeur aux États-Unis, de lui trouver d'urgence sur le marché américain 50 millions de francs [1]. Avoir refusé 500 millions et en rechercher fièvreusement 50 parut étrange aux banquiers de Wall Street, qui perdirent aussitôt de vue la valeur véritable du crédit français. Les États-Unis, en effet, n'auraient jamais dû oublier que la France était restée le même pays qui, en 1870, vaincu, démembré et frappé d'une indemnité de guerre de 5 milliards de francs, avait trouvé tout seul dans son vieux bas de laine 38 milliards de francs, qui en trois semaines furent mis à la libre disposition du gouvernement français. Les États-Unis, en outre, auraient dû prêter attention, non pas à leurs propres sentiments, mais à la véritable situation de la France en face de la guerre qui s'ouvrait.

Quelle était cette situation ?

Dès les premiers jours de la guerre, M. Ribot, Ministre des Finances, avait déclaré à la tribune du Parlement que les dépenses seraient environ de 1 milliard par mois et qu'elles augmenteraient progressivement jusqu'au double, si les hostilités se prolongeaient. Par conséquent, autant de mois qui s'écouleraient, et autant de fois la France aurait besoin de trouver entre 1 et 2 milliards. Or, dans les premiers jours de septembre et d'octobre, l'éducation du bas de laine français, qui devait procurer à M. Ribot

1. Ce fut la National City Bank qui fournit à la France ces premiers 50 millions.

tant de ressources, n'était pas encore faite. La guerre est pour le paysan, pour l'ouvrier français, pour tout commerçant économe, pour tout père de famille sage et avisé (ils sont très nombreux à Paris et en province), la plus grande catastrophe qui se puisse produire. Le 2 août 1914, cette catastrophe éclate : tout le monde instantanément cache son or et son argent ; les uns l'enfouissent dans les caves, les autres l'enterrent dans un coin caché de leur jardin. Ils le font avec d'autant plus de raison que trois phénomènes se produisent en France, phénomènes qui ne sont pas faits pour inspirer confiance au paysan, à l'ouvrier, au père de famille français. Ces trois phénomènes sont les suivants : 1° dans les caisses d'épargne d'État, les déposants ne peuvent retirer, ni la totalité, ni une partie des dépôts qu'ils ont confiés auparavant à l'État ; 2° dans les institutions privées, comme le Crédit Lyonnais, le Comptoir d'Escompte, etc.,etc... les déposants ne peuvent pas davantage retirer, soit totalité, soit partie de leurs dépôts ; 3° l'État émet du papier-monnaie en petites coupures de 20 francs, 10 francs et 5 francs pour que, l'or et l'argent disparaissant, la vie publique ne s'arrête cependant pas et qu'une monnaie fiduciaire permette à cette vie de continuer. Mais ce papier-monnaie (que l'élite de la nation a demandé aux pouvoirs publics d'émettre) a replacé dans l'esprit du paysan le souvenir des fameux assignats de la Révolution française, qui cent ans plus tôt furent la plus douloureuse des faillites. De grand-père en petit-fils, et de père en fils, en effet, dans les provinces françaises qui sont beaucoup plus que Paris le vrai coffre-fort de la France, on s'est transmis l'idée « qu'il faut se méfier du papier-

monnaie, qu'il n'y a que l'or ou l'argent en espèces qui compte ». Etant donné cet état d'esprit, le gouvernement français ne trouve pas, en septembre et octobre 1914, de quoi placer en France la quantité de bons du Trésor ou de bons de la Défense Nationale qui lui serait nécessaire pour faire face à toutes ses dépenses. C'est alors que M. Ribot s'adresse à l'étranger ; et c'est alors que par la plus singulière des erreurs le marché américain ne fait pas confiance à la France. Wall Street est obnubilé par tous les mensonges allemands. La victoire de la Marne n'arrive pas à dissiper l'équivoque. En février 1915 seulement, la Banque Morgan et C° tente de nouvelles négociations qui aboutissent à un prêt à la France de 250 millions de francs. Mais le malaise subsiste et ici encore on nous parle, dès notre arrivée à New-York, des intrigues de M. Bernhardt Dernburg.

Dans les milieux industriels et commerciaux, un malaise d'un autre genre se manifeste. Soucieux de se débarrasser de certains intermédiaires qui masquent les sources directes de production en Amérique, le gouvernement français a envoyé aux États-Unis, dès les premiers jours d'octobre, une mission, composée pour la plupart d'officiers spécialistes et de techniciens : ceux-ci doivent procéder aux achats du gouvernement français dans l'observation absolue de cette règle : « traiter directement avec le fabricant ou le producteur ». Une partie du monde commercial américain, celui des courtiers et des intermédiaires, se trouve ainsi lésé dans ses espérances. De plus, certaines conditions de frêt et de livraison ajoutent au trouble. Au moment où le mois de mars commence,

les achats de la France sont cependant abondants ; leur paiement en est régulier, mais ici encore est signalée la main du Dr Bernhardt Dernburg.

III. — Dans les Universités et les Clubs artistiques

Dans les Universités américaines, l'affirmation péremptoire que l'on trouvait au début de la guerre était à peu près celle-ci : « Bien que vivant sous le charme des traditions anglaises et françaises, les Universités américaines recherchent uniquement en Allemagne et trouvent seulement en Allemagne les meilleurs modèles, les meilleures méthodes d'instruction et d'éducation, aussi bien pour l'enseignement supérieur que pour les écoles secondaires et primaires. » De fait, entre l'Allemagne et les États-Unis, certaines affinités existent : 1° une forme fédérative commune dans la structure même de l'état, le semblable goût du « kolossal » dans une même activité scientifique ; 2° beaucoup de professeurs américains ont étudié en Allemagne, y laissant de grandes amitiés, certains mêmes honorés des marques les plus flatteuses de la faveur impériale.

Quand la guerre éclata, le 2 août 1914, ces professeurs estimèrent qu'il était de leur devoir, en dépit de l'officielle neutralité, de se former une opinion sur la justice de la guerre. Habitués à penser avec indépendance, à ne jurer sur aucune parole, mais simplement à croire à la vérité historique démontrée par le document librement discuté, les maîtres des Universités américaines lurent la série des docu-

ments, par lesquels, pour la première fois, dans une grande guerre, les diplomates notifiaient leurs raisons à l'opinion publique. Sur cette lecture, aidés par l'impression personnelle de ceux qui pouvaient mettre, en marge des documents, la vivante illustration de leurs souvenirs de vacances en Allemagne et en France, la plupart des professeurs jugèrent; quelques-uns se prononcèrent.

Dès le 9 septembre, alors que la bataille de la Marne pouvait être pour la France une nouvelle défaite et pour Berlin un nouveau succès, le Président honoraire de l'université Harward, le vénéré Charles Elliot, commençait dans le *New-York Times* l'admirable série de lettres qui devait faire de lui l'apôtre de la justice et du droit. Certes il rappelait les titres de l'Allemagne à la reconnaissance scientifique des Universités américaines; mais il n'hésitait pas à déclarer que l'Allemagne avait entrepris et conduit la guerre dans des conditions telles que les sympathies américaines ne pouvaient désormais appartenir qu'aux alliés. Le 16 septembre, le 28 septembre, le 2 octobre, M. Elliot précisait son opinion. Il déclarait que les Américains n'éprouvaient à l'égard de l'Allemagne aucun sentiment d'animosité ou de jalousie. Mais l'Amérique ne pouvait oublier les excès d'autocratie et d'autoritarisme dont Berlin s'était rendu coupable : tyrannie exercée sur le Sleswig-Holstein et sur l'Alsace-Lorraine; invasion de la Belgique à la suite d'une révoltante violation des traités; manière de faire la guerre à l'encontre des lois modernes, avec des cruautés et des destructions sans exemple, etc., etc... « L'issue de la querelle, concluait-il, est certaine; les Allemands peuvent ne pas s'en rendre compte encore;

mais elle est infaillible. Que le conflit soit long ou court, il se terminera par la défaite de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. La revanche française, conséquence inévitable du traitement infligé par l'Allemagne à la France en 1870, sera la revanche de la civilisation. »

Dans son discours de rentrée à l'Université de Columbia, le Président Nicolas Murray Buttler n'avait pas de son côté caché que ses préférences étaient dans cette guerre pour ceux qui, ne l'ayant pas voulue, demeuraient sans reproches ; pour ceux qui, respectueux du droit comme l'Angleterre, épris d'idéal humain comme la France, prompts à se sacrifier à la parole donnée comme la Belgique, méritaient l'approbation des hommes à l'esprit sain et au cœur droit. Or, le président Buttler comptait en Allemagne avant la guerre de nombreux et tout puissants amis ; il avait reçu maintes fois de l'Empereur Guillaume II des marques particulières de distinction et d'amitié.

Le 18 novembre, M. Borgerhoff, professeur à l'Université de Cleveland, avait écrit au *Temps* une lettre où il parlait « de la haine américaine pour cette Allemagne qui a mis l'Europe à feu et à sang et qui s'est à jamais déshonorée par son mépris des traités... Ici, ajoutait-il, tout le monde a lu les livres blanc, orange, gris, y compris les documents frelatés de la chancellerie allemande. On a lu aussi la protestation des intellectuels de l'autre côté du Rhin. Les intellectuels américains y ont répondu par un document portant plusieurs milliers de signatures et dénonçant les horreurs qui se sont commises en Belgique. Le peuple, lui, proteste par son attitude franchement hostile à l'Allemagne. Même parmi ceux qui sont d'origine

allemande, il y en a beaucoup qui condamnent leur ancienne patrie. L'autre jour, en passant devant une brasserie allemande, j'entendis par la porte entr'ouverte les accords de la *Brabançonne*. Intrigué, j'entre : une vingtaine d'Allemands debout, le verre haut, fredonnaient l'air, que jouait un mauvais piano, et couronnaient chaque couplet en conspuant le Kaiser ».

A Harward, le Président Lowell ne pouvait se permettre la liberté d'opinion du président honoraire Elliot. Mais les sympathies de l'auteur du meilleur livre sur les institutions politiques de l'Angleterre ne faisaient bientôt aucun doute. Il les avait accusées lui-même dans la façon différente dont il avait reçu d'une part, M. Henri Lichtenberger, professeur de Sorbonne, chargé d'enseigner à Harward pendant le semestre d'hiver 1914-1915 l'histoire du nihilisme intellectuel contemporain, et d'autre part M. Kuno Meyer, professeur allemand, dépossédé de sa chaire de langues celtiques à l'université anglaise de Liverpool. Toutes les félicitations de M. Lowell étaient allées à M. Lichtenberger pour le tact dont il avait fait preuve en pays neutre, pour la clarté et la beauté de son enseignement. Quant à M. Kuno Meyer, dont la propagande anti-anglaise dans un club irlandais de New-York avait donné lieu à des incidents, M. Lowell avait retiré officiellement l'invitation de donner des conférences à Harward ; le 22 décembre, le professeur allemand était à nouveau sans chaire.

Le 20 janvier, le professeur James Taylor, ancien président de l'université Vassar, écrivait à son tour au *New-York Times* pour appeler l'attention sur le caractère séditieux, au point de vue de la paix intérieure américaine, des appels et des tracts allemands.

Enfin le Dr David Starr Jordan, chancelier de la Stanford University, écrivait le 10 février à M. d'Estournelles de Constant : « Il est indéniable que les Français ont fait preuve de la plus grande franchise en avouant leurs pertes à la guerre, tandis qu'en Allemagne la tendance est de dissimuler la vérité constamment. La grande majorité des Américains qui ne sont pas d'origine allemande, sont sans réserve pour Paris contre Berlin. »

A ces avis de professeurs éminents et autorisés des Universités américaines, il convenait d'ajouter la propagande élégante et persuasive qu'avaient en Amérique, depuis les premiers jours d'août, et durant tout l'hiver, fait des conférenciers comme M. Anatole Le Braz, des académiciens comme M. Gabriel Hanotaux, président du Comité France-Amérique, et M. Brieux, qui était venu à Washington apporter au Président Wilson une lettre autographe de M. Poincaré ; de M. de Lapradelle, professeur de droit à l'Université de Paris et chargé de cours à l'Université de Columbia ; enfin de M. Joseph Bédier, professeur en Sorbonne, dont la brochure sur *les crimes allemands avoués par les Allemands eux-mêmes*, avait, traduite en anglais, fait sur le public des universités américaines, une profonde impression.

Cet ensemble de faits était réjouissant pour le cœur d'un Français. Mais en France, on ne nous avait évidemment pas tout dit. Il y avait dans les Universités américaines une minorité active, également composée de professeurs éminents, qui n'avait cessé de rompre des lances pour la gloire et pour la défense de l'Allemagne. Les noms ne manquaient pas, depuis le professeur Münsterberg et le professeur Burgess,

jusqu'aux professeurs Haekel et Eucken, sans oulier le professeur Kuno Francke et le Dr Von Mach. De quelle force, dans les universités américaines, était le courant que ces défenseurs de l'Allemagne avaient créé ? C'était ce qu'il importait de savoir. Ici encore apparaissait la personne du Dr Bernhardt Dernburg.

Dans les milieux littéraires et artistiques, les manifestations de sympathies américaines à l'égard de la France avaient été nombreuses. L'une des premières et des plus intéressantes avait été celle de l'écrivain Richard Harding Davis, qui chassé de Belgique par la ruée allemande, avait de Londres même télégraphié aux journaux de New-York son indignation. « A Louvain, avait-il câblé, la guerre s'est faite contre des gens sans défense, contre des églises et des bibliothèques, contre des moisonneuses travaillant dans les champs et contre des enfants en sabots jouant dans la rue. Les soldats allemands se sont comportés dans cette nuit de Louvain comme des hommes indignes après une orgie sans nom. Cinquante prisonniers anglais se trouvaient là. Je suis content qu'ils aient assisté à se spectacle. Ils diront plus tard comment l'ennemi fit le désert autour de lui. Et c'est là ce que l'empereur d'Allemagne appelle une guerre sainte ! »

Dès que fut connu le bombardement et l'incendie de la cathédrale de Reims, MM. Whitney Warren et Hastings, réputés parmi les architectes américains, déclaraient que tous les architectes du monde devaient organiser une protestation « contre la destruction d'un édifice qui par sa beauté appartenait à toutes les nations et qui, respecté par les armées du moyen âge,

avait été détruit par les représentants d'une race qui se prétendait sans égale en culture et en art ». Sur leur proposition, le 18 novembre, le club des architectes américains de New-York adoptait une motion flétrissant les actes de vandalisme et de destruction commis par les Allemands en Belgique et en France.

Le 25 novembre, la participation de la France à l'exposition de San Francisco provoquait en Amérique d'ardentes sympathies. A l'appel de M. Léon Bonnat de l'Institut, de M. Roll, président de la Société Nationale des Beaux-Arts, et de quelques autres artistes parmi lesquels M. Jean Béraud, une circulaire était adressée à tous les peintres et sculpteurs des États-Unis pour secourir leurs camarades français pendant la guerre. La circulaire était signée de MM. Henry F. Hornbostel, président de la Société américaine des architectes des beaux-arts ; William T. Dannat, président de la société des peintres américains de Paris ; Joseph H. Freedlander, président du groupe américain S. A. D. G. ; J.-William Fosdlek, président de la société des anciens élèves américains de l'académie Julian ; Allen et Benson à Boston, Bartlett et Brooks à Washington, Redfield et Grafly à Philadelphie, Clarkson à Chicago, Flogg et Hartford, Mme Witney Warren, femme du célèbre architecte, M. William A. Coffin, ancien élève de M. Bonnat.

Le 9 décembre, le Comité des étudiants américains de l'école des beaux-arts de Paris, adressait un appel en Amérique, pour la constitution d'un fonds destiné à venir en aide immédiatement et pendant toute la durée de la guerre, aux artistes français qui, au nombre de seize cents, étaient actuellement sur le front. M. Whitney Warren acceptait la présidence hono-

raire du Comité et souscrivait personnellement mille francs.

Semblables manifestations avaient eu lieu dans les théâtres d'Amérique de la part de chanteurs et de chanteuses nés aux États-Unis. Mais dans ces milieux on signalait aussi une influence allemande et une propagande ingénieuse du Dr Bernhardt Dernburg.

IV. — Les sympathies privées

Quant aux initiatives privées écloses en l'honneur de la France de l'un ou de l'autre côté de l'Atlantique, il fallait renoncer à les dénombrer.

A Paris, dès le lundi matin 3 août, Mme et M. Myron Herrick, ambassadeur des États-Unis en France, constituaient des fonds de secours pour les enfants, pour les femmes, pour les blessés militaires français. En quelques jours, 175.000 francs étaient réunis.

M. Herman Harjes, directeur à Paris de la Banque Morgan et Ce, acceptait le secrétariat général d'une commission de secours formée par la colonie américaine. Un appel était publié, où l'on rappelait les exploits et les services de La Fayette et de Rochambeau aux États-Unis. Plus tard, M. Herman Harjes prenait la présidence du *Clearing House*, œuvre centrale et extrêmement importante de secours de tout ordre généreusement fournis à la France par l'Amérique.

M. B.-J. Shoninger, ancien président de la Chambre de commerce américaine de Paris, adressait un appel à toutes les chambres de commerce aux États-Unis et à la société américaine pour recueillir des sommes destinées aux ambulances et aux hôpitaux

américains en France. Plus de 1.000 lits étaient mis à la disposition du service de santé français, sans compter les automobiles, les pansements, les produits pharmaceutiques, etc., etc...

M. Peixotto, vice-président en fonctions de la Chambre de commerce américaine à Paris, multipliait son action pour combattre la pénurie des transports, le chômage, les transactions entre la France et l'Amérique.

La fondation Rockfeller annonçait 1 million de dollars pour secourir les non-combattants ; elle envoyait près de 4.000 tonnes d'approvisionnements, fondait les laboratoires de l'ambulance Carrel, etc., etc...

M. Andrew Carnegie, revenu d'Angleterre à New-York, déclarait que les responsabilités de la guerre pesaient entièrement sur le Kaiser et s'inscrivait pour des fonds de secours destinés à la France.

La Croix Rouge française recevait de Los Angeles (Californie) une somme de 25.000 francs, produit d'une simple collecte improvisée pendant un garden-party.

Le 7 décembre était fondé à New-York le premier comité américain exclusivement consacré à l'armée française, le « Lafayette fund ». Le comité décidait d'envoyer aux soldats 100.000 sacs de la valeur de 1 million contenant des vêtements d'hiver et des objets de toutes sortes.

D'autres fondations américaines se consacraient spécialement à l'enfance, envoyaient par le *Jason* des jouets et des cadeaux de Noël ; une section de cette œuvre prenait soin des enfants et des familles alsaciennes ; un citoyen des États-Unis, M. J. de Coppet,

faisait à lui seul plusieurs envois de dix mille francs chacun.

Vu dans son ensemble, le spectacle ici était admirable. Mais quelle importance avaient en Amérique des fondations du même ordre destinées à l'Allemagne? Ces fondations étaient-elles aussi spontanées et aussi nombreuses ? On nous affirmait que sur ce terrain l'activité du Dr Bernhardt Dernburg avait trouvé une aide précieuse dans la propagande personnelle de Mme Dernburg.

V. — La Presse américaine

A en croire les extraits des journaux américains, parus dans la presse française, l'opinion depuis l'ouverture des hostilités, semblait être unanime contre l'Allemagne. Des flots d'encre avaient été versés, dans le *New-York Herald* et le *New-York Times* pour protester contre la violation du Luxembourg et de la Belgique. L'empereur d'Allemagne était considéré comme un ennemi de la civilisation. Le *Chicago Tribune* déclarait que l'invocation de Guillaume II à la divinité était un abominable blasphème. *Le New-York World* écrivait que l'empereur d'Allemagne avait jeté son sceptre dans la balance pour arrêter la marche des libertés politiques en Europe. *Le New-York Globe* signalait que de nombreux Allemands résidant aux États-Unis se prononçaient contre la politique personnelle de Guillaume II. Tout cela avant le 10 août.

Le 24 août, ces premières protestations étaient décuplées, lorsque les États-Unis eurent appris les formidables contributions de guerre imposées par l'armée

allemande à la ville de Bruxelles et à la province de Liège. Les atrocités allemandes, les exploits des Taubes, les incendies de Malines, de Louvain, de Reims, les croisières aériennes des Zeppelins, plus tard les torpillages des sous-marins avaient largement alimenté l'indignation. M. Roosevelt était intervenu personnellement et, dans un style admirable, avait criblé de ses sarcasmes et de ses arguments les germano-américains.

Mais ces journaux étaient-ils toute la presse des États-Unis? En France, nous aimons volontiers ce qui nous flatte et, pour employer une expression de métier, nous mettons volontiers « au panier » ce qui ne nous plaît point. Au surplus, pour ne pas décourager l'opinion, pour la maintenir au degré de confiance du début, confiance que ne devaient entamer, ni les succès allemands, ni les impatiences civiles d'une campagne longue et d'un hiver rigoureux, le gouvernement français n'avait pas jugé bon de tout dire : une censure impitoyable s'était exercée sur tout ce qui pouvait nuire à l'enthousiasme et le diminuer. En débarquant à New-York, la vérité allait nous apparaître. Quelle était-elle? Ici encore le nom de M. Dernburg était prononcé. On parlait couramment de campagne payée, d'achats de journaux, etc.

New-York, le 20 mars 1915.

M. DERNBURG S'ORGANISE ET LUTTE

CHAPITRE TROISIÈME

M. Dernburg, envoyé spécial

D'où venait M. Dernburg. — Son passé et ses mérites. — L'amitié de l'empereur. — Un rêve colonial. — Mission apparente aux États-Unis et mission vraie. — Le précédent effort du baron Holleben. — Procédés personnels de M. Dernburg : deux anecdotes. — L'état-major de M. Dernburg.

Quel était au demeurant M. Bernhardt Dernburg, dont la présence et l'activité semblaient se manifester partout à la fois aux États-Unis depuis le début des hostilités ? Certes il était loin d'être un inconnu. Lorsque s'étaient élevés les différends franco-allemands au sujet des affaires du Maroc, il avait été question de lui dans toutes les gazettes. Mais depuis l'assassinat de l'archiduc d'Autriche à Serajevo et depuis la déclaration de guerre, son nom avait disparu de l'échiquier politique international. Le 24 août 1914, il réapparaissait sous la forme d'un simple communiqué publié dans les journaux germaniques et que la presse américaine reproduisait : « L'ambassadeur allemand, comte Bernstorff, était-il dit dans ce communiqué, a regagné aujourd'hui son poste à Washington. Il est accompagné de M. Von Dernburg, secrétaire d'État aux colonies, que l'empereur d'Allemagne a

chargé d'une mission spéciale aux États-Unis. » Le soir de ce 24 août, tandis que M. Bernstorff regagnait en effet son ambassade, M. Dernburg s'installait au Ritz Carlton Hôtel de New-York et y louait de vastes appartements. Peu rassurés sur la sécurité de la navigation dans l'Atlantique, ambassadeur et envoyé spécial avaient amené, à bord du vaisseau norvégien qui les emportait en Amérique, deux ou trois secrétaires seulement ; d'autres devaient suivre. Mme Bernstorff, bien qu'Américaine d'origine, avait continué dans une ville d'eaux de la Bavière la villégiature que la guerre avait contraint son mari d'interrompre. Mme Dernburg, avec ses deux fils de seize et de quatorze ans, s'était retirée à la campagne près de Berlin, attendant l'heure propice de rejoindre son mari.

Pourquoi Guillaume II, entre tous les hommes dont il pouvait disposer, envoyait-il à New-York, son secrétaire d'État aux Colonies? Certes, il était à prévoir qu'avec les forces dont disposaient la France et l'Angleterre, la maîtrise de la mer et la coopération japonaise, le ministre des Colonies allemand qu'était M. Dernburg n'allait pas avoir grand'chose à faire : les possessions germaniques d'Afrique et d'Asie étaient destinées à tomber bientôt entre les mains des Alliés. Inutile ici, M. Dernburg aurait pu être utilisé à l'intérieur du territoire allemand. Mais nulle besogne ne lui eût plus convenu que celle à laquelle précisément le conviait l'empereur.

Avant d'être homme d'État, M. Bernhardt Dernburg avait eu une jeunesse studieuse. Très actif, très entreprenant, il connaissait à vingt ans les principaux pays du monde. A New-York, il était venu en 1885 compléter son éducation commerciale et financière

et y avait, trois ans durant, prolongé son séjour. Des États-Unis il avait apprit à ce moment les ressources, il avait jugé du coefficient de puissance de l'élément germano-américain. Il avait consacré les dix années qui suivirent à parcourir une fois encore la Chine, la Russie, la France et était allé achever son éducation politique en Angleterre. Docteur de toutes les Universités, parlant couramment l'anglais, le français, le russe, les écrivant comme sa langue propre, très versé dans les questions financières, M. Bernhardt Dernburg devenait bientôt un homme que Guillaume II remarquait. Peu après, il était investi de la confiance de l'empereur qui le renvoyait en Angleterre où, pendant cinq années, il expérimentait et perfectionnait la méthode de pénétration pacifique et audacieuse, dont l'Allemagne devait tirer partout si grand profit. La coulisse de la politique anglaise était bientôt pour M. Dernburg sans secrets. D'habiles ramifications, d'ingénieux points de répères à la Cour et dans les journaux, de mystérieux centres d'espionnage dans les arsenaux, dans les ports et dans les banques, complétaient ce qu'une vaste érudition et une prodigieuse activité personnelle ne lui fournissaient pas.

Revenu en Allemagne en 1906, et chargé aussitôt par l'empereur du Ministère des Colonies où il succédait au prince Hohenlohe-Langenburg, M. Dernburg concevait pour sa patrie le rêve d'une expansion coloniale égale à celle de l'Empire britannique. Il y avait, à ses yeux, manque de proportion entre la population allemande grossissante et son territoire. La petite part qu'avait l'Allemagne dans telle et telle région au delà des mers devait grandir pour se prêter à la colonisation, pour augmenter le commerce et la

richesse de la métropole. Que s'était-il passé dans le monde depuis 1870? La France, la grande vaincue, avait réussi, malgré sa défaite et ses 39 millions d'habitants, à créer au delà des océans un domaine de plus de 5 millions de kilomètres carrés et de 60 millions d'habitants; l'Angleterre, avec 45 millions de nationaux, possédait un empire colonial de 7 millions de kilomètres carrés et de 95 millions de sujets. Il n'était pas jusqu'à la petite Belgique qui, avec une population de 7 millions, n'eût conquis 9 millions d'indigènes et 1 million de kilomètres carrés. L'effort que l'Allemagne avait fait pour sa marine de guerre et sa marine de commerce, elle devait le renouveler pour son agrandissement colonial. Le projet n'était pas que grandiose; il était utile. Il permettait de coordonner sur les principaux points du globe l'activité dont les Allemands émigrés faisaient bénéficier les pays où ils résidaient. Il flattait en outre l'ambition personnelle de l'empereur Guillaume II dans son rêve d'hégémonie mondiale. A réaliser ce rêve, Dernburg devenait une sorte de Chamberlain allemand. Guillaume II donna carte blanche et c'est ainsi que, ces dernières années, nous assistâmes à toutes les interventions du cabinet de Berlin, dès qu'une puissance quelconque, la France au Maroc, l'Angleterre en Egypte, l'Italie en Tripolitaine, la Russie en Chine, parlait d'acquisitions territoriales nouvelles. La guerre éclatant, les colonies allemandes disparaissant, pourquoi l'Allemagne n'utiliserait-elle pas les États-Unis, où les éléments germaniques étaient très nombreux et que l'on pouvait en somme considérer *comme une vaste colonie allemande* déguisée? Et M. Dernburg partit pour New-York.

Lorsqu'il y débarqua, le 24 août 1914, sa présence sur le navire norvégien était déjà signalée. On savait qu'il venait en Amérique avec une mission spéciale. Quelle était cette mission? On connaît la curiosité des journalistes : celle des reporters américains est sans exemple. Quiconque a été à New-York n'a pas oublié le spectacle des barques qui accostent le navire dans les eaux de quarantaine, et du flot d'interviewers qui se précipitent pour assaillir de questions le personnage connu. M. Dernburg, interrogé sur la portée réelle de sa mission, feignit de n'avoir aucun secret. « L'empereur m'envoie, dit-il, pour faire auprès des Américains d'origine germanique une propagande rapide et active en faveur de la Croix Rouge allemande. » Pendant quelques jours cette version fut acceptée. Mais lorsqu'on sut l'importance des appartements retenus au Ritz Carlton, certaines visites particulières, la part prise aux démêlés des journaux et aux discussions universitaires, on s'aperçut que la mission du Dr Dernburg avait au moins pour objet de créer aux États-Unis un courant d'opinion net en faveur de l'Allemagne. Or, comme on le verra par la suite, la mission avait encore d'autres buts. Du reste M. Dernburg n'hésita pas à lever le masque; il prit pour prétexte les attaques et les polémiques auxquelles sa patrie était en butte de la part de certains pamphlétaires américains, et déclara qu'il prolongerait son séjour aux États-Unis aussi longtemps qu'il le faudrait. Toutefois, avant de se lancer tête baissée dans la lutte, l'envoyé spécial de Guillaume II décida de passer en revue les éléments et les armes que lui avaient préparés en Amérique les prédécesseurs de M. Bernstorff.

Quelques mois avant la guerre hispano-américaine, dix-sept ans auparavant, l'ambassadeur allemand d'alors, le baron Holleben, avait songé à donner aux nationaux allemands résidant aux États-Unis une sorte de vie publique, qui les mit beaucoup plus en relief aux yeux même des Américains. Pour cela, il avait fondé des associations d'écrivains d'origine germanique, des clubs commerciaux, des syndicats industriels de patrons et d'ouvriers, des bibliothèques, des collèges d'athlètes, des unions de vétérans, des sociétés de chasse ; il n'était pas jusqu'à des cercles religieux, des brasseries où l'on buvait de la bière et où l'on jouait au bowling, des orphéons et des fanfares qu'il n'eût créés pour la plus grande gloire de la Germanie. De là à acquérir certains journaux, à commanditer certains théâtres, à monopoliser les actions de banque ou de centres industriels importants, à peupler les universités de professeurs allemands, il n'y avait qu'un pas ; le tout était de le franchir avec rapidité et discrétion pour que l'esprit d'indépendance et l'amour-propre national américains ne fussent point effarouchés. Le baron Holleben consacra à cette œuvre toute sa science et tout son art, qui étaient grands. Lorsqu'il fut assuré que rien ne pouvait plus entraver sa marche, il continua ouvertement la tâche entreprise ; c'est alors que l'empereur Guillaume envoya solennellement en Amérique, d'abord le Dr Hexamer, fondateur en 1899 de l'alliance germano-américaine, puis en 1902, son propre frère, le prince Henri de Prusse. A partir de ce moment les distinctions et les faveurs allemandes de tout ordre s'abattirent sur les États-Unis ; lettres impériales de félicitations, décorations

de l'Aigle rouge, de la Couronne de Prusse, etc., etc... furent distribuées à profusion. Pas une régate à Kiel, que les Américains n'y fussent invités à titre particulier, objets à bord de leurs yachts des attentions les plus flatteuses ; pas de réjouissances américaines que les Allemands aussi n'y fussent conviés ; Guillaume II était couramment appelé le meilleur des amis de l'Amérique. Au baron Holleben, succéda un ambassadeur extrêmement séduisant, le baron Speck von Stermburg. Marié à une Américaine de grande naissance, très répandu dans la meilleure société, en particulier dans le monde diplomatique et universitaire, il vivait dans l'intimité du président Roosevelt, avec lequel il montait à cheval et jouait au tennis à peu près quotidiennement. Il mourut en pleine atmosphère de sympathie et c'est le comte Bernstorff qui le remplaça comme ambassadeur allemand aux États-Unis.

De l'organisation qu'avaient, au cours de ces vingt années, instauré les prédécesseurs de M. Bernstorff étaient sorties de véritables pépinières d'Allemands experts, instruits des choses américaines, et ayant grand crédit en matière financière, industrielle, politique ou autre. De ces Allemands, la liste avait été et était encore rigoureusement tenue à jour à l'ambassade allemande de Washington et dans les nombreux consultats que l'active diplomatie du cabinet de Berlin avait créés aux États-Unis. Sur cette liste, M. Dernburg choisit son état-major. Cet état-major comprit des personnalités connues et dont on ne cacha point les noms, au contraire : ce furent les professeurs Münsterberg et Von March de l'Université Harward ; les professeurs Kuno Meyer, de

l'Université de Liverpool, et Thomas C. Hall, de l'Université de Columbia ; M. Hermann Ridder, propriétaire du *New-Yorker Staats Zeitung* ; M. Horace L. Brand, propriétaire de l'*Illinois Staats Zeitung*, M. George Viereck, directeur du *Fatherland* ; le Dr Hexamer, président de l'alliance germano-américaine ; M. Richard Bartholdt, membre influent de la Chambre des représentants pour Saint-Louis (Missouri). Mais, à côté de ces personnalités, devait fonctionner, avec la collaboration du capitaine Boy-Ed, attaché naval, du capitaine Von Papen, attaché militaire de l'ambassade allemande à Washington et sous la direction personnelle de M. Dernburg lui-même, une agence d'espionnage extrêmement puissante, dont nous verrons peu à peu, au cours des chapitres qui vont suivre, les éléments et le fonctionnement.

Les rôles distribués, le plan d'action arrêté, M. Bernhardt Dernburg se mit immédiatement à l'œuvre, résolu de ne se laisser arrêter ou décourager par rien, décidé à ne connaître aucun scrupule. On en jugera par avance par ces deux anecdotes :

Au cours de ses visites particulières, l'envoyé spécial de Guillaume II fut conduit à demander à un américain neutre le service de donner en son honneur un grand dîner de vingt-cinq couverts. C'est le chiffre que comportent en Amérique les réceptions de gala. Des notabilités de New-York, de Philadelphie et de Washington, connues comme favorables à la France et à l'Angleterre, furent, sur les instigations de M. Dernburg, priées à ce dîner. Vingt-deux refus sur vingt-cinq invitations arrivèrent, la plupart motivés. M. Dernburg ne se tint pas pour battu. Il fit vingt-deux visites particulières, non pas au bureau

d'affaires où l'Américain est accessible à tous, mais au domicile privé qui, pour l'Américain, est une sorte d'asile sacré où il n'introduit que les élus de son cœur et de son esprit. Dans douze de ces maisons, on congédia M. Dernburg ; mais il avait pénétré dans dix. Il s'efforça au surplus, à la faveur de dîners ou de soirées qui suivirent, de prendre contact avec les récalcitrants. Un mois après, M. Dernburg avait vu tout le monde, n'ayant convaincu personne de ceux dont le parti était irrévocablement pris, mais ayant neutralisé davantage les neutres et transformé en zélateurs ardents ceux qui n'étaient pour l'Allemagne que de tièdes partisans.

Deuxième anecdote. Dès les premiers jours de la guerre en Amérique, on sut que M. Roosevelt prenait parti pour la France et qu'il faisait en faveur de notre pays une propagande, admirable de fougue et d'esprit. M. Dernburg demanda à une personnalité de New-York de donner un dîner et d'y inviter M. Roosevelt. Prévenu, lié d'amitié au surplus avec l'hôte et dans l'impossibilité de refuser, M. Roosevelt se rendit à l'invitation à condition de n'abdiquer aucune de ses idées. On fit connaître ces conditions à M. Dernburg, qui n'en fut point effrayé. A table et au cours de la soirée, la discussion s'engagea, très courtoise d'abord, très vive ensuite. L'argumentation solide et musclée de M. Roosevelt mit knock-out le plaidoyer de M. Dernburg. « Il est regrettable pour l'Amérique et pour vous-même, conclut alors M. Dernburg, qu'on ne puisse pas vous convaincre. Je croyais cependant me souvenir, M. Roosevelt, que vous aviez été autrefois l'ami de notre empereur, qu'il vous avait reçu à sa table... » — « J'ai été aussi

l'ami du roi des Belges, répondit l'ancien Président. J'ai été reçu par lui et invité par lui : ni directement, ni dans la personne d'un de ses représentants, le roi des Belges n'a jamais songé à me le reprocher. » La leçon eut suffi à tout autre, qui n'eut jamais osé reparaître devant M. Roosevelt. M. Dernburg, lui, n'hésita pas, quelques jours après, à rendre visite à l'ancien Président dans sa demeure particulière d'Oyster-Bay...

Ces deux exemples montrent de quelle audace et de quels procédés M. Dernburg était capable. Voyons-le maintenant à l'œuvre.

CHAPITRE QUATRIÈME

M. Dernburg et la Télégraphie sans fil.

Les stations françaises, allemandes et américaines de T. S. F. — Les investigations allemandes en Floride, dans les Etats de Washington et du Maine, etc... — Le poste de Sayville. — Comment on trompe l'hospitalité des neutres. — L'organisation navale de la T. S. F. : les exploits des croiseurs allemands. — L'organisation terrestre : comment on espionne et comment on trouble l'ennemi.

Nous avons en France dix stations environ de télégraphie sans fil. Une seule a de l'importance et est assez fortement organisée : la station de la Tour Eiffel, dont l'onde a une portée de 6.500 kilomètres et pourrait à la rigueur s'élever à 10.000 kilomètres ; portée extrême qu'on lui fait du reste rarement atteindre. Lorsque le gouvernement, au 1er septembre 1914, se retira à Bordeaux, des dispositions furent prises, au cas où l'armée française serait incapable de résister à la poussée allemande et Paris occupé, pour transporter ailleurs le matériel : la station du Boucaut près Bordeaux, eut été apparemment choisie. Dans le laps de temps nécessaire au transport et à l'aménagement, une autre station cependant eut fonctionné, la station de Lyon, dont les ondes ont aujourd'hui une portée égale à celles de la Tour Eiffel. A

Paris même, des travaux supplémentaires, qui ont nécessité une dépense de 200.000 francs environ, ont été effectués depuis la victoire de la Marne. A coup sûr, la T. S. F. française aurait pu neutraliser l'action de la T. S. F. allemande, si nous n'étions pas un peuple pour qui les scrupules comptent : mais qui nous en blâmera ?

Les Allemands, eux, ont à l'intérieur de l'Allemagne même une quantité considérable de stations. Le nombre importerait peu si, parmi ces stations, il n'y en avait une extrêmement puissante, celle de Nauen (Hanovre) dont l'onde constante est de 10.000, et quelquefois de 12.000 kilomètres.

Les Américains ont également de nombreuses stations de T. S. F. La plus importante, à l'ouverture des hostilités, était celle de Tuckerton (New-Jersey). D'une puissance égale à celle de la Tour Eiffel et à celle de Nauen, elle mettait en communication les États-Unis avec l'Europe. Quelques jours après la déclaration de guerre, le bruit courait aux États-Unis que les Allemands utilisaient la station télégraphique de Tuckerton pour les usages militaires. Le Président Wilson s'émut de cette nouvelle. Le 16 août, il plaça la station de Tuckerton sous le contrôle direct du gouvernement américain ; les messages devaient être transmis en clair : cependant les messages officiels des gouvernements belligérants restaient transmissibles par chiffre diplomatique : une rigoureuse égalité de temps était accordée par vingt-quatre heures à l'un et à l'autre des partis combattants.

Cette précaution n'était pas inutile : elle était déjà tardive. Avant même que, le 1er août au soir, l'Allemagne eut déclaré la guerre à la Russie, tous les

consuls allemands des États-Unis étaient, depuis une semaine au moins, prévenus que les hostilités étaient inévitables. Sur l'ordre exprès de l'empereur Guillaume et de M. Dernburg, ils avaient, dans tous les centres de production agricole, dans tous les milieux industriels et commerciaux acheté tous les stocks existants, en munitions et denrées de toutes sortes, et passé des contrats réguliers pour une fourniture abondante. De plus, dès le 2 août, tous les paquebots allemands, naviguant sur les eaux du Pacifique ou de l'Atlantique, étaient prévenus de rallier le plus rapidement possible les ports neutres voisins ou, s'ils s'y trouvaient, de ne pas les quitter ; or, parmi les premiers, on l'a su depuis, plusieurs étaient chargés d'or allemand ; le *Kronprinz Wilhelm II* entre autres, qui devait regagner New-York, avait à bord plus de 5 millions de dollars (25 millions de francs).

En arrivant à New-York le 24 août, le premier soin de M. Dernburg fut de combiner des messages en clair qui, dans un langage innocent, mettaient chaque jour Berlin au courant des transactions les plus importantes et des événements les plus significatifs. De plus, le chiffre diplomatique allemand, que le gouvernement des États-Unis, confiant en la bonne foi de l'ambassadeur M. Bernstorff, laissait librement passer, fut transformé pour permettre, à travers les indications diplomatiques d'ordre moyen, des renseignements militaires d'un extrême intérêt. Comme si cela n'eût pas suffi, M. Dernburg se mit en quête de rechercher un endroit sur les côtes de l'Atlantique, du Pacifique ou du golfe du Mexique, où un service radio-télégraphique secret, pour le seul usage allemand, put être fondé. Des essais furent faits dans

les forêts et dans les montagnes les moins explorées de l'État du Maine, sur les pics les plus sauvages de l'État de Washington, dans les environs de Jacksonville, en Floride, et au sud des Everglades, dans le groupe de petites îles qui avoisinent l'ouest de l'île de Cuba. Le premier souci de M. Dernburg, comme envoyé spécial de Guillaume II, était d'être le plus tôt possible en rapports directs et constants avec lui.

Tous ces essais ne furent point heureux. Pour doubler le poste de Nauen, à destination duquel les dépêches parties d'Amérique pouvaient être suivies et contrôlées, M. Dernburg imagina alors d'établir en Espagne, clandestinement, un poste de T. S. F. allemand, d'une force égale à celle des plus grandes stations. Pour doubler d'autre part le poste américain de Tuckerton et remédier d'un coup aux essais malheureux faits sur divers points du territoire des États-Unis, M. Dernburg résolut, par un coup d'audace, de créer en face même de New-York, dans l'île Longue (Long-Island), au petit village de Sayville, une station de premier ordre. A Sayville existait déjà un poste de T. S. F. ; son importance était médiocre. M. Dernburg pouvait courir les risques d'en tripler secrètement la puissance ; il n'y avait en tout cas pas d'autorisation spéciale à solliciter, comme il en faut pour l'établissement d'une station nouvelle. La transformation du poste de Sayville s'effectua dans le plus grand secret. De 35 kilowatts, sa force fut portée à 100 kilowatts. Les trois pylones de 155 mètres de hauteur chacun, les dynamos, les appareils télégraphiques, les antennes furent fabriqués en Allemagne ; le tout fut expédié via-Rotterdam et transporté à Hoboken, aux environs de New-York, par un navire

de la Compagnie Holland-Amerika. M. Dernburg et l'ambassade d'Allemagne à Washington purent ainsi, au nez et à la barbe du gouvernement américain, communiquer quotidiennement avec Berlin des seize heures et des vingt-quatre heures durant.

Comment des puissances neutres, Espagne et Amérique, permirent-elles ainsi l'établissement, sur leur territoire, de stations de T. S. F. qui ne servaient qu'à l'un des belligérants contre les autres? Comment dès les premières heures de la création ou de la transformation, Madrid et Washington n'en furent-ils pas informés? S'ils le surent, pourquoi fermèrent-ils les yeux? Ce qu'il y a de certain, c'est que la station espagnole et la station américaine ne furent détruites ou enlevées au monopole allemand que sur les doléances incessantes de M. Delcassé. Encore, en ce qui concerne l'Amérique, ne fût-ce que le 8 juillet 1915 que le capitaine Bullard, chef du service de la T. S. F. du gouvernement américain, prit possession de la station allemande de Sayville, y laissant comme directeur le lieutenant George Clarck de la marine avec des censeurs et opérateurs exclusivement américains. Du 16 août 1914 et du 5 septembre de la même année où avait été notifié par décret la neutralisation de la station de Tuckerton, il s'était écoulé près d'un an avant que la deuxième station américaine, seule capable de mettre les Allemands d'Amérique en communication avec les Allemands d'Europe, fût placée sous le contrôle du gouvernement des États-Unis; la station de Sayville avait fonctionné au seul profit des Allemands pendant plus de huit mois.

Semblable tolérance de la part du cabinet de Washington eût été en partie acceptable, si les Alle-

mands n'avaient utilisé la station de Sayville que pour leur bien propre ; or, ils ne se firent point faute de troubler par elle les communications de leurs adversaires.

On sait que les ondes de la télégraphie sans fil cheminent dans l'espace avec une vitesse voisine de celle de la lumière, mais avec une fréquence moins grande. On peut, avec l'aide de miroirs ou de lentilles, prévenir la dispersion des rayons lumineux, tes contraindre à suivre des routes parallèles et augmenter ainsi leur intensité. Mais, pour les ondes de lélégraphie sans fil, le seul moyen d'augmenter leur fréquence est d'accroître la puissance des appareils. Les ondes cependant se croisent dans l'espace en tous sens : les appareils récepteurs les recueillent indistinctement, souvent dans une confusion très grande. Pour parer à ce grave inconvénient, on s'est avisé d'accorder entre eux un poste émetteur et un poste récepteur, le premier n'émettant que des ondes d'une longueur donnée, le second n'étant sensible qu'à ces mêmes ondes ; de même, en acoustique, un résonnateur ne vibre que pour une seule note de la gamme. On comprend ainsi que l'avantage en télégraphie sans fil reste à la nation dont les appareils émetteurs et récepteurs sont, surtout pour une grande distance, en concordance à peu près parfaite ; leurs ondes propres sont moins troublées par les ondes de l'adversaire et bouleversent celles-ci au contraire plus fréquemment.

Dès le temps de paix, cette éventualité, éminemment profitable aux nations propriétaires d'appareils puissants, préjudiciables au contraire aux pays dotés d'appareils plus faibles et non concordants, avait été

prévue. Pour établir la balance dans des conditions à peu près égales, on avait institué à Londres une conférence, qui prit des décrets internationaux, signés et approuvés par toutes les nations du monde, y compris l'Allemagne. Aux termes de ces décrets, chaque poste important avait ses heures d'activité, durant lesquelles les autres postes se taisaient, n'émettaient aucun message, en recevaient seulement ; ces postes formaient entre eux des relais, et les messages passant de l'un à l'autre parcouraient les plus grandes distances sans qu'une excessive dépense d'énergie fût nécessaire.

La première chose que fit l'Allemagne, dès que le Dr Dernburg eût complété son réseau de T. S. F. à travers l'Océan, fut de violer nettement la convention de Londres, de se passer de toutes les stations intermédiaires et de télégraphier directement, puisque ces appareils le lui permettaient, de son poste métropolitain à ses postes d'Espagne et d'Amérique.

Par cette voie, furent quotidiennement envoyés les radio-télégrammes de toutes sortes, informations journalistiques, commerciales, diplomatiques, dont l'Allemagne inonda les deux Amériques et l'Extrême-Orient. Pour que cette inondation eut lieu dans des conditions méthodiques, M. Dernburg avait fait créer des postes secondaires dans chacune des quarante-huit provinces des États-Unis. Quatre postes supplémentaires au Mexique, seize disséminés dans toute l'Amérique du Sud et quatre en Chine, étaient en outre aux ordres directs du poste de Sayville.

Les communications par télégraphie sans fil étant ainsi établies par le Dr Dernburg au moyen de postes centraux de grande puissance et de postes tributaires

de puissance moindre, comment furent-elles utilisées en détail par les Allemands ? Sur mer d'abord, sur terre ensuite.

Sur mer. — On s'est souvent demandé comment les vaisseaux, qui formaient l'escadre allemande du Pacifique et des mers de Chine, avaient pu si longtemps tenir la mer, si longtemps échapper à la poursuite des croiseurs anglais et japonais. On a les preuves aujourd'hui que chacun des croiseurs de bataille ou des croiseurs auxiliaires allemands étaient munis d'appareils de télégraphie sans fil d'une puissance au moins égale à celle des navires français, japonais ou anglais. Les Allemands avaient au surplus sur tous les navires charbonniers, cargo-boats, chalutiers, dont ils disposaient directement ou indirectement, aux Amériques, en Chine et dans les Indes, installé des appareils de télégraphie sans fil d'une puissance proportionnée au tonnage de ces bateaux. Lorsque le 25 août, à la nouvelle de la déclaration de guerre du Japon à l'Allemagne et du blocus certain de Tsing-Tao, la flotte allemande du Pacifique se dispersa, chacun des croiseurs dont elle était composée ne voyagea plus sur la mer que gardée à l'est, à l'ouest, au nord et au sud par quelques-uns de ces gros navires charbonniers ou chalutiers ; ceux-ci n'étaient pas seulement chargés d'alimenter les croiseurs allemands d'un port à l'autre, d'une côte à l'autre ; ils montaient autour de lui chaque jour une garde vigilante, doublant ce service de garde d'un service d'espionnage et de signalement, qui indiquait au croiseur ses futures victimes, bateaux de commerce ou de passagers non armés appartenant aux nations ennemies de l'Allemagne. C'est ainsi que

l'*Emden*, le *Karlsruhe*, le *Prinz Eitel*, le *Kronprinz Wilhlem* réussirent tant de mauvais coups ; c'est ainsi que le 1er novembre, sur les côtes du Chili, les deux croiseurs anglais, le *Good-Hope* et le *Monmouth*, furent surpris par des forces supérieures ; c'est ainsi qu'ailleurs les sous-marins allemands inaugurèrent leurs exploits. La mer est grande ; son immensité offre un refuge certain dès qu'on est prévenu à temps. On ne saura jamais quelle peine donna aux Anglais et aux Japonais, désireux d'établir sur les eaux un contrôle efficace, l'organisation par T. S. F. de la marine allemande. Pour avoir raison de l'escadre germanique d'Extrême-Orient, il fallut aller jusqu'au 8 décembre 1914, jour où, enfin, aux îles Falkland, le *Scharnhorst*, le *Gneisenau*, le *Nurnberg* et le *Leipzig*, furent coulés avec l'amiral commandant, comte von Spee, ses deux fils et trois mille marins. Plus d'un navire allemand est, à l'heure actuelle, sain et sauf dans les ports d'Amérique, prisonnier sans doute, mais qui reposerait dans les bas-fonds de l'Atlantique ou du Pacifique, si la télégraphie sans fil allemande n'avait été aussi bien combinée.

Des procédés particuliers enrichissaient encore cette classique organisation de télégraphie sans fil. Lorsque le 20 février 1914, le *Prinz Eitel* coula dans l'Atlantique le paquebot *La Floride*, le capitaine de ce bateau, M. Moussion, fut, avec son équipage et ses passagers, recueilli à bord du croiseur allemand. A New-York où je le rencontrai, le capitaine Moussion me fit part des remarques qu'il avait faites à bord du *Prinz Eitel*. Sur ce navire, qui depuis six mois tenait la mer, voyageant seul comme unité armée, s'approvisionnant sur des charbonniers qu'il accostait en

pleine mer ou auprès de bases mystérieuses placées dans des îles perdues, l'usage de la télégraphie sans fil avait pris la forme suivante. Désireux, pour ne pas signaler sa présence sur les eaux, de n'envoyer lui-même aucun message de T. S. F., le commandant du *Prinz Eitel* avait fait disparaître toutes les antennes et tous les appareils du bord. Mais, à certaines heures du jour et de la nuit, il faisait lancer dans les airs, à environ 100 ou 150 mètres de hauteur, des cerfs-volants construits sur fils de fer légers. Le fil de fer formait antenne et lui permettait ainsi de recevoir, sans risque aucun, les nouvelles d'Allemagne et d'Angleterre échangées par télégraphie sans fil. La façon dont il put accoster à Newport News, port américain dont il ne devait plus sortir, tiendrait du miracle, s'il n'eût pris ces précautions et s'il n'eût usé de ces stratagèmes. Pendant toute une nuit, en effet, le *Prinz Eitel* se trouva entouré à 7/8 milles de distance par quatre croiseurs anglais. Il y avait un peu de brume. Par télégraphie sans fil les croiseurs anglais parlaient de lui et ne le voyaient pas ; il put ainsi repérer à peu près leur place en mer et, passant au travers, aller accoster dans les eaux neutres des États-Unis.

Avant de regagner également Newport News par temps de brouillard et de neige, le *Kronprinz Wilhlem* resta deux heures en communication avec le *Karlsruhe* qui fut le dernier survivant de toute l'escadre allemande du Pacifique. Le *Karlsruhe* fut sur le point, lui aussi, de gagner le refuge de Newport News ; il s'était pour la circonstance merveilleusement maquillé en paquebot de commerce ; mais le commandant du *Karlsruhe* eut peur d'échapper moins facilement que le *Kronprinz Wilhlem* aux croiseurs anglais.

Après avoir touché un moment barre à la côte américaine dans les environs de Long-Island, le *Karlsruhe* reprit la mer. Il ne devait pas survivre bien longtemps à cette aventure. Mais de l'aveu de plusieurs officiers de marine anglais, français et américains, si l'organisation allemande de télégraphie sans fil n'avait pas existé, jamais ni le *Karlsruhe*, ni le *Prinz Eitel*, ni le *Kronprinz Wilhlem* n'auraient fourni une aussi longue course ; comme les navires de l'amiral Von Spee aux îles Fackland, ils eussent été frappés à mort et dormiraient depuis longtemps sous les eaux.

Sur terre. — Lorsqu'on arrive à résoudre sur mer les difficultés dont on vient de voir rapidement quelques exemples, on conçoit combien le travail sur terre par télégraphie sans fil est à la fois plus aisé et plus fertile en résultats.

Par télégraphie sans fil, M. Dernburg chaque jour fut en communication directe avec l'empereur lui-même. Il le mit au courant d'abord des nouvelles de France, que l'espionnage germano-américain transmettait par mille et un moyens au poste de T. S. F. d'Espagne, lequel les transmettait directement à Sayville ; de Sayville les nouvelles partaient pour Nauen, c'est-à-dire que dans les vingt-quatre heures l'empereur Guillaume savait ce qui s'était passé en France la veille. Certaines personnes dignes de foi ont prétendu qu'après la bataille de la Marne, le plan du général Joffre qui consistait, avec la nouvelle armée formée à Rouen sous les ordres du général Pau, à envelopper l'aile droite allemande sur la ligne Arras-Lille, avait été éventé et télégraphié le jour même par T. S. F. en Allemagne : ce qui donna aux

opérations françaises et allemandes s'échelonnant dans la direction du nord le caractère d'une véritable ruée vers la mer et vers Ostende.

Par télégraphie sans fil, M. Dernburg mit en outre l'empereur et ses collaborateurs au courant du marché américain, des approvisionnements des Alliés, des achats que Berlin devait faire en denrées ou en munitions. Les précisions sur l'état d'esprit du cabinet de Washington et sur les efforts diplomatiques de la Triple Entente ne furent point négligées.

En revanche, M. Dernburg reçut de Berlin, non seulement les communiqués de l'État-major, mais toute la série d'informations, de commentaires, d'explications de tout ordre et de toute nature, dont la presse des États-Unis, du Mexique, du Brésil, du Pérou, du Chili, de la Chine entière fut méthodiquement inondée. Avant que ne fussent parvenues les nouvelles de source anglaise ou française, le public américain était déjà prévenu : la version allemande traduite en anglais, en chilien, en brésilien et jusqu'en espéranto, circulait partout, était imprimée et affichée partout. Ce qui ne contribua pas peu à jeter le trouble dans les esprits : là où l'un disait blanc, l'autre disait noir : qui croire ? Contre les mensonges allemands, il fallut accumuler des preuves irréfutables, créer à notre tour des organisations de propagande. Les Allemands bénéficièrent en Amérique de huit mois au moins d'incertitude.

Lorsque par T. S. F., les Allemands, des rivages d'Europe aux côtes d'Amérique n'avaient plus rien à se transmettre, M. Dernburg avait imaginé le « fonctionnement à vide » des stations de télégraphie sans fil. La force des ondes allemandes, le passage de ces

ondes sur des ondes inférieures troublaient les communications anglo-françaises. Rien ne fut perdu. A bord de bateaux différents ou dans des stations de terre, il nous fut plusieurs fois donné de constater l'impuissance de nos propres collaborateurs ou de nos amis. Les bras croisés devant leurs appareils, ils devaient attendre, pour les messages à longue distance, que MM. les Allemands eussent terminé. Les opérateurs de télégraphie sans fil distinguent parfaitement la nature de chaque onde. Ils savent par exemple, que les appareils de T. S. F. allemand se reconnaissent à leur étincelle sifflante, à leur fréquence de vibration plus grande ; que les appareils anglais ont, au contraire, des vibrations de moindre fréquence, une étincelle chantante et roulante à la fois ; les appareils français, eux, se rapprochent du système anglais : l'étincelle est roulante dans les vieux modèles, chantante et roulante dans les modèles nouveaux. Les opérateurs savaient donc avec certitude à quel moment et pendant quelle période de temps les Allemands travaillaient. Leurs vœux étaient unanimes que la véritable contrebande exercée en matière de T. S. F. par l'Allemagne prît fin. Le jour où l'intervention de M. Delcassé amena la confiscation par les autorités américaines du poste de Sayville, M. Delcassé avait encore rendu à la France et à ses Alliés un inestimable service.

CHAPITRE CINQUIÈME

M. Dernburg et la presse américaine

Les journaux, publications et revues aux États-Unis. — La publicité allemande. — Les dispositions générales et les procédés particuliers de M. Dernburg. — Les journalistes américains au quartier général allemand. — Le rôle de la presse germano-américaine. — Comment M. Dernburg intervint lui-même dans les journaux américains. — Sa propagande et ses polémiques : le « navalisme » anglais et la culpabilité de l'Angleterre ; la neutralité belge et les documents trouvés à Bruxelles, etc...

Il y a environ 23.000 journaux, publications ou revues aux États-Unis. Les statistiques de 1913 donnaient le chiffre précis de 22.855 ; celles de 1914 portent 22.975. Plus de 2.000 de ces journaux ou publications naissent et meurent dans la même année. Près de 18.000 sont de langue anglaise ou américaine ; plus de 1.200 sont écrits en langue allemande. 18 seulement sont écrits en langue française. Inférieurs en nombre, les représentants de la pensée française tiennent joliment tête; ils se battent magnifiquement, ne laissent rien passer. Tels articles du *Courrier des États-Unis*, par exemple, vaudraient qu'on les mît à la place d'honneur dans le plus important des journaux de France. Mais les Allemands ne se sont pas contentés d'avoir en Améirique des journaux de leur langue. Sur les 18.000 feuilles ou revues qui parais-

sent en langue américaine, ils sont devenus actionnaires de la plupart. Près de 6.000 leur appartiennent en totalité ; dans 7 ou 8.000 autres, ils ont assez souvent la moitié ou le quart des actions. Là où le nombre d'actions possédées par eux est en quantité insuffisante pour leur permettre de parler haut, les Allemands ont pris des dispositions pour être, en annonces commerciales, en publicité financière ou industrielle, le gros client que l'on respecte. D'autres fois, ils ont multiplié les invitations, les bonnes grâces pour que directeur et rédacteurs les considèrent, les traitent en amis, écoutent leurs observations et ne soient pas hostiles à l'Allemagne.

Lorsqu'il descendit à l'hôtel Ritz Carlton à New-York le 24 août, M. Dernburg savait déjà du journalisme américain tout ce qu'il fallait en savoir. Son plan de campagne eut un triple objectif : 1° le personnel des rédacteurs et des distributeurs de publicité ; 2° la presse allemande proprement dite des États-Unis ; 3° l'ensemble de la presse américaine.

Sur ce triple terrain, M. Dernburg prit des dispositions générales et des dispositions particulières.

Les dispositions générales consistèrent à donner aux rédacteurs et aux secrétaires de rédaction de tous les journaux « de la copie toute faite » : chose qui est particulièrement prisée en Amérique. Alors que le secrétaire de rédaction d'un journal français a simplement le souci de deux, quatre, six ou huit pages au maximum à faire composer, le secrétaire de rédaction américain voit sa préoccupation se porter chaque jour sur 24, 36, 48, 52 pages qu'il faut « boucler » souvent en six heures de temps. Les cablogrammes d'Europe,

en effet, n'arrivent guère à New-York et aux États-Unis qu'après sept heures du soir; à trois heures du matin le journal doit être terminé et la dernière page « descendue ». C'est assez dire que la copie toute rédigée, que les annonces toutes prêtes, permettant de descendre des formes et des pages le plus tôt possible, ont aux yeux du secrétaire de rédaction américain une valeur particulière. Au surplus, le reporter et le rédacteur y trouvent leur compte ; les lignes leur sont payées; ces lignes, insérées sous forme de communiqués, sous forme de dépêche, ne leur font encourir aucune responsabilité de fond. Quant aux annonces, les distributeurs et courtiers de publicité ont « leur remise ». Ils peuvent être d'opinions et de sentiments opposés : le bon client reste à leurs yeux un bon client.

Etant donné cet état d'esprit et cette situation, M. Dernburg multiplia dans les journaux, dès les premières semaines de la guerre, les communiqués, les bulletins de la victoire, les commentaires : il le fit d'abord dans la forme neutre et innocente de dépêches venues des diverses capitales d'Europe ; car on devine bien que les télégrammes les plus suggestifs étaient précisément datés, non de Berlin, mais de Pétrograd, de Paris, de Londres, d'Amsterdam, etc.

En dehors de cet ensemble de dispositions générales, M. Dernburg imagina des combinaisons particulières. Il fit dès le 25 août demander aux directeurs de journaux, à leurs principaux collaborateurs, s'ils n'étaient pas désireux de voir de près la guerre européenne. Fin octobre seulement, c'est-à-dire environ deux mois après, nous devions imiter en France cette ingénieuse initiative. Le 10 novembre, les journa-

listes américains, invités par le gouvernement français à se rendre sur le front, arrivaient à Bordeaux et, accompagnés par des officiers d'état-major, partaient en automobile pour la zone des armées. Lorsqu'on prit cette mesure, M. Dernburg et sa propagande avait sur nous une avance de près de trois mois. Ainsi de versions allemandes, d'opérations tactiques et stratégiques allemandes, du bien-être des soldats allemands, de leur entrain vrai ou faux, de leurs qualités réelles ou simulées, les journaux neutres, et en particulier les journaux américains furent emplis, même après la victoire de la Marne ; pendant ce temps nous ne leur opposions, nous, que le « communiqué ».

Les ayants décidés à partir pour le front allemand, M. Dernburg remit aux journalistes américains qui firent le voyage d'Europe des lettres de recommandation pour le quartier général allemand, pour les directeurs de journaux allemands : monnaie banale, qui n'aurait eu qu'une valeur courante si elle n'avait été rehaussée d'une lettre particulière de présentation... à l'empereur Guillaume II lui-même. Car l'empereur tenait à honneur, malgré ses soucis et ses responsabilités, de voir en personne les journalistes des pays neutres. Dès qu'ils arrivaient, à n'importe quel endroit que se trouvât le quartier général, l'empereur recevait nos confrères individuellement ou collectivement à sa propre table. Il leur expliquait les opérations qui venaient d'avoir lieu. Il leur « confiait » quelques plans d'attaque sur l'un ou l'autre point du front. Surtout à leur départ, il leur remettait son portrait signé, paraphé, dédicacé, les faisant accompagner en automobile, à cheval, sur les points du champ

de bataille qu'ils désiraient voir, mettant en outre à leur disposition immédiate tout ce que nos confrères pouvaient demander. On devine les impressions qu'envoyèrent par cablogrammes ou par lettre, à leurs journaux ou à leurs pays d'origine, les journalistes américains.

Ces dispositions, prises vis-à-vis des directeurs et correspondants de journaux à titre particulier, n'empêchèrent point M. Dernburg de surveiller les deux autres terrains : la presse allemande proprement dite et l'ensemble de la presse américaine.

Sur les 1.200 journaux de langue allemande aux États-Unis, 110 environ sont importants : gros tirage, clientèle achalandée, convenablement répandue dans tous les milieux, surtout atmosphère favorable. Le premier journal écrit en langue allemande fut celui de Christophe Sauer, qui parut en 1739 aux États-Unis à Germantown. Transformé en 1755, et paraissant sous le nom de *Germantown Zeitung*, il portait déjà en lui le principe allemand « de l'abonné et de la clientèle à qui l'on doit faire crédit et qui peut ne payer cet abonnement qu'un an, deux ans, ou trois ans après ». Tous les journaux allemands n'emploient pas aujourd'hui la même méthode commerciale de crédit. Mais au point de vue politique, tous s'abritent derrière la déclaration faite par M. Hermann Ridder, directeur du *New-Yorker Staats Zeitung* et qui est la suivante : « Les journaux quotidiens publiés en « langue allemande ne sont pas des journaux alle- « mands, mais des journaux américains écrits en al- « lemand. Ils représentent les intérêts américains « aussi complètement que les journaux imprimés en « langue anglaise. Ils font l'éducation des Allemands

« qui viennent aux États-Unis et s'efforcent de faire « d'eux de bons et loyaux citoyens américains. Le « fait que le *New-Yorker Staats Zeitung* a été inter- « dit en Allemagne plusieurs fois est la preuve de sa « propre histoire. Il va sans dire que les Allemands « des États-Unis aiment leur mère-patrie, mais ils « aiment aussi leur mère d'adoption. Leur première « et dernière fidélité est pour le pays dans lequel ils « se sont établis, dans lequel ils ont élevé leur fa- « mille et où sont pour toujours leurs intérêts et « ceux de leurs enfants. »

On devine derrière cette déclaration de principe comment les choses se passent. Les Allemands et leurs journaux sont aussi Américains qu'ils le doivent dans les questions locales ou nationales américaines, où leurs intérêts d'Allemands n'ont pas à souffrir ; mais dès que la plus grande Allemagne est en jeu, ils sont et restent Allemands. L'erreur la plus énorme que nourrissent au sujet des Germano-américains les Américains de bonne volonté, est de croire que les Allemands sont capables d'oublier les intérêts de leur race. Lorsqu'ils feignent de les oublier (il y a eu quelques cas dans le passé) c'est pour laisser passer l'orage, gagner du temps et apaiser les esprits. Aux États-Unis, les émigrés de race latine, à cause de leur très grande faculté d'assimilation, parce qu'ils portent en eux les nuances d'une infinité de choses, se muent progressivement en Américains vrais. Mais les émigrés de race germaine en sont à peu près incapables : sur la couche de patriotisme américain apparent, il n'y a qu'à gratter ; le Germain reparaît très vite dans tout son orgueil, dans toute sa rapacité, dans toute sa brutalité. M. Hermann Ridder,

auteur de la belle protestation qu'on vient de lire, devait en fournir lui-même le plus solennel exemple, en acceptant dans le comité de propagande de M. Dernburg, et dans son état-major, une place de choix.

Le rôle dévolu par M. Dernburg à la presse allemande aux États-Unis, fut le suivant : fortifier par des commentaires, par des correspondances, par des explications de toutes sortes, la documentation abrégée que les autres journaux de langue anglaise inséraient en faveur de l'Allemagne. Un Américain, par exemple, — et parmi les intellectuels et les universitaires, ce fut souvent le cas — était désireux de se former une opinion sur la guerre d'Europe dans la pleine indépendance de son cœur et de son esprit : pour cela il consultait d'une part un journal français publié aux États-Unis, d'autre part un journal allemand. Or, il faut bien l'avouer, au début de la guerre, c'est dans le journal allemand et dans celui-ci seul que l'Américain trouvait une documentation abondante, vraie ou fausse, mais tellement écrasante que sa bonne foi s'il n'y prenait garde était immédiatement surprise. Les choses ont changé depuis.

Quant à la presse de langue anglaise, en dehors des courageux défenseurs de la France, comme le journal de cet illustre Français d'outre mer qu'est M. Gordon Benett, le *New-York Herald*, — comme le *New-York Times*, où notre éminent confrère Miller, rédacteur en chef, démêla si bien de sa fine critique la fausseté allemande de la vérité française, — comme encore dans l'*Evening Telegramm*, le *New-York Globe*, etc., etc... qui résistèrent au flot des publications allemandes, M. Dernburg fit le départ entre ceux qui étaient irréductiblement partisans des Alliés, et

ceux qui, se targuant d'un certain esprit de neutralité, acceptaient et inséraient à la fois les versions françaises et allemandes. Grâce aux actionnaires d'origine germanique répandus dans cette partie de la presse américaine, M. Dernburg n'eut pas à vaincre beaucoup de résistances. Mais le tout n'était pas d'insérer et de faire reproduire ; il s'agissait surtout de convaincre. C'est alors que, jugeant les communiqués et les documents insuffisants, M. Dernburg, envoyé spécial de Guillaume II et docteur de toutes les Universités, résolut de les expliquer et de les commenter lui-même au public américain. Voici comment il plaida.

I. La défense du kaiser et les causes de la guerre

« Lorsqu'il y a quinze jours j'arrivais à New-York, écrit-il dans le *Sun* du dimanche 13 septembre 1914, je fus fort surpris de lire dans les journaux américains de grosses manchettes portant : « la guerre du kaiser », « l'armée du kaiser », le « kaiser battu », etc. Je crus tout d'abord que ces mots constituaient une abréviation de métier et que le nom du kaiser était employé comme une sorte de symbole à la place et au nom de l'Allemagne dans une guerre que nous n'avions ni désirée, ni voulue. Je m'aperçus bientôt qu'il s'agissait au contraire de quelque chose de tout à fait différent : une grande partie du peuple américain jugeait l'empereur plus ou moins responsable de la déclaration de guerre et considérait l'Allemagne, peuple bon et pacifique, comme entraîné dans la

guerre par suite d'institutions autocratiques particulières à l'Allemagne, le militarisme en particulier. » La question ainsi posée, M. Dernburg se hâte d'y répondre. Il explique que par la constitution même et les lois organiques de l'empire allemand, le kaiser ne pouvait déclarer la guerre sans le consentement, au conseil de l'empire, de 54 votes égaux ; dans ce conseil l'empereur comme roi de Prusse, ne disposait personnellement que de dix-sept votes : or au Bundesrat les votes furent unanimes. La guerre, le kaiser n'aurait pu la faire sans le commandement absolu des forces de l'armée entière allemande. Pour avoir ce commandement, il lui fallait, d'après l'article 66 de la constitution, non seulement l'approbation des princes allemands, mais plus spécialement celle des rois de Bavière, de Wurtemberg et de Saxe qui sont les seuls chefs des troupes appartenant à leur territoire (six corps d'armée sur vingt-quatre en temps de paix). Au surplus, il lui fallait encore l'approbation du Reischtag, corps élu par le scrutin le plus libéral qui existe. On a prétendu qu'au Reischtag les conservateurs, qu'on a toujours appelés le parti de la guerre à cause des anciens officiers qui en font partie, avait par avance une grosse majorité. Sur 397 membres que compte le Reischtag, ce parti de la guerre ne disposait en réalité que de 55 voix ; il y avait 110 socialistes démocrates et environ 100 libéraux. Or, le Reischtag vota à l'unanimité les lois et les crédits nécessaires à la guerre. Ce n'est donc pas la « guerre du kaiser » que les journaux américains auraient dû imprimer en manchette, mais bien « la guerre du peuple allemand ». Ce fut bien en réalité une guerre décrétée d'enthousiasme par les princes

et par le peuple : les Américains qui à ce moment-là se trouvaient en Allemagne peuvent en témoigner. Le militarisme prussien n'y fut pour rien. Le militarisme en Allemagne n'est en effet qu'une forme restreinte de l'activité générale. Si l'Allemagne a une armée et une flotte, c'est qu'elle y est contrainte par les ambitions de ses voisins. Elle n'a pas la plus forte marine et n'a jamais aspiré à l'avoir : que l'on regarde plutôt du côté de l'Angleterre. Elle n'a pas davantage la plus forte armée : les journaux américains eux-mêmes parlent couramment de 8 à 10 millions de soldats russes, chiffre auquel est loin d'atteindre le recrutement allemand. Mais le vieil empire germanique a toujours excité la convoitise des nations européennes, qui l'ont pris souvent pour leur propre champ de bataille. Il suffit de consulter l'histoire pour voir que Français, Danois, Suédois, Polonais, Autrichiens, Anglais, Russes, Croates et Espagnols, même, se sont battus sur le sol allemand. Après ces guerres, on ne parlait jamais de faire à l'Allemagne sa part. Après l'épopée napoléonnienne, en 1815, lorsque le prince Metternich, premier ministre autrichien, le prince Talleyrand, envoyé français et Lord Palmerston, représentant l'Angleterre, se réunirent à Vienne, ils n'eurent qu'un souci : maintenir l'Allemagne dans une condition de faiblesse absolue. On préférait créer des États neutres, comme la Belgique en 1830, fortifier la neutralité de la Hollande et de la Suisse, plutôt que de permettre à l'Allemagne de vivre. Telle est la situation que Bismarck trouva en 1852 lorsque le roi de Prusse l'envoya siéger à la Fédération de Francfort. En 1863 seulement, l'armée prussienne était réorganisée et avec elle les forces

intérieures de 25 petits États. Par son organisation, par sa méthode et les qualités de sa race, l'Allemagne fut victorieuse en 1866 sur l'Autriche, et en 1870 sur la France. Mais depuis 1870, quels ont été les agrandissements de l'Allemagne? Victorieuse, elle a difficilement ajouté à son empire de maigres possessions coloniales, qui au surplus lui ont toutes été cédées par des arrangements pacifiques et le consentement commun des grandes puissances. Dans le même temps, l'Angleterre conquérait l'Egypte, les deux républiques boers et ajoutait à sa sphère d'influence, de gré ou de force, le sud de la Perse et une partie du Siam. La France s'emparait de Tunis, de l'Indo-Chine, de Madagascar et mettait la main sur le Maroc. La Russie réduisait la Turquie à un état voisin de la vassalité, prenait à la Chine la partie nord de la Mandchourie et toute la Mongolie, pénétrait dans le Turkestan et le nord de la Perse, créait enfin de toutes pièces la fameuse entente balkanique qu'elle devait diriger contre la Turquie d'une part, l'Autriche et l'Allemagne de l'autre. L'Allemagne en était réduite à travailler à l'intérieur de son propre territoire. C'est alors que pacifiquement elle développa ses universités, visitées aujourd'hui par les étudiants de toutes les parties du globe ; elle refondit sa législation pour protéger les intérêts du monde du travail ; la première elle créa l'assurance nationale contre les accidents, la maladie, la vieillesse, le veuvage, etc... Ses progrès techniques, dans le domaine de l'électricité et des industries chimiques, étaient bientôt inimitables et incontestables : les teintures et les produits pharmaceutiques allemands Salvarsan, le serum Behring, etc., etc., ne sont-ils pas aujourd'hui deman-

dés partout ! La première, l'Allemagne rendit l'éducation primaire obligatoire. Au point de vue agricole, dans les arts d'agrément, et en particulier la musique, dans les travaux scientifiques, littéraires et philosophiques, l'Allemagne pendant ses quarante dernières années, multiplia les preuves de son esprit pacifique. C'est parce que son développement était merveilleux, que sa richesse augmentait sans cesse, que son commerce se développait, que les vieux peuples furent jaloux de ce peuple jeune, jeune comme l'Amérique elle-même, et recherchèrent l'occasion de donner à l'Allemagne une leçon.

Voilà les causes générales de la guerre.

Quant aux causes particulières, il est clair aujourhui que la domination de la Serbie par l'Autriche était aussi intolérable pour la Russie que, pour l'Angleterre, la domination de la Hollande par l'Allemagne. Et M. Dernburg prend pour preuve de cet état d'esprit le passage du livre blanc anglais paru depuis l'ouverture des hostilités et où Sir Buchanam, ambassadeur d'Angleterre à Pétrograd, précise à Sir Edward Grey la conversation qu'il eut avec M. Sazonoff, ministre des Affaires étrangères russe, dans les derniers jours de juillet 1914. Ce document, les Américains le connaissent puisque le *New-York Times* l'a publié *in extenso* dans son numéro du 10 septembre. Quant à la neutralité de la Belgique, Lord Gladstone, au nom de l'Angleterre ne l'avait pas signée pour la seule défense du droit et pour les beaux yeux de la Belgique. Il espérait faire payer cher dans un sens ou dans l'autre, selon la tournure que prendraient les événements européens plus tard, l'attitude de l'Angleterre. En vérité, Londres préten-

dait prescrire à l'Allemagne de quel côté il lui faudrait attaquer la France [1].

II. La culpabilité de l'Angleterre dans la guerre

Le Dr Dernburg, peu après avoir donné au *Sun* l'article dont on vient de lire le résumé, obtient dans le *New-York Times*, un des organes cependant favorables aux Alliés, la publication d'une véritable brochure [2]. Le 7 août, en Russie, a paru le premier livre orange, le 11 août à Berlin, un livre blanc ; le 28 août, à Londres, un livre blanc. Le Dr Dernburg a pris immédiatement ses mesures pour, de tous ces livres, faire dresser en Allemagne une sorte de revue, dont il a indiqué par télégraphie sans fil les lignes directrices. Ces documents ainsi préparés, il se les fait envoyer à New-York, où ils arrivent, dans les premiers jours de novembre, écrits encore en langue allemande. Le Dr Dernburg les traduit immédiatement et les offres en primeur au *New-York Times* qui insère. L'envoyé spécial de Guillaume II s'efforce d'y démontrer, en se basant surtout sur les documents officiels anglais, combien fut grande la culpabilité de l'Angleterre.

« Des cinq grandes nations européennes qui sont maintenant en guerre, écrit-il, la Russie d'abord, l'Autriche-Hongrie ensuite, dont les différends s'étaient,

1. Voir aux « Documents » annexés au présent volume — pièce n° 1 — l'article *in extenso* du Dr Bernhardt Dernburg, paru dans le *Sun* de New-York le 11 septembre 1914.

2. Voir aux « Documents », pièce n° 7.

ces dernières années, singulièrement accrus et étaient devenus, après la tragédie de Serajevo, impossibles à régler diplomatiquement, amenèrent la guerre actuelle. Avec ces deux puissances, deux autres sont unies si intimement par des alliances que leur participation au conflit était inévitable : ce sont l'Allemagne et la France. Deux autres grandes puissances européennes avaient, avant la guerre, à l'égard des nations précédemment nommées, une situation sensiblement égale. L'Italie était liée politiquement par alliance aux puissances centrales; l'Angleterre l'était avec l'alliance franco-russe. Comment ces deux pays, mis en mouvement géographiquement par le corps principal du continent, agiraient-ils dans une guerre? C'était ce qu'il était impossible de déterminer avec précision : on estimait que les deux resteraient neutres. En effet, le gouvernement italien déclara dès la première heure que telle serait sa conduite. Par parallélisme, l'Angleterre aurait dû l'imiter : ce fut le contraire qui arriva. On sut bientôt qu'en réalisation d'arrangements pris il y a quelques années entre l'état-major général anglais et l'état-major général français, un corps expéditionnaire anglais allait débarquer en France, augmentant ainsi considérablement les forces françaises. Pourquoi cette intervention? L'Angleterre a prétexté, pour l'expliquer, la violation de la Belgique. Or le livre blanc anglais, par les documents qu'il contient, apporte la preuve que, dès le 24 juillet, l'Angleterre connaissait la mobilisation russe et se préparait à son tour à intervenir. L'esprit de conciliation de l'empereur allemand, affirme M. Dernburg, retarda la guerre de quelques jours. Sir Edward Grey masqua sous ses hésitations

ordinaires la conduite qu'il désirait secrètement tenir. De ses hésitations, les empires du centre furent dupes, mais point la Russie qui accorda tout juste, aux efforts timides de Sir Edward Grey pour le maintien de la paix, l'attention qu'ils méritaient. A aller à une conférence internationale, l'Allemagne et l'Autriche y auraient été étranglées. Or la flotte anglaise avait déjà opéré sa concentration dans les eaux de la Manche et de la mer du Nord : la Russie savait bien que cette concentration signifiait beaucoup plus qu'une simple action diplomatique. Les désirs apparents de paix, que manifesta à ce moment la Russie, ne servirent qu'à gagner du temps et à compléter les emplacements stratégiques des troupes : ce qu'elle n'eut pas fait, si elle n'avait pas été assurée par avance de la participation anglaise. La vérité est que l'Angleterre, décidée à empêcher tout succès diplomatique de l'Allemagne ou de l'Autriche, travaillait ouvertement et fortement depuis quelques jours en faveur de la Russie. Le 29 juillet du reste, Sir Edward Grey donnait au prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, l'avertissement formel que, si dans la conflagration européenne les intérêts anglais commandaient d'intervenir, l'Angleterre n'hésiterait pas. A ce moment, la frontière de la Belgique était loin d'être violée. Pour obtenir la neutralité anglaise, il fallait que l'Allemagne subît l'humiliation de ne pas soutenir son alliée dans le besoin. D'autre part, Sir Edward Grey, dans sa lettre du 12 novembre 1912 à M. Cambon, ambassadeur de France, avait, sous le couvert de certaines phrases équivoques, concerté une véritable alliance défensive avec la France. L'Angleterre, en réalité, menait donc dans la coulisse tout

le jeu franco-russe. Lorsqu'elle prit prétexte, le 3 août, de la violation de la neutralité belge, l'Angleterre ne disait pas la vérité ; heureuse d'une occasion excellente d'humilier ou d'affaiblir l'Allemagne, elle avait fait, de sa participation certaine et promise, le roc sur lequel la Russie devait invinciblement s'appuyer pour rester sourde aux pacifiques sollicitations allemandes. »

III. Des documents trouvés a Bruxelles dans les archives secrètes établissent que l'Angleterre avait projeté la guerre.

Le tract, dont on vient de lire le résumé, et qui en dehors des 300.000 exemplaires que représente le tirage quotidien du *New-York Times*, fut répandu par milliers en Amérique dans une brochure spéciale, eut paru suffisant à un polémiste ordinaire. Mais l'activité du Dr Dernburg n'était point pour être de sitôt satisfaite. Le 20 août, les Allemands étaient entrés à Bruxelles, alors qu'en compagnie de l'ambassadeur comte Bernstorff il se trouvait encore en mer à bord du bateau norvégien. En débarquant à New-York, le 24 août, le Dr Dernburg trouva une partie de l'opinion américaine absolument indignée des excès commis en Belgique par les Allemands et de l'énorme contribution de guerre dont le kaiser avait frappé Bruxelles. Il fallait « scientifiquement » prouver que les Allemands n'étaient point aussi coupables qu'on l'imaginait, qu'à leur cœur défendant ils avaient violé la Belgique ; que depuis longtemps l'Angleterre et la Belgique avaient fait cause commune

contre l'Allemagne et qu'en pénétrant sur le territoire belge, les Allemands paraient simplement le coup que Londres leur destinait.

Ce fut l'affaire des fameux « documents belges ». Le Dr Dernburg les fit d'abord paraître le plus innocemment du monde dans des journaux et des agences neutres, de préférence en Hollande et dans les États scandinaves. Lorsque cette publication partielle et imprécise eut fait quelque bruit, il les dressa en réquisitoire contre l'Angleterre. Ces documents dataient de 1906. Comment le Dr Dernburg les rattache les uns aux autres, en exagère le sens et fait de précautions purement défensives un instrument d'offensive prêt à fonctionner contre l'Allemagne, c'est ce qu'il faut lire tout au long dans l'article [1]. Les conversations secrètes entre le lieutenant-colonel Bridges, représentant l'état-major anglais, le général Ducarme, représentant l'état-major français, et le général Jungbluth, chef de l'état-major général belge ; le débarquement de 160.000 hommes pris en Angleterre et transportés mystérieusement par les ports et les chemins de fer français de Boulogne, Calais et Cherbourg en Belgique ; les précautions que l'Allemagne avait dû prendre contre cet ensemble de choses, etc., etc. ; tout cela, vrai ou faux, le Dr Dernburg le lança dans l'opinion américaine avec tous les moyens de divulgation dont il disposait.

1. Voir aux « Documents », pièce n° 6.

IV. Le « navalisme » anglais funeste aux États-Unis

Par là les polémiques du Dr Dernburg dans la presse américaine semblaient n'avoir pour objet que de défendre l'Allemagne dans des conditions qu'il croyait légitimes et de faire retomber sur l'Angleterre ou sur la Russie les responsabilités de la guerre. Mais le Dr Dernburg voulait faire plus et mieux. Il était venu aux États-Unis dans le but de provoquer, non seulement des sympathies à la cause allemande, mais surtout de faire naître une haine et une jalousie violentes à l'égard de l'Angleterre. M. Dernburg savait que l'Angleterre n'avait jamais été très aimée aux États-Unis. C'est sur l'Angleterre que le peuple américain avait conquis dans le passé son sol et ses libertés. Le terrain du « navalisme anglais » était excellent pour la propagande allemande.

Le 27 septembre, M. Dernburg publiait dans le *Sun* un nouvel article, illustré d'une carte où figuraient toutes les possessions anglaises autour de l'Amérique : « Ces possessions, écrivait-il, forment une chaîne autour de toutes les nations, et particulièrement autour des États-Unis. Le Canada, possession anglaise, barre la route du côté du nord à l'expansion américaine. Dans le nord également se trouvent un certain nombre de stations, dont les Anglais ont fait des dépôts de charbon et qui, en réalité, contrôlent et commandent l'entrée des ports américains. Voyez, par exemple Saint-John et Halifax. Les croiseurs anglais, d'autre part, font de constantes

patrouilles dans les ports du New-York et du Delaware. Puis commence cette chaîne merveilleuse de stations charbonnières anglaises fortifiées qui bloquent absolument le golfe du Mexique et le canal de Panama : elles commencent avec les Bernudes, juste à l'opposé de Charleston ; les Bahamas commandent les détroits entre Key-West et la Havane, puis viennent les Barbades, la Trinité, etc... où les vaisseaux américains passent dans leur route vers le Sud-Amérique. Du côté ouest, dans les parages de Vancouver, et au delà, la côte américaine est entièrement bordée d'îles ou de stations anglaises. Si les États-Unis décidaient demain d'étendre leur commerce, comme l'a fait l'Allemagne, dans des conditions qui ne seraient point du goût de l'Angleterre, il faudrait que les États-Unis s'humilient... Le commerce est divisé en importation et en exportation. Les exportations de l'Amérique du sud consistent surtout en matières premières dont les États-Unis ont un pressant besoin. Le plus gros client du Brésil en matière de café est l'Amérique du nord. Eh bien, dans l'avenir, s'il plaisait à l'Angleterre, les États-Unis ne recevraient du Brésil aucune matière première, pas plus le café qu'autre chose... D'autre part, les États-Unis avaient, comme clients les meilleurs, l'Allemagne et l'Autriche, qui achetaient pour plus de 2 milliards et demi de produits américains par an. Il n'est pas possible que les puissances de la Triple-Entente consomment, en supplément, pour un chiffre aussi élevé. En sorte que, de toutes façons, le peuple américain, par la fermeture du commerce européen qu'impose l'Angleterre, est contraint à des pertes extrêmement importantes. Et il y a les mar-

chandises prohibées comme contrebande de guerre, etc., etc [1]. »

V. La polémique avec les écrivains, les jurisconsultes et les pamphlétaires américains

Non content de conduire la discussion sur ces divers terrains d'ordre général, M. Dernburg ne négligeait point de répondre aux articles parus dans les journaux et dans les revues, et dans lesquels l'Allemagne était attaquée.

Les 9, 16, 28 septembre et le 2 octobre, M. Charles Elliot, président honoraire de l'Université Harward, avait, dans le *New-York Times*, publié la série d'articles dont nous avons déjà parlé dans un précédent chapitre [2]. Le 4 octobre, dans le *New-York Times*, le Dr Dernburg répondait au Dr Elliot, prenant l'un après l'autre les principaux points de son argumentation, depuis la confiscation du Schleswig-Holstein et de l'Alsace-Lorraine, jusqu'à la neutralité belge ; mettant en opposition les affirmations du professeur Elliot sur la valeur internationale des traités avec les obscurités et les équivoques volontairement contenues dans la doctrine de Monroë. « On a l'air de crier au pestiféré et de nous vouer aux gémonies, écrivait-il en substance, parce que le 28 août au Reischtag allemand, le chancelier M. Bethmann Holweg a déclaré tenir pour un chiffon de papier le traité par

1. Lire aux « Documents » (pièce n° 2), l'article *in extenso* de M. Dernburg.

2. Lire aux « Documents » (pièce n° 3), le principal article de M. le professeur Elliot et la réponse de M. Dernburg (pièce n° 3 *bis*).

lequel les puissances, y compris la Prusse, avaient garanti la neutralité de la Belgique. Mais l'histoire de l'Angleterre n'est qu'une suite de traités violés et de chiffons de papier déchirés. »

Le 4 octobre, dans le *New-York Times*, M. James Bryce, auteur du bel ouvrage sur *la République américaine*, avait à son tour attaqué l'attitude de l'Allemagne sur le terrain international, la blâmant d'avoir méconnu les traités et d'avoir déchaîné sur l'Europe une guerre effroyable. Huit jours après, le 11 octobre, dans le *Sun*, le Dr Dernburg répondait. Bryce n'était pas un inconnu pour lui, disait-il. Son livre, en même temps que celui de Carl Schurz sur *Henry Clay*, lui avait autrefois servi de sujet d'études, lorsqu'il y a trente ans, M. Dernburg était venu pour la première fois en Amérique. Mais M. Bryce, comme toute la nation américaine « était nourri à la cuiller » de versions anglaises ; il fermait volontairement son esprit aux raisons allemandes. Les textes étaient là cependant, et les documents, et les livres blancs publiés par les nations belligérantes. Mais du cas anglais, M. James Bryce oubliait précisément de parler ; américain de naissance et de cœur, devenu lord d'Angleterre par faveur royale, c'est précisément sur ce sujet que M. Bryce devrait s'expliquer[1].

M. George Fox, professeur à l'université de Newhaven dans le Connecticut avait écrit au *Sun* que « le Dr Dernburg était passé maître expert dans l'art triple du casuiste qui consiste : 1° à supprimer les faits vitaux et la vérité ; 2° à suggérer toutes les faussetés du monde ; 3° à faire usage de la tromperie, non

1. Lire aux « Documents » (pièces n° 4 et 4 *bis*).

seulement dans les idées, mais dans les mots eux-mêmes auxquels il donnait un sens équivoque ou dénaturé. J'inviterai tous les professeurs d'histoire, et même tous les professeurs en général, concluait M. George Fox, à conserver précieusement les lettres du Dr Dernburg : ce sera la plus belle collection de sophismes et de mensonges qui existe au monde [1]». Le Dr Dernburg répondait la semaine même à son contradicteur. Les injures ne le laissaient pas indifférent. Il voulait avant tout convaincre.

Pour tous ceux, professeurs, écrivains, ou pamphlétaires qui jugeaient bon d'attaquer l'Allemagne et de dire en face au Dr Dernburg ses quatre vérités, il devait en être de même. L'envoyé spécial de Guillaume II, quoi qu'on lui reprochât, affectait toujours de répondre dans une forme courtoise, point dépourvue d'ironie ni de malice quelquefois. Malgré les flots d'encre et l'innombrable copie dont il inonda la presse américaine, il y eut ceci de singulier que jamais, sauf dans les journaux français et au *New-York Herald*, on ne refusa d'insérer sa prose.

Le Dr Dernburg, du reste, ne prétendit pas seulement utiliser les bons offices de la presse américaine pour ses polémiques personnelles et la défense de son empereur. Il s'en servit pour discuter les questions de politique intérieure américaine, semer le trouble dans les milieux industriels, pour tenter de justifier les torpillages criminels du *Falaba* et de la *Lusitania*, bref, toutes opérations dont nous allons essayer de montrer par la suite le rigoureux enchaînement.

1. Lire aux « Documents » (pièce n° 10).

CHAPITRE SIXIÈME

M. Dernburg et les milieux politiques américains

L'élection du Président Wilson et les partis politiques. — M. Dernburg et les idées de M. Wilson. — La propagande allemande pour la paix. — La tactique de M. Dernburg pour la neutralité : les envois d'armes, de munitions et de denrées aux Alliés. — L'intérêt américain et l'intérêt allemand : le bill d'achat des navires allemands retenus aux États-Unis. — La politique intérieure et le bluff électoral germano-américains. — La propagande allemande par le fait : attentats, grèves, etc. — Le Président Wilson et Guillaume II. — M. Dernburg et la défection de M. Bryan.

Au moment de l'élection présidentielle de 1912 en Amérique, trois candidats étaient en présence ; M. Taft, président sortant, candidat du vieux parti républicain ; M. Roosevelt, ancien président, qui, mécontent des marchandages du parti républicain avec les trusts financiers et les grandes compagnies, était brutalement sorti de ce parti et avait créé contre M. Taft un parti républicain dissident, le *parti progressif* ; enfin M. Woodrow Wilson, professeur à l'université de Princeton, que le parti démocrate avait choisi aux lieu et place de MM. Bryan et Parker, dont les candidatures avaient toujours été vouées à l'insuccès. Les voix, sur environ 15 millions de votants, se répartirent de la façon suivante : M. Wilson, 6.293.019 suffrages ;

M. Roosevelt, 4.119.507 ; M. William Taft, 3.484.956. Si les républicains n'avaient pas été divisés et n'avaient pas eu deux candidats, les démocrates en 1912 eussent été aussi bien battus en la personne de M. Woodrow Wilson qu'ils l'avaient été auparavant, une fois dans celle de M. Parker, et trois fois dans celle de M. Bryan. Quelques mois s'écoulèrent. Mais le peuple américain est ainsi fait qu'une élection présidentielle, à peine liquidée, l'amène à penser à celle qui, quatre ans après, suivra. Avant qu'éclatât la guerre européenne, en août 1914, les principaux journaux des États-Unis avaient déjà échangé des prédictions et des polémiques au sujet des candidats probables de 1916. Malgré la guerre, les journaux ne laissaient pas de publier chaque jour des articles sur les candidats éventuels : la plupart prétendaient que M. Roosevelt avait le devoir de réintégrer le vieux parti républicain. Le *New-York Times*, dans un article du 30 mars 1915, résumait les opinions émises et les personnalités mises en avant : « Les républicains, concluait-il, doivent « aller doucement dans leur choix et donner la pré- « férence au candidat qui aura seul la chance de « plaire plutôt qu'aux ambitions de telle ou telle per- « sonne désireuse de se pousser en avant. On prétend « que M. Roosevelt serait prêt à donner son soutien « à un candidat progressif ; dans ce cas le sénateur « Borah de l'Idaho approuverait ses vues, ainsi que « l'ex-sénateur Burton de l'Ohio, et le sénateur Weeks « du Massachusetts. On ignore si M. Roosevelt serait « favorable à la candidature de l'ex-sénateur Root « de New-York ; bien des républicains éminents, qui « sont en faveur de cette candidature, se soucieraient « peu de l'opinion de M. Roosevelt. Sans doute M. Root

« est âgé de 72 ans, ce qui est un point faible. M. Root, « d'autre part, a tendance à décourager ses propres « partisans. Mais quand M. Roosevelt était président, « il a plus d'une fois exprimé sa profonde admiration « pour M. Root. On doit oublier les luttes passées. « Ceux qui travaillent à rétablir l'harmonie du parti « républicain tout entier, sont d'avis que si M. Root « était candidat à la présidence de la République, il « aurait le soutien de M. Roosevelt. » En dehors des personnes nommées par le *New-York Times*, quelques républicains pensent à M. Myrron Herrick, ancien ambassadeur des États-Unis en France. Le parti démocrate songe nettement à représenter M. Wilson comme en 1912.

Lorsque M. Dernburg débarqua à New-York le 24 août, aucune des cases de l'échiquier politique américain ne lui était inconnue. Il savait en outre les sentiments particuliers du Président Wilson, pacifiste et humanitaire comme tout le parti démocrate, neutre à la fois dans sa conscience propre et par souci de ne point mêler les États-Unis à la conflagration générale, gardien vigilant enfin des moindres intérêts américains. Dans ce triple ordre d'idées, M. Dernburg dressa son plan d'attaque des partis politiques siègeant à Washington, résolu de consacrer les efforts de sa propagande : 1° à la paix allemande ; 2° à une neutralité tellement sévère que les Alliés y perdissent l'avantage de leur maîtrise de la mer ; 3° à toute opération commerciale, financière ou autre qui accouplerait les intérêts américains et les intérêts allemands.

I. La propagande pour la paix allemande

Dès le 6 août 1914, le Président Wilson, on l'a vu dans un précédent chapitre[1], s'était mis à la disposition de toutes les puissances belligérantes en vue de la paix « tout de suite ou à l'heure qu'elles jugeraient la plus favorable ». Trois jours après son arrivée, le 27 août, M. Dernburg se faisait interviewer par tous les journaux américains, affirmait que l'Allemagne n'avait pas voulu la guerre et que, en réalisation des espérances du Président Wilson, elle signerait la paix quand on le voudrait. M. Dernburg avait beau jeu à parler de la sorte. L'attaque allemande avait momentanément surpris la France et l'Angleterre ; les troupes du kaiser étaient victorieuses et marchaient de succès en succès jusqu'à menacer Paris.

Les propos de M. Dernburg se répandirent en Europe. Les puissances alliées y répondirent par la résolution de Londres du 4 septembre 1914, dans laquelle elles s'engageaient à lutter jusqu'à l'écrasement complet de l'Allemagne et à ne jamais conclure de paix séparée. M. Dernburg ne se tint pas pour battu. Au lieu de répondre lui-même, il pria M. Hermann Ridder, directeur du *New-Yorker Staats Zeitung*, membre de son comité de propagande, d'intervenir habilement. M. Hermann Ridder qui, jusque-là, avait fait dans son journal et dans la presse américaine, une violente campagne, injurieuse et méprisante pour les Alliés, modifia son attitude. Du 7 au 15 septembre, il fit l'éloge de la paix, reconnut la valeur des forces alliées contre l'Allemagne, mais,

1. Chapitre second.

exaltant par-dessus tout la valeur et la dignité d'arbitre de M. Wilson, déclara qu'au nom de l'humanité les États-Unis devaient mettre fin au carnage qui ensanglantait l'Europe.

Dans le même temps, sur les suggestions de M. Dernburg, le comte Bernstorff faisait officiellement à Maison Blanche une demande de médiation des États-Unis en faveur de la paix. Cette démarche fut prise très au sérieux. Le Président Wilson chargea M. Gérard, son ambassadeur à Berlin, de s'enquérir auprès de la Wilhemstrasse de la portée exacte de la démarche tentée à Washington par le comte Bernstorff. Le chancelier allemand, M. Bethmann Holweg, répondit à M. Gérard que « la guerre était imposée « à l'Allemagne, que les ennemis de l'Allemagne « s'étaient engagés à ne pas signer la paix séparément, « que l'Allemagne voulait simplement une paix qui « la mette à l'abri d'attaques futures ; qu'en consé- « quence elle adhérait volontiers aux désirs paci- « fiques de M. Wilson, et que c'était là le sens de la « démarche de M. Bernstorff ; mais que pour amener « la discussion de la paix sur un terrain pratique, « les États-Unis devaient s'adresser aux Alliés et « connaître leurs propositions ». La malice était cousue de fil blanc. A la faveur de tous ces conciliabules, M. Dernburg espérait tout au moins changer en atmosphère favorable l'atmosphère défavorable que la violation de la neutralité belge et les atrocités commises en Belgique avaient créée autour de son pays. M. Wilson cependant ne fut pas dupe. La conversation de M. Gérard et du chancelier allemand avait eu lieu à Berlin le 20 septembre. Le 2 octobre, on télégraphiait de Washington que tous les projets

américains en vue d'une réunion pour une conférence sur la paix étaient abandonnés. Le Président Wilson décidait en outre que la journée du 4 octobre serait consacrée, dans les églises de toutes les confessions aux États-Unis, à des prières spéciales et publiques pour la paix. M. Wilson s'en remettait à Dieu.

Deux mois s'écoulèrent. Le 4 décembre, un télégramme de New-York au *Times* annonçait que M. Dernburg révélait les conditions de paix auxquelles souscrivait l'Allemagne. Ces conditions étaient les suivantes :

1° L'Allemagne ne considérait pas comme sage de prendre des territoires en Europe, mais pour des raisons militaires elle ferait de légères corrections de frontières et occuperait ceux des territoires limitrophes qu'on reconnaissait constituer un point faible dans l'armature allemande.

2° Géographiquement la Belgique appartient à l'empire d'Allemagne. Elle commande l'embouchure du plus grand fleuve allemand ; Anvers est un port essentiellement allemand. Anvers n'appartenant pas à l'Allemagne n'est pas une anomalie moindre que si la Nouvelle-Orléans et les bouches du Mississipi étaient exclues de la Louisiane ou si New-York était demeuré anglais après la guerre de l'Indépendance.

3° La neutralité belge étant une impossibilité doit être abolie. Il faut donc que les ports de la Belgique soient mis en tous temps à l'abri d'une invasion anglaise ou française.

4° La Grande-Bretagne ayant fermé la mer du Nord, une « mer libre » doit être établie. La thèse de l'Angleterre, que la mer est son domaine et que

toutes les mers lui appartiennent jusqu'à la limite des eaux territoriales des autres puissances, ne peut être tolérée. En conséquence, les côtes de la Manche, en Angleterre, en Belgique et en France, doivent être neutralisées même en temps de guerre. La doctrine de l'Allemagne et des États-Unis, d'après laquelle le droit de prise de la propriété privée en haute mer sera désormais reconnue comme il l'est sur terre, doit être garantie par toutes les nations.

5° Tous les câbles doivent être neutralisés.

6° Toutes les colonies de l'Allemagne doivent lui être rendues. L'Allemagne, en raison de sa population croissante, doit obtenir de nouveaux territoires susceptibles d'être peuplés par des blancs. La doctrine de Monroë lui ferme l'Amérique ; il lui faut donc prendre le Maroc, si réellement ce pays est de nature à répondre au but qu'on se propose.

7° Il ne doit pas y avoir de développement de l'influence japonaise en Chine.

8° Toutes les petites nationalités comme les Finlandais, les Polonais et les Boers de l'Afrique du Sud, doivent avoir le droit de décider de leur propre destin.

Il ne faut pas croire qu'à travers les prétentions exorbitantes et les erreurs énormes que contenait ce manifeste (par exemple, Anvers commandant l'embouchure du plus grand fleuve allemand comme si ce fleuve était le Rhin et non l'Escaut), l'habileté au point de vue américain en fut exclue. Bien au contraire, ces conditions de paix n'avaient été rédigées par M. Dernburg que pour plaire à l'Amérique. Les États-Unis avaient gémi sur le sort fait à la Belgique : l'Allemagne se déclarait désormais la protec-

trice des Belges. Les États-Unis souffraient, dans leur commerce, de la mainmise de l'Angleterre sur la mer et de la disparition de certains câbles sous-marins : M. Dernburg créait la mer libre et réclamait la neutralisation des câbles. Point oublieux de l'aversion des Américains civilisés pour la race nègre, il déclarait que les futures colonies allemandes ne seraient peuplées que de blancs. Il s'inclinait respectueusement devant les prétentions américaines contenues dans la doctrine de Monroë. Il terminait en flattant les sentiments particuliers du Président Wilson et du parti démocrate pour la libre place au soleil et le libre destin des petits peuples.

Bien plaidé, eut-on dit, au prétoire. Trop bien plaidé, car M. Dernburg s'humiliait trop devant les États-Unis. Au surplus, il plaidait comme s'il eut été seul dans le procès, comme si les Alliés et la Belgique n'eussent pas à faire entendre aussi leur voix.

Les conditions de paix de M. Dernburg n'eurent pas beaucoup d'écho, pas plus en Europe qu'à Washington. On s'en moqua ici et là. Mais avec la ténacité qui lui était particulière, M. Dernburg, croyant ne pas avoir été compris, décida de donner à ses propositions toute la publicité possible. Le 24 décembre paraissaient à la fois dans deux revues très répandues aux États-Unis, l'*Indépendant* et la *North American Rewiew*, deux articles de M. Dernburg sur la question.

En outre, l'envoyé spécial de Guillaume II imagina de faire poser par le journal *The World*, à l'occasion des fêtes de la Noël, des questions aux principaux chefs d'État de l'Europe (belligérants en particulier) sur les souhaits qu'ils formaient à titre personnel

pour la conclusion de la paix. A la place de l'empereur d'Allemagne, M. Dernburg répondit lui-même, plaidant la cause de son pays qui, disait-il, n'avait jamais rêvé que paix et que fraternité.

Toutes ces tentatives étant demeurées sans résultat, M. Dernburg s'efforça d'amorcer la question de la paix au sein même des Chambres américaines. Le 10 février 1915, le sénateur la Folette, du Wisconsin, dont les tendances allemandes étaient connues, déposa au Congrès un projet de résolution « demandant « la réunion d'une conférence de représentants des « nations neutres pour discuter les moyens de ter- « miner la guerre actuelle et la création d'un tribu- « nal pour assurer la paix du monde ».

Cette tentative ne devait pas être la dernière. A la veille même de quitter l'Amérique le 12 juin 1915, au lendemain des incidents de la *Lusitania*, M. Dernburg parlait encore de paix avec le Président Wilson. Dans son numéro du 13 juin, le *Courrier des États-Unis* écrivait : « Washington se repose des émotions cau- « sées par la fausse alerte de ces jours-ci, en com- « mentant les nouveaux projets pacifiques du Prési- « dent Wilson. On prétend dans les cercles bien « informés que l'*offre cordiale* à l'Allemagne, conte- « nue dans la note présidentielle du 9 juin, constitue « un premier pas fait intentionnellement dans la voie « de la médiation. L'Allemagne présentera probable- « ment des propositions que le gouvernement amé- « ricain transmettra à Londres et, en cas d'arrange- « ments sur les questions soulevées par l'établissement « de la zone de guerre, le Président Wilson serait en « bonne posture pour présenter des offres précises « relatives au rétablissement de la paix. Tel est du

« moins le calcul du Président, qui attend le retour de « son agent confidentiel, le colonel House, pour se « renseigner complètement sur les dispositions réelles « des belligérants. »

II. La propagande allemande pour la neutralité

C'est par M. Bernstorff, officiellement et en sa qualité d'ambassadeur allemand aux États-Unis, que M. Dernburg posa pour la première fois la question de la neutralité américaine. Dans une interview publiée le 10 septembre 1914 par tous les journaux de Washington, le comte Bernstorff déclara que les États-Unis violaient la neutralité en permettant l'embarquement d'armes et de munitions à destination de l'Angleterre. Cette déclaration fit grand bruit. Le gouvernement américain, surpris d'une appréciation aussi libre sur ses actes de la part d'un ambassadeur, fit rechercher si l'interview était authentique, décidé dans l'affirmative à provoquer les explications de M. Bernstorff et à adresser des représentations à Berlin. Interrogé le lendemain, le comte Bernstorff ne se fit aucun scrupule de déclarer aux journalistes qu'ils s'étaient mépris sur ses propos et qu'il n'émettait aucune protestation formelle contre l'exportation d'armes en Angleterre. Mais, la question de la neutralité américaine vis-à-vis de l'Allemagne se trouvait désormais posée.

Le 2 octobre, le docteur Dernburg la reprenait sous une autre forme. Non seulement les Alliés recevaient des munitions de l'Amérique, mais l'Amérique admettait que, du fait de l'Angleterre et de la non

liberté des mers, plusieurs milliers d'Allemands, mobilisables en Allemagne, fussent retenus aux États-Unis sans pouvoir s'embarquer[1]. Y avait-il donc deux poids et deux mesures? Parce que l'Angleterre avait une flotte plus nombreuse, elle était libre de faire ce qui lui plaisait et de rompre en sa faveur l'égalité et le droit des gens. Sa tyranie ne s'exerçait pas seulement sur les belligérants ; elle allait jusqu'à prétendre priver la population civile de l'Allemagne des denrées qui lui étaient le plus nécessaires pour vivre. Cette population civile serait bientôt dans l'impossibilité de se défendre contre les rigueurs de l'hiver : l'Angleterre ne parlait-elle pas de considérer le coton comme contrebande de guerre ?

Par ce crochet inattendu, M. Dernburg excitait la pitié du Président Wilson. Le 20 octobre, l'Angleterre et sir Edward Grey, sur les pressantes démarches du cabinet de Washington, consentaient à ne pas considérer les chargements de coton des États-Unis comme contrebande de guerre, à destination de l'Allemagne. De cette mesure, Berlin devait bénéficier pendant près d'un an, jusqu'en août 1915. En faisant entendre sur un terrain où elles n'étaient nullement admissibles, celui des armes et des munitions, des doléances renouvelées, M. Dernburg obtenait au nom de la neutralité un premier gain sur une question, celle du coton, dont l'Allemagne devait précisément, pour ses munitions de guerre, tirer un grand profit.

Pour accroître cependant l'intérêt du problème de la fourniture des armes à l'Angleterre, M. Dernburg faisait, dans la deuxième quinzaine de décembre 1914, déposer un projet de résolution à la Chambre améri-

1. Voir aux *Documents* (pièce n° 8).

caine. Ce projet était signé de trois sénateurs, M. Richard Barthold, membre du Comité de propagande allemande, MM. Vollmer et Lobeck, tous deux d'origine allemande. Il demandait que « dans l'intérêt de « l'humanité, il fut mis un terme à l'embarquement « d'armes pour les Alliés en Europe ». Déposé au sein du Congrès, ce projet fut sur le point d'être pris en considération dans de si sérieuses conditions que l'ambassadeur britannique à Washington, M. Spring Rice, provoqua des explications de M. Bryan, ministre des Affaires étrangères. M. Bryan donna l'assurance au représentant de l'Angleterre, que le gouvernement américain était absolument étranger à la proposition de MM. Bartholdt, Vollmer et Lobeck.

Mais quelques jours après, le sénateur Walsh, également d'origine allemande, se plaignit dans un discours qu'il prononça le 30 décembre à Montana, que trente et un navires portant 19.350 tonnes de cuivre américain fussent détenus et leur chargement saisi par l'Angleterre depuis le commencement de la guerre ; 9.000 tonnes se trouvaient encore à Gibraltar. L'orateur réclamait que semblable situation prît fin au nom de la neutralité. M. Dernburg n'était pas étranger à la manœuvre.

Depuis quelques jours du reste, l'envoyé spécial allemand avait, toujours au nom de la neutralité, obtenu un véritable triomphe. Le 26 décembre, le cabinet de Washington avait adressé à l'Angleterre sa première note relative à la liberté du commerce des neutres. M. Dernburg se flattait d'inaugurer ainsi l'ère des difficultés diplomatiques entre l'Angleterre et les États-Unis : il fallut de part et d'autre un très grand esprit de conciliation et une très grande sa-

gesse pour qu'en effet, à plusieurs reprises, les choses n'en vinssent pas au pire.

Dans les premiers jours de janvier, M. Dernburg fit reprendre par les Sénateurs Hitchcock et Worck la question de l'interdiction des armes. De plus, le 8 janvier, l'Alliance nationale germano-américaine, présidée par le Dr Hexamer, membre du Comité de propagande allemande, adressa à M. Bryan et à M. Wilson un vœu dans le même sens. Mécontent de la forme que prenait ainsi la pression germanique, M. Wilson déclara alors ouvertement, le 15 janvier 1915, qu'il était hostile à toutes propositions qui interdiraient l'exportation de munitions de guerre destinées aux Alliés. Le Président était résolu « en « dépit des intérêts qui se trouvaient lésés, à pour- « suivre le règlement amical de la question. Il enten- « dait ne pas jouer le jeu allemand en offrant sa « médiation sur un terrain qui ne la comportait « pas ». Pour donner plus de poids à son affirmation, M. Wilson pria, le 24 janvier, M. Bryan d'envoyer au Comité sénatorial américain des affaires étrangères, une longue lettre par laquelle il était admis « que les « belligérants qui possèdent une puissance navale « supérieure pussent s'approvisionner comme ils « l'entendaient et saisir en outre la contrebande des- « tinée à l'ennemi. De cette situation les États-Unis « ne sauraient être rendus responsables ». La lettre était adressée en particulier à M. le Sénateur Stone, Président de la Commission, qui à son tour avait jugé bon d'intervenir pour plaire à M. Dernburg.

Lorsque sur le terrain de la neutralité, qu'il n'exigeait sévère de la part des États-Unis que pour mieux défendre les intérêts allemands, M. Dernburg se vit

battu, il télégraphia à l'empereur Guillaume II que la guerre sous-marine pouvait commencer. Le 4 février, en effet, l'Allemagne décréta pour le 18 le blocus de la mer du Nord et des côtes anglaises. Les partisans d'une neutralité fondée sur les grands principes d'humanité allaient devenir les destructeurs forcenés des navires les plus inoffensifs et envoyer à la mort d'innocents passagers.

III. L'intérêt américain et les paquebots allemands

Avant d'en arriver cependant à cette extrémité, M. Dernburg tenta de capter la confiance du Président Wilson sur le terrain des intérêts particuliers américains. Ce terrain était plus précis en somme que celui de la paix et celui de la neutralité. Il était pour les États-Unis d'un ordre plus immédiat ; il était le *business* par excellence.

M. Dernburg n'avait pas encore quitté l'Allemagne pour New-York qu'il s'y essayait. On n'a pas oublié que par ses soins, les navires allemands qui se trouvaient dans les eaux de l'Atlantique et du Pacifique au 31 juillet 1914, avaient reçu l'ordre, par télégraphie sans fil, ou de regagner le plus tôt possible les ports neutres voisins, ou, s'ils y étaient, de n'en pas sortir. Ainsi, dans les eaux américaines, se trouvèrent rassemblés de nombreux navires de commerce allemands. Le 15 août, à New-York, la Hambourg Amerika Line, annonçait publiquement qu'elle examinait les offres d'achats qui lui étaient faites pour ses navires par des armateurs des États-Unis. Elle estimait ses navires une centaine de millions. Or, on l'a su depuis, il n'y avait pas eu à cette date la

moindre offre soumise à la Compagnie allemande, soit par des armateurs américains, soit par d'autres. C'était la première tentative de M. Dernburg pour sauver une partie de la flotte de commerce germanique et en faire argent. Interrogé quelques jours plus tard sur l'opportunité de l'achat, l'amiral américain Stockton déclarait que ce serait pour les États-Unis une opération très aventurée. Le transfert sous pavillon américain des paquebots allemands n'empêcherait pas les Anglais et les Français de les saisir en haute mer. Le transfert n'était possible que si les gouvernements alliés donnaient l'assurance que les navires allemands ainsi transférés étaient à l'abri d'une confiscation. Cette assurance, Londres et Paris devaient d'un commun accord la refuser. Londres ne consentit que dix mois après, à la cession privée de deux navires d'un très faible tonnage appartenant à la Hambourg Amerika Line, le *Grecia* et le *Sarnia*.

En arrivant à New-York, M. Dernburg trouva donc, sur la question de l'achat des navires allemands par l'Amérique, une atmosphère défavorable. L'envoyé spécial de Guillaume II garda quelque temps le silence. Peu après, il tenta de démontrer dans ses articles de propagande combien la suprématie anglaise en matière de marine était préjudiciable aux négociants américains : combien, par conséquent, il était de l'intérêt des États-Unis de grossir leur flotte marchande autant qu'ils le pourraient : en acquérant des navires tout prêts, les armateurs américains échappaient aux difficultés et aux exigences des lois et des règlements syndicaux qui, aux États-Unis, les entravent singulièrement. L'occasion était bonne puisque les bateaux allemands étaient pour ainsi dire sous la main.

M. Dernburg intéressa au projet quelques banquiers new-yorkais. Au mois de décembre 1914, fut déposée au Sénat de Washington une résolution relative à l'achat par l'Amérique des navires de commerce allemands. Le 24 janvier suivant, la discussion commença. Le Sénateur Lodge, un ami de la France, combattit le projet. Il déclara que cet achat entraînerait la possibilité d'une guerre, non seulement avec l'Angleterre, mais encore avec la France, la Russie et le Japon. D'autre part, acheter les bâtiments allemands retenus dans les ports des États-Unis, serait libérer leurs armateurs des frais auxquels la garde et l'entretien de ces navires les obligent (ces frais étaient de 50.000 francs par jour). Si les États-Unis, conclut M. Lodge, offraient aux Allemands une somme de 30 à 40 millions de dollars, ils apporteraient une aide directe à l'un des belligérants et commettraient ainsi un acte en tous points contraire à la neutralité.

M. Root, ancien secrétaire d'État dans le cabinet Roosevelt, appuya l'argumentation de M. Lodge. Il donna lecture des instructions remises aux commandants de la marine allemande au début de la guerre, et selon lesquelles les navires ennemis transférés sous pavillon neutre continuaient à être considérés par les Allemands comme des navires ennemis. Il ajouta que l'interprétation du règlement international était claire, qu'aucune grande puissance ne permettrait à des citoyens ennemis de la priver, par un transfert sous un pavillon neutre, de navires qu'elle avait le droit de capturer en haute mer. M. Root ajouta que « c'en était assez des observations faites le 26 décembre à l'Angleterre au point de vue du commerce

des neutres, la note présidentielle d'alors n'ayant été vraisemblablement inspirée que par d'étranges motifs politiques ».

Ainsi, dès la première discussion, le plan de M. Dernburg se trouvait percé à jour. Néanmoins, dans les huit jours qui suivirent, celui-ci propagea le bruit à la Chambre et au Sénat américains, que l'Angleterre ne s'opposait pas à l'achat par les États-Unis des navires allemands. Cette fausse allégation se répandit si vite que M. Underwood et M. Bryan, au nom du gouvernement américain, furent obligés le 31 janvier de démentir cette affirmation à la Tribune et de déclarer au contraire que les Alliés s'opposaient nettement à l'achat.

Le 7 février, le Président Wilson fut à son tour contraint d'intervenir. Pour mettre d'accord les démocrates, dont l'attitude semblait favorable à l'Allemagne, et l'opposition républicaine, il imagina un compromis aux termes duquel les navires allemands pourraient être achetés par les États-Unis, mais, passant alors sous l'autorité du ministre de la Marine à Washington, ne seraient utilisés que deux ans après la cessation des hostilités. Il était temps que cette transaction intervînt ; l'irritation allait croissant au Sénat américain contre M. Dernburg. Pendant cinquante-quatre heures sans interruption, le Sénat en effet avait siégé. M. Jones avait à lui seul conservé la Tribune pendant quatorze heures. De nombreux Sénateurs, qui étaient allés au théâtre ou en soirée, étaient revenus dormir au vestiaire du Sénat, pour que leurs adversaires ne missent pas à profit leur absence au moment du vote. Plusieurs s'étaient retirés chez eux complètement épuisés, et

l'un d'eux, M. Penrose, avait été conduit très malade à son hôtel par son médecin. Cette séance du 10 février marqua dans les annales des relations entre les États-Unis et l'Allemagne. Quelques jours après, le 17 février, la transaction Wilson était votée par 215 voix contre 121. Pour avoir trop voulu lier à l'intérêt allemand l'intérêt américain qui n'avait que faire d'un pareil défenseur, M. Dernburg avait exaspéré la majeure partie de l'opinion politique américaine. Entre tous les reproches qu'on devait plus tard adresser à son action et à sa propagande, le bill d'achat des navires allemands par les États-Unis ne devait pas constituer la charge la moins écrasante.

IV. L'appoint électoral des voix germano-américaines

Pour faire aboutir au Parlement des États-Unis, les motions soit sur la paix, soit sur la neutralité, soit sur l'achat des navires allemands, M. Dernburg s'était naturellement appuyé sur le contingent, formidable selon lui, que formait la population d'origine germanique et l'appoint électoral qu'elle représentait. C'est ce que l'on a appelé « le vote allemand ».

Une parenthèse est ici nécessaire. Du chiffre de la population allemande aux États-Unis, on a passionnément discuté. Des affirmations différentes ont été versées au débat. Les Français, en général, et de nombreux Américains dont les sympathies vont à la France, ne croient pas que l'élément allemand résidant aux États-Unis dépasse 10 millions. Plusieurs statisticiens allemands se sont faits forts de prouver

au contraire qu'il était supérieur à 30 millions. Parmi les uns et les autres, un homme a tenté d'élucider consciencieusement le problème. C'est un germano-américain sans doute, mais un germano-américain qui a dépouillé les statistiques américaines, qui, période par période, a noté scrupuleusement le chiffre des émigrants venus des points divers de l'Allemagne : c'est le Dr Bernhardt Faust, professeur à l'Université américaine de Cornell (État de New-York). Son livre a obtenu le grand prix décennal de 15.000 francs à attribuer au meilleur ouvrage sur les éléments allemands aux États-Unis [1]. Publié en 1910, à la fois en langue anglaise et en langue allemande, ce livre est le seul dont les affirmations n'ont été jusqu'à présent contredites par aucun américain au courant de la statistique. Jusqu'à plus ample information, le respect du document oblige, sinon à accepter entièrement ses chiffres, du moins à en tenir le compte le plus sérieux. Il est regrettable que la matière du présent volume ne permette pas sur ce point quelque développement : sans quoi le résumé du livre de M. Bernhardt Faust, qui n'a pas encore été traduit en français, dissiperait plus d'un doute. Il est toujours aisé, surtout quand on est doué d'une certaine capacité d'affirmation, de trancher au jugé une question au demeurant très complexe. Il est moins facile de fonder une argumentation sur des bases sérieuses. Que les statisticiens lisent l'ouvrage du Dr Faust ; qu'ils le discutent, comme lui-même, avec les listes et les registres d'inscription de l'ambassade allemande à Washington et des Consulats allemands particulière-

1. *The German Element in the United States*, par Bernhardt Faust, (2 volumes, Houghton Mifflin Co, Boston et New-York).

ment nombreux aux États-Unis, a dépouillé et discuté les statistiques américaines. On verra après. Cependant on voudra bien excuser cet hommage rendu à un ennemi, n'oubliant pas qu'honorable rectification sera faite dès que des documents clairs et sûrs auront été fournis.

Le Dr Bernhardt Faust déclare qu'en 1910 les éléments allemands ou de descendance allemande aux États-Unis, représentaient environ 18 millions. M. Dernburg estimait (l'émigration ayant continué de 1910 à 1914 et les émigrants n'ayant pas cessé de faire souche) que ce chiffre avait encore augmenté. Sur ces bases, les électeurs germano-américains, le fameux « vote allemand », représentaient plus de 2 millions de suffrages. Ces suffrages s'étaient portés, au cours des luttes électorales précédentes, au secours moitié du parti républicain, moitié du parti démocrate. M. Dernburg déclara à qui voulait l'entendre que, dans l'avenir, il n'en serait plus de même. Les voix germano-américaines feraient bloc pour le parti qui, dans la conflagration européenne, aurait soutenu jusqu'au bout les intérêts du cabinet de Berlin.

Auprès de M. Wilson et des démocrates, l'envoyé spécial de Guillaume II joua particulièrement de cet épouvantail. Une circonstance le favorisa. Le 10 novembre 1914, en effet, des élections eurent lieu en Amérique pour le renouvellement biennal de la totalité de la Chambre, du tiers du Sénat et d'un certain nombre de Gouverneurs, de corps législatifs et de fonctionnaires électifs. Ces élections donnèrent au parti républicain un avantage considérable. La majorité démocrate de la Chambre qui soutenait M. Wilson et qui était de 145 voix fut réduite à 20.

Les républicains, il est vrai, perdaient au Sénat douze sièges. Il n'y avait pas compensation. Le parti démocrate eut-il peur un moment des menaces de M. Dernburg ? Ce qu'il y a de certain, c'est que durant quelques semaines, les arguments de M. Dernburg à Washington furent en crédit : c'est le 26 décembre que fut envoyée en Angleterre, sur les instigations de l'envoyé spécial allemand, la première protestation américaine sur la liberté du commerce des neutres. La conscience et l'esprit d'équité du Président Wilson devaient avoir raison de cette manœuvre comme des autres.

Trois mois après au surplus, les électeurs américains infligeaient au calcul prétentieux de M. Dernburg un cinglant démenti. Le 7 avril 1915, à Chicago, qui est couramment tenue pour la troisième grande ville allemande après Berlin et Hambourg, deux candidats se trouvaient en présence pour les élections municipales. M. Sweitzer, germano-américain et candidat des allemands, n'obtint que 233.000 voix, alors que son concurrent M. Thomson, soutenu par l'élément anglo-français, en obtenait 370.000, soit une majorité de 137.000 voix. Pour la première fois, les femmes américaines avaient voté dans une élection municipale ; chose curieuse, leurs suffrages s'étaient divisés en deux parties à peu près égales.

Cet échec devait être particulièrement sensible à M. Dernburg. Soucieux en effet de ne rien négliger, l'envoyé spécial de Guillaume II avait, en dehors des membres du Parlement américain, porté l'effort de sa propagande sur les municipalités des grandes villes aux États-Unis: on sait que celles-ci sont nombreuses. M. Dernburg fit donc voter au Conseil

municipal de Berlin, à la tête duquel se trouve M. Vermuth, ancien ministre des Finances de l'Empire, une adresse de sympathie à chacune de ces villes. A cette adresse fut jointe une lettre portant l'en-tête du Conseil municipal de Berlin, où il était dit : « L'administration municipale de notre ville a estimé qu'il était de son devoir patriotique de faire auprès de vous une démarche officielle pour assurer l'envoi régulier des bulletins de guerre allemands et des informations de tout ordre..... En les comparant avec ceux de nos adversaires, vous pourrez apprécier de quel coté se trouvent le mensonge et l'hypocrisie. Nous serions très obligés à l'administration de votre ville de porter ces nouvelles à la connaissance des bureaux d'information locaux, ou même de les livrer directement au public en les affichant dans les endroits fréquentés, salles de lectures, etc... » Adresse et lettres furent signées de M. Wermuth, « bourgmestre de Berlin, conseiller intime actuel ». Elles portaient la date du 22 septembre 1914.

V. La propagande allemande par le fait : attentats, grèves, etc.

Les procédés d'intimidation dont M. Dernburg usa ainsi au point de vue électoral, marchaient de pair avec des procédés d'une autre sorte qu'il expérimenta peu à peu au point de vue social. Quelques semaines après son arrivée à New-York, on constata en effet des tentatives partielles de troubles, d'attentats, de grèves qui, lorsque l'envoyé spécial de Guillaume II eut quitté les États-Unis en juin 1915, se

généralisèrent dans des conditions singulières et dont on verra le détail dans un des chapitres suivants [1].

Dans la première semaine de novembre 1914, on arrêta à la Nouvelle-Orléans trois Allemands, qui avaient tenté d'introduite des bombes sur des navires anglais et français. Quelques jours après, on incarcéra un autre Allemand nommé Bruzenak, qui avoua avoir projeté de faire sauter à la dynamite la grande fabrique de cartouches de Bridgepont, qui occupait 5.000 ouvriers et ouvrières. A Trenton (New-Jersey), une fabrique de fils pour téléphones et télégraphes de campagne et de chaînes d'acier pour l'artillerie des Alliés, fut à demi détruite par un incendie et les dégâts évalués à 4 millions de francs.

En janvier, de nouvelles arrestations eurent lieu, après la destruction par explosion d'une digue des aciéries de Bethléem, dont le directeur M. Schwab, était connu pour ses sympathies françaises. Un autre allemand, Werner von Horn, tentait au même moment de faire sauter le viaduc reliant le Maine et le New-Brunswick, voie par laquelle étaient transportées de nombreuses fournitures envoyées à l'Angleterre et à la France par le Canada.

L'affaire des faux passeports allemands avait en outre éclaté le 4 janvier 1915. L'enquête ouverte dévoilà un système perfectionné d'espionnage, de comités de grèves, d'agences clandestines, où l'on usait du timbre américain pour diriger en Allemagne, sous un faux nom et une fausse nationalité, des Allemands mobilisables, résidant aux États-Unis. Le bruit courut que le capitaine Boy-Ed, attaché naval de l'am-

1. Au chapitre quinzième : « le nouveau jeu allemand ».

bassade allemande à Washington, était à la tête de cette agence. Le capitaine Boy-Ed faisait, on s'en souvient, partie du comité secret de M. Dernburg. L'affaire des faux passeports allemands passionna l'opinion américaine pendant près de trois mois. Le 26 mars 1915, Madden, Cook et Stegler, principaux inculpés et tous trois Allemands, furent condamnés, les deux premiers, à huit mois, le troisième à soixante jours de prison. On avait été indulgent pour ce dernier parce que son avocat avait affirmé dans la plaidoirie que son client n'était en somme que l'agent du capitaine Boy-Ed, couvert par l'immunité diplomatique.

Le lendemain de cette triple condamnation, on arrêtait à Seattle, grand port de l'État de Washington, sur la côte américaine du Pacifique, en face de l'île anglaise de Vancouver, le Consul allemand, William Muller, et son secrétaire M. Schultz, inculpés de tentative de corruption d'un employé des bassins d'échouage, auquel ils avaient proposé de livrer certains documents secrets.

VI. Guillaume II et le président Wilson

Cette organisation traîtresse et redoutable, destinée, si elle avait réussi, à jeter le trouble dans la vie intérieure des États-Unis, n'empêchait point l'empereur Guillaume II de combler d'attentions particulières le Président Wilson.

Dans sa manie d'hégémonie et de protection de toute la planète, l'empereur d'Allemagne avait inauguré depuis deux ou trois ans le service des télé-

grammes personnels à tous les souverains et présidents de l'Ancien et du Nouveau Monde au jour anniversaire de leur naissance : ce qui mettait ceux-ci en courtoise obligation de répondre à Guillaume II au jour commémoratif de son impériale venue. M. Woodrow Wilson, dont l'anniversaire échoit en décembre, ne fut pas oublié. Pour rendre la politesse, le président des États-Unis télégraphia en janvier, mois de naissance de l'empereur[1] ses compliments à Guillaume II. Mais le Président Wilson commençait à voir clair dans le jeu allemand. Malgré les insistances de M. Bryan, ministre des Affaires étrangères, il se refusa à faire figurer dans le télégramme présidentiel les mots « sympathie et affection » qui illustraient au contraire le message envoyé à l'héroïque roi des Belges, quelques jours auparavant, à l'occasion de son anniversaire de naissance. De plus, le télégramme présidentiel contenait les phrases suivantes : « Je prie Dieu que la guerre soit bientôt finie. *Celui qui l'aura déchaînée en subira les conséquences et la responsabilité retombera sur le coupable.* Les nations du monde entier sont unanimes à penser que le règlement devra comporter une paix certaine et durable. Il ne serait pas sage et il serait prématuré pour une nation désintéressée dans le conflit — ce qui serait d'ailleurs inconciliable avec l'état de neutralité — de former et d'exprimer une opinion. Je vous parle ainsi franchement, parce que je sais que vous attendez et que vous désirez que je vous parle d'ami à ami. Je suis convaincu aussi que, réservant mon jugement jusqu'à la fin de la guerre

1. Exactement le 27 janvier.

et jusqu'au moment où tous les événements pourront être prévus dans leur ensemble, mon attitude vous paraîtra l'expression d'une sincère neutralité. »

VII. M. Dernburg et M. Bryan

Quelle fut la nature exacte des relations de M. Dernburg et de M. Bryan? Il est assez difficile de déterminer ce point aujourd'hui. L'avenir nous apportera sans doute des précisions. Il semble cependant que, tandis que l'empereur d'Allemagne tentait de cultiver l'amitié personnelle du Président de la République américaine, M. Dernburg chercha patiemment un homme, qui, au sein du cabinet américain, fut le défenseur de la cause allemande. Si M. Bryan, au lendemain des incidents de la *Lusitania*, consentit, comme on l'a prétendu, à être cet homme, il est juste de constater qu'il ne se rendit aux raisons de M. Dernburg qu'après un siège assez long. Pendant les neuf premiers mois de la guerre, en effet, l'attitude de M. Bryan fut à peu près identique à celle du Président Wilson. Il seconda sa tâche dans des conditions excellentes. Il mit notamment une si grande diligence à obtenir des nations neutres ou belligérantes la signature des traités de paix, qui prévoyaient une enquête d'un an avant l'ouverture de toute hostilité, que ces traités finirent par recevoir de l'opinion le nom de *traités Bryan*. Certes, le ministre des Affaires étrangères américain contresigna le 26 décembre la première note de protestation adressée par l'Amérique à l'Angleterre sur la liberté du commerce des neutres. Mais cette satisfac-

tion donnée à l'Allemagne, M. Bryan n'en déclara pas moins, le 8 janvier, à M. Bernstorff, ambassadeur allemand, que le gouvernement de Washington « ne « pouvait ni commenter les accusations germaniques « contre les manufactures des États-Unis, de fournir « des balles dum-dum aux Alliés, ni ouvrir une « enquête à ce sujet ». De même le 26 janvier, M. Bryan n'hésita pas à déclarer au Sénateur Stone, président de la Commission des affaires extérieures, ce qui suit : « Ceux qui, en Amérique, sympathisent « avec l'Allemagne et l'Autriche semblent s'imaginer « que le gouvernement américain à l'obligation d'em- « pêcher tout commerce de contrebande, afin de « maintenir en quelque sorte un juste équilibre entre « les forces navales relatives des belligérants. Or il « n'existe aucune obligation de ce genre. Ce serait un « acte de partialité contraire aux principes de la neu- « tralité que d'adopter semblable politique, même si « on pouvait la réaliser. »

Pourquoi, au lendemain des incidents de la *Lusitania*, M. Bryan modifia-t-il une attitude, contre laquelle publiquement tout au moins, il n'y avait rien à dire? Sans doute les idées pacifistes de M. Bryan n'étaient point du goût de tout le monde ; mais le parti démocrate n'était au pouvoir que pour réaliser précisément sa doctrine. Que pendant les mois de mars et d'avril 1915, M. Bryan et M. Dernburg se soient rencontrés plus souvent que d'ordinaire : c'est ce que les personnes les plus autorisées affirment couramment aux États-Unis. En donnant cependant sa démission le 7 juin 1915, cinq jours avant que M. Dernburg quittât les États-Unis, et surtout en la donnant dans la forme qu'il choisit, M. Bryan fit naître autour de

lui de singulières suspicions. Non point que l'argent allemand eût eu sur lui de prise directe ; à celà personne ne songea. Mais depuis quelque temps des dissentiments avaient éclaté à l'intérieur du cabinet américain entre M. Bryan et M. Wilson. L'ancien candidat trois fois battu du parti démocrate voyait de mauvais œil grandir à la présidence le professeur d'université qui, dès que candidat, avait été l'élu. M. Bryan avait cru être le grand chef de son parti et tenir en tutelle l'homme qui, par un coup merveilleux du hasard, était subitement venu s'asseoir, à sa place, à Maison Blanche. Le conflit de sentiments et de point de vues entre le président et le secrétaire d'État s'étendit-il plus loin qu'une question de personnes ? Appuyé sur les germano-américains et sur tous les pacifistes, nombreux aux États-Unis, M. Bryan eut-il un moment la pensée d'une sorte de coup d'État politique ? Après sa démission, dans les quatre jours qui suivirent, l'ancien secrétaire d'État américain ne lança pas moins de cinq déclarations écrites et ne donna pas moins de dix réunions publiques. Dans ces déclarations et dans ces réunions, M. Bryan semblait n'obéir qu'à une pensée : « démontrer que le président Wilson n'avait pas une idée très nette des nécessités de la situation politique. » En outre, avec cette faculté de déformation qui lui est particulière, et qui se trouve due à un pacifisme et à un humanisme exagérés, M. Bryan s'efforça de légitimer l'action de l'Allemagne. Lorsque l'Allemagne commettait des atrocités comme celle du torpillage de la *Lusitania*, M. Bryan prétendait qu'elle n'agissait après tout que sous l'influence d'un sentiment de vengeance légitimé par la cruauté de ses ennemis. Certes il ne

l'approuvait pas absolument, car aucune nation, disait-il, ne peut se fonder sur l'inhumanité des autres pour justifier sa propre inhumanité. Mais M. Bryan comprenait et *appréciait* les sentiments qui guidaient l'Allemagne sur le chemin des noyades en masse. Si l'on ajoute que, le même jour, M. Hermann Ridder, directeur du *New-Yorker Staats Zeitung* et membre du Comité de propagande de Dernburg, n'eut pas assez de toutes les colonnes de son journal pour appeler M. Bryan « grand homme », « le seul homme « d'État de l'Amérique », etc., etc... on conviendra que les appréciations sévères dont M. Bryan fut l'objet de la part des vrais Américains, n'ont plus de quoi surprendre. « C'est une véritable défection », disait l'un d'eux. « Il faut dire plus, c'est une trahison », répliquait un autre. « M. Bryan est devenu l'homme à tout faire de M. Dernburg. »

CHAPITRE SEPTIÈME

Les combinaisons financières de M. Dernburg

Le pays des dollars. — La caisse noire de M. Dernburg. — Trois sortes de revenus : prélèvements personnels et collectifs, syndicats de banques allemandes, combinaisons particulières. — La main forcée : déclarations de deux ouvriers allemands. — MM. Speyer, Vanburg et les autres agents financiers allemands. — Une singulière histoire. — Au Canada. — Le tribut de la Chine et les aventures d'un ambassadeur allemand.

L'Amérique est le pays des dollars. La valeur d'un homme y est le plus souvent jugée sous le double coefficient de l'argent qu'il possède ou de la fortune que ses capacités peuvent un jour lui acquérir. Il semble que plus on y dépense, plus on y soit roi. Tout effort y est rétribué, puisque toute peine mérite salaire. Plus qu'en tout autre pays d'Europe, l'argent en Amérique résout beaucoup de difficultés. Non point que l'Américain soit plus corrupteur ou plus corruptible qu'un autre, mais l'or et l'argent y ont une valeur de circulation et un coefficient d'échange plus développés que partout ailleurs. Cette situation particulière, M. Dernburg ne l'ignorait point. Pour mener à bien du reste la sérieuse entreprise qu'il avait à réaliser, il lui fallait des capitaux. M. Dernburg se serait fait un scrupule, sachant que l'Allemagne cernée avait besoin de toutes ses ressources intérieures,

d'en demander à Berlin. Il résolut donc de constituer sur place aux États-Unis la caisse noire où sa propagande s'alimenterait. Il conçut une triple combinaison.

1° Des prélèvements personnels et collectifs sur chaque individualité, chaque groupement ou association d'origine allemande ou issu de sang allemand ;

2° La création d'un syndicat de banques allemandes, qui réaliserait l'effort financier particulier nécessaire à la politique allemande ;

3° Des combinaisons personnelles, dont quelques-unes ont l'allure de vrais tours de passe-passe et dont les autres semblent empruntées aux aventures de Nick Carter ou de Fantomas.

On sait que dans l'éducation qu'il avait reçue, M. Dernburg s'était particulièrement occupé de questions financières. Cette spécialisation allait lui permettre de prélever rapidement aux États-Unis plus de cent millions réservés à la propagande, et toute une série d'emprunts de 50, 100, 250 millions de francs destinés à la métropole allemande.

I. Prélèvements personnels et collectifs

Des statistiques extrêmement bien faites, minutieusement revues chaque année, non point par des agents américains, mais par des fonctionnaires spéciaux de l'ambassade et des consulats allemands aux États-Unis, dénombrent dans chaque province, dans chaque ville, dans le plus petit hameau, les catégories de professions exercées par les Allemands en Amérique. Dans chaque profession, ces statistiques donnent le nombre de patrons et d'ouvriers, l'évaluation

approximative de la richesse des uns, de l'aisance des autres. En dehors et au-dessus des personnalités, ces statistiques établissent le coefficient des productions industrielles et commerciales, de capital entassé, de salaires distribués dans chaque agglomération. Travail merveilleux et que nous serions coupables de regarder avec indifférence, car il équivaut à ceci : il n'est pas un Allemand qui débarque aux États-Unis sans qu'un représentant de l'empire sache où il se trouve, ce qu'il fait, quelle vie est la sienne, de quelles ressources il dispose d'année en année, bref, dans quelles conditions générales et particulières sa patrie peut faire appel à lui en toutes occasions.

La consultation de ces listes de l'ambassade et des consulats fut le premier travail auquel se livra M. Dernburg en débarquant à New-York. Il y choisit, on l'a vu ailleurs, son état-major. En même temps, par tête, par profession, par ville et par province, il sut tout de suite quelles sommes il pouvait prélever, immédiatement, en guise de contribution de guerre sur les éléments germano-américains aux États-Unis.

L'envoyé spécial de Guillaume II était assuré par avance que les grandes compagnies de navigation allemande à New-York, la *Hambourg Amerika* et le *Norddeutscher Lloyde* verseraient à sa caisse noire plusieurs millions ; que les syndicats allemands des agriculteurs du Centre et de l'Ouest fourniraient en denrées et en produits alimentaires un apport considérable ; que tous les récoltants de coton de la Floride, de la Louisiane et du Texas, donneraient en espèces ou en nature tout ce qu'il faudrait. Au point de vue des industries qui touchent le plus près à la guerre, industries chimiques et pharmaceutiques

notamment, M. Dernburg n'ignorait pas que les grosses firmes de Philadelphie, de New-York, de Baltimore, apporteraient l'effort maximum à l'œuvre nationale allemande : même certitude pour les industries du fer et de l'acier, en Virginie occidentale, en Pensylvanie, etc. Mais les produits ne suffisaient pas ; les contributions en nature devaient être doublées de contributions en argent, proportionnellement aux fortunes. M. Dernburg sillonna les États-Unis de toute une armée d'agents recrutés pour ce service. Ce ne furent pas seulement les grandes compagnies, les associations, les syndicats, les gros industriels ou les agriculteurs qui furent ainsi sollicités, mais les ouvriers eux-mêmes. Désireux de m'assurer de la réalité des faits dans les milieux de simples artisans, je me laissai conduire un samedi dans les faubourgs populeux de New-York où grouille la masse ouvrière. Là on interrogea en ma présence un modeste électricien, originaire du grand-duché de Bade, et un tisserand, originaire du Wurtemberg. A l'un et à l'autre, 10 °/₀ de leur salaire respectif avaient été retenus pour le trésor de guerre allemand. Comme ils se plaignaient de ce prélèvement fait contre leur volonté propre, ils précisèrent ainsi leur état d'esprit : « Nous avons fui « l'Allemagne parce que nous n'aimions, ni son régime « autocratique, ni son militarisme. Le pays où nous « étions nés par accident n'était pas pour nous et n'est « pas encore pour nous la patrie. Issus de sang alle- « mand, nous nous sommes faits inscrire en arrivant « aux États-Unis au consulat de New-York ; on y a « gardé nos noms. Nous avons eu beau changer de « domicile ; on nous a parfaitement retrouvés. Et nous « voici obligés de verser coûte que coûte, pour un

« pays que nous avons fui, les sommes que sur notre « salaire on exige de nous. Si nous ne le faisions pas « une semaine, nous serions la semaine d'après chas- « sée des établissements où nous trouvons, avec un « peu d'aisance, le gagne-pain de notre famille.»

Les contributions particulières que préleva ainsi M. Dernburg sur tout Allemand ou issu d'Allemand résidant en Amérique fournirent, pendant le premier trimestre de la guerre, plus de 30 millions ; dans la suite, jusqu'au mois d'avril 1915 environ, elles ne devaient jamais être inférieures à 3 millions de francs par mois. La création d'un syndicat de banques allemandes apporta d'autre part à M. Dernburg un concours précieux.

II. Les Banques allemandes

Les banques germano-américaines aux États-Unis sont relativement nombreuses. La plupart ont leur maison-mère à New-York, et des succursales dans les grandes villes de province ; les autres, comme à Chicago, à Saint-Louis, à Milwaukee, à San-Francisco, sont des banques locales solidement instituées. Ces banques sont toutes très connues dans leur organisation spéciale, dans leurs tendances politiques ; leurs directeurs ne cachent, ni leurs propres sentiments, ni les visites et les honneurs dont les représentants de l'Allemagne les comblent. Parmi ces banques, celles qui consentirent à collaborer avec le plus de zèle avec M. Dernburg, furent les banques Speyer, Vanburg, MM. B..., L..., K..., etc. On jugera de leurs relations, des renseignements et du crédit qu'elles avaient, par l'anecdote suivante :

M. Speyer, qui est un homme de cinquante ans environ, de taille petite et rondelet d'aspect, est le jeune frère du baronnet Speyer, qui occupait à Londres avant la guerre comme banquier une situation de premier ordre. D'origine allemande tous deux, M. Speyer aîné avait peu à peu réussi à avoir à la Cour anglaise les meilleures relations. Avec cette patience inlassable que seul le désir d'espionner et de savoir à tout prix procure aux Allemands, Mme Speyer était devenue une des amies de Mme Asquith, femme du Président du Conseil anglais. Pour plaire à son amie, Mme Asquith prit pour ses enfants une gouvernante allemande. Lorsque éclata la déclaration de guerre, les Anglais, on s'en souvient, jugèrent inutiles les précautions contre les gens d'origine suspecte domiciliés en Angleterre. Les larges lois de l'hospitalité, une certaine nonchalance, une singulière indifférence vis-à-vis de la guerre elle-même, permirent aux Allemands de continuer à travailler et à vivre à l'aise en Grande-Bretagne. Il fallut les exploits des zeppelins, au 19 janvier 1915, pour faire sortir les Anglais de leur torpeur. Des incidents eurent lieu ; on saccagea dans plusieurs villes des boutiques et des maisons d'Allemands que l'on accusa d'être en communications par signaux optiques avec les unités aériennes du comte Zeppelin ; bref l'Angleterre ouvrit les yeux. On s'aperçut alors que disséminés dans les coins intéressants, les Allemands étaient partout. On en découvrit à la Cour. Chez Mme Asquith, on connut l'existence de la gouvernante allemande et les journaux anglais révélèrent l'intimité qui existait entre Mme Speyer et Mme Asquith. Le Président du Conseil britannique dut user d'autorité pour que la

gouvernante allemande fut renvoyée et que les relations entre Mme Speyer et Mme Asquith prissent fin.

On devine par ce canal la nature des renseignements que le Speyer d'Amérique, grâce au Speyer de Londres, procura à M. Dernburg. M. Speyer assurait ainsi le service des relations extérieures. Trois autres s'étaient plus volontiers chargés de la besogne intérieure et de la négociation d'emprunts allemands plus ou moins importants. Dans ces négociations, l'habileté et l'esprit d'économie ne firent point défaut ; alors qu'on ne connaissait pas encore en Amérique les bons de la Défense Nationale française, un emprunt allemand de 10 millions de dollars, reposant entièrement sur des bons du Trésor allemand, était déjà souscrit. Au mois de mars 1915, c'est-à-dire après huit mois de guerre et le placement d'autres emprunts, les banquiers allemands trouvaient encore à négocier, pour le compte de Berlin, à deux et trois ans avec des intérêts qui ne dépassaient pas 5 %.

Quant à M. Vanburg, propriétaire d'une très belle villa à Washington, il essayait de séduire, pour le compte de M. Dernburg, certaines personnalités politiques. C'est chez lui qu'avaient lieu les grands conciliabules. Un jour cependant, les banquiers allemands manquèrent de discrétion. Ils avaient trouvé dans le contrôleur général des finances, M. Sckelton Williams, un collaborateur docile ; si docile que les établissements financiers, favorables aux Alliés, finissaient par en souffrir. Le 11 avril 1915, la Riggs National Bank, une des banques les plus puissantes de Washington, portait une plainte publique contre M. Williams, qu'elle accusait de ruiner ses affaires dans le but de satisfaire la malveillance personnelle

des banquiers allemands. La Riggs Bank affirmait qu'en résultat de la campagne menée par les agents de M. Dernburg contre elle depuis plus d'un an, d'importants dépôts faits par le gouvernement lui avaient été retirés. La banque s'était vue refuser, par le contrôleur Williams, la somme de 5 millions de dollars qui lui était due par le Trésor comme intérêt de son dépôt de garantie. Or, le secrétaire du Trésor, ministre des Finances, était M. Mac Adoo, gendre de M. Wilson [1].

III. Combinaisons particulières : au Canada. Le tribut des germano-chinois.

Deux traits montreront de quelle multiplicité de ressources, de quelle ingéniosité d'esprit, M. Dernburg était capable de faire preuve.

Il y a depuis la guerre, au Canada, prisonniers dans les camps de concentration, plus de 350.000 allemands. Les Canadiens ont mis la main sur les personnes ; mais lorsqu'ils voulurent saisir les fortunes mobilières, celles-ci s'étaient pour la plupart évanouies comme par enchantement. Comment la chose se fit-elle? Dès le 24 juillet 1914, c'est-à-dire dix grands jours avant la déclaration de guerre, M. Dernburg avait télégraphié par sans fil de Berlin à ses correspondants du Canada que la rupture était inévitable, et qu'au cas où l'Angleterre se mêlerait de la partie,

1. Voir le *New-York Times* du 12 avril 1915 et les journaux américains qui unanimement reproduisirent l'accusation sur plusieurs colonnes.

les nationaux allemands devaient prendre toutes les précautions nécessaires. Ces précautions furent prises en effet du 24 juillet au 2 août. La plus grande partie des valeurs et des capitaux allemands, qui se trouvaient dans les banques canadiennes, passèrent la frontière et trouvèrent un large asile dans les banques américaines. Beaucoup de ventes de propriétés et d'immeubles eurent même le temps d'être réalisées.

Vers le mois de décembre 1914, alors qu'il avait déjà émis par les banques allemandes plusieurs emprunts locaux, M. Dernburg se trouva tout à coup, par suite de ses dépenses excessives en propagande, à la veille d'avoir besoin d'argent. Désireux de se passer du concours des banques et de ne pas faire appel au prélèvement personnel dans les milieux germano-américains, M. Dernburg se procura des fonds par une voie détournée : ce fut sur la Chine qu'il jeta les yeux.

On sait qu'en Chine sont allées plusieurs fois des missions militaires allemandes. Comme dans les Balkans, ces missions ont été souvent le rideau derrière lequel commerçants, industriels, exportateurs et importateurs allemands de tout ordre travaillèrent à l'aise. De Kiao-Tchéou et de Tsing-Tao, il leur était facile de rayonner dans l'Empire Céleste, de fonder des comptoirs, de s'établir ici et là comme ils le voulaient, puisque la diplomatie militaire, vigilante et armée de l'Allemagne, veillait aux frontières et à l'intérieur. Un travail lent et méthodique commença, qui en vingt ans portait le commerce de l'Allemagne avec l'Asie, à près de deux milliards ; dans les cinq dernières années, de 1908 à 1913, ce commerce avait gagné plus de cent millions par an, passant de 1 mil-

liard 185 millions en 1908 à 1 milliard 782 millions en 1913[1]. L'activité des compagnies de navigation allemandes notamment s'était considérablement accrue. Non seulement les paquebots postaux du *Norddeutscher Lloyd* assuraient un service régulier de quinzaine de Brême au Japon, mais encore ils rayonnaient hebdomadairement par des lignes annexes du port de Shanghaï à Batavia, Manille, l'Australie, etc. La *Hambourg Amerika*, en dehors de ses voyages réguliers de quinzaine d'Allemagne en Extrême-Orient, avait prolongé ses itinéraires jusqu'à la côte américaine du Pacifique, San Francisco, etc... A ces grandes entreprises se joignaient des vapeurs moins réguliers de lignes allemandes purement commerciales : la Compagnie Rickmers, la Hansa, la M. Jepsen, etc., etc.

Autour de ces organisations de transport, les Allemands avaient créé toutes sortes de dépôts et de comptoirs. Leur activité avait trouvé dans M. Von Heintz, ministre d'Allemagne en Chine, un appui précieux.

Peu d'Européens connaissaient en effet la Chine comme ce diplomate allemand. Il y avait passé de longues années, y avait acquis de solides relations dans les mondes les plus divers, recevant avec la même hospitalité chez lui les mandarins les plus opulents et les chefs koumghouses les plus dangereux : ce furent même ces dernières relations, par trop spéciales, qui le firent un moment rappeler à Berlin. La déclaration de guerre du 2 août le surprit au Mexique, où il était en voyage d'études. Mobilisable en qualité

1. Chiffres donnés par *La Politique*, journal de Péking, mai 1915.

de contre-amiral de réserve, M. Von Heintz tenta de rejoindre sa patrie. Possédant parfaitement l'anglais, il traversa les États-Unis, et s'embarqua à bord d'un navire marchand britannique qui devait toucher l'Angleterre et débarquer en Hollande à Rotterdam : pour ne pas attirer l'attention, le diplomate allemand s'était engagé à bord comme soutier.

M. Von Heintz avait, avec M. Dernburg, d'excellentes relations. Dès qu'il débarqua à Rotterdam dans la deuxième quinzaine de septembre, il fit par télégraphie sans fil connaître sa présence en Hollande à l'ancien ministre des colonies allemand. M. Dernburg le dirigea aussitôt sur Mayence, où le Kaiser avait établi son quartier général et où audience lui fut accordée tout de suite. Sur l'intervention de M. Dernburg, l'empereur rendit à M. Von Heintz le poste d'ambassadeur allemand à Péking. Lorsque la nouvelle fut connue à Londres le diplomate était déjà reparti pour les États-Unis, traversant pour la deuxième fois le territoire anglais et l'Océan Atlantique. Son premier soin, en arrivant à New-York, fut de rendre visite au Ritz Carlton Hôtel à M. Dernburg, avec qui il passa deux ou trois jours. L'ambassade d'Angleterre avait établi autour de l'ordinaire demeure de M. Dernburg un service de renseignements intelligent et discret : la présence de Von Heintz fut signalée. Lorsqu'il partit de San Francisco par le bateau *Christian Bars* à destination de Shanghaï, les Japonais étaient prévenus. Le *Christian Bars* faisant escale au Japon, la police nipponne comptait « cueillir » l'ambassadeur allemand à bord du navire. Lorsqu'elle s'y présenta, M. Von Heintz avait disparu. En plein Pacifique, il s'était fait transporter à bord

d'un charbonnier qui se trouvait là comme par hasard; lorsqu'on l'attendait au Japon, il était déjà en Chine et approchait de Péking. Il n'avait pas seul tenté et réussi cette aventure. Trois de ses compatriotes, nommés Williams, Holl et Behme, tous trois répandus dans les sphères chinoises, connus en Mandchourie, où ils circulaient en qualité de commerçants, avaient accompagné Von Heintz. Les trois compères, on l'a su depuis, étaient les agents secrets les plus actifs de l'Allemagne en Chine; entre leurs mains étaient centralisés les services de l'espionnage sino-germanique et la difficile alimentation des navires de guerre allemands dans les eaux du Pacifique. Un quatrième compère, Von Voretz, consul général d'Allemagne à Hong-Kong, complétait l'état-major. Ce Von Voretz avait, au début des hostilités, tenté de provoquer un soulèvement parmi les troupes indigènes de Hong-Kong, auxquelles il affirmait qu'une flotte allemande croisait non loin des côtes. Le complot échoua ; Von Voretz dut fuir en Chine centrale, où il continua son genre d'activité sous le nom de M. Nelsen, consul de Suède. Quelques années auparavant, en effet, un consul de Suède, M. Nelsen, allant de Mongolie à Sanghaï, avait égaré sa valise contenant des documents importants et son passeport diplomatique. Toutes les recherches pour les retrouver furent vaines. Or, valise, documents et passeport étaient tombés entre les mains du consul général allemand de Hong-Kong, Von Voretz, qui, lorsqu'il lui plaisait, changeait ainsi de personnalité. L'immensité de la Chine lui était une sauvegarde. Sous le nom de M. Nelsen, Von Voretz pénétra en septembre 1914 dans la zone militaire japonaise

devant Tsing-Tao ; avec une audace rare, il y installa tout un service de télégraphie sans fil qui communiquait directement avec les postes germano-américains créés par M. Dernburg. De plus, aidé de collaborateurs dévoués, MM. Blücher, Haldelstein et Roelle, dont les noms disent assez l'origine, il prétendit, après la chute de Tsing-Tao, s'occuper d'installations de firmes allemandes qui devaient fournir la Chine de produits germaniques. Bientôt on découvrait dans certains fleuves chinois des mines posées dans des endroits singuliers ; les dépôts de marchandises allemandes étaient reconnus pour des dépôts d'armes et de munitions. Von Voretz reprit alors sa physionomie de consul de Suède. Malheureusement pour lui un jour, à Moukden, sous le toit du consul des États-Unis, apparut le véritable M. Nelsen. C'était la catastrophe. Von Voretz fut arrêté ; l'instruction durait encore au mois d'août 1915.

Cependant, l'ambassadeur allemand, Von Heintz, avait été accueilli à Péking à bras ouverts par la colonie germanique. Appliquant la méthode Dernburg, il avait acquis un journal de grande influence dans le monde chinois, le *Te-Khona-Bao ;* il avait envoyé dans toutes les régions des agents chargés de battre campagne en faveur de la cause allemande et de recruter denrées et argent. Lorsque M. Dernburg fit appel à lui, Von Heintz fit partir des rivages de Chine trois grands bateaux lourds à l'aspect à la fois misérable et pacifique, qui arrivèrent sur les côtes de la Californie dans les premiers jours de février 1915. Leur cargaison avait été déclarée : « poutres de fer et matériaux de même nature pour construction de maisons, de ponts ». Mais ces poutres de fer étaient

creuses à l'intérieur[1]. Von Heintz, ambassadeur d'Allemagne à Péking, les avait fait remplir de 75 millions de dollars qui représentaient le tribut des négociants allemands de Chine à la caisse noire de M. Dernburg. M. Dernburg mit en dépôt cette somme dans deux trésoreries d'État de l'Ouest américain. Quelques semaines plus tard, il fit annoncer dans les journaux que l'Allemagne allait émettre à Chicago un nouvel emprunt local de 50 millions de dollars. La confiance du peuple américain vis-à-vis de l'Allemagne était telle, prétendait M. Dernburg, qu'il était personnellement sûr que ce nouvel emprunt serait couvert sur la seule place de Chicago dans les vingt-quatre heures. Ce qui arriva. M. Dernburg pouvait sans risques être bon prophète, puisque l'argent était là.

1. Dans mon séjour à New-York, les faits concernant le tribut en argent des Allemands de Chine et les aventures de Von Heintz m'avaient été contés par deux personnalités américaines de très grand crédit, qui ont les meilleures relations avec l'ambassade d'Angleterre. En rentrant en France, je trouvai dans la collection du *Temps*, à la date du 16 avril 1915, envoyé par notre collaborateur et ami Charles Rivet, correspondant du *Temps* à Pétrograd, le récit des aventures de Von Heintz et de Von Voretz, d'après les journaux russes. L'extraordinaire histoire, à laquelle un moment j'avais hésité à croire, était ainsi confirmée par plusieurs côtés à la fois.

CHAPITRE HUITIÈME

M. Dernburg, l'Industrie et le Commerce germano-américains

Une erreur à éviter. — Les dix doigts de l'ouvrier français. — La méthode de propagande commerciale allemande. — Le filet allemand. — Les Allemands aux États-Unis : ponts, chemins de fer, canaux, usines hydrauliques, électriques, aciéries, etc. — Une exception : M. Schwab, sa lettre au sénateur Charles Humbert. — Une double faute réparée. — La non-livraison des commandes russes.

Que nos syndicats industriels, que nos chambres de commerce, que tous les zélateurs de la diffusion industrielle et commerciale française à l'étranger « s'enfoncent bien cette idée dans la tête » : ils commettront l'erreur la plus grossière, ils se rendront coupables d'un véritable crime de lèse-patrie, si, soucieux demain de prendre la place sur les marchés du monde entier des fabricants et des négociants d'Allemagne, ils se lancent, dès aujourd'hui, dans la servile imitation des produits manufacturés de l'autre côté du Rhin.

« Les dix doigts de l'ouvrière et de l'ouvrier français sont un joyau unique au monde, me disait M. Jusserand, ambassadeur de France à Washington ; on ne le sait pas assez dans notre beau pays. » De nombreux américains m'ont confirmé la vérité de cette

opinion. En face du produit français, qui a toujours plus de fini, plus d'élégance, en même temps que plus de solidité, la « camelote » allemande n'existe pas. Il faut du moins que sur le marché le produit français figure, visible et palpable, qu'il y soit défendu, propagé, vanté comme les Allemands font des leurs. Le commis-voyageur français est sans rival au monde : son initiative, sa bonne humeur, sa souplesse le sacrent, comme le produit qu'il représente, roi du marché, dès qu'il y apparaît. Encore doit-il, lui aussi, ne pas en être absent, puisqu'il est seul à lutter contre quarante ou cinquante commis-voyageurs allemands dont le nombre, la constance compensent la médiocrité et qui remportent des victoires là seulement où contre eux il n'y a pas de combattants. L'avenir est à l'industriel qui produit, au commerçant qui écoule. Les imitateurs et les contrefacteurs n'ont libre carrière que dans la proportion où les créateurs leur abandonnent la place. Or l'esprit d'initiative et de création est un des apanages de la race et du génie français, en industrie et en commerce comme en toutes choses. Inutile donc de se lancer sottement dans l'imitation des produits allemands.

Autre chose est de la méthode de propagande allemande. Celle-ci vaut la peine qu'on l'étudie, qu'on rivalise avec elle dans les efforts variés dont elle fait preuve, dans les résultats magnifiques qu'elle a apportés à ceux qui la pratiquaient. Aux États-Unis, les Allemands ont de leur application industrielle et de leur méthode de propagande commerciale, fourni de merveilleux exemples. Ils ont été pour M. Dernburg des collaborateurs de chaque minute, extrêmement précieux à la fois par les renseignements qu'ils pos-

sédaient sur les centres de production américains et par la production qu'eux-mêmes représentaient.

Dans les grandes villes des États-Unis, il n'est pas rare de trouver de grandes maisons de dix, quinze et vingt étages, bien situées et qui, sous l'apparence de maisons de commerce privées, sont en vérité des expositions permanentes et locales de tout ce que l'Allemagne produit et vend. Depuis les nombreuses variétés d'outillage mécanique jusqu'au minutieux échantillonnage des tissus de toutes sortes, depuis les lourdes locomotives jusqu'aux fragiles porcelaines et verreries, tout y figure. Mais tout est Allemand. Les produits chimiques et pharmaceutiques, les divers modes d'application de l'électricité, de la lumière, de la chaleur, du froid, les variétés d'engrais, de produits du sol, etc., y sont représentées — tous allemands — dans des sections distinctes. On entre dans une de ces maisons pour demander par exemple des lits d'hôpital. Non seulement, il y a de quoi choisir entre des lits de différents modèles, mais la maison allemande offre des architectes et des ouvriers maçons pour bâtir l'hôpital et, l'hôpital une fois installé, elle reste à la disposition du client pour procurer des infirmières, des aides et même des chirurgiens, si c'est nécessaire; tout cela allemand, bien entendu. Nul besoin, par conséquent, pour l'indigène américain de prendre le paquebot d'Europe, de rechercher à grands frais dans les pays de l'Ancien-Continent et, à travers ces pays, dans les villes ou les villages, les produits qui font l'objet de son négoce. Toutes les indications, tous les renseignements utiles, sont centralisés par la maison allemande que le gouvernement impérial d'ailleurs sou-

tient et dirige de tous les moyens en son pouvoir : ni subventions, ni crédit des banques ne font défaut. Libre choix est donné au surplus à l'indigène américain entre des maisons souvent concurrentes, mais dont les spécialités offrent tantôt plus de richesse dans la variété, tantôt plus de régularité dans l'abondance de la production. Chaque marchandise porte en outre, avec le prix de revient, le prix auquel l'indigène américain peut la vendre dans telle ou telle région : tout est calculé, jusqu'au bénéfice du client.

Cette organisation n'empêche pas les industriels et les négociants allemands qui en font partie d'avoir pour soi des représentants locaux, des agents régionaux, des commissionnaires généraux, qui défendent sur le marché leur marque propre. Le filet allemand est tendu partout. Comme au surplus, chaque allemand a pour principe et pour unique discipline de vanter les produits allemands, à l'exclusion de tout autre, on devine quelle atmosphère favorisait aux États-Unis avant la guerre l'éclosion des affaires entre les mains des négociants d'Allemagne. Dans plusieurs imprimeries de grands journaux, entr'autres celle du *New-York Times* qui combattait si généreusement pour la cause des Alliés, toutes les machines étaient allemandes. Dans les restaurants, dans les cabarets, quantité de matériel allemand ; souvent une salle entière était aménagée complètement à l'allemande, en imitation des salles de brasserie de Munich et de Berlin. Dans plusieurs manufactures de drap, de meubles, etc., même spectacle. Sans doute tout n'est pas allemand aux États-Unis. Mais, dans ces dix dernières années, par suite de leur organisation chaque jour perfectionnée, les Allemands avaient triplé leur

chiffre d'importations, nous laissant assez loin derrière eux, dépassant le Canada, et menaçant de prendre à l'Angleterre la première place dans le commerce des pays étrangers avec les États-Unis. Qui sait même si cette première place n'était pas réellement prise?

Parce qu'il faut avoir une base déterminée, on a pris en effet l'habitude de calculer la force de pénétration commerciale d'une nation par le chiffre de ses importations. Ce calcul est juste, entre pays dont l'unité nationale est incontestable. Mais aux États-Unis, où, de l'aveu des principaux hommes d'État, l'estomac américain n'a pu digérer et s'assimiler tous les éléments étrangers, aux États-Unis où les Allemands s'épanouissent comme un État dans l'État, il y a un facteur de plus, dont on ne peut pas ne pas tenir compte. *L'industriel, le commerçant allemands, émigrés en terre américaine, restent allemands, fabriquent et vendent des produits allemands :* ces produits ont beau ne pas figurer au chapitre des importations, ils n'en sont pas moins uniquement et purement allemands. Singulière fiction administrative, qui veut qu'un produit allemand, fabriqué en terre étrangère par une main-d'œuvre, par des contremaîtres, par un outillage allemands, sous la direction de patrons et de chefs d'industrie allemands, ne soit plus un produit allemand ! Les monographistes germano-américains, dans leur histoire en raccourci de telle ou telle branche de l'activité allemande aux États-Unis, ne s'y trompent pas. Il faut lire leurs ouvrages, publiés à la fois en langue américaine et en langue allemande. Comme leur orgueil national y sépare le bon grain de l'ivraie ! La démar-

cation du reste est faite d'après les indications fournies par les négociants allemands eux-mêmes, qu'ils soient fixés depuis peu ou depuis longtemps en terre américaine. C'est tout un Gotha industriel et commercial aux armes inaltérables de la Grande Allemagne ! En le parcourant, en retenant les noms les plus connus, et seulement ceux-là, on est frappé des résultats d'un système qui n'a laissé aucun terrain inexploré et qui, entre ces terrains, a souvent choisi le meilleur pour y prospérer.

D'abord les grandes entreprises modernes, construction et lancement de ponts immenses, lignes et réseaux de chemins de fer, aménagement de ports et utilisation des côtes, applications diverses de la force hydraulique et électrique, percement de tunnels, exploitation des mines, etc. Dans ces branches diverses, les écoles techniques d'Allemagne fournirent aux États-Unis, dès le milieu du XIXe siècle, des équipes d'ingénieurs, dont le monopole en terre américaine fut longtemps et reste encore respecté.

John A. Rœbling, l'inventeur des ponts suspendus modernes, et C. Schneider, constructeur du pont « cantilever », étaient nés, le premier à Mulhausen (Prusse), en 1806, le second à Apolda (Saxe), en 1843. Rœbling se fixa à Saxonburg (Pennsylvanie), près de Pittsburg, et fabriqua des câbles pour la construction des ponts ; il construisit le premier de ces ponts sur la rivière Allegheney en 1844, puis le second de 1.500 pieds (environ 500 mètres) à Pittsburg ; enfin de 1851 à 1855, il jeta le premier pont suspendu sur les chutes du Niagara. Rœbling construisit encore un pont à Wheeling (Virginie), un autre sur l'Ohio à Cincinnati et fit les plans du fameux pont sur l'East

River, qui unit New-York à Brooklyn et qui est populairement connu sous le nom de pont de Brooklyn (environ 2 kilomètres de long). Son fils, à sa mort, bon Allemand comme lui, termina ses travaux.

Quant à Schneider, ce fut lui qui lança sur le Niagara le « pont à leviers », et, sur les compagnies de chemins de fer des États-Unis et du Canada, la plupart des ponts que l'on voit encore de nos jours. Il était vice-président de la grande compagnie « American Bridge » en 1903. Le chef ingénieur de la compagnie concurrente est un autre Allemand, M. Paul Wolfel, né à Dresde (Allemagne) en 1862.

Allemand encore était Albert Fink, né à Lauterbach (Allemagne) en 1827, qui fut chargé jusqu'en 1880 non seulement de la construction de ponts et viaducs de chemins de fer, mais encore de la fédération de grandes compagnies, comme le New-York Central, l'Erie, le Pennsylvanian, le Baltimore et l'Ohio. Un Allemand encore, Ferdinand Rudolph Hassler, eut la charge des travaux du port de New-York ; un autre Allemand, Julius Erasmus Hilgard, né à Zweibrucken (Palatinat), reçut mission du gouvernement américain de réorganiser le service des études de la côte américaine, et parallèlement de toute une série de travaux scientifiques, astronomiques, magnétiques, à la suite desquels il fut nommé président de l'Association américaine pour le progrès des sciences. Allemands encore : Lewis Mühlenberg Haupt (fils de Hermann Haupt), professeur aux Ingénieurs civils, université de Pennsylvanie, membre de la commission du Canal Isthmian depuis 1899, chef ingénieur des études pour un grand canal à travers le New-Jersey, etc. ; G.-Y. Wisner, membre de la

commission des « Deep Water Ways » des États-Unis ; E. Wegmann, engagé dans la construction des chemins de fer et dans les nouveaux travaux d'eau de New-York depuis 1884 ; E.-A. Hermann, depuis 1899 membre du service des améliorations publiques et de la commission des égouts de Saint-Louis ; J.-K. Freitag, représentant des usines de fer d'Hecla ; John Bogart, ingénieur, chargé du développement de la force hydraulique et électrique des chutes du Niagara, du Sault-Sainte-Marie et du Saint-Laurent ; W.-P. Gerhard, ingénieur sanitaire du personnel des architectes de l'État de New-York ; Henri Werhum, constructeur des immenses usines d'acier de Lackwanna, à Buffalo ; W.-G. Berg, chef ingénieur du chemin de fer de la vallée de Lehigh ; M. Bein, directeur des importants travaux d'irrigation dans l'ouest ; D.-M. Stauffer, ingénieur des chemins de fer et éditeur des *Engineering News* de New-York ; Spencer Miller, qui créa toute une série d'inventions facilitant le charbonnage des navires en mer.

C'est aux États-Unis que le comte Ferdinand Zeppelin fit ses premières expériences en dirigeable ; il servait dans un corps d'ingénieurs durant la guerre civile américaine [1].

Au point de vue électricité, sont Allemands : Charles P. Steinmetz, né à Breslau (Allemagne), en 1865, propriétaire des usines de la Compagnie générale élec-

1. Un ancien officier de marine a donné dans *le Temps* du 3 avril 1915 d'intéressants détails sur le premier séjour du comte Zeppelin en Amérique, en 1864, et raconté comment, à bord de la corvette française *Tisiphone*, ses camarades et lui accueillirent un soir, en rade de New-York, « le jeune officier de cavalerie allemande, aide de camp du roi de Bavière, qui grimpait dans la mâture, la nuit, avec l'adresse d'un vieux matelot ».

trique de Schnectady, et que les Américains estiment à l'égal d'Edison ; Edison, dont la compagnie du reste compte comme chef inspecteur à sa station centrale un autre Allemand, W.-J. Hammer. Il faut au surplus citer comme Allemands notoires : Z.-J. Wurts, ingénieur général de la « Westinghouse Electric and Manufacturing Company » ; H.-M. Brinckerdoff, qui construisit le premier grand chemin de fer électrique surélevé à Chicago en 1894 ; B.-A. Behrend (né en Allemagne), chef ingénieur de la « Bullock Electric Manufacturing Company », à Cincinnati, dessinateur de quelques-unes des plus grandes machines électriques de Saint-Louis ; F.-B. Herzog, inventeur de machines électriques, d'aiguilles automatiques, de signaux élévateurs, d'appareils téléphoniques, etc.

Comme ingénieurs de mines, les Allemands aux États-Unis sont également très nombreux. On les trouve dans toutes les mines de plomb, de cuivre, de zinc, dans toutes les fonderies. L'un des plus connus est Adolph H. Sutro, né à Aix-la-Chapelle (Prusse rhénane), en 1830 ; c'est lui qui assécha les mines de Comstock-Lode au moyen d'un tunnel de jonction : le tunnel principal d'une longueur de plus de 8 kilomètres commencé en 1869, fut relié avec les premières mines en 1878 ; c'est sur ce tunnel que s'élève aujourd'hui la ville de Virginie.

Dans les industries du fer et de l'acier, où les premiers exploitants furent, de 1714 à 1720, des colons émigrés de Seigen (Allemagne), de nombreux maîtres de forges sont Allemands ; les plus connus sont Stiegel, Kurtz, Sauer, John Fritz. Le « roi de l'acier » est bien l'Écossais Andrew Carnegie, mais ses deux

hommes de confiance, en même temps que ses deux plus habiles lieutenants, sont des hommes de descendance allemande : Henry Clay Frick et Charles Schwab.

Dans M. Charles Schwab du moins (et de trop rares germano-américains devaient imiter cet exemple), M. Dernburg et ses émissaires rencontrèrent un homme, qui, ayant donné sa parole de travailler pour la France pendant toute la durée de la guerre, refusa de céder aux séductions ou aux menaces allemandes. Malgré les attentats qui furent dirigés contre lui ou contre ses usines de Bethléhem, M. Charles Schwab resta fidèle aux termes mêmes de la belle lettre qu'il avait adressée, le 23 septembre 1914, à M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse, chargé à ce moment en Amérique d'une mission du gouvernement français.

« J'apprends avec regret, lui écrivait-il, que vous partez samedi pour la France. Permettez-moi de saisir cette occasion pour vous exprimer le réel plaisir que j'ai eu à faire votre connaissance, à vous servir et à être ici de quelque utilité pour vous et votre nation. Dans cette circonstance, la pensée qui dominait en notre esprit était d'avoir contribué en quelque chose, si peu que ce soit, à aider votre grand et superbe pays, que nous, Américains, qui avons tant vécu en France, avons appris à aimer et à admirer. Quel Américain, connaissant votre grande patrie, pourrait faire autrement que d'être en sympathie avec vous en ces temps troublés ? J'ai passé plusieurs années de ma vie dans votre pays, j'avais une maison sur la Riviera, j'ai beaucoup d'intérêts en France ; mon hôtel de New-York est copié sur votre merveilleux château de Chenonceaux, et j'ai trouvé partout le peuple

français amical, loyal et sympathique envers les Américains en général.

« Nos deux grandes Républiques, dans l'avenir comme dans le présent, devraient se tenir côte à côte ; c'est avec ce sentiment au cœur, mon cher monsieur Humbert, c'est dans une pensée de grand intérêt et d'amour pour votre pays que je puis vous dire que la Bethléem Steel Company, aussi bien que toute autre industrie à laquelle je suis intéressé, ou toute autre affaire sur laquelle j'ai quelque influence, recevront l'ordre de consacrer tous leurs efforts à vous servir, vous et vos compatriotes. Je suis parvenu à un moment de la vie où les pures préoccupations commerciales cèdent le pas à des motifs plus importants ; c'est ce sentiment supérieur qui prévaut dans mon esprit lorsque je vous considère vous et votre pays.

« Je vous prie de transmettre mes meilleurs compliments à mes amis, vos amis de France, MM. X..., Y..., Z..., et à nos autres nombreux amis communs de là-bas. Je désire vous exprimer le vœu de vous voir revenir bientôt parmi nous et de vous entendre nous raconter les victoires et les succès dont votre pays aura recueilli une ample moisson. »

Pour quelques nobles refus comme celui de M. Charles Schwab, M. Dernburg n'en recueillit pas moins, dans les milieux industriels germano-américains de très nombreuses adhésions : la presque unanimité, peut-on dire. Cette active collaboration permit à l'Allemagne d'acheter, d'enlever et de transporter par bateaux neutres, ou de se réserver par contrat pour l'avenir *plus de cinq milliards* de denrées et de munitions de toutes sortes, stock formidable que les six premières semaines de la guerre lui suffirent à réunir et sur lequel elle devait vivre pen-

dant plus d'une année et demie. Lorsque la France et l'Angleterre allèrent d'un commun accord effectuer à leur tour leurs achats en Amérique (ce fut dans les commencements de septembre 1914), l'Allemagne avait déjà quelques semaines d'avance, et les meilleures, celles où les approvisionnements américains existaient à profusion dans les entrepôts et où les maisons étaient pour la plupart sans contrats. De Berlin par télégraphie sans fil, de New-York dès qu'il y débarqua, M. Dernburg régla tout ceci avec une activité et une maîtrise incontestables, exploitant auprès des industriels des États-Unis les premières victoires allemandes et la chute prochaine de Paris.

L'envoyé spécial de Guillaume II ne fit pas seulement acquisition de matières manufacturées, mais surtout de matières premières, de grand et de petit outillage. Lorsque les acheteurs français et anglais se présentèrent à leur tour, le marché américain était vidé. Pendant six mois, la France et l'Angleterre furent contraintes de n'acheter que des produits ouvragés : laps de temps pendant lequel les États-Unis bénéficièrent du prix du salaire qui s'ajoute pour la main-d'œuvre au prix de la matière première et de l'apprentissage industriel, dont les ouvriers français et anglais ne devaient profiter qu'à partir de mars 1915. Trop heureux encore de voir leurs achats livrés à peu près aux dates promises. On sait ce qu'il advint de la malheureuse Russie, quand l'Allemagne, mise au courant par les services d'espionnage de M. Dernburg que les commandes russes en Amérique n'avaient pas été pour la plupart exécutées, commença le 2 mai 1915 sa double offensive de Pologne et de Galicie.

CHAPITRE NEUVIÈME

M. Dernburg et l'Agriculture germano-américaine

La charte du fermier allemand aux États-Unis. — La courbe de l'immigration et de l'exploitation agricole. — Quelques méthodes de culture. — Où M. Dernburg trouva blés, farines, cotons, bétails, chevaux, etc.

La collaboration que M. Dernburg rencontra aux États-Unis de la part des industriels germano-américains, il devait la rencontrer, plus active et plus efficace semble-t-il, dans les milieux agricoles, grâce à de nombreux Allemands, ses compatriotes, qui avaient avant lui défriché le terrain. La moisson par endroits se trouva toute prête. L'envoyé spécial de Guillaume II n'eut qu'à la cueillir, tant fut merveilleuse la préparation. C'est cette préparation par la masse obscure des fermiers et des agriculteurs allemands émigrés aux États-Unis, qui constitue précisément un fond d'études extrêmement intéressant.

Le fermier allemand d'abord.

Voici sa charte, telle qu'elle fut écrite au XVIIIe siècle par le Dr Benjamin Rusch, telle qu'elle a été complétée de nos jours par plusieurs agriculteurs éminents, tous originaires d'Allemagne. Les commandements qu'elle contient se trouvent encadrés et mis

à la place d'honneur dans la plupart des métairies germano-américaines :

Article premier. — Le fermier allemand cherche avant tout une bonne terre, de préférence à celle qui se trouve déjà en état d'amélioration. Cette terre, il la choisit à l'abri de riches forêts, il la paye comptant. Par l'appât de l'argent, il déplace fréquemment les colons indigènes pour les attirer des meilleurs terrains d'agriculture sur son propre terrain.

Art. 2. — Sa méthode d'exploitation repose sur un travail patient et poussé à outrance. Le fermier allemand débarrasse la terre avec soin des vieilles racines, des troncs d'arbres stériles, des pierres, pour que le sol produise par arpents la plus grande récolte possible. Le fermier allemand croit à la succession et à l'alternance des récoltes qui n'épuisent pas la terre. Il a toujours les yeux fixés sur l'avenir. Il a toujours en vue la possession permanente du sol.

Art. 3. — Le fermier américain indigène est prodigue. Le fermier allemand est invariablement économe. L'économie est la règle de sa vie. Le fermier allemand épargne le bois, même s'il est abondant ; il se sert de poêles au lieu d'immenses cheminées. Il construit des clôtures ferrées pour économiser le bois. Sa vie est frugale, sa nourriture simple, son ameublement sans recherche. Ses vêtements sont de première qualité pour durer le plus longtemps possible. Peu ou pas d'élégance ; d'abord le succès et la prospérité de sa ferme.

Art. 4. — Le fermier allemand aime son bétail, nourrit bien ses chevaux, ses animaux de champ et de basse-cour, qu'il ne laisse jamais à l'état sauvage. En hiver, il les tient au chaud dans des granges ou des étables. Il les fait travailler durement ; mais jamais au-dessus de leurs forces.

Art. 5. — Toutes choses doivent être en bon ordre,

clôtures, maisons, jardin, instruments d'agriculture. La grange est plus importante que la maison.

Art. 6. — Le fermier allemand fait la plus grande partie de son travail lui-même, aidé par sa femme et par ses enfants. Honneur aux familles nombreuses ! Les grandes familles sont une source de richesse. Le fermier allemand a des enfants avec joie. Le personnel salarié ne doit être employé qu'au temps de la moisson ou des grands travaux.

Art. 7. — Le fermier allemand s'enorgueillit de garder sa ferme dans sa propre famille, génération après génération. De beaux exemples ont été donnés à ce sujet par les émigrants allemands du XVIIIe siècle en Pensylvanie, au Missouri et au Texas. Non seulement le fermier allemand garde sa propre terre, mais c'est un bien pour lui s'il réussit à acheter la terre de son voisin.

En application de ces commandements, sait-on combien, en 1900, il y avait de fermes, de maisons de campagne, de propriétés appartenant aux Allemands émigrés aux États-Unis ? Sur environ 4.900.000 exploitations rurales, 522.952 étaient entre leurs mains. Ils avaient de plus des intérêts dans près de 300.000 autres. Les statistiques allemandes, par exemple celles du Dr Faust, professeur à l'université de Cornell — on sait que cette université est la grande école forestière des États-Unis et qu'elle eut pour premier directeur un Allemand, le professeur Bernhart Fernow, né en Prusse en 1852, — les statistiques notent en outre que plus de 400.000 ouvriers ou régisseurs allemands, tout à fait capables de devenir à leur tour propriétaires, occupent les meilleurs emplois dans les plus grandes fermes américaines. Ainsi l'élément allemand figure, *organisé*, dans plus de 20 °/₀ de l'exploi-

tation agricole des États-Unis. Il surpasse de beaucoup les autres éléments étrangers ; il est à lui seul supérieur aux éléments anglais, irlandais et scandinaves réunis.

Comment le fermier allemand a-t-il acquis cette situation ? C'est que, sur ce terrain-là comme sur les autres, il ne s'est pas contenté d'émigrer ; une fois acclimaté, *il a fait des enfants,* qu'il a poussés dans la même voie que lui, auxquels il a transmis, *par tradition et par discipline allemandes,* les enseignements techniques recueillis au cours de sa propre vie, dans le respect des gloires nationales qu'incarne pour toujours à l'étranger l'Allemand émigré qui a « réussi ». Ces gloires nationales sont contenues dans le résumé historique qu'on va lire, et qui est connu là-bas de tout fermier allemand et de ses fils. Combien d'agriculteurs et de viticulteurs français ignorent le nom de ceux qui développèrent la partie de science rurale dans laquelle ils travaillent et s'enrichissent !

Tout fermier allemand sait — car l'empereur Guillaume l'a voulu ainsi et a délégué auprès d'eux des conférenciers, des propagandistes qui leur ont appris tous les détails de cette histoire — que les premiers agriculteurs allemands s'établirent d'abord dans une ville voisine de Philadelphie, dans les comtés de Lancaster et de Berks. Ces agriculteurs traversèrent les Montagnes-Bleues jusqu'à la grande vallée, semée de pierres calcaires, où l'étape allemande a marqué sa présence par les villes d'Easton, Strasburg, Bethléem, Altenton, Harrisburg, etc. Puis, suivant vers le sud-ouest les défilés des montagnes, ils traversèrent le Potomac dans le Maryland central et s'installèrent dans l'État de Virginie. Poussant plus avant leur

marche vers l'ouest, ils pénétrèrent dans l'Ohio, dans l'Indiana, dans l'Illinois et remontèrent au nord dans le Wisconsin, où Chicago et Milwaukee devaient être les grandes bases de leur action et de leur pénétration. De nouveaux contingents prirent dans l'intervalle la route du sud, allèrent en Caroline, dans l'État du Mississipi, puis dirigeant aussi leur marche vers l'ouest, fondèrent des établissements agricoles au fond du Texas et du Kansas. Plus tard, des groupes plus hardis franchirent les Montagnes-Rocheuses. Peu après, les Allemands étaient établis dans l'Idaho et sur la côte de Californie, face au Japon et à la Chine. Ainsi, de l'est à l'ouest, de la côte de l'Atlantique à celle du Pacifique la pénétration allemande fut complète.

Dans ce trajet, chaque groupe d'émigrants créa, sur son passage, des colonies agricoles là où les expériences tentées avaient réussi, et laissa des indications à ses compatriotes, pour ne pas recommencer inutilement de nouvelles expériences là où celles-ci n'avaient donné aucun résultat : tels au moyen âge, de ville en ville, nos premiers artisans, entrepreneurs et maçons laissaient dans les cabarets chez « la Mère », d'utiles indications pour leurs « compagnons ». Ainsi se transformaient en études les moindres pérégrinations.

A ces pérégrinations, de tout temps, certaines règles président. En général, les agriculteurs allemands recherchent, dans chaque nouveau territoire où ils émigrent, des terrains de nature identique. Alors que les Irlandais s'établissent sur des formations ardoisières, les Allemands, en application de leur fameuse charte, choisissent les terrains calcaires, où le carbonate de chaux est en plus grande abondance, qu'il faut par

conséquent moins nourrir d'engrais. Ils considèrent comme bonne terre par excellence celle sur laquelle poussent les meilleurs arbres, tels que les chênes. Les Écossais, les Irlandais ont le goût des prairies bien arrosées semblables à celles qu'ils ont vues dans leur pays d'origine, le comté d'Ulster, par exemple. Les agriculteurs allemands, eux, préfèrent le sol qui ressemble au sol germain qu'ils viennent de quitter, les contrées ondulées, portant de riches forêts comme celles des bords du Rhin et du Palatinat. Ils aiment mieux une grande récolte sur un plus petit espace.

La grande préoccupation du fermier allemand est le blé d'abord, le bois ensuite. Dans tout le Wisconsin et dans le nord-ouest des États-Unis, les indigènes n'hésitent pas à reconnaître que l'habileté et le travail des fermiers allemands ont contribué pour une grande part à faire de leur pays le grenier à blé de la terre américaine. Quant au bois, les Allemands se sont constitués les défenseurs de la forêt : c'est en partie à leur instigation que M. Roosevelt, pendant sa présidence, établit une législation protectrice des bois, interdisant la coupe et l'abatage, etc. L'historien Lamprecht, de l'Université de Leipzig, revenait des États-Unis empli d'orgueil pour l'Allemagne, son pays, à cause de tout ce que le fermier allemand en terre américaine lui avait permis d'admirer : « La terre, écrivait-il, montre ici une fertilité peu commune. Grâce à la main du colon allemand, laborieux et sage, les forêts de chênes s'élèvent de toutes parts, débarrassées de broussailles. De riches fermes abondent, doublées de maisons de pierre. Les fermiers labourent souvent derrière quatre chevaux ; les grands wagons de moisson offrent à l'œil un

tableau somptueux. Dans les plus jolis endroits il semble qu'on entre dans une terre merveilleuse, celle dont le fermier allemand rêve dans la mère patrie lorsqu'il parle d'une Allemagne améliorée ; terre dont le poète sans doute avait quelque pressentiment lorsqu'il disait : « Comme un jardin un « jour sera la terre, la terre du fermier allemand, la « terre du travail allemand. »

En dehors des généralités que connaît aux États-Unis tout fermier allemand, sont des particularités que pas un d'eux n'ignore. Ces particularités sont faites de toutes les spécialités des champs ou du jardin, où un Allemand a réussi, et selon le langage du Nouveau-Monde, y est devenu « roi ».

Allemands étaient les gros fermiers dont les noms suivent : J.-T. Wolmar, né en Wurtemberg, propriétaire d'environ 190 fermes en Idaho ; A.-L. Stunté, né en Pensylvanie de parents allemands, vice-président de l'Alliance nationale des fermiers américains en 1896 ; S.-A. Knapp, né à New-York de parents allemands, gros fermier et meunier plus important encore, président de l'Association des cultivateurs de riz en Amérique et du collège agricole de l'État d'Iowa en 1883 ; John Dern, propriétaire de plus de 150 fermes, né à Hesse (Allemagne) ; d'Armsdat, gros fermier du Nebraska, dont les fils ont continué le commerce de grains, de bois de charpentes, et parallèlement l'exploitation de mines importantes; John A. Sutter, originaire du duché de Bade, qui propagea dans le Far-West, en Californie, et en particulier dans la vallée du Sacramento, la fameuse culture sans irrigations.

Dans les exploitations forestières s'étaient enrichis

les Hartig, Henrick Cotta, Dietrich Brandis, William Schilch, Ribbertrop, les trois derniers nés à Hesse-Cassel (Allemagne), les deux premiers dans le Hanovre. Un des plus grands propriétaires de terrains boisés et de moulins fut Frederick Weyerhæuser, connu sous le nom de « roi du bois ».

Allemands étaient John Roch, né à Oberhausen (Allemagne), fondateur des grandes pépinières américaines qui portent son nom ; F. Schumacher, né à Hanovre, et Hecker frères, nés en Prusse, qui furent, à un moment donné, les rois incontestés du marché des farines et des avoines ; Heinz et Lutz Schrall, nés le premier en Bavière, le second en Saxe prussienne, tous deux fondateurs des grands établissements de produits alimentaires d'Allegeney (Pensylvanie), où de très nombreux ouvriers sont quotidiennement occupés.

Allemand aussi était Thomas Echelburger, qui en Pensylvanie tenta, dans plus de vingt vignobles, d'acclimater les vins de France et d'Europe. Allemand encore, Scholl, propriétaire de la fameuse grappe « Catawba », dont les Allemands disaient orgueilleusement qu'il était « le vrai et seul vin de Tokay ». Allemand encore Martin Baum, célèbre par ses jardins. Allemands, Charles Hussmann, Wiedersprecker, Heinrichs, le Dr Kehr, Jacob Rommel, Pœschel, Langendœfer, Grein, qui ont laissé aux États-Unis la réputation de viticulteurs de premier ordre. Un des fils de Charles Hussmann, George Hussmann, fut un de ceux qui exportèrent en France le plus de boutures de vigne américaine capables de résister au phylloxéra : mort en 1902 dans la vallée de Chiles, comté de Napa, George Hussmann a laissé une veuve

et six enfants qui continuent son œuvre dans les vignobles de Talcoa. Un autre Allemand, Busch, avait découvert qu'une certaine variété de vigne américaine — qu'il appela, en souvenir de la mère patrie, la « vigne des bords du Rhin » — était immunisée contre l'attaque du phylloxéra. Il fit greffer cette espèce sur les espèces européennes et gagna à ce commerce une fortune immense. Les noms de Hussmann et de Busch servent aux Allemands à dire avec fatuité qu'ils peuvent boire en France autant de vin qu'ils le veulent, que ce vin est un peu leur propriété, car il ne serait plus ce qu'il est si les Allemands d'Amérique n'avaient, par la greffe américaine, sauvé la vigne française.

Si, des bois et des produits du sol, on passe au bétail, des noms allemands illustrent encore le champ de cette enquête. Un des rois du bétail aux États-Unis fut Henri Miller, né en Wurtemberg en 1829, et dont l'associé, Charles Lutz, était né à Baden. Ils arrivèrent en Californie vers 1850, achetèrent du bétail pour la boucherie ; peu après, ils étaient les contrôleurs de toutes les viandes fraîches fournies à San-Francisco. Ayant acquis des fermes et des terres, ils les consacrèrent au parquage des bestiaux et des moutons de pays voisins, avant que ces bestiaux fussent livrés à l'abatage. Les villes voisines de San-Francisco vinrent ainsi s'approvisionner chez eux. Devenus propriétaires d'anciennes possessions espagnoles, comprenant plus de 800.000 acres en Californie et des territoires en Orégon et en Nevada, Miller et Lutz portèrent leurs têtes de bétail à près de 300.000, dont 200.000 moutons. Lutz mourut en 1887 ; Miller forma alors un vaste syndicat qui continue l'exploitation : inutile de dire que les princi-

paux membres de ce syndicat sont Allemands ou issus d'Allemands.

Allemand encore était Dresel, qui importa aux Etats-Unis le bélier saxon et parvint à une réelle amélioration des moutons américains. Dans le Texas, ce Dresel fut un des premiers à développer le mécanisme agricole. Ses fils et petits-fils ont aujourd'hui sur le marché des blés, des seigles et des cotons une situation très forte.

Allemand encore était Lewys, si connu comme éleveur de porcs qu'il y a des espèces porcines qui portent son nom.

Pour les chevaux et les animaux de trait, plusieurs noms allemands seraient à citer, non point comme des commerçants ordinaires, mais comme des négociants très riches, extrêmement connus sur les marchés, où leur intervention dans un sens ou dans l'autre ne passe jamais inaperçue.

Si du bétail et de l'élevage on revient aux différentes productions du sol, il faut citer Pferfer, né en Prusse, qui, dans le Wisconsin, cultiva et répandit la fameuse pomme connue aux États-Unis sous le nom de « pomme Pewaukee » ; Johann Schwerhoff, né à Hessen (Prusse), qui fut sur les marchés de New-York le premier roi de la fraise et de la rose, et dont les descendants ont encore aux États-Unis une importante situation ; Frederick Rœding, né à Hambourg, célèbre par ses variétés de figues et d'arbres fruitiers de toutes sortes. Allemand aussi, le fondateur de la grande compagnie vignoble Eggers, né à Hanovre. Allemand William Palmtag, né à Baden, qui fit sa fortune dans les fruits et la distillation. Allemand encore Anaheim, qui donna son nom à l'établisse-

ment fondé par les Allemands au sud-ouest de Los-Angelès, et où l'oranger est cultivé dans des conditions extraordinaires.

Dans toutes ces colonies agricoles allemandes, M. Dernburg n'eut, au 2 août 1914, qu'à envoyer le mot d'ordre pour qu'aussitôt bétail et produits de toutes sortes fussent achetés ou réquisitionnés ; pour que de toutes ces fermes partissent des agents capabes de renseigner l'Allemagne sur les centres d'exploitation et de production en terre américaine. Les agriculteurs allemands fournirent ainsi à M. Dernburg une armée toute prête d'acheteurs, d'« inquisiteurs », de « prometteurs », armée qui dans les deux premiers mois de la guerre ne contribua pas peu à répandre aux États-Unis une atmosphère essentiellement favorable à l'Allemagne. Heureusement, la bataille de la Marne intervint ! Heureusement la possession de la mer et des grandes lignes de navigation, la surveillance des ports dans les deux continents par les flottes anglaise, française, russe et japonaise réduisirent à néant la meilleure partie des résultats que M. Dernburg et l'empereur étaient en droit d'attendre de l'organisation agricole allemande aux États-Unis ! Que l'on ne croie pas cependant que durant les premiers mois de la guerre l'Allemagne ait perdu du temps : la majeure partie de la flotte de commerce des pays neutres travailla à prix d'or à transporter en Allemagne les approvisionnements et le bétail que les colons allemands aux États-Unis avaient tout de suite trouvés. Pendant ce temps, la France, l'Angleterre et la Russie s'organisaient pour la conquête des marchés américains. A l'heure actuelle, les rôles sont heureusement intervertis. Lorsqu'à la fin de la guere

on essayera de calculer la portée de la victoire des alliés sur les peuples allemands, il faudra ne point oublier que cette victoire ne fut pas réalisée seulement sur le terrain militaire, mais sur tous les autres terrains. En vérité, les Alliés auront été contraints de les égaler partout, puis de les surpasser et de les vaincre partout.

CHAPITRE DIXIÈME

Les époux Dernburg et les différents milieux de la Société américaine

Mme Dernburg arrive à New-York. — La femme allemande et l'injuste réputation de la femme française. — La propagande des époux Dernburg au sein de la famille américaine. — Dans les clubs de femmes et les milieux socialistes. — Dans les associations religieuses. — Les mondanités : thés, concerts, théâtres, etc. — Les enfants et la propagande scolaire allemande. — Les adolescents et la propagande universitaire.

Mme Bernhardt Dernburg avait passé les sept mois de la guerre en Allemagne, où elle collaborait efficacement à l'œuvre de son mari. Pendant ces sept mois, s'étaient créées aux États-Unis plusieurs associations de femmes américaines, dont la propagande favorable à la France, comme celle du Fund Lafayette, inquiétait visiblement l'envoyé spécial de Guillaume II. Résolution fut alors prise par le comité allemand de faire venir à New-York Mme Dernburg, dont les connaissances en langue anglaise, l'érudition et le charme passaient pour grands. Mme Dernburg quitta l'Allemagne à bord d'un bateau norwégien. Dans la dernière quinzaine de février 1915, elle débarqua aux États-Unis et, comme son mari, s'installa au Ritz Carlton; elle y loua, pour la propagande spéciale,

dont elle était chargée, des locaux distincts des appartements de travail de M. Dernburg et se mit aussitôt à l'œuvre. Son premier dessein fut d'exploiter, au profit de l'Allemagne et de la femme allemande, la réputation fâcheuse que les cabarets de Montmartre et certains aspects de la vie parisienne, avaient injustement infligée à la femme française.

Il régnait en effet dans les différents milieux de la société américaine, de singulières opinions à l'égard des femmes de France. On prétendait ici et là que la France était devenue un peuple aux mœurs dissolues, en décadence complète. Aux yeux des Américains, qui, cependant, au cours de leur séjour à Paris, n'avaient méprisé ni nos théâtres, ni nos cafés concerts et n'avaient point négligé les cabarets de nuit de Montmartre, la France apparaissait comme cristallisée dans d'étranges spécialités. A cause d'une certaine littérature, qui, par névrose sentimentale plutôt que par consentement judicieux, prêchait l'affranchissement d'antiques coutumes sociales, clamait contre la famille, tournait en dérision la sagesse des parents et félicitait les enfants de « vivre leur vie », les Américains croyaient qu'il n'y avait plus en France, ni mère adorée de ses fils, ni père respecté et aimé dans ses actes pendant sa vie, dans ses enseignements et sa mémoire après sa mort. La femme française, à de rares exceptions près, avait volontiers aux États-Unis une réputation de coquette et de libertine. L'Américain oubliait, à travers les visages de femmes entrevues à Paris dans des endroits spéciaux, la noble et saine beauté, la constante et silencieuse vertu de celles, très nombreuses, qui n'avaient jamais sacrifié leur foyer et

l'éducation de leurs enfants à des distractions qui même, sans être coupables, en auraient donné l'apparence.

De la femme française, les Américains jugeaient en général comme du soldat français lorsque s'ouvrit la guerre. Surprise par les événements, la France ne put, d'un seul coup et en quinze jours, réaliser un effort auquel l'Allemagne se préparait depuis quarante-quatre ans. La mobilisation générale décrétée, les hommes qui, de 20 à 48 ans, étaient capables de porter les armes, c'est-à-dire 28 classes d'hommes, se trouvèrent tous appelés sous les drapeaux. Or, un régiment d'infanterie de ligne par exemple, qui en temps de paix compte un effectif d'environ 3.000 hommes, passe, mobilisé ainsi à 28 classes, à l'effectif de 14.000 hommes. Sur ces 14.000 hommes, l'administration de la guerre en équipa d'abord 3.000 (régiment actif) puis 3.000 encore (réserve du régiment actif), 3.000 enfin (régiment de marche, armée territoriale) dans lesquels le régiment actif et sa réserve puisent d'office pour garnir les vides au fur et à mesure des événements. L'ensemble de ces 9.000 hommes par régiment fut équipé et armé tout de suite au grand complet. Mais sur les 14.000 hommes, chiffre global du régiment mobilisé à 28 classes, il restait 5.000 hommes qui, durant les premiers jours de la guerre, demeurèrent sans équipement, sans armes et sans munitions. Les Américains, qui se trouvaient à ce moment en France, virent dans les différentes garnisons les contingents que ces 5.000 hommes par régiment représentaient. De retour dans leur pays, ils racontèrent qu'ils avaient vu eux-mêmes l'armée française sans équipement, des troupeaux

d'hommes errants dans les rues sans armes ni costume. Si pendant leur séjour, ces Américains avaient vu monter vers la frontière les armées qui, quarante jours après l'ouverture des hostilités, et malgré la formidable préparation allemande, devaient remporter la victoire de la Marne ; s'ils étaient revenus en France deux mois plus tard, et qu'en dehors des armées combattantes, ils eussent vu ces mêmes 5.000 hommes par régiment équipés, armés, à leur poste, prêts à tout événement, ils eussent été sans doute plus circonspects et moins injustes dans leurs appréciations.

La légèreté de jugement dont les Américains firent ainsi preuve vis-à-vis du soldat français, ils l'avaient, à l'égard de la femme française, élevée à la hauteur d'une véritable doctrine. Mme Dernburg, pour vanter en opposition les mérites de la femme allemande, avait donc un terrain tout préparé. Elle feignit d'ignorer que sous le souffle de la guerre, le sol de France s'était couvert d'une sombre floraison d'usines, comme autrefois au moyen âge, sous le souffle de la religion naissante, il s'était paré de magnifiques cathédrales et de blanches écoles. Elle feignit de ne pas savoir qu'aux champs, la femme française avait remplacé, de toute la force de ses moyens et de tout son zèle, les agriculteurs appelés aux tranchées. Elle oublia ces départements de France où, à côté de chaque usine, dans chaque famille et jusque dans le foyer le plus pauvre, les mains diligentes des femmes de tous les âges travaillaient nuit et jour pour les besoins de l'armée et du pays tout entier.

Vouée à la louange et à l'exaltation de la seule femme allemande, Mme Dernburg donna des confé-

rences dans les clubs féminins, nombreux aux États-Unis, répandit, dans les maisons de thé les plus connues et dans les meilleurs salons, des propagandistes aussi instruites et aussi actives qu'elle-même. Pour que rien ne fût perdu des paroles, Mme Dernburg résolut un matin de condenser son argumentation dans des tracts et dans des articles, qui furent distribués à profusion. Le 21 mars 1915, sous sa propre signature, elle écrivait dans le *New-York Times* le premier et le plus important de ces articles, qu'on nous permettra de reproduire ici :

« En se consacrant à leur pays dès la première minute de la guerre, les femmes d'Allemagne, écrit Mme Dernburg, ont eu et conservent un rôle égal à celui des hommes. Avec eux, elles partagent le sentiment que leur pays n'a ni désiré, ni voulu cette guerre et qu'en conséquence elle doit être menée jusqu'au bout. Par avance, chaque femme allemande a fait le sacrifice à la patrie de son mari, de ses frères, de ses fils ; par avance, elle consent à tous les sacrifices, même à manquer de nourriture, pourvu que l'Allemagne triomphe.

« La femme allemande commença son œuvre avec le premier train qui emportait les troupes vers la frontière. Les *associations patriotiques féminines* se trouvèrent prêtes dès la première heure. Dans les stations de chemins de fer, quand, aux jours de la concentration se multipliaient les trains de soldats, elles fournirent boissons et vivres, aidées de leurs jeunes filles et de leurs jeunes enfants. Les premiers réfugiés qui, sous la poussée des armées russes, arrivèrent de la Prusse Orientale, furent accueillis dans

des maisons privées, dont les propriétaires ouvrirent les portes toutes grandes. Dans ma propre maison je pris charge de six de ces réfugiés. Partout où les travaux avaient été abandonnés par les hommes appelés sous les armes, les femmes allemandes prirent la place, qu'il s'agît de commerce, d'industrie, de tramways à conduire, de travaux des champs, etc.

« Puis le flot des blessés commença. Dans chaque ville on envoya les enfants recueillir partout des vêtements, des chaussures, des bas, qu'on assortit, qu'on lava, qu'on raccommoda, qu'on classa par tailles. De grandes provisions de gelées, de confitures, d'aliments légers furent apportés par le *Service national des femmes*. Le tout fut centralisé dans de grands locaux, de préférence dans les écoles, en sorte que chaque réfugié ou chaque blessé trouvait au même endroit de quoi se vêtir et de quoi se nourrir.

« Des œuvres d'assistance furent créées pour ceux dont la guerre suspendait l'activité et supprimait les ressources. La baronne Von der Goltz, femme du généralissime allemand en Turquie, Mme Von Boetticher, femme du ministre de l'Intérieur, Mme Loa Beth, une de nos plus grandes artistes, et moi-même créâmes les *après-midi de tricotage* où, tandis qu'acteurs et musiciens se faisaient entendre, des femmes allemandes travaillaient au profit des malheureux. Les recettes étaient consacrées aux réfugiés et aux blessés.

« Dans l'organisation du service de santé et des hôpitaux, la femme allemande multiplia son dévouement. L'impératrice, les princesses de la famille royale, toutes les femmes de la Cour, du Reischtag,

des bourgmestres de grandes et de petites villes, offrirent leur résidence particulière ; se soumettant toutes, comme infirmières, à l'éducation scientifique et à la technique sévère que les chirurgiens et les médecins exigeaient.

« La distinction des classes, si grande en Allemagne, disparut comme par enchantement. Les femmes qui avaient l'habitude de vivre au milieu d'un train de domestiques entreprirent elles-mêmes les travaux de ménage. Quelques-unes même lavèrent des parquets. La fille de M. le Chancelier Bethmann-Holweg devint aide-infirmière avec toutes les basses besognes qu'exige cet emploi ; les princesses royales donnaient l'exemple en passant la nuit dans les gares ou au chevet des mourants.

« La vue des blessés, la nouvelle des morts attristaient beaucoup les femmes allemandes ; mais elles comprenaient que le sacrifice était nécessaire et, quand elles étaient en réunion, elles étaient toujours d'avis que la guerre devait être menée jusqu'au bout. Aucune d'elles, même si le mari était mort, n'empêcha son fils d'aller au front. A mon fils aîné qui a seize ans, j'ai dû promettre avant de partir que je le laisserai s'engager au printemps...

« Ce n'est point notre faute si nous sommes en guerre avec la France. Nous avons toujours eu pour la France une admiration de plus en plus grande. Nous l'aimions dans la noblesse de ses sentiments, dans la pureté de son art, dans la grâce de sa vie nationale. Nous avons toujours tendu nos mains vers elle ; mais les femmes françaises les ont toujours refusées. Ce serait oublier le respect que nous nous devons à nous-mêmes de les offrir à nouveau. Les

femmes allemandes pleurent sur les sacrifices que les femmes françaises sont comme elles obligées de faire.

« Par les aveux des prisonniers de guerre, nous avons eu la preuve que les soldats russes ne savent pas pour quoi ils se battent. Les femmes allemandes ont pour eux une grande pitié.

« Quant à l'Angleterre, le sentiment des femmes allemandes est différent. Les Anglais sont aux Allemands comme une branche d'une même civilisation. La conduite de l'Angleterre a fait naître chez nous une haine terrible, comme la haine qu'un membre d'une famille peut sentir pour un autre, la haine farouche du même sang. L'Angleterre a trahi les traditions de la race blanche. Contre cette trahison, nous, femmes allemandes, nous offrons sans regret nos maris et nos enfants. »

Voilà les idées que Mme Dernburg et ses amies propagèrent à plaisir, avec un zèle quotidien et une inlassable patience, dans tous les milieux où, parmi les femmes américaines, elles espéraient trouver des prosélytes. Rien ne fut sacré pour elles, ni l'intimité du foyer, ni le recueillement des temples et des églises. Les femmes allemandes avaient l'ardeur des suffragettes et des propagandistes de l'armée du Salut.

Car dans les temples et les églises, M. Dernburg avait aussi recruté des adeptes. Les sectes religieuses sont, on le sait, nombreuses aux États-Unis. Chez les Luthériens qui comptent en Amérique plus de 1.200.000 communiants, dont la moitié environ est d'origine allemande ; chez les Épiscopaux, chez les « Dunkards » (anabaptistes) qui comptent près de

75.000 Allemands, chez les Mennonites, chez les Amishs, chez les Schwenkfeldians, chez les Quakers proprements dits, dans les Eglises réformées libre ou chrétienne, chez les Presbytériens, chez les Méthodistes, chez les Moraviens, chez les Frères unis dans le Christ, à l'Association évangélique, aux Synodes évangélicaux, chez les Catholiques orthodoxes, chez les Unitaires, chez les Libres penseurs et les Indépendants, des prédicateurs, aux gages du Comité de M. Dernburg ou en sympathie avec lui, propageaient la thèse allemande.

Des milieux religieux la propagande refluait, sous la protection de l'alliance nationale germano-américaine et les inspirations générales de la Social Democratie, vers les cercles socialistes, également très nombreux aux États-Unis. Là, des esquisses leur étaient présentées de l'influence allemande dans la politique américaine. Les agents de M. Dernburg rappelaient la part que l'élément allemand en Amérique avait prise dans l'abolition de l'esclavage avec les Turners, F. A. Sorge et F. R. Kamm ; dans la réforme du service civil et la question monétaire avec Carl Schurz ; dans la réforme des partis et les libertés personnelles avec Edouard Schlegel, le Dr Adolph Douai, Louis Visreck et F. W. Fritsche ; avec surtout Spies, Parsons, Fischer et Engel, qui payèrent de leur vie, en novembre 1887 (ils furent pendus) leur propagande libertaire en faveur du peuple américain.

De cénacle en cénacle, de lieu de réunion en réunion, M. Dernburg n'avait garde d'oublier les lieux de distraction. Théâtres et concerts furent sollicités

par la propagande allemande. Au Metropolitain Opera de New-York, sur six représentations données par semaine, quatre étaient généralement consacrées à des œuvres allemandes de Strauss ou de Wagner. Au Music-hall, à travers tous les lazzis et tous les quolibets lancés à la lourdeur allemande, malgré les critiques sévères et les reproches sanglants adressés à Berlin et à l'empereur pour la violation de la Belgique et les incendies de cathédrales, il y avait toujours des scènes, des tableaux destinés à exciter ou à entretenir la jalousie américaine contre l'Angleterre ; et, dans l'apothéose final, au milieu des jeux de lumière magnifiques qui, dans ce pays de l'électricité sont pour les yeux un perpétuel éblouissement, apparaissait toujours la figure de l'Allemagne, tendant les mains à la France ; la réconciliation avait lieu au milieu des fanfares joyeuses de l'orchestre ; l'Angleterre en restait écrasée et de ses quarante-huit étoiles le pavillon américain enveloppait le tout.

Désireuse d'atteindre et de séduire les Universités, la vague de la propagande allemande ne négligeait pas les premiers foyers d'éducation et d'instruction populaires, les écoles primaires et secondaires. Là les propagandistes allemands rappelaient la devise de Francis Lieber : *Patria cara, carior Libertas, Veritas carissima*, que les maîtres d'école américains avaient rapporté d'Allemagne pour la placer au fronton de leurs édifices. Ils remettaient en mémoire le succès des écoles professionnelles allemandes, des méthodes d'enseignement, auxquelles les Français eux-mêmes, non seulement depuis 1870, mais longtemps avant

n'hésitaient pas à rendre hommage. En 1837, M. Victor Cousin, professeur de philosophie et Conseiller d'État en France, n'avait-il pas visité la Prusse pour étudier son système scolaire ? Son rapport, magistralement écrit, n'avait-il pas glorifié les méthodes d'éducation allemande, recommandé leur complète adoption ?

Quant aux Universités, tout étudiant américain savait que les relations intellectuelles entre les Universités allemandes et leurs sœurs des États-Unis, remontaient à 1709, époque où les théologiens de Boston envoyèrent « une collection de 160 livres et brochures sur la piété » aux réformateurs d'Allemagne, envoi qui fut accompagné de sommes d'argent pour la propagande et les travaux philantropiques de ces réformateurs. Les noms de Cotton Mather et d'August Hermann Francke illustraient cette période, à la suite de laquelle venait l'histoire des premières écoles allemandes, exclusivement destinées d'abord aux émigrés allemands en terre américaine. Bientôt la visite de Benjamin Francklin à l'Université allemande de Goettingen, les expériences électriques auxquelles le professeur Hartmann se livra à Hanovre devant lui, scellaient l'alliance des Universités allemandes et américaines. En 1825 avait lieu la première nomination d'un professeur allemand dans une Université des États-Unis. Dès lors, plusieurs centaines d'étudiants américains prirent régulièrement leurs immatriculations à Goettingen, à Berlin, à Leipzig, à Bonn, à Heldelberg, à Halle, etc... Ils entraînaient avec eux dans leur retour aux États-Unis des étudiants et surtout des professeurs allemands. Ce double mouvement de pénétration dans un sens et dans l'autre s'accrois-

sait intensément après la victoire allemande de 1870. Il était aujourd'hui très fort encore, déclaraient les agents de M. Dernburg. La preuve en était dans l'organisation matérielle des laboratoires, dans tous les appareils et instruments nécessaires aux études physiques, chimiques, médicales, chirurgicales, dans tous les index de recherches, dans tous les dictionnaires, dans tous les manuscrits annotés, dans toutes les rééditions scientifiques des ouvrages et travaux de l'antiquité dont le monde entier, vis-à-vis de l'Allemagne moderne, était tributaire.

M. Dernburg au surplus ne se faisait point faute de prendre lui-même la parole dans les Universités américaines et d'y haranguer les étudiants. A Columbia, à Harward, à Princeton, à Cornell, il multiplia ses conférences, affirmant ici que la France et l'Angleterre avaient eu l'intention de violer la neutralité belge, déclarant ailleurs que le désir unique de l'Empereur était la paix. Pour les étudiants américains spécialement, M. Dernburg fit même éditer une brochure, destinée prétendait-il, à projeter « quelques clartés » sur les sophismes et les mensonges dont l'Allemagne était victime. Prétention singulière, car sur plus d'un point, M. Dernburg reçut des leçons là où il comptait en donner. A l'argumentation de l'envoyé spécial de Guillaume II, les maîtres des Universités américaines répondirent en découvrant les origines des violences allemandes, en démontrant que la prétendue « kultur » émanait d'une idolâtrie de la force, incompatible avec le culte des idées de paix, de liberté et de droit.

M. Dernburg obtint en outre des professeurs allemands dans les Universités américaines (ils étaient

au nombre de plus de 700) de défendre à leur tour la thèse germanique.

L'ancien doyen de la faculté de droit de Columbia, le professeur en retraite J. Burgèss, tenta, dans une lettre au *Springfiel Republican* et dans de nombreuses lettres au *New-York Times*, de justifier la guerre allemande par la jalousie commerciale anglaise et la turbulence de l'esprit de revanche français. Le professeur d'origine allemande Münsterberg, qui faisait partie du comité de propagande de Dernburg, publia un livre sur *l'Amérique et la guerre*, où l'action allemande était naturellement représentée sous un jour des plus favorables. Les professeurs allemands ou de famille allemande les imitèrent en assez grand nombre, sinon avec enthousiasme, du moins avec fidélité.

Mais sous l'inspiration et sur l'initiative que dès les premiers jours de septembre (on l'a vu dans notre deuxième chapitre) prit M. Charles Elliot, président honoraire de l'Université Harward, la majorité des maîtres et la presque unanimité des étudiants se prononçaient en faveur des alliés. En dehors des exemples que nous avons cités plus haut, le professeur R. Weeks, de Columbia, frappé de la force démonstrative de la brochure de M. Joseph Bédier, professeur au Collège de France, la faisait traduire en anglais. Malgré la résistance des journaux à publier quoi que ce soit sur les *Crimes allemands d'après les témoignages allemands*, M. Weeks en obtenait un impressionnant compte rendu dans la Revue Hebdomadaire l'*Outlook*, très répandue aux État-Unis.

L'auteur d'un livre bien connu sur Bismarck, le professeur Munroë Smith, de l'Université de Colum-

bia, passait la politique allemande des premiers mois de la guerre au crible d'une critique sévère. Lui reprochant la faute, il sous-entendait qu'il fallait lui reprocher le crime [1].

Le 30 janvier 1915, les représentants des diverses associations germano-américaines des États-Unis, tous Allemands d'origine, membres du Parlement, professeurs des grandes universités, pasteurs et journalistes avaient fondé une ligue universitaire allemande « pour répandre la lumière chez les neutres que les Alliés s'efforçaient d'abuser ». Cette ligue fit auprès du doyen de l'Université de Miami, à Oxford, dans l'État d'Ohio, une tentative : elle joignit à son appel une lettre signée des professeurs allemands Rudolf Eucken et Ernest Haeckel. Le doyen de l'Université de Miami, M. Edgard Ewing Brandon, répondit à la ligue universitaire dans des termes empreints d'une rude franchise :

« Il est probablement inutile, leur écrivit-il, de dépenser du temps et des forces pour répondre à votre communication, car le parti militaire allemand semble déterminé à poursuivre sa campagne mercenaire dans ce pays en dépit de la position intenable où il est placé et de la futilité de ses efforts.

« Mais d'abord, je désire exprimer mes regrets que les tenants de l'Allemagne en ce pays diminuent la dignité des deux illustres professeurs qui ont signé l'adresse et qu'ils abaissent l'honneur des institutions pour lesquelles ils font profession de parler, en semant à tous les vents un document si violemment

1. Military Strategy Versus Diplomacy, par Munroë Smith, (Gim et Cº New-York, 1915).

partial et qui porte au front le signe qu'il est fondé sur une argumentation empruntée à un seul côté.

« A l'exception de quelques jours du début de la guerre, les nouvelles télégraphiques nous sont parvenues de l'Allemagne aussi bien que des autres pays engagés dans la lutte. Les communications postales ont été depuis longtemps ouvertes avec elle à travers les pays neutres...

« Les Américains ne sont nullement ignorants de la situation, ils sont probablement, au contraire, le peuple du monde le mieux informé et le mieux placé pour apprécier justement les côtés divers de la controverse. Organiser et tâcher d'introduire par ruse dans ce public bien informé un ramassis d'arguments indéfendables composé par des hommes ignorants de tout, sauf de ce que le gouvernement de l'Allemagne désirait leur mettre sous les yeux, est une entreprise arrogante et indigne du nom d'*université*.

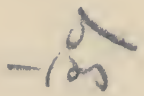
« Si j'en juge par l'en-tête de votre lettre, votre soi-disant « Ligue universitaire allemande » n'a guère d'organisation, et pas d'autre bureau que son secrétaire exécutif. C'est donc à vous que j'en appelle, monsieur le secrétaire. Si vous êtes un citoyen américain, ne faites pas tort à votre propre intelligence ou à celle de vos compatriotes, en distribuant des documents sans garanties, comme cette publication des professeurs Eucken et Hæckel. Si, au contraire, vous êtes un Allemand profitant de l'hospitalité américaine, vous devez respecter cette hospitalité et vous abstenir d'insulter vos hôtes en présumant de leur ignorance et en proclamant l'infaillibilité de jugements allemands portés d'après des nouvelles censurées ; vous devez aussi vous en fier à la presse libre et sans

entraves d'un pays libre pour informer le peuple de la cause et de la marche de la guerre. »

Enfin, à l'Université de Princeton, le président Heibben, dans une circonstance particulière, manifestait à son tour sa réprobation. Un reporter de l'*Evening Post*, égaré sans doute par l'esprit allemand dans les tranchées allemandes, avait cru pouvoir faire, en manière de distration, le coup de feu sur les lignes françaises. Dans une correspondance adressée à son journal, il s'était vanté d'avoir abattu deux turcos : le journal avait inséré. Le Président Heibben écrivit immédiatement à l'*Evening Post* une lettre vibrante d'indignation. Contre un fait criminel, qui devait émouvoir profondément la presse française quand elle le connut [1], la première manifestation fut celle du président d'une université américaine, en excellentes relations avant la guerre avec l'Allemagne.

Les professeurs d'université ne devaient pas être les seuls à déserter la cause germanique et à faire non seulement le procès de Berlin et de l'empereur, mais aussi celui du parti germano-américain tout entier. En l'honneur de la France, et pour la cause des Alliés, pamphlétaires et polémistes américains devaient rompre leurs plus belles lances. A leur tête fut l'ancien Président de la République, M. Théodore Roosevelt.

1. Lire en particulier l'article du *Temps* du 5 avril 1915.



M. DERNBURG VAINCU

CHAPITRE ONZIÈME

M. Roosevelt, les Polémistes et les Pamphlétaires américains, favorables à la France

Une visite à Oyster-Bay.—Les arguments de M. Roosevelt: ses articles et ses livres. — Les représentants de l'idéal américain : MM. Robert Bacon, Myrron Herrick, Ch. Adams, Frédéric Coudert, Paul Fuller, Henry James, William White, James Bryce, etc. —Les correspondants de guerre américains... — « N'oublions pas la France. » — Deux lettres à M. Poincaré. — Une interview à Maison-Blanche.

Oyster-Bay est à environ 60 kilomètres de New-York. En face de la cité grouillante et de l'autre côté de la rivière qui borne à l'est la ville, se trouve une grande île qu'on nomme Long-Island. Débarrassée de la fumée des usines, des chantiers de construction, de tout ce qui incarne la vie commerciale et l'activité industrielle, Long-Island offre aux yeux des voyageurs un paysage ininterrompu de grands arbres, de pelouses vertes, de routes spacieuses et bien entretenues, de villas coquettes où le printemps jette les fleurs à profusion. Dans l'une des anses de l'île, la mieux protégée contre les vents d'hiver, la plus

boisée pour éviter en été les ardeurs du soleil, Oyster-Bay dresse ses maisons de campagne. A 500 mètres environ de toute habitation, de grand air et solitaire sur une petite ondulation de terrain qu'on appelle Sagamore-Hill, penchant presque sur l'eau le toit allongé de ses bâtiments, se trouve la résidence de l'ancien Président de la République. La propriété est très belle. De grands espaces libres permettent les sports de chaque saison, depuis le tennis jusqu'au polo à cheval. Des pins, des hêtres, des sycomores, des arbres de toutes sortes parent et encadrent ce site reposant, où semblent s'être réfugiés, chassés de New-York par la fièvre des affaires, le silence et la méditation. Là, loin des hommes, ne les oubliant pas cependant, M. Roosevelt vit et observe. L'ancien Président se livre de grand matin à toute une série d'exercices de plein air. Comme l'empereur Guillaume, et mieux que lui certainement, car sa vigueur musculaire est très grande, il abat des arbres à coup d'une terrible cognée ; puis c'est le travail dans le hall immense, qui, dans les maisons de campagne américaine, forme la salle principale. Ce hall chez M. Roosevelt a près de 30 mètres de long sur 25 mètres de large. Tous ses livres sont là, allant du plancher au plafond dans une ordonnance imposante. Le hall est décoré de belles tapisseries ; de-ci, de-là de merveilleuses défenses d'éléphants, des peaux de panthères, de tigres, de lions, des têtes de bisons ou d'antilopes géantes rappellent les chasses aux pays des tropiques de l'ancien Président. Un goût rare a présidé à l'élégance des dispositions.

Dans ce hall ont généralement lieu les réceptions de M. Roosevelt. Son accueil est très simple. Pour

les Français qui lui rendent visite, le nom de l'un des amis, que compte en France l'ancien Président, change cette simplicité en une cordialité affectueuse. Nous le félicitons[1] de l'ardeur zélée qu'il témoigne à notre pays :

« Zélée sans doute, répond-il, mais non point zélée « par sympathie prime-sautière, par pure inclina- « tion sentimentale. J'ai aux États-Unis, depuis les « premiers jours de la guerre européenne, pris de « toutes mes forces la défense de la France, parce « que la raison, le droit étaient de son côté et de son « côté seul. Avec la même force, je me serais rangé « du côté de l'Allemagne, si l'Allemagne avait eu « raison. Je porte en moi le sang de lignées diffé- « rentes. Je suis par mes origines de famille aussi « Allemand qu'Anglais. J'ai beaucoup d'amis alle- « mands. Mais la violation de la Belgique par les « armées de l'empereur Guillaume est l'acte le plus « honteux qu'une nation puisse commettre. »

Cette violation de la Belgique, l'ancien Président de la République américaine l'a à cœur. C'est d'elle qu'il parle tout d'abord dans les articles que, dans les derniers jours d'août et les premiers de septembre 1914, il publie dans les journaux et les grandes revues des États-Unis. La constatation du fait ne lui suffit pas. Avec le souci de ne pas s'écarter de la neutralité recommandée par le Président Wilson, il tente de dégager la leçon qui, en dehors de toute considé-

1. Ce fut dans l'après-midi du dimanche 29 mars 1915 que M. Roosevelt voulut bien me recevoir en compagnie de mes amis Maurice Damour, député des Landes, François Binet, ancien député de la Creuse et Lucien Bonheur, directeur du Théâtre Français de New-York et ami personnel du président.

ration française ou allemande, ressort des terribles événements dont l'Europe est le théâtre. Cette leçon est que « dans un temps où il se trouve encore des peuples pour écraser, sans l'ombre d'un prétexte et par simple brutal intérêt, une nation peu nombreuse, honnête, laborieuse, digne de tous les respects, garantie par les pactes les plus solennels, chacun aurait tort de compter, pour sa propre sauvegarde, sur son honnêteté, ses bonnes intentions et ses traités. »

Les incessantes infractions commises par les Allemands aux conventions de la Haye l'indignent. Il écrit dans le *New-York Times* du 9 novembre 1914 : « Je n'aurais jamais permis la signature des traités de la Haye en 1907, si j'avais pu prévoir qu'il n'y avait là que moquerie et chiffons de papier. Le devoir des Américains est de défendre de toutes les manières les conventions violées ! »

Peu après, l'ancien Président publie un livre sur l'*Amérique et la guerre*. « Il faut bien, écrit-il en s'adressant aux Américains, que nous pensions à l'égoïste et veule neutralité dans laquelle nous nous sommes cantonnés. Nous n'avons réussi qu'à indisposer tout le monde plus ou moins contre nous. Si nous étions nous-mêmes attaqués un jour, même injustement, même traîtreusement, nous ne pourrions compter sur l'appui de personne. Aucun ennemi ne pourrait nous traiter plus cruellement que n'a été traitée la Belgique ; aucune puissance ne pourrait nous attaquer plus injustement que n'a été attaquée la Belgique. C'est là un cas extrême. Et comme, lorsque ce cas s'est produit, nous n'avons pas élevé la moindre protestation, nous n'aurions nous-mêmes aucun droit à l'appui du monde civilisé. Si nous appe-

lions à l'aide, nous nous couvririons de ridicule.

« De même, lorsque les Allemands ont bombardé Paris et d'autres villes ouvertes, tuant des femmes et des enfants ; lorsque d'autres villes ont été détruites et incendiées ; lorsque d'autres encore ont été écrasées par d'énormes contributions de guerre, nous n'avons pas protesté, quoique toutes ces pratiques fussent contraires à la convention de la Haye. Qui donc protestera lorsque ces mêmes fléaux nous seront infligés ? Et qu'on ne nous dise pas que nos protestations n'auraient servi de rien. Si, en conséquence de l'attitude de l'Allemagne envers la Belgique, le gouvernement des États-Unis avait exprimé clairement à l'Allemagne son intention de rompre les rapports amicaux, si nous avions dit à l'Allemagne que toute puissance qui violerait la convention de la Haye ne jouirait plus chez nous d'aucune tolérance, l'Allemagne se serait amendée et aurait fait la guerre de façon plus humaine. Notre force morale était suffisante pour obtenir ce résultat. »

Pour M. Roosevelt, un traité qui existe et qu'on n'observe pas est une chose pire que pas de traité du tout. La neutralité n'est pas nécessairement le pacifisme. Oh ! ces pacifistes ! quelle engeance mortelle ! L'ancien Président les exècre. Ils ont à ses yeux inventé une formule qui est à la fois la plus injuste et la plus criminelle de toutes celles qui, durant ces dernières années, ont trompé tous les esprits dans tous les mondes. Les pacifistes ont dit : « La paix par le droit. » Ce n'est pas cela qu'il fallait dire, mais « la paix ou la guerre par le droit ». La paix si elle est juste, la guerre si elle est juste, voilà la vérité... Une neutralité doit être armée et, dans des moments de

crise comme celui que traverse le monde depuis le 2 août 1914, une nation doit contribuer à cet « armement » de toutes ses forces. Les États-Unis, qui comptent 100 millions d'habitants, auraient dû faire comme la Suisse, qui depuis le début des hostilités a sous les armes tous ses hommes valides. On ne peut être neutre utilement que si on est capable, tout en gardant la neutralité, de résister au plus fort. C'est pour cela que M. Roosevelt mène campagne pour qu'à la flotte de guerre, qu'il a créée pendant sa présidence, les États-Unis joignent une armée de même valeur. La formule est à trouver pour concilier les libertés démocratiques et les nécessités militaires. M. Roosevelt est, lui, pour le service militaire obligatoire et universel : tellement universel que les pacifistes ne puissent pas échapper et qu'en cas de guerre ils soient dans les rangs de l'armée combattante comme tout le monde. Les pires ennemis d'une nation ce sont les hommes à cheveux longs et les femmes à cheveux courts : celles qui ne veulent pas fonder de foyer et ceux qui ne veulent pas prendre de fusil pour le défendre.

Dans le *Métropole Magazine* du 1er avril 1915, M. Roosevelt proteste contre les efforts faits par les Allemands d'Amérique pour constituer dans la république une sorte d'État dans l'État en faveur de leur pays d'origine. Il dénonce le caractère de la loi allemande Delbruck de naturalisation, qui facilite dangereusement la double nationalité. Il s'indigne contre l'attitude de ces Américains qui prennent leur mot d'ordre auprès de M. Dernburg. Pour les désigner on a inventé un mot nouveau. On les appelle et ils s'appellent des Germano-Américains. M. Roosevelt

se refuse à comprendre. Ou bien ils sont Allemands ou bien ils sont Américains. S'ils sont Allemands, qu'ils le disent, qu'ils aillent au dehors, qu'ils partent en Allemagne faire leur devoir dans l'armée de leur pays et se battre pour leur patrie. S'ils sont Américains, qu'ils se conduisent alors en Américains véritables ; qu'ils ne forment pas ici une nation contre la nation, un État contre l'État.

L'ancien Président ne se contente pas de la polémique écrite. Il prononce des discours et fait des conférences. Les flatteries, les politesses, les invitations à déjeuner n'ont pas de prise sur lui. On a vu dans un des chapitres précédents quelle réponse s'était attirée M. Dernburg. Un autre jour, le professeur Hugo Münsterberg, membre du comité de propagande allemand et professeur à l'Université de Columbia, le prie à déjeuner. Lorsqu'il se trouve en présence de son hôte et des autres convives : « Vous avez été bien aimable, mon cher monsieur Münsterberg, lui déclare M. Roosevelt, de m'inviter, connaissant mes opinions. » Cette déclaration nette ruine ainsi par avance toute tentative de séduction.

Un autre professeur, également membre du comité Dernburg, M. Kuno Meyer, va voir l'ancien Président à Oyster-Bay ; il en revient déclarant que dans l'opinion de M. Roosevelt l'Allemagne vaincrait. Interrogé sur ce point par un correspondant du *Morning Post* de Londres, l'ex-président répond : « C'est un mensonge. Le professeur m'a dit que l'Allemagne avait enfoncé la Russie, mettrait la France à bas, serait maîtresse de la Manche l'été prochain, qu'alors Londres serait prise. Oui, dis-je, et alors vous devrez vous battre contre les États-Unis, parce que, si nous

ne vous combattons pas, vous nous traiterez comme la Belgique. »

Rude jouteur et excellent polémiste, M. Roosevelt n'eut cependant pas à lui seul entraîné les État-Unis et orienté définitivement leurs sympathies vers la France et ses alliés. Mais d'autres étaient là, qui, par la plume et par la parole, doublaient magnifiquement l'action de l'ancien Président.

Précédemment ambassadeur à Paris, M. Robert Bacon, dès les premières heures de la guerre, s'était embarqué à New-York pour apporter à la France l'appui de ses lumières et de son dévouement. Deux et trois fois, il n'hésita pas à faire la traversée dans un sens ou dans l'autre. A l'Amérique il apportait des éclaircissements vrais et des renseignements sûrs au sujet des événements d'Europe, à la France les preuves multipliées de la bienfaisance et de la sympathie américaines.

Dans les premiers jours de novembre 1914, M. Robert Bacon eut un long entretien avec un rédacteur du *New-York Tribune*. « Bien des gens aux États-Unis lui déclara-t-il en propres termes, considèrent que la nation ne fait pas son devoir en observant une politique que certains pourraient interpréter comme un consentement tacite. Ces personnes estiment en effet que les États-Unis ont assumé une haute responsabilité en signant les traités de la seconde conférence de la Haye. La convention concernant l'inviolabilité des territoires neutres a été signée et ratifiée par les États-Unis et par l'Allemagne ; elle est devenue ainsi un traité entre les États-Unis et l'Allemagne. L'article 1er de cette convention prescrit « l'inviolabilité du

territoire des pouvoirs neutres » ; l'article II, que « les belligérants ne peuvent envoyer leurs troupes ou leurs convois de munitions et d'approvisionnements à travers le territoire d'un pays neutre. » Il est indéniable qu'au début de la guerre la Belgique était un pouvoir neutre et que sa neutralité a été violée par l'Allemagne. Le chancelier de l'empire l'a reconnu lui-même dans son discours du 4 août. L'Allemagne, en violant les articles I et II de la seconde convention de la Haye, a rompu un traité qu'elle avait solennement conclu avec les États-Unis. Pouvons-nous admettre qu'une nation manque à des engagements pris envers nous, sans même protester formellement ? Peut-on prétendre que notre neutralité nous impose le silence même sur ce point ? Les conventions de la Haye sont-elles devenues vraiment des « chiffons de papier » ? Nous assumons une grave responsabilité en gardant le silence. Dans cette crise, les autres nations ont les yeux fixés sur nous ; jamais notre exemple n'a eu plus de force qu'à cette heure. On justifie cette politique de silence obstiné en disant que nous sommes bien heureux d'être exempts des dangers qui menacent les pouvoirs européens ; on essaye de nous représenter cette bonne chance comme une raison impérieuse de rester tranquilles et les bras croisés dans notre coin. Cette politique, est aussi faible que peu sage. »

M. Myron Herrick, prédécesseur immédiat de l'ambassadeur américain actuel en France, M. Sharp, et qui devait être remplacé par lui au mois de novembre 1914, n'avait pas attendu d'être rendu à la vie privée pour manifester vigoureusement aussi en faveur des alliés. On a vu dans un des précédents chapitres

quelles sommes s'étaient hâtés de réunir Mme et M. Myron Herrick, dès les premiers jours d'août, pour secourir les infortunes françaises.

Le 3 septembre 1914, après les premiers exploits des taubes sur Paris, M. Herrick, dans ses fonctions même d'ambassadeur, communiquait à la presse les lignes suivantes :

« Le comité américain, constitué par l'ambassadeur des États-Unis, et pris parmi les plus hautes notabilités américaines présentes à Paris au jour de la déclaration de guerre, a demandé au ministre de la Guerre de bien vouloir lui donner les preuves que les bombes tombées sur Paris avaient été jetées par un avion allemand.

« M. Millerand, répondant à ce désir, a fait mettre sous les yeux de l'ambassadeur des États-Unis et de deux délégués du comité tout le dossier.

« L'ambassadeur, après avoir pris, ainsi que les membres du comité, connaissance des pièces qui lui ont été soumises, a décidé d'adresser par câble à son gouvernement un rapport sur ces procédés de guerre qui, non seulement sont des actes contre l'humanité, mais encore sont en violation absolue de la convention de la Haye signée par l'Allemagne elle-même.

« Le comité, en outre, a décidé de demander au gouvernement américain, tout en demeurant fidèle à sa déclaration de neutralité, de protester énergiquement auprès du gouvernement allemand. »

Prévenu de l'entrée probable des troupes allemandes dans la capitale, il ajouta : « Messieurs les Allemands n'agiront pas ici comme en Belgique. Je lutterai jusqu'à la mort pour cela. Paris n'appartient pas seulement à la France, il appartient à l'univers entier. »

M. Herrick arriva en Amérique dans les derniers jours de novembre, après avoir reçu en mer, à bord du *Rochambeau*, la grand'croix de la Légion d'honneur, que le gouvernement de la République française, sur la proposition de M. Delcassé, lui décernait pour les services rendus à notre pays. M. Myron Herrick ne négligea aux États-Unis aucune occasion de défendre la France, qu'il aimait à appeler sa seconde patrie.

Un des plus grands écrivains de l'Amérique contemporaine, M. Charles Francis Adams, qui, en avril 1915, devait mourir chargé d'années et de gloire, prit aussi, dès les premiers jours de la guerre, la défense de la France. Le 21 octobre 1914, il écrivait à Lord Newton à Londres une lettre dont il autorisa la publication dans les journaux d'Amérique. Dans cette lettre, M. Charles Adams déclarait que l'Allemagne s'était mise au ban de l'humanité une fois de plus. Il rappelait la participation des Allemands à l'expédition de Chine en 1900, et les paroles prononcées alors par l'empereur Guillaume : « Quand vous serez en « face de l'ennemi, vous le vaincrez. Pas de quartier, « pas de prisonniers. Que tous ceux qui tombent entre « vos mains soient à votre merci. Comme les Huns « d'il y a mille ans qui, sous leur chef Attila, ont « gagné une réputation telle qu'elle est devenue une « tradition, vous devez vous aussi, par vos actes, « faire tellement craindre le nom de l'Allemagne « qu'un Chinois n'ose jamais regarder un Allemand « de travers. » L'armée allemande, ajoutait M. Charles Adams, est en train de suivre ce précepte. « Mon ami « le général James Wilson, qui commandait le con-

« tingent américain en Chine, m'a affirmé à plusieurs « reprises que les atrocités commises alors par les « Allemands, surtout envers les femmes, sont trop « horribles pour être mentionnées... Il faut souhaiter « que renfermée dans ses propres limites et étranglée « par le blocus, l'Allemagne se trouve suffoquée et « tombe d'inanition. »

Deux autres écrivains des États-Unis, le Dr William White venu de Pensylvanie en France, où il est chef de la mission chirurgicale de l'ambulance américaine aménagée au lycée Pasteur de Neuilly, et M. Richard Harving Davis, qui de ses propres yeux, avait voulu suivre les événements d'Europe, publièrent chacun un ouvrage sur *les Alliés*. D'une part, les hautes qualités de l'armée française étaient louées sans réserve, d'autre part toutes les imprécations étaient accumulées contre les néo-barbares de Guillaume II. « Si le conflit européen, déclarait M. Richard Harding Davis dans les dernières lignes de sa préface, était une lutte loyale, le devoir de tout Américain serait de se tenir sur la ligne du champ clos et de garder l'esprit libre. Mais ce n'est pas une lutte loyale. Dévaster un pays que vous avez juré de protéger, lancer des bombes sur des villes non fortifiées, placer n'importe où des torpilles, terroriser le peuple en menaçant de mort des otages, détruire des cathédrales n'est pas combattre loyalement. Mais c'est la manière dont l'Allemagne combat. Elle n'observe ni les règles de la guerre ni celles de l'humanité. Et s'il doit être donné à l'opinion publique de prévenir le retour de pareils outrages et de hâter la fin de ce conflit sans nom, c'est en prenant parti contre l'offenseur. Si nous autres, Américains, nous étions

convaincus qu'un des adversaires lutte honnêtement et que son ennemi est déloyal, ce serait une lâcheté que de conserver une attitude d'esprit neutre. Quand un chien enragé met en danger de mort tout ce qui passe par un village, le devoir de chaque paysan est de prendre son fusil et de le tuer, et non de s'enfermer chez lui et de garder vis-à-vis du chien et de ses victimes un état d'esprit neutre. »

Un autre écrivain et critique américain des plus réputés, M. Henry James, fut si furieux des atrocités allemandes et si indigné de l'inconcevable neutralité des États-Unis, qu'il répudia son titre de citoyen de la libre Amérique et se fit naturaliser Anglais. Grand admirateur de la France, M. Henry James, qui avait précédemment consacré à Flaubert, à Balzac, etc., des études tout à fait remarquables, ne manqua pas la plus petite occasion de prêcher le mépris de l'Allemagne « qui ne respectait ni les droits sacrés des nations neutres, ni les principes fondamentaux de la civilisation et de l'humanité ».

Le grand avocat new-yorkais, M. Frédéric Coudert, son oncle et son neveu, MM. Paul Fuller, firent assaut de zèle réciproque dans la défense de la France. Dans de nombreuses conférences, dans des articles et dans son livre *Pourquoi l'Europe est en guerre* [1], M. Coudert rappela que la France ne se battait pas seulement pour son existence propre, mais pour cet idéal de liberté qui, depuis La Fayette, était le sien. Dans son pamphlet sur *la neutralité légale et sur la neutralité morale* [2], M. Paul Fuller

1. *Why Europe is at War*, Frédéric Coudert (G. P. Putman's Sons, New-York).

2. *Neutralité légale et neutralité morale*, Paul Fuller, New-York.

déclara que la neutralité n'était ni une vertu, ni une condition dont on peut être fier ; qu'elle demandait au moins une explication pour ne pas dire une excuse. M. Paul Fuller rappela, en outre, qu'en 1870 l'Allemagne s'était étonnée de la neutralité de l'Angleterre. L'ambassadeur de Guillaume Ier à Londres, le comte Bernstorff, précisément le père de l'ambassadeur allemand d'aujourd'hui à Washington, écrivit à Lord Grandville : « Il est impossible pour la pensée « humaine de ne pas prendre part, soit d'un côté, soit « de l'autre, dans le conflit qui met aux prises la « France et l'Allemagne. La France a été la provo- « catrice. L'Allemagne n'a fait que se défendre et « défendre les droits de l'humanité contre l'ambition « tapageuse du troisième Bonaparte. Mais à quoi « sert-il d'avoir raison ou tort aux yeux du monde, « si le monde reste insensible aux mérites de notre « cause? N'est-ce pas vous priver par avance de « l'appel à l'opinion publique que vous avez appris « à considérer comme le plus fort des grands pou- « voirs ? » Que dirait l'Allemagne, la provocatrice d'aujourd'hui, que dirait le comte Bernstorff, si, mettant en pratique les paroles de son père, les États-Unis se mettaient en toute justice et en toute loyauté du côté du droit ?

Il faudrait plus d'un volume pour continuer à citer textes et publications des Américains, qui furent nos amis.

A côté des écrivains, les correspondants de guerre des journaux des États-Unis furent unanimes, après leur visite au front, à constater la perfection et l'efficacité de l'organisation anglo-française. Ayant appris la singulière équipée de leur confrère de l'*Evening*

Post, qui, des tranchées allemandes, avait fait feu sur des turcos, ils se réunirent à Paris et votèrent un ordre du jour de blâme. Les signataires de cette protestation étaient le Sénateur Young, *Des Moines Capital;* Whyte Williams, *New-York Times ;* W.-P. Simms, *United Press of Tribune* ; F. O'Neill, *Pittsburg Despatch* ; Paul Scoot Mowrer, *Chicago Daily News ;* Naboth Hedin, *Brooklyn Daily Eagle* ; James Hopper, C. F. Bertelli, *New-York American ;* H. B. Needham ; Will Irwin, E. Peroy Noel, H. Briggs Davenport, *Philadelphia Bulletin ;* Lincoln Eyre, *New-York World ;* Elmer Roberts, F. B. Grundy, *New-York Sun*; Philip Kirby, Preston Lockwood.

L'*Evening Post* du reste, qui, dans le commencement de la guerre, avait volontiers manifesté ses sympathies à l'Allemagne et à M. Dernburg, publia un article recommandant aux Américains de ne pas oublier la France : « L'armée française, y était-il dit, « a surpris le monde; d'une façon presque spontanée « elle a retrouvé son ardeur. D'après ses premières « défaites, on ne s'y attendait guère. Quand coup sur « coup les armées allemandes repoussaient les Fran- « çais au mois d'août, quand Paris et les généraux « français fournissaient des preuves d'incertitude et « de confusion, la vantardise des communiqués « allemands paraissait justifiée. Mais il fut bientôt « prouvé que tous ses communiqués étaient faux... « L'esprit indomptable dont les hommes et les femmes « de France ont donné l'exemple, leur énergie, la « fertilité de leurs ressources, leur attitude devant le « devoir, nous forcent à revenir sur une opinion for- « mée à la hâte. Non, il ne faut plus parler, ni de la légè- « reté, ni de l'instabilité du caractère français. Jamai

« la France n'a été si grande. Elle a ouvert son âme « aux nations du monde, et par sa noblesse et sa « grandeur nous a permis de comprendre de quelle « tragédie et de quelle splendeur l'humanité est « capable. »

Parallèlement à toutes ces polémiques, à tous ces écrits, à tous ces pamphlets contre l'Allemagne ou en l'honneur des Alliés, deux adresses contribuèrent particulièrement à limiter, aux États-Unis, la portée de la propagande de M. Dernburg et de son comité. Elles furent toutes les deux envoyées à M. Poincaré, Président de la République française. La première fut l'œuvre de la société des *Fils de la Révolution américaine*, dont les membres sont nombreux ; elle était ainsi conçue.

Monsieur le Président,

A une réunion du comité de *the Empire State Society* tenue le 7 juin 1912, il a été résolu de demander que dans tous les États-Unis, le 5 mai de chaque année, date anniversaire de la ratification par le Congrès du traité d'alliance entre la France et les États-Unis en 1778, il soit rappelé aux enfants des écoles américaines que la France nous a apporté une aide efficace et désintéressée lors de la guerre qui nous a procuré notre indépendance.

Sur l'initiative du comité, le département d'éducation de l'État de New-York a adressé aux directeurs des écoles et collèges une circulaire relatant le traité d'alliance entre la France et les États-Unis, l'intervention de l'illustre La Fayette et de ses compagnons d'armes, les actions glorieuses auxquelles ont pris part les vaillants Français venus à notre aide. Cette leçon d'Histoire, à cette date commémorative, est de nature à resserrer

les liens d'amitié qui existent déjà entre la France et les Etats-Unis, en faisant naître dans l'esprit de nos concitoyens dès leur plus jeune âge le sentiment de la reconnaissance que notre pays doit au vôtre.

Nous avons tenu, monsieur le Président de la République, à porter ces faits à votre connaissance pour que vous sachiez combien le souvenir de l'aide qui nous a été apportée par la France est resté vif parmi nous.

La seconde adresse eut pour auteur le Président Wilson. Au delà de la personnalité de M. Poincaré, elle était envoyée à tous les Français par le ton de sympathie sincère qu'elle contenait. Elle était ainsi conçue :

Cher monsieur le Président,

Je me sens honoré de m'adresser ainsi à vous comme à mon confrère dans les Lettres, et je désire vous remercier très sincèrement pour l'aimable message que vous avez bien voulu me faire parvenir par l'entremise de M. Brieux.

Sans doute, je comprends pleinement les circonstances qui ont rendu impossible votre visite aux États-Unis, mais je n'en veux pas moins vous exprimer mon sincère regret qu'il vous ait été impossible de réaliser ce projet, et je désire profiter de cette occasion, non seulement pour vous exprimer mon profond respect personnel et mon admiration, mais aussi pour vous assurer de la chaleureuse sympathie de tous les hommes de lettres et de tous les penseurs des États-Unis pour le distingué Président de la France.

Les relations entre nos deux peuples ont toujours été des relations d'amitié si cordiale et si spontanée que j'ai un plaisir tout particulier, comme représentant officiel du peuple des Etats-Unis, à vous adresser, comme au distingué représentant de la France, l'expression de mes

sentiments les plus chaleureux pour les citoyens de la grande République française.

Veuillez accepter, cher monsieur le Président et admiré collègue, l'assurance très vive de ma sincère considération.

WOODROW WILSON.

Lorsque le 31 mars 1915, j'eus l'honneur d'être reçu à Maison Blanche en audience particulière par M. le Président Wilson[1], confirmation pleine et entière m'était donnée des sentiments exprimés dans

1. Lorsque l'interview présidentielle parut dans le *Temps* du 1er avril, elle fut immédiatement câblée aux États-Unis, où les journaux américains en reproduisirent les termes. Mise sous les yeux de M. Bryan — à qui je n'étais pas allé rendre visite, grave offense, car M. Bryan se considérait comme le vrai Président — elle n'eût pas l'heur de lui plaire. M. Bryan protesta auprès de M. Wilson : ce n'était point l'usage que le Président fit des déclarations publiques à un journaliste seul; il y avait hebdomadairement des réceptions officielles de la presse à Maison Blanche, auxquelles le Président devait uniquement s'astreindre, par esprit d'égalité et par souci de neutralité. C'est ainsi que M. Wilson fut amené à démentir, *non les termes ni la vérité de l'interview*, mais simplement l'autorisation donnée de reproduire textuellement ses paroles. C'est ce qu'on surnomma « une question de guillemets » ; j'avais en effet mis des guillemets autour des déclarations présidentielles.

Or, voici très exactement ce qui s'était passé.

Une de mes premières visites, en arrivant en Amérique, fut pour M. Jusserand, ambassadeur de France, dont je savais la notoriété et que M. Delcassé tenait en particulière estime. Au cours de la conversation, il apparut que des déclarations de M. Wilson, sur la mentalité duquel des hommes d'État français, M. Clémenceau entre autres, se méprenaient, seraient d'un effet excellent pour les Etats-Unis et pour la France. M. Clémenceau en effet avait blâmé M. Wilson d'avoir envoyé le 27 janvier à Guillaume II un télégramme de félicitations pour son anniversaire de naissance; or c'était une simple politesse rendue, comme je l'ai expliqué au chapitre VI, et non une initiative. Les critiques de M. Clémenceau avaient fort chagriné M. Wilson.

M. Jusserand fit le nécessaire pour obtenir audience. Le 26 mars, *il*

la lettre à M. Poincaré : « Je suis heureux de voir « sur le sol américain des Français qui viennent se « rendre compte par eux-mêmes de l'état d'opinion « des États-Unis, me déclara le Président. Vous n'au-

voulait bien m'envoyer, à l'hôtel Knickerbocker de New-York, où j'étais descendu, la lettre suivante :

« Cher Monsieur,

« Je m'empresse de vous faire savoir que le Président vous recevra à la White House mercredi prochain 31 mars à 1 heure 45.

« Voulez-vous venir déjeuner auparavant à l'ambassade ? Il faudrait que cela fut un peu plus tôt que l'autre fois. Nous vous attendrons à midi un quart.

« Veuillez, etc. »

Lorsque j'arrivai à Washington, M. Jusserand me fit connaître en outre que le Président avait manifesté le désir que l'ambassadeur de France assistât à l'entretien. M. Wilson ne parlait pas très bien le français ; je ne parlais pas très bien l'anglais. M. Jusserand ainsi servirait d'interprète.

La réception eut lieu et dura une petite demi-heure, c'est-à-dire beaucoup plus que ne le comportaient les paroles présidentielles que je câblais au *Temps*. De retour à l'ambassade, je rédigeai mon télégramme; je le montrai à M. Jusserand, qui voulut bien de sa plume faire les corrections utiles. (J'ai encore le manuscrit corrigé entre les mains.) C'est assez dire que M. Wilson avait autorisé et que soit M. Jusserand soit moi étions incapables de méprise. Du reste, M. Jusserand avait nettement prévenu le Président, demandé et obtenu l'envoi.

L'influence de M. Bryan fut plus forte. M. Jusserand déclara habilement qu'il y avait « malentendu ». Comme je n'étais pas tenu à la même réserve diplomatique, je protestai, sur le conseil de mes amis d'Amérique et je donnai aux journaux, qui tous la publièrent in-extenso la lettre suivante :

« Je regrette profondément d'avoir causé quelque ennui à M. le Pré- « sident Wilson pour la personne et les fonctions duquel j'ai le plus « grand respect. Mais la vérité est la vérité. M. Wilson était informé « de mon intention de télégraphier au *Temps* les déclarations qu'il vou- « lait si gracieusement me faire. Au surplus, j'offris de lui soumettre « le texte même de ma dépêche. Très courtoisement il me répondit, « en présence de M. Jusserand, ambassadeur de France, « qu'il s'en « fiait entièrement *à nos* soins ».

« Je m'adresse maintenant à mes confrères en journalisme, qui savent

« rez pas l'impression, j'en suis sûr, que vous puis-
« siez raisonnablement pour votre pays vous plaindre
« de cette opinion... La France évitera l'erreur de
« croire ce que pensent souvent les individus ou les
« peuples aux prises, c'est-à-dire que celui qui n'est
« pas activement pour eux est contre eux. En ce qui
« concerne mes propres sentiments à l'égard de la
« France, j'ai adressé au Président de la République
« française une lettre qui les exprime nettement.
« Soyez assuré que je ne pense pas moins que la
« lettre ne dit. »

Ce fut M. Brieux qui eut l'honneur d'apporter cette lettre à M. Poincaré. Elle était plus qu'une indice de l'œuvre l'opinion américaine. Elle couronnait par ailleurs l'admirable propagande qu'avec les représentants de notre diplomatie, M. Brieux et quelques français notoires avaient peu à peu réalisée pour répondre à l'action de M. Dernburg.

« aussi bien que moi quels scrupules nous apportons dans l'exercice
« de notre profession ; qui n'ignorent pas que nous n'inventons rien
« surtout des déclarations de Président. Le fait particulier de la lettre
« de M. Wilson à M. Poincaré ne me fut révélé qu'à Maison Blanche.
« Je maintiens donc formellement et les termes de l'interview et
« l'autorisation nette que le Président avait donnée pour sa publica-
« tion. »

Voilà tout l'incident.

CHAPITRE DOUZIÈME

La diplomatie et la propagande françaises

La discrétion, le tact et l'à-propos de M. Jusserand opposés aux bavardages et à l'action tapageuse de M. Dernburg. — Les comités français de propagande. — Quelques orateurs et écrivains. — Les belles conférences de M. Brieux. — — L'anniversaire de Washington. — Les dîners parisiens du Harvard-Club. — L'hommage des artistes et écrivains français aux États-Unis.

La mobilisation générale qui, décrétée le 2 août 1914, priva les principales usines de France de leurs meilleurs ouvriers et de leurs plus habiles ingénieurs, diminua aussi l'effectif de notre corps consulaire et diplomatique à l'étranger. Le devoir était à la frontière ; l'autorité militaire, sans distinction de carrrière ou de profession, recrutait tous les hommes en âge de porter les armes. Chacun de ces hommes, par un enthousiasme admirable et irréfléchi, ne se jugeait utile au surplus qu'au poste que lui avait par avance fixé la mobilisation. Des quatre coins du monde accoururent ainsi en France à l'appel de la patrie, des fonctionnaires, dont la présence eût été plus utile dans leur ordinaire résidence à l'étranger. Certes l'erreur d'un moment fut bien vite réparée par M. Delcassé. Mais, pendant un certain temps, quelques-uns de nos ambassadeurs se trouvèrent privés de leurs collaborateurs directs les plus précieux. M. Jusse-

rand, ambassadeur des États-Unis, fut de ce nombre. Loin de récriminer, il doubla ses efforts pour continuer sa tâche. Aidé seulement de Mme Jusserand, dont le zèle et l'intelligence firent merveille, et d'un seul de ses secrétaires, il tint tête aux premières manifestations de la propagande de M. Dernburg aux États-Unis. Son jeu fut tout d'adresse, de tact, d'à-propos. Aux bavardages de M. Dernburg et du comte Bernstorff, à la pluie de copies, d'appels, de tracts et d'écrits de toutes sortes, dont ceux-ci inondaient les journaux et les particuliers, M. Jusserand opposa d'abord le silence. De temps à autre seulement il faisait quelque bonne visite. De temps à autre il égrenait ici et là, mais toujours au bon moment et au bon endroit, un document sérieux, indiscutable, vrai. M. Dernburg prétendait tout expliquer, répondre à tout et à tous, convaincre chacun ; avec les agents nombreux dont il disposait, M. Dernburg pouvait tenter cette besogne. M. Jusserand se refusa à plaider pour plaider. Rien ne vaut le fait. L'attitude de la France, forgeant dans la douleur des premières défaites, l'épée qui demain allait vaincre, était une figure assez belle par elle-même : tout commentaire était superflu.

La victoire de la Marne démontra bientôt que la tactique de M. Jusserand était juste. La discrétion dont il fit preuve pour ne point forcer l'opinion des Américains, pour ne point peser sur leur jugement, ajouta à la sûreté de sa méthode. Plus tard, lorsqu'une vue plus nette de la situation par l'autorité militaire libéra les gens de la carrière et permit à M. Delcassé d'envoyer à M. Jusserand les collaborateurs qu'il réclamait, l'ambassadeur de France à Washington ac-

centua légèrement son action. Les lacunes, il essaya de les combler. En matière financière surtout, sa tâche ne fut point commode. Alors que M. Cambon, son prédécesseur aux États-Unis, s'était fait une spécialité de ces questions, M. Jusserand n'en avait connu que ce que sa situation, en temps de paix, exigeait. Or, en temps de paix, les États-Unis vivaient volontiers du crédit de la France et de l'Angleterre: condition passive. Les rôles, sous la pression de la guerre, furent tout d'un coup intervertis ; de débitrice, l'Amérique était sollicitée de devenir créancière. Elle le devenait. Or, aux États-Unis, plus que partout ailleurs, les affaires sont les affaires ; peu de place y est laissée aux sentiments et à l'estime personnelle. De plus les mondes y sont bien tranchés. Un financier américain aime à parler finances avec un autre financier, point avec un diplomate ou un professeur. M. Cambon eut été sans doute plus à l'aise. M. Jusserand fit du mieux. Si quelques erreurs furent commises, ce ne fut en tout cas pas sa faute. Influencés par les banques allemandes, les Américains du reste avaient tendance à ne pas croire à la valeur réelle du crédit français. Survint heureusement l'alliance financière de l'Angleterre et de la France, alliance à laquelle M. Jusserand ne fut pas étranger. Certes les conditions de cette alliance ne furent point légères pour la France ; mais sans elle, malgré tout notre or et notre richesse réelle, nous eussions difficilement obtenu aux États-Unis des conditions plus avantageuses que la Turquie ; l'emprunt de 20 millions de dollars, conclu le 5 juillet 1915 à New-York pour la France seule, en porte visiblement la trace [1].

1. On exigea de la France 6 °/₀ et des « garanties » américaines.

Sur les autres terrains cependant, M. Jusserand répara de tout son zèle les erreurs dont ni lui, ni M. Delcassé n'étaient responsables. Avec le cabinet de Washington et le Président Wilson en particulier, il garda le contact même dans les moments les plus difficiles, même lorsque la politique et les intrigues de M. Dernburg apparaissaient triomphantes. Dans les relations que depuis douze ans il s'était acquis en Amérique, il s'appliqua, en chevalier d'un autre âge, à conserver intacts le beau renom, la belle dignité de la patrie. Tâche qui n'était ni si aisée, ni si ridicule, puisque malgré le nombre de ses collaborateurs, les sommes dont il disposait et le chiffre de population germano-américaine sur lequel il s'appuyait, M. Dernburg après tout ne put en faire autant.

De Washington, M. Jusserand dirigea très adroitement le sens de la propagande française en Amérique. Parce que depuis Louis XIV, la langue française est devenue la langue diplomatique, certains propagandistes pensaient qu'il suffisait d'envoyer des brochures en français pour faire le siège de l'opinion aux États-Unis. Or, la langue française est bien connue de l'élite américaine, mais en dehors de 2 millions de sujets, elle est totalement ignorée du grand public des États-Unis. M. Jusserand demanda et obtint que le comité officiel de propagande n'envoya plus de brochures qui ne fussent à la fois écrites en français et traduites en anglais. De plus, il régla le flot des publications, la plupart inutiles et fastidieuses, ne voulant que de la documentation claire, simple et précise.

Dans cet ordre d'idées, M. Jusserand trouva, dans un autre comité de propagande présidé par M. Er-

nest Lavisse, et dans certains écrivains ou conférenciers un concours précieux.

Ce comité, qui, en dehors de l'éminent historien, membre de l'Académie française, comptait parmi ses collaborateurs M. Georges Leygues, ancien ministre de l'Instruction publique, quelques parlementaires et quelques professeurs de l'Université de Paris, fit traduire les brochures de MM. Joseph Bédier sur les *Crimes allemands*, André Weiss, sur la *Violation de la neutralité belge et luxembourgeoise*, Durkheim et Denis sur *Qui a voulu la guerre*, etc. Il les fit parvenir aux États-Unis en de nombreux exemplaires. Le bulletin d'informations bi-mensuel *Documents sur la guerre*, publié par la Chambre de commerce de Paris, accompagna souvent, traduit aussi en anglais, ces intéressantes brochures. Ainsi constituée la propagande française ne se fonda pas sur des polémiques violentes et déloyales ; sans bruit ni tapage, elle prétendit simplement renseigner les neutres sur des faits qu'ils ignoraient ou sur des documents qui leur étaient parvenus dénaturés par les agences allemandes.

Les principaux écrivains ou conférenciers, dont l'effort aux États-Unis en faveur de la France, produisit des résultats, furent : « MM. Charles Humbert, sénateur, d'Estournelles de Constant, sénateur, Maurice Damour, député, François Binet, ancien député[1],

1. Collègue de mission de MM. Maurice Damour, député des Landes et François Binet, ancien député de la Creuse, j'ai quelque confusion à parler d'eux dans les termes qui vont suivre. Mais il serait injuste de ne point noter ici l'intelligence et le zèle qui caractérisèrent leur propagande en faveur de la France. Sans bruit, sans éclat — M. Damour donna à peine quatre ou cinq conférences très applaudies du reste — multipliant avec tact et discrétion les visites personnelles dans les

mes distingués confrères Hugues Leroux du *Matin*, Lechartier du *Petit Parisien*, Jules Bois du *Journal*, Mme Jane Calle Mendès. Nous avons parlé ailleurs de MM. Lichtenberger, De Lapradelle, de M. Anatole Le Braz. Deux membres de l'Académie française, MM. Brieux et Gabriel Hanoteaux devaient cueillir les plus beaux lauriers.

M. Brieux avait été délégué par l'Académie française auprès de l'Académie des arts de New-York. Il avait été chargé, à l'occasion de son voyage, de remettre au Président Wilson une lettre autographe de M. Poincaré, Président de la République française, lettre dont on a lu la réponse dans le chapitre précédent. M. Brieux mit à profit son séjour aux États-Unis pour faire une quarantaine de conférences. Il parla de la France aux Américains, mais point de la même voix que M. Dernburg en parlant de l'Allemagne. Aussi son succès fut-il grand. A New-York et à Boston notamment il dut répéter sa conférence [1].

« Jusqu'à ces derniers temps, expliqua M. Brieux, la plupart des amis de la France, lorsque devant eux l'on parlait d'elle avec sévérité, se bornaient à protester faiblement ou gardaient un silence attristé.

milieux les meilleurs et les plus utiles, mes amis ne contribuèrent pas peu à faire éclore dans le champ des relations franco-américaines, les belles fleurs d'amitié que M. Dernburg et ses agents essayaient de détruire ou de flétrir.

1. Nous obéissons à un sentiment très élevé en citant ici, dans la forme même que M. Brieux lui donna, les extraits principaux de sa conférence. « Une conférence de M. Brieux vaut mieux pour la France, disait-on couramment aux États-Unis pendant mon séjour, que dix conférences de M. Dernburg pour l'Allemagne. » C'est parce que dans ce livre se trouvent les propos de l'envoyé spécial de Guillaume II qu'il convenait d'insérer en regard la belle réplique de l'académicien français.

S'ils se refusaient à partager l'opinion de ses ennemis, ceux-ci leur apportaient, tout imprimée, l'opinion des Français eux-mêmes, ils leur faisaient lire ce que les Français disaient les uns des autres. Il fallait bien se rendre à ce témoignage dont on ne pouvait dire qu'il était celui d'ignorants. Et lorsque les amis de la France disaient leur estime persistante pour la femme française, il suffisait de leur faire lire deux ou trois romans français, de leur faire entendre deux ou trois pièces de théâtre françaises, pour les réduire au silence, mais non peut-être pour les convaincre. C'est à ces amis entêtés, se refusant à croire à l'évidence, que tout Français qui le sait garde une reconnaissance qui ne finira qu'avec lui-même.

« La France doutait de sa force, de sa dignité et de son avenir ; elle paraissait accepter l'amoindrissement de son rôle dans le monde. Et autour d'elle un certain nombre d'excellents esprits se résignaient à lui enlever leur admiration sans pouvoir cependant se décider à ne plus l'aimer.

« Puis, le monde étonné découvrit peu à peu que les affirmations des ennemis de la France étaient des mensonges et que les jugements portés par les Français sur eux-mêmes étaient faux ; que la France était calomniée par ses hommes politiques et par ses écrivains. Ensuite la guerre éclata. Les événements qui se déroulent aujourd'hui démontrent que ce qu'on avait pris pour de la torpeur, pour l'agonie d'un peuple n'était qu'un sommeil. Le monde étonné s'aperçoit que la France est bien vivante, ses ennemis apprennent à leurs dépens qu'elle est toujours jeune et forte, que ses femmes sont saines et courageuses, et que ses fils ne sont pas dégénérés.

« Elle souffrait, cependant, et d'un mal profond. D'où venait ce mal ? La France, après les désastres de 1870 fut littéralement dans l'état d'un homme assommé, étourdi par un coup formidable qu'il n'attendait pas. Elle fut dans l'état de cet homme jeté à terre et qui, lorsqu'il revient à lui, s'aperçoit qu'il est à la fois dévalisé et mis au pilori. Atteinte dans sa richesse, elle eût réparé le mal ; elle l'a réparé. Frappée dans son orgueil, elle pouvait se reprendre, et elle se reprit en effet. Elle mit longtemps à se rendre compte de ce qui lui était arrivé ; mais alors elle sentit que sa blessure la plus profonde, celle qui ne guérirait jamais, était celle qui la touchait dans son cœur : la prise de l'Alsace-Lorraine. Les autres blessures, pouvaient se cicatriser, et se cicatrisèrent : pas celle-là. Les autres dommages qui lui avaient été causés pouvaient se réparer : pas celui-là. Elle pouvait, avec le temps, oublier toutes les insultes : celle-là jamais. Sur des plaies de ce genre, le temps n'a pas d'action... Il n'y a pas dans toute l'histoire du monde beaucoup de fautes politiques plus grandes que celle dont le vainqueur se rendit coupable en imposant au vaincu une telle humiliation. Le reste n'était rien. On eût exigé dix milliards au lieu de cinq que ce n'eût été rien. Le souvenir d'une telle exigence même eût disparu après le dernier payement. La prospérité serait revenue. Elle est revenue. Vainqueur et vaincu eussent pu, à un certain moment, se regarder sans haine. L'oubli eût été possible. Il ne l'était pas avec cette tache sur la carte d'Europe, avec cette entaille au flanc de la France, avec cette amputation. La blessure douloureuse, toujours cuisante, ne permettait plus aucun orgueil, et cette couleur nouvelle sur les

images géographiques, cette échancrure était comme un écriteau d'infamie attaché au cou de chaque citoyen.

« La France en a éprouvé une gêne qui pendant vingt ou trente ans lui a fait perdre plusieurs de ses qualités. Elle, la fière, fut contrainte à une attitude de vaincue. Elle eut cet air honteux de l'oiseau à qui l'on a coupé les ailes. Et rien ne pouvait être plus contraire à sa nature. Toujours, elle avait été guidée par son cœur, par ses sentiments. Heureuse de vivre, elle voulait le bonheur des autres et le sien, sa liberté et la liberté de toutes les nations, courant à l'aide des peuples opprimés, pour rien, parce qu'elle est généreuse, parce que son génie la porte à cela, parce que malgré ses défauts, elle veut être aimée. Selon le mot de Jean-Marie Guyau, elle avait eu jusque-là plus de larmes qu'il ne lui en fallait pour ses propres souffrances. Après 1870, elle n'en eut plus assez. Ses souffrances dépassaient sa faculté de souffrir.

« Un des traits les plus marqués de son caractère, c'est un besoin de clarté, de méthode, c'est la volonté de tout expliquer. Réfléchissant sur son malheur, elle tomba d'un excès dans l'autre. Jadis, elle était vaniteuse, fière d'elle-même. Puisqu'elle avait été vaincue, c'est, pensa-t-elle, qu'elle s'était trompée sur sa propre valeur et elle se mit à se dénigrer, à dire du mal d'elle-même, simplement par besoin de logique. Chacun des partis politiques prétendit rendre l'autre responsable de la catastrophe. La haine sépara les membres de la famille malheureuse. Chacun refusa d'avoir mérité la défaite et en rendit son frère responsable. Le silence et l'inaction ne sont point l'affaire des Français, ni l'humilité. Ils aiment mieux dire du mal d'eux-mêmes que de n'en point parler.

Ils n'y manquèrent point, et c'est alors que naquit cette littérature fâcheuse qui nous a fait plus de tort aux yeux du monde que notre défaite même.

«... Il y eut autre chose. La France n'acceptait qu'avec répugnance l'idée d'une guerre où elle savait qu'elle jouerait sa propre existence et dont elle prévoyait toutes les horreurs. L'idée de cette tuerie lui était insupportable. On a, en France, l'amour de la vie et le respect de la vie humaine. On pense aux veuves et aux orphelins. Pendant trop longtemps, le mot d'ordre donné à nos diplomates fut celui-ci : « Pas d'affaire. » La France mit son courage à supporter, jusqu'à l'extrême limite de patience compatible avec sa dignité, toutes les tracasseries de son ennemie. Tant que ses intérêts seuls furent en jeu, elle ne voulut pas la guerre. Mais elle l'accepta lorsqu'il fut question de son honneur. Qu'on ne l'oublie pas : c'est pour tenir sa parole, c'est pour exécuter les clauses de son traité d'alliance avec la Russie qu'elle se décida à tirer l'épée.

« L'âme de la France d'aujourd'hui est calme et courageuse, et elle sait l'être avec grâce. Lors de la mobilisation, on entendit pendant des jours et des nuits, le bruit incessant du piétinement des chevaux et le grincement des roues. C'étaient nos paysans qui s'en allaient à la frontière, laissant derrière eux les blés mûrs, emmenant les charrettes et les chevaux qui auraient dû porter la moisson dans les granges. Geste tout simple. Seulement, on eût été pris d'un attendrissement en voyant que les blouses des hommes, les œillères des chevaux et les brancards des voitures étaient ornés de fleurs des champs, et que les coquelicots, les marguerites et les bleuets

leur faisaient déjà porter les couleurs nationales. Faire un drapeau avec des fleurs est une idée qui ne serait peut-être pas venue aux paysans de tous les pays du monde...

« L'âme de la France de demain plane au-dessus des tranchées. Elle est souriante devant la mort. Elle montre une surprenante flexibilité. Elle a su, elle qui est assoiffée d'espace, d'air libre, de clarté, cette âme des Gaulois, de ces fous qui se dépouillaient de leurs vêtements pour aller au combat, cette âme des soldats de Fontenoy, cette âme qui ne rêve que combats au soleil, face à face, elle a su se plier aux circonstances ; et les soldats propres aux charges héroïques ont trouvé en eux le courage plus difficile peut-être — contraire en tout cas à leur tempérament, — le courage d'une guerre de taupes, le courage qu'il faut pour attendre à certains moments la mort dans la tranchée, de l'eau à mi-corps, sous la pluie des shrapnells. Et la plus grande gloire du général en chef est peut-être d'avoir eu confiance dans l'âme française, de savoir tout ce qu'on peut lui demander, tout ce qu'elle possède de ressources et de souplesse, et dès lors, sans sacrifices inutiles, en usant l'ennemi, en le *grignotant,* d'avoir su préparer ainsi la victoire décisive et prochaine qu'éclairera le gai soleil de notre printemps précoce.

« La France, par sa situation géographique, par l'esprit des races qui l'ont formée et vouée à l'agitation. L'agitation peut être féconde ; l'immobilité ne l'est jamais. Sans doute, elle peut aussi être parfois inutile et tracassière. Cela vaut mieux ; la vie vaut toujours mieux que la mort. Et c'est à cause de cette agitation incessante des esprits que la France a été le

lieu de naissance de toutes les idées généreuses qui ont guidé l'humanité. Elle a fait les plus beaux rêves, les plus fous ; ce sont les plus fous qui sont les plus beaux. Tous ces rêves d'une humanité plus heureuse ont paru des divagations lorsqu'ils ont été formulés. Sans doute, un certain nombre étaient réellement des divagations, mais d'autres, pour le bien général, ont été réalisés ou sont en voie de réalisation. Ce n'est pas toujours elle qui en a profité, mais c'est un semeur égoïste, celui qui jette les grains avec l'idée d'être seul à se nourrir de la moisson.

« Cette agitation a souvent agacé l'Europe, parfois non sans raison. On l'a crue vouée à la stérilité. On s'est trompé. Les idées ne naissent pas dans les cerveaux endormis. C'est là-bas, entre le Rhin et les Pyrénées, que se heurtent incessamment, même en pleine paix, la raison du Nord et l'imagination du Midi. Quand deux grands cours d'eau se rencontrent, se joignent, se mêlent, il y a toujours un tourbillon. L'observateur à courte vue ne constate que du mouvement. La logique lui semble abolie. Des eaux paraissent retourner vers leur source. Des vagues se forment, se heurtent, la vase du fond remonte parfois à la surface. Il n'en faut pas conclure à l'abolition des lois naturelles, ni penser que cette eau n'est que de la boue affolée ; il faut regarder plus loin, et l'on voit alors qu'après tant de trouble, le fleuve continue sa course calme, plus puissant, plus fort, plus majestueux, apportant aux rives prochaines la fécondité et la vie, la force et la fraîcheur, et que mieux que jamais il reflète purement l'azur du ciel et la splendeur des nuits étoilées.

« Que la France reste donc en fermentation ! Cela

lui est nécessaire et aussi à ses voisins. Qu'on lui pardonne ses incartades, comme on le fait à un jeune garçon qu'une vitalité trop grande rend turbulent. Il est préférable en tous les cas de mériter le surnom d'enfant terrible que celui de fléau de Dieu.

« Il importe au monde que la France existe. L'humanité serait en rupture d'équilibre s'il était possible que la France fût supprimée. A cette heure, ce ne sont pas ses seules destinées qui sont en question. Ce qui est en question, c'est la forme future de la civilisation sur la planète. Il s'agit de savoir simplement si tous les hommes seront obligés de se courber sous le despotisme militaire, d'obéir à un pouvoir qui ne s'appuiera que sur la force, avec la tuerie comme moyen et comme sanction. Si jamais une guerre a pu mériter le nom de guerre sainte, c'est celle qui à l'heure présente ensanglante la terre française, car elle est la guerre à la guerre. Ce n'est pas pour elle seulé que la France se bat ! Elle se bat pour elle et pour tous les autres ; pour ses enfants et pour ceux de tous les pays. Elle se bat afin que les petits qui bégayent aujourd'hui ne connaissent plus jamais de pareilles horreurs. Mais pour cela, il faut que la nation qui avait fait de la guerre son industrie nationale soit mise *à jamais* dans l'impossibilité de recommencer. On y travaille ! »

Voilà comment plaida M. Brieux devant le public d'Amérique simplement, noblement, éloquemment.

A la tête du comité qu'il a fondé depuis quelques années pour accroître les relations entre la France et les États-Unis, M. Gabriel Hanotaux, de l'Académie française, avait dès les premiers jours de la guerre

consacré le meilleur de son activité à la propagande française en Amérique. Lorsque le 30 mai 1915, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, eut lieu la cérémonie donnée en l'honneur des artistes et des écrivains d'Amérique par les artistes et écrivains français, M. Gabriel Hanotaux recueillit justement, aux côtés de M. Léon Bonnat, membre de l'Institut et Président du Comité, les honneurs de la journée.

La cérémonie avait pour but de remettre à M. Sharp, ambassadeur des États-Unis à Paris, des albums contenant les autographes des écrivains et les dessins des artistes français qui avaient tenu à donner à l'Amérique un témoignage d'affection reconnaissante.

M. Raymond Poincaré était assis au premier rang de l'hémicycle réservé, ayant autour de lui M. Paul Deschanel, Mme Raymond Poincaré et Mme William G. Sharp; MM. Iswolky, Tittoni, le baron Guillaume, M. Vesnitch, le général Duparge, M. Félix Decori, M. Henri Lapauze, les membres de l'ambassade des États-Unis, les personnalités les plus en vue de la colonie américaine de Paris, etc. Sur l'estrade, M. William G. Sharp, ambassadeur des États-Unis, entouré de MM. Léon Bonnat, Président de l'Institut; Gabriel Hanotaux, René Viviani, Albert Sarraut, Dalimier, Jacquier, général Florentin, le Président du Conseil municipal et le Président du Conseil général; MM. Marguerie ; Payelle, Maurice Bloch, Baudouin, Ernest Forichon, Ernest Lavisse, et les réprésentants de toutes les grandes administrations de l'État.

M. Léon Bonnat, Président du Comité, prit le premier la parole. Il pria l'ambassadeur de transmettre à l'Amérique les remerciements des artistes et des hommes de lettres, et aussi de la France entière.

« C'est au nom de tous, dit-il, que le Comité a organisé la présente cérémonie, pour que sous toutes ses formes, arts, lettres, musique et poésie, se fasse entendre — jusque par delà les océans — la voix de la France reconnaissante. »

Dans un très beau discours, M. Gabriel Hanotaux, rappela la parole de l'ambassadeur Myron Herrick, déclarant que si Paris était menacé par les troupes ennemies, il emploierait son autorité de neutre à protéger la ville. « Paris, n'appartient pas seulement à la France, il appartient à tout le monde ! » Cette parole d'un Américain, dit M. Hanotaux, est la plus belle récompense que la France et Paris aient pu obtenir pour leur collaboration séculaire au travail universel de la civilisation. Elle exprime aussi la cordiale intelligence mutuelle que les deux grandes républiques ont l'une de l'autre.

L'orateur dépeignit le rôle de l'Amérique dans le conflit. République sœur, éloignée du champ d'action, elle occupe le rôle de juge et d'arbitre. Neutre, elle s'est assise dans l'asile du droit : il lui appartient de prononcer le verdict sur les nouvelles doctrines de la guerre ; et si la vie et les intérêts des non-belligérants, ses propres sujets, sont atteints, de prouver que la justice a le dernier mot. Mais, si le gouvernement des États-Unis est obligé de garder la neutralité, le peuple américain ne cesse de témoigner à la France ses sympathies. Énumérer les œuvres qui se sont fondées pour apporter ce secours, en donner même un aperçu, est une chose tout à fait impossible. A New-York et dans un grand nombre de villes américaines, en toute spontanéité, sans qu'une raison de race, d'origine, de propagande ait exercé une

pression quelconque, se sont fondées des institutions de secours aux Alliés ; leur nombre dépasse la centaine, des secours immenses et de toute nature s'épanchent comme un torrent, du cœur de l'Amérique sur les terres frappées par les rigueurs de l'invasion. Les organisations les plus puissantes du monde — car l'Amérique ne fait rien que de grand — et au premier rang, cet admirable Croix-Rouge américaine, ont répandu sur des provinces entières une véritable nappe de bienfaits.

L'art, ajouta M. Gabriel Hanotaux, est un langage qui vient du cœur et parle au cœur. C'est celui qu'ont voulu employer les artistes français pour témoigner à l'Amérique leur reconnaissance. « Dessins et autographes forment ces albums que nous remettons en vos mains, monsieur l'ambassadeur, pour être versés dans les archives du peuple américain comme un signe permanent de la fidélité de la République sœur et de sa reconnaissance. M. le Président de la République assiste à cette fête pour bien établir que c'est toute la France qui remercie toute l'Amérique. Ces recueils commémoreront une nouvelle étape de notre commune histoire : souvenirs fragiles, mais précieux, puisque la plume et le crayon y ont marqué la trace de la pensée et de la douleur humaines. On se souviendra que deux grands peuples ont échangé, par leurs représentants, une accolade fraternelle, fermement convaincus du triomphe final des causes saintes et des principes augustes qui les guident : le patriotisme, la religion du droit, le culte de la liberté. »

Des applaudissements nourris accueillirent ce discours et se prolongèrent, pendant que MM. Gabriel Hanotaux et Henri Lapauze, secrétaire général du

Comité, remettaient à l'ambassadeur des États-Unis le magnifique album, relié en maroquin plein et gravé aux armes franco-américaines, dans lequel soixante-dix dessins et soixante-dix autographes présentaient en raccourci l'élite de la pensée et de l'art français.

En France du reste on ne devait laisser passer aucune occasion de manifester en faveur de l'Amérique. L'anniversaire de Washington en janvier, celui de La Fayette, le banquet annuel du Harvard-Club, etc., en fournirent le prétexte ou la raison.

La réunion du Harvard-Club, le 22 avril 1915, eut un éclat particulier. A la fin de ce dîner de guerre sobre et cordial, raconte le *Temps*, M. James-H. Hyde, en qualité de toast-master, se félicita de rappeler en un tel moment les liens de fraternité intellectuelle et morale qui rapprochent de plus en plus les deux Républiques. Nul n'était mieux qualifié que M. Hyde pour traiter ce sujet. M. Hyde, en effet, fut le fondateur des conférences françaises de Harvard, conférences dont le succès, sous les auspices de M. Jules Cambon, alors ambassadeur, contribua puissamment à défendre en Amérique le domaine des lettres françaises. Grâce à l'initiative libérale de M. Hyde, furent appelés aux États-Unis, MM. Brunetière, René Doumic, Edouard Rod, Henri de Régnier, Gaston Deschamps, André Tardieu, etc., premiers ouvriers d'une œuvre qui a conquis les sympathies du public américain épris de culture française. Cette œuvre continuée sans interruption d'année en année, est devenue, par les soins de M. Jusserand et par l'intervention d'un grand nombre de collaborateurs, une œuvre durable.

Après avoir rappelé qu'un étudiant de Harvard,

M. Champollion, héritier d'un nom illustre dans la science française, venait de tomber glorieusement au champ d'honneur, M. Hyde rendit hommage aux chefs et aux soldats de l'armée française, ainsi qu'à la population civile qui, par sa tenue parfaite, se montre digne de l'héroïsme de ses défenseurs. En terminant, il porta un toast à la victoire des alliés, pour le triomphe d'un idéal de justice et de liberté qui est cher aux Américains non moins qu'aux Français.

La présence de l'ambassadeur des États-Unis au dîner du Harvard-Club était déjà significative. L'honorable M. William Sharp en précisa le sens par un *speach* dont le tour élégant, les expressions ingénieuses, l'accent de conviction sincère et profonde soulevèrent les applaudissements.

A l'excellente allocution de M. Lucien Poincaré, directeur de l'enseignement supérieur, qui rendit un éloquent hommage aux médecins américains venus pour soigner nos blessés, ainsi qu'aux professeurs de Havard qui ont enseigné en Sorbonne, le Dr Harvey Cushing répondit en des termes dont l'élévation et la noblesse produisirent la plus vive impression sur l'assemblée. Ensuite, M. Emile Boutroux, de l'Académie française, prononça en anglais un toast qui montra avec quelle maîtrise l'éminent philosophe, l'exégète et l'ami de William James, sait manier la langue de nos alliés. Puis ce fut le tour de M. Brieux et de ses impressions d'Amérique.

Ainsi, par des groupes distincts, par des associations différentes de Français et d'Américains aux États-Unis, d'Américains et de Français en France, se forgeaient de plus en plus nombreuses, par delà

l'Océan, les chaînes sympathiques. Eussent-elles suffi à emprisonner M. Dernburg et sa propagande dans un cercle de plus en plus étroit ?... Bientôt des événements survenaient qui précipitaient les choses. Après les incidents du *Falaba*, du *William Frye*, par lesquels la brutalité allemande avait indisposé l'esprit national américain, éclatait tout à coup le torpillage de la *Lusitania*.

CHAPITRE TREIZIÈME

La « Lusitania » et la défection de M. Bryan

Le crime du 7 mai 1915 : 1.100 passagers engloutis, parmi lesquels de nombreux Américains. — L'Allemagne avait averti ! — Les notes allemandes des 4 et 12 février, l'avis du 22 avril. — Ses condoléances et ses excuses. — L'indignation américaine, les émeutes à New-York. — Le Président Wilson décidé à agir. — La note américaine du 13 mai et la réponse allemande du 28. — Les hésitations et la défection de M. Bryan le 7 juin. — M. Dernburg se prépare à partir.

Dans l'après-midi du 7 mai 1915, avant trois heures, arrivait à la station de télégraphie sans fil d'Old-Head, à Kinsale (Angleterre) le message suivant destiné à la Compagnie Cunard de Liverpool : « Lusitania coulé par sous-marin allemand à 2 h. 33 de l'après-midi à huit milles dans le sud-ouest. » Quelques minutes après, un second télégramme précisait la situation : « Venez vite. Forte bande. » Puis plus rien. Le sémaphore d'Old-Head avait constaté à 2 h. 12 que la *Lusitiania* s'était en mer trouvée surprise par un sous-marin ; à 2 h. 15 le paquebot réclamait du secours ; à 2 h. 34 il avait complètement disparu. Il avait donc eu en tout une vingtaine de minutes pour procéder au sauvetage des 1.978 passagers et hommes d'équipages qu'il portait.

Dès que la nouvelle parvint à Liverpool, les secours s'organisèrent. Le vice-amiral Sir Charles Coke envoya sur les lieux du désastre les remorqueurs *Warrior*, *Stormcock*, *Julia*, cinq chalutiers, et de nombreux canots de sauvetage pris en remorque. Mais il fallut à la plupart de ces vaisseaux deux heures environ pour atteindre le lieu de la catastrophe. Dans la soirée cependant, l'amiral Coke pouvait télégraphier que cinq ou six cents survivants de la *Lusitania* étaient recueillis, beaucoup d'entre eux blessés ; quelques-uns avaient même succombé à leurs blessures. Un peu plus tard de nouvelles informations annonçaient que la moitié des passagers environ étaient débarqués à Queenstown. Il y avait à bord de la *Lusitania* 361 passagers de troisième classe, 662 de seconde, 290 de première, l'équipage comprenait 665 hommes. La plupart des passagers de première et une grande partie de l'équipage avaient péri. Le capitaine, après trois heures de nage, échappait miraculeusement à la mort.

La *Lusitania* était un des plus beaux paquebots des lignes anglaises. C'était une sœur de la *Mauretania*, comme elle propriété de la Compagnie Cunard. Ces deux paquebots faisaient partie de la réserve navale anglaise subventionnée. La *Lusitania* avait été construite en 1907 à Glasgow. Elle était à cette époque le plus grand paquebot du monde. Elle était munie de quatre hélices mues par quatre moteurs à turbines d'une puissance totale de 68.000 chevaux. Elle contenait douze compartiments étanches qui devaient lui assurer une flotabilité suffisante en cas d'avarie à la coque. La *Lusitania* détenait le record de la vitesse dans l'Atlantique ; elle avait battu le temps des paque-

bots allemands les plus rapides et avait effectué le voyage Liverpool-New-York en cinq jours et demi. Sa vitesse normale dépassait 25 nœuds.

Le soir du 7 mai, Londres reçut douloureusement la nouvelle de la catastrophe ; mais le magnifique flegme britannique contint les colères populaires. Il en fut autrement à New-York et à Washington.

Là-bas, en effet, M. Dernburg et l'ambassade impériale allemande avaient, le 22 avril 1915, c'est-à-dire quinze jours auparavant, fait publier dans les journaux, fait afficher dans tous les hôtels et dans les tous docks l'avis suivant :

AVIS

On rappelle aux voyageurs ayant l'intention de s'embarquer pour un voyage sur l'Atlantique :

1° Qu'un état de guerre existe entre l'Allemagne et ses alliés et la Grande-Bretagne et ses alliés ;

2° Que la zone de guerre comprend les eaux entourant les îles britanniques;

3° Que suivant un avis formel donné par le gouvernement impérial allemand, les navires portant le pavillon de la Grande-Bretagne ou d'un quelconque de ses alliés, sont susceptibles d'être détruits dans ces eaux et que les voyageurs naviguant dans la zone de guerre, sur des navires de la Grande-Bretagne ou de ses alliés, le feront à leurs risques et périls.

22 avril 1915.

Ambassade impériale allemande
Washington.

Pour donner plus de force à cette menace, la flotille de sous-marins germaniques, qui depuis le 18 février prétendait bloquer l'Angleterre, avait manifesté une recrudescence d'activité. Après être restée plus de quinze jours sans sortir de la mer du Nord et sans torpiller le moindre bateau, elle avait affecté de se montrer dans la Manche et au sud-ouest même de la mer d'Irlande. Les voyageurs avaient cru à une fanfaronnade ; ils estimaient que l'avis préalable allemand ne dispensait pas les bâtiments de guerre de prévenir le navire à saisir ou à couler et, en vertu des règles du droit international maritime, d'assurer aux passagers la vie sauve. Les Américains en particulier, en leur qualité de neutres, se croyaient les mieux garantis. Ils avaient pour la *Lusitania*, en gens pratiques et pressés, la prédilection de tous les hommes d'affaires pour l'instrument de travail qui fait vite et bien. Ils s'embarquèrent donc à New-York nombreux sur la *Lusitania*. Or, le 7 mai 1915, cent vingt-quatre d'entre eux trouvaient la mort dans les eaux où rôdaient pour les surprendre le sous-marin allemand. Parmi eux il y avait un membre de la grande aristocratie américaine, M. Wanderbilt ; un autre très répandu dans les divers milieux de New-York, M. Stone, fils du directeur de l'*Associated Press*, la plus riche et la mieux informée des agences télégraphiques des États-Unis, etc. Des femmes et des enfants complétaient la liste funèbre.

Les conditions dans lesquelles le sous-marin allemand avait accompli son crime — aucun avis préalable en effet n'avait été donné avant la première torpille à la *Lusitania*, et tandis que les secours s'organisaient une seconde torpille avait achevé le ba-

teau — la surprise mortelle dont les passagers avaient été l'objet, la qualité des passagers, neutres, désarmés, assaillis et frappés sans défense, tout cela suffisait amplement à provoquer dans le peuple américain, soit pitié, soit indignation. Mais il y avait plus. Le torpillage de la *Lusitania* éclatait dans une atmosphère de pourpalers diplomatiques, singulièrement délicats ; dans ces pourparlers, M. Derburng et l'Allemagne n'y tenaient point le beau rôle ; le crédit seul que faisait à leur bonne foi le cabinet de Wasington permettait à la conversation de se poursuivre sans se rompre.

Par les effets de la propagande et de l'agitation de M. Dernburg aux États-Unis, plusieurs problèmes de belligérance ou de neutralité s'étaient trouvés soumis à l'examen de M. le Président Wilson. L'Allemagne, on s'en souvient, avait récriminé contre l'exportation des armes et munitions, contre leur livraison par l'Amérique aux nations alliées. Elle avait réclamé contre la construction et l'exportation de sous-marins et aéroplanes. Elle avait essayé d'empêcher les prêts consentis à la France et à l'Angleterre par les banques américaines. L'examen de ces réclamations avait déjà troublé, au-dessus de Berlin et de Washington, la pureté du ciel. Mais bientôt, en réponse au blocus franco-anglais de la mer du Nord, surtout parce que l'Angleterre se refusait à laisser passer les convois de blé et d'approvisionnement destinés à l'Allemagne, le cabinet de Berlin annonçait le 4 février qu'à partir du 18 février 1915, une zone de guerre, véritable cercle d'horreurs et de danger, serait tracée par les sous-marins allemands autour des îles britanniques et des côtes du nord de la France. Tant pis pour les passa-

gers neutres; tant pis pour les équipages neutres. Ils étaient prévenus.

La note allemande du 12 février

Une seconde note allemande — dite du 12 février dans les archives diplomatiques — précisait davantage les choses ; elle était ainsi conçue :

Le gouvernement impérial allemand a examiné la communication du gouvernement des Etats-Unis dans le même esprit de bienveillance et d'amitié que celui qui paraît avoir dicté sa communication.

Le gouvernement impérial est d'accord avec le gouvernement des États-Unis qu'il est hautement désirable pour les deux parties d'éviter les malentendus qui pourraient naître des mesures annoncées par l'amirauté allemande, et de parer à la possibilité d'incidents de nature à troubler les relations amicales qui, jusqu'à présent, existent heureusement entre les deux gouvernements.

Pour ce qui est d'assurer ses relations amicales, le gouvernement allemand croit qu'il peut d'autant plus compter sur l'entente complète avec les États-Unis, que la procédure annoncée par l'amirauté allemande telle qu'elle est exposée dans la note du 4 février n'est, en aucune façon, dirigée contre le commerce légitime et la navigation légitime des neutres, mais constitue uniquement une mesure légitime de défense imposée à l'Allemagne par la défense de ses intérêts vitaux contre les procédés de guerre de la Grande-Bretagne, procédés contraires au droit des gens, et que jusqu'ici aucune protestation n'a réussi à ramener aux principes légaux, généralement reconnus, qui existaient avant la guerre.

Pour écarter toute espèce de doute autour de ces points principaux, l'Allemagne prend la liberté de déclarer de nouveau où en sont les choses.

L'ALLEMAGNE A OBSERVÉ LE DROIT INTERNATIONAL, PAS L'ANGLETERRE

L'Allemagne a observé scrupuleusement jusqu'ici les règles internationales en vigueur relatives à la guerre navale. Au commencement même de la guerre, elle s'est ralliée à la proposition du gouvernement américain tendant à ratifier la nouvelle déclaration de Londres et elle en a incorporé le texte intégral dans sa loi des prises, sans y être formellement obligée. Le gouvernement allemand a depuis toujours obéi à ces règles, même quand elles étaient opposées à ses intérêts militaires. C'est ainsi qu'il a permis jusqu'à ce jour l'importation en Angleterre de vivres venus du Danemark, bien que par ses forces navales il eût pu l'empêcher. L'Angleterre, au contraire, n'a pas hésité à violer le droit des gens. Si, par de pareils moyens, l'Angleterre a pu paralyser le commerce paisible de l'Allemagne avec les neutres, le gouvernement allemand ne saurait être obligé d'entrer dans des explications plus détaillées, d'autant que la note américaine au gouvernement britannique du 26 décembre dernier est déjà suffisamment explicite à ce sujet.

LA TOLÉRANCE DES NEUTRES FAVORISE L'ANGLETERRE ET AFFAME L'ALLEMAGNE

Tous ces empiétements sont, comme on le reconnaît, effectués pour couper les vivres à l'Allemagne et faire ainsi mourir de faim une population paisible, procédés contraires à toute humanité. Les neutres ne purent pas empêcher l'interruption de leur commerce avec l'Allemagne, ce qui est contraire au droit des gens, le gouver-

nement américain comme l'Allemagne le reconnaît volontiers. Il a protesté contre les méthodes anglaises. Malgré ses protestations et les protestations des autres États neutres, on ne put amener l'Angleterre à cesser les procédés qu'elle avait adoptés. Par exemple, récemment les Anglais arrêtèrent le navire américain *Wilhelmina*, bien que sa cargaison ne fût destinée qu'à la population civile allemande et malgré la déclaration expresse du gouvernement allemand qu'on ne l'emploierait que dans ce but.

L'Allemagne ne peut virtuellement plus rien obtenir des pays d'outre-mer grâce à la tolérance des neutres, tandis que l'Angleterre, avec la tolérance des neutres, obtient tout ce qu'elle veut, même les articles que l'Angleterre elle-même regarde comme contrebande vis-à-vis de l'Allemagne. Le gouvernement allemand se voit contraint d'insister sur le fait qu'un trafic d'armes évalué à des centaines et des centaines de millions existe entre les usines américaines et les ennemis de l'Allemagne. L'Allemagne comprend parfaitement que les neutres peuvent agir en ces matières comme bon leur semble et qu'ils ne sont liés par aucune obligation formelle. L'Allemagne ne s'est par conséquent pas plainte d'une violation formelle de la neutralité, mais elle ne peut s'abstenir d'observer que l'Allemagne éprouve un grave préjudice de cette situation. S'ils ont le droit formel de se laisser pousser à mettre des limites à leur commerce avec l'Allemagne, les neutres ont aussi le droit, qu'ils n'exercent malheureusement pas, de cesser la contrebande, surtout la contrebande des armes, avec les ennemis de l'Allemagne. Etant donné cette situation, l'Allemagne se voit obligée, après six mois d'attente patiente, de répondre aux méthodes meurtrières de guerre navale que l'Angleterre a adoptées par des contre-mesures énergiques.

Si l'Angleterre appelle la famine comme alliée, afin de mettre un peuple civilisé de 70 millions d'âmes dans l'obligation de choisir entre mourir de faim ou se sou-

mettre à la volonté des commerçants de l'Angleterre, l'Allemagne est résolue à relever le défi et à appeler à son aide des alliés analogues. L'Allemagne espère que les neutres qui jusqu'ici se sont soumis soit dans le silence, soit en protestant, aux conséquences désavantageuses de la guerre de famine faite par l'Angleterre, accorderont à l'Allemagne une égale mesure de tolérance, même si les méthodes de l'Allemagne, comme celles de l'Angleterre, doivent répandre la terreur parmi la navigation neutre.

UNE ZONE DE GUERRE EST ÉTABLIE : AVIS AUX NEUTRES

L'Allemagne est résolue à supprimer par tous les moyens à sa disposition l'importation du matériel de guerre en Angleterre et chez ses alliés. Elle espère que les neutres ne s'y opposeront pas. Dans ce but, l'*Allemagne a proclamé une zone de guerre qu'elle cherchera à fermer autant que possible avec des mines, et a décidé de détruire les navires marchands hostiles par tout autre moyen en son pouvoir.* Le gouvernement reconnaît les effets fâcheux qui pourront découler de ces mesures, mais il espère que les neutres s'y soumettront comme ils l'ont fait pour les mesures prises par l'Angleterre. *Les navires neutres qui se hasarderont dans la zone de guerre en porteront eux-mêmes la responsabilité.* Celle-ci ne peut être acceptée par le gouvernement allemand.

Le gouvernement allemand est prêt à délibérer avec le gouvernement américain en ce qui concerne les mesures propres à sauvegarder la navigation légitime par les neutres, dans la zone de guerre. Mais deux circonstances rendent cela assez difficile : 1° l'abus que font les navires marchands anglais de drapeaux neutres ; 2° la contrebande et surtout la contrebande des armes, qui se fait sur les navires neutres. Quand à ce second point, le gou-

vernement allemand espère que le gouvernement américain en viendra à une conclusion conforme à l'esprit de la véritable neutralité. Quant à l'action des sous-marins allemands, le gouvernement allemand recommande pour éviter les conséquences d'une confusion — et naturellement cela ne s'applique pas aux mines — que les navires portant une cargaison paisible voyagent en convois afin qu'ils puissent être distingués. Le gouvernement allemand se croit justifié à espérer que, seuls, les navires portant ces cargaisons voyageront en convois.

L'Allemagne serait cependant très reconnaissante si le gouvernement américain recommandait à ses navires marchands d'éviter la zone de guerre. En tout cas, jusqu'à la solution de la question du pavillon, le gouvernement allemand voudrait bien croire que le gouvernement américain saura apprécier toute la gravité de la lutte dans laquelle l'Allemagne est engagée et où il y va de son existence même, et comprendre le but des mesures qu'adopte l'Allemagne, mesures qui n'auraient pas été adoptées sans des raisons de défense nationale. Si le gouvernement américain, au dernier moment, écartait les raisons qui rendent les mesures allemandes nécessaires et surtout trouvait le moyen de faire respecter la déclaration de Londres et rendait ainsi possible pour l'Allemagne l'importation des denrées nécessaires, alors le gouvernement allemand ne saurait trop estimer un pareil service rendu dans l'intérêt des méthodes de guerre humanitaires.

La seule annonce du blocus tel que le concevait l'Allemagne émut douloureusement les États-Unis, qui, au nom de l'humanité et des principes de neutralité, protestèrent et demandèrent des explications. Or, tandis qu'on attendait ces explications, on apprenait que le *Prinz Eitel* avait torpillé en mer dans

les derniers jours de février, le vapeur américain *William Frye*. Quelques jours plus tard, le 28 mars, le vapeur anglais *Falaba* était coulé par un sous-marin allemand, en même temps qu'un autre vapeur l'*Aguila*. L'auteur de ce double exploit, qui avait envoyé au fond des eaux 138 victimes innocentes, passagers, femmes, enfants et équipages, était le sous-marin U-28. Tandis que les paquebots torpillés donnaient de la bande, il avait exécuté autour d'eux une ronde endiablée, sorte de danse du scalp, ricanant des cris de détresse des naufragés et les empêchant de se sauver. A bord du vapeur *Falaba* se trouvait un citoyen américain M. Léon-C. Tracher, qui succomba dans la catastrophe. Un mois plus tard le navire américain *Cushing* était attaqué, en dépit de son pavillon, par un aéroplane allemand. Enfin le 1er mai, un autre navire américain le *Gulflight* était torpillé par un sous-marin allemand; deux citoyens des États-Unis y périssaient.

Tous ces incidents, tous ces torpillages, tous ces massacres de victimes innocentes et de sujets américains avaient fait, à chaque fois qu'ils s'étaient produits, l'objet de notes d'une certaine vivacité de la part du cabinet de Washington au gouvernement impérial. Mais Berlin, tout en accusant réception, s'était fait un jeu de varier les excuses, de chercher des prétextes, parfois de mettre simplement la question à l'étude, en protestant de sa légitime défense, de son erreur involontaire, de sa bonne foi, de sa bonne volonté.

Pour le *William Frye*, M. Dernburg et le comte Bernstorff avaient, le 14 mars, déclaré que la destruction du vapeur américain était le résultat d'une

erreur. Le capitaine du *Prinz Eitel* avait jugé que les règles de la déclaration de Londres restaient en vigueur ; comme Queenstown, port à destination duquel était la cargaison du *William Frye,* se trouvait être un port fortifié anglais, il s'était cru le droit de considérer cette cargaison comme contrebande de guerre. Le cabinet de Washington avait rejeté le point de vue allemand. Berlin avait répliqué que dans ce cas il offrait une indemnité dont le montant était à déterminer. Le différend était désormais soumis aux tribunaux maritimes et l'incident considéré comme clos.

Lorsqu'eut lieu le torpillage du *Falaba,* le Dr Dernburg se hâta d'exprimer dans la presse américaine « ses regrets personnels et ceux de son gouvernement pour la perte de citoyens innocents ». Mais l'envoyé spécial de Guillaume II affirma en même temps que l'acte était « parfaitement justiciable, tous « les passagers ayant reçu des avertissements suffi- « sants qu'en prenant passage sur le vapeur ils « s'exposaient à la mort. Il était particulièrement re- « grettable qu'un Américain fut au nombre des vic- « times ». Des doléances de l'Angleterre, le Dr Dernburg n'avait que faire : « Je ne puis comprendre, « disait-il, les plaintes d'une nation qui se propose « de tuer par centaines en les affamant, les 120 mil- « lions de sujets que comptent l'Allemagne et l'Au- « triche. Lorsqu'en matière de représailles l'Angle- « terre perd quelques centaines de citoyens, même « s'ils sont non-combattants et civils, l'Allemagne ne « fait que rendre coup pour coup. » Cette interprétation désinvolte du Dr Dernburg, émise au surplus avec un certain cynisme, ne lui avait pas précisément

gagné des sympathies ; toute la presse américaine protesta énergiquement. M. Dernburg eut beau offrir à la famille du citoyen américain, M. Léon Tracher, toute indemnité désirable, il s'attira la réplique unanime que tout en ce monde ne se réglait point par de l'or.

Le bombardement et le torpillage qui suivirent du *Cushing* et du *Gulflight* accrurent encore l'indignation américaine contre la barbarie et la piraterie allemandes. Lorsqu'éclata la catastrophe de la *Lusitania*, ce fut à New-York une véritable explosion de colère. L'indignation et la douleur entraînèrent la plupart de ceux qui avaient jusque-là conservé une attitude de loyale neutralité. Le sentiment d'hostilité contre l'Allemagne se généralisa dans les soirées du 8 et 9 mai. Des incidents tumultueux se produisirent aux Times square, Herald Square et autres endroits. De nombreux Allemands furent attaqués; la foule furieuse se livra sur eux à des voies de fait ; plusieurs germano-américains durent être transportés dans les hôpitaux ; la presse américaine réclama l'expulsion de M. Dernburg et le rappel de M. Bernstorff.

Cependant à Maison Blanche, M. Wilson restait enfermé dans son cabinet. Les fonctionnaires qui vivaient dans son intimité assuraient que, désireux d'éviter la guerre, il cherchait sur le terrain du droit international une argumentation définitive et incontestable qui lui permît d'accomplir un acte de portée générale à la fois en faveur de l'humanité et des États-Unis. Le résultat des réflexions présidentielles fut la note à l'Allemagne qui, dans les annales diplomatiques, est désormais connue sous le nom de *note du 13 mai 1915*. Elle était ainsi conçue :

La réponse américaine du 13 mai

Étant donné les actes récents des autorités allemandes en violation des droits des Américains sur mer, actes dont le dernier a été le torpillage et la destruction du paquebot anglais *Lusitania*, le 7 mai 1915, entraînant la mort de plus de cent citoyens américains, il apparaît parfaitement sage et désirable que le gouvernement des Etats-Unis et le gouvernement impérial allemand arrivent à un accord clair et complet quant à la grave situation qui a résulté de ces faits.

Le coulage du vapeur anglais *Falaba* par un sous-marin allemand, le 28 mars, qui causa la mort d'un citoyen américain, M. Léon-C. Thracher ; l'attaque du navire américain *Cushing*, le 28 avril, par un aéroplane allemand ; le torpillage du vaisseau américain *Gulflight*, le 1er mai, par un sous-marin allemand, qui eut pour résultat la mort de deux citoyens américains ; enfin le torpillage et la destruction du paquebot *Lusitania* constituent une série d'événements que le gouvernement des États-Unis a observés avec un souci, une inquiétude et un regret croissants.

Se rappelant l'attitude humaine et éclairée assumée jusqu'ici par le gouvernement impérial allemand en matière de droit international, et particulièrement en ce qui concerne la liberté des mers ; ayant appris à reconnaître que l'Allemagne a toujours, jusqu'ici, au point de vue des obligations internationales, employé son influence à défendre la cause de la justice et de l'humanité ; et étant convaincu que les instructions données par le gouvernement impérial allemand à ses officiers navals devaient être inspirées par les mêmes sentiments d'humanité que prescrivent les codes maritimes des autres nations, le gouvernement des États-Unis ne pouvait croire — et il

ne peut maintenant encore se décider à croire — que ces actes si absolument contraires aux règles, aux pratiques et à l'esprit des méthodes de la guerre moderne pouvaient avoir l'agrément ou la sanction de ce grand gouvernement. En conséquence, le gouvernement des États-Unis estime qu'il est de son devoir de s'adresser à ce sujet au gouvernement impérial allemand avec la plus entière franchise et dans l'espoir le plus sincère qu'il ne s'est pas trompé en attendant de la part du gouvernement impérial allemand une action qui corrigera les malheureuses impressions créées de ce fait et qui justifiera une fois de plus l'attitude dudit gouvernement allemand en ce qui concerne la liberté sacrée des mers.

LES ÉTATS-UNIS NE RECONNAISSENT PAS LA ZONE DE GUERRE

Le gouvernement des États-Unis a été informé que le gouvernement impérial allemand se considérait comme obligé, par les circonstances extraordinaires de la présente guerre et par les mesures adoptées par ses adversaires en vue de priver l'Allemagne de tout commerce, d'adopter des mesures de représailles qui dépassent de beaucoup les méthodes ordinaires de la guerre maritime, et de proclamer une zone de guerre hors de laquelle il avait averti les bâtiments neutres de se tenir. Le gouvernement des États-Unis a déjà eu l'occasion d'aviser le gouvernement impérial allemand qu'il ne peut admettre l'adoption de telles mesures ni un tel avertissement du danger d'opérer dans cette zone, non plus qu'une diminution quelconque à aucun degré des droits des commandants de navires américains ou des citoyens américains voyageant légalement comme passagers sur des navires de commerce de nationalité belligérante; et qu'il doit tenir le gouvernement impérial allemand pour strictement

responsable de toute infraction à ces droits, intentionnelle ou accidentelle.

Le gouvernement des États-Unis ne peut penser que le gouvernement impérial allemand mette ces droits en question. Il estime, au contraire, que le gouvernement impérial accepte, comme il est naturel, la règle que la vie des non-combattants, qu'ils soient de nationalité neutre ou qu'ils appartiennent à l'une des nations en guerre, ne peut légalement ni équitablement être mise en péril par la capture ou la destruction d'un navire marchand non armé, et que le gouvernement impérial reconnaît aussi, comme le font toutes les autres nations, l'obligation de prendre les précautions usuelles de visite et de recherche pour s'assurer si un navire marchand suspect est en fait de nationalité belligérante, ou porte effectivement de la contrebande de guerre sous un pavillon neutre.

LES SOUS-MARINS NE DOIVENT PAS AGIR CONTRE LES NAVIRES DE COMMERCE

Le gouvernement des États-Unis désire en conséquence attirer l'attention du gouvernement impérial allemand de la manière la plus sérieuse sur le fait que l'objection formulée contre la méthode d'attaque de l'Allemagne contre le commerce de ses ennemis est fondée sur l'impossibilité pratique d'employer des sous-marins à la destruction du commerce, sans violer les règles de justice, de raison et d'humanité, que l'opinion moderne du monde entier considère comme obligatoires.

Il est pratiquement impossible pour les officiers d'un sous-marin de visiter un navire de commerce en haute mer et d'examiner ses papiers et sa cargaison.

Il leur est pratiquement impossible de le saisir à titre de prise et s'ils ne peuvent pas mettre un équipage de

prise à bord d'un tel bateau, ils ne peuvent pas le couler sans laisser son équipage et toutes les personnes à bord exposés dans les canots aux dangers de la mer.

Ces faits, le gouvernement impérial allemand les reconnaît, assure-t-on, franchement.

Nous sommes informés que dans le cas particulier dont nous avons parlé on n'a même pas accordé le temps nécessaire pour donner cette sécurité trop mesurée à l'équipage et aux passagers, et dans deux autres des cas qui ont été cités aucun avertissement n'a été donné.

Manifestement, les sous-marins ne peuvent pas être employés contre les navires de commerce, comme les dernières semaines l'ont prouvé, sans la violation inévitable de beaucoup des principes sacrés de la justice et de l'humanité.

Les citoyens américains ne font qu'user de leurs droits incontestables, en montant sur des navires et en voyageant partout où les appellent leurs affaires légitimes, et ils exercent ces droits dans la confiance qui devrait être bien justifiée que leur vie n'est pas mise en danger par des actes commis en violation évidente des obligations internationales universellement reconnues et certainement avec la confiance que leur propre gouvernement les soutiendra dans les exercices de leurs droits.

LE CARACTÈRE ILLÉGAL DE L'AVERTISSEMENT ALLEMAND

Il a récemment été publié dans les journaux des États-Unis, je regrette d'en informer le gouvernement impérial allemand, un avertissement formel qui prétendait venir de l'ambassade impériale allemande à Washington, adressé au peuple des États-Unis et déclarant en résumé que tout citoyen des États-Unis qui exercerait le droit de voyager librement sur les mers ne le ferait qu'à

ses propres périls si son voyage l'amenait dans la zone des eaux sur lesquelles la marine impériale allemande use des sous-marins contre le commerce de la Grande-Bretagne et de la France et cela en dépit de la protestation sérieuse du gouvernement des États-Unis.

Je ne rappelle pas cela pour attirer cette fois l'attention du gouvernement impérial allemand sur l'irrégularité surprenante de communications adressées par l'ambassade impériale allemande à Washington, au peuple des États-Unis, par l'intermédiaire des journaux, mais seulement dans le but de démontrer que le fait d'avenir qu'un acte inhumain et illégal va être accompli ne saurait en aucune façon être accepté comme une excuse ou une atténuation de cet acte, ni comme une diminution de la responsabilité pour son exécution.

Le gouvernement, qui connaît depuis si longtemps le caractère du gouvernement impérial allemand et les principes élevés d'équité qui l'ont dirigé et guidé dans le passé, ne peut pas croire que les commandants des navires qui commettaient ces actes contraires à toutes lois aient pu le faire sinon sous l'effet d'une mauvaise interprétation des ordres qui leur avaient été donnés par les autorités navales allemandes.

Il considère comme certain pour le moins dans tous ces cas qu'on attendait des commandants mêmes des sous-marins qu'ils ne mettraient pas en danger l'existence des non-combattants ou la sécurité des navires neutres, même s'ils devaient manquer leur but de capture ou de destruction.

L'AMÉRIQUE ATTEND LE DÉSAVEU DES ACTES DES SOUS-MARINS

Le gouvernement des États-Unis attend avec confiance que le gouvernement impérial allemand désavoue les

actes dont les États-Unis ont à se plaindre, qu'il accorde les réparations autant que cela est possible pour des dommages qui sont sans mesure et qu'il prenne des mesures immédiates, pour éviter le retour de quoi que ce soit d'aussi évidemment contraire aux principes de la guerre auxquels le gouvernement impérial allemand est resté dans le passé si sagement fidèle.

Le gouvernement et le peuple des États-Unis comptent sur le gouvernement impérial allemand pour une action prompte, juste et éclairée en cette matière vitale, avec d'autant plus de confiance que les États-Unis et l'Allemagne sont liés ensemble non seulement par des liens spéciaux d'amitié, mais aussi par les stipulations explicites du traité de 1828 entre les États-Unis et le royaume de Prusse.

Des expressions de regret et des offres de réparation pécuniaire dans le cas de la destruction des navires neutres coulés par erreur, si elles peuvent satisfaire aux obligations internationales dans le cas où il n'y aurait pas eu mort d'homme, ne sauraient justifier ni excuser des pratiques dont l'effet naturel et nécessaire est de soumettre les nations neutres et la personne des neutres à des risques nouveaux et impossibles à mesurer.

Le gouvernement impérial allemand ne doit pas attendre du gouvernement des États-Unis l'omission d'un seul mot ni d'un seul acte qui serait nécessaire à l'accomplissement de son devoir sacré de soutenir les droits des États-Unis et de leurs citoyens, et d'en assurer libre exercice et jouissance.

WOODROW WILSON,
Président des États-Unis.

WILLIAM JENNINGS BRYAN,
Secrétaire d'État,

Le ton énergique de la réclamation du gouvernement des États-Unis à l'Allemagne contrastait singulièrement avec l'esprit et la lettre des réclamations précédentes. Non seulement elle les récapitulait toutes, en particulier celle du 13 février[1], dans laquelle les États-Unis, sous la double signature de MM. Wilson et Bryan, avaient déclaré ne pas souscrire aux conditions du blocus allemand annoncé pour le 18, mais elle rachetait sous la force des mots nouveaux et la netteté de l'argumentation, ce que ces notes pouvaient contenir de vague et de pacifique. L'opinion américaine, faisant confiance à l'esprit d'équité du Président Wilson, voyant qu'enfin le cabinet de Washington montrait les dents, se déclara satisfaite. Elle résolut d'attendre dans le calme la réponse allemande.

Celle-ci arriva à Washington dans les derniers jours de mai et fut officiellement remise le 30 par l'ambassadeur M. Bernstorff à M. Bryan. Elle était ainsi conçue :

Les explications allemandes du 28 mai

« Le gouvernement impérial allemand désire contribuer aussi pour sa part, ouvertement et amicalement, à éclaircir tous les malentendus éventuels. Le gouvernement de Berlin a déjà annoncé qu'il n'avait pas l'intention de laisser attaquer, dans la zone militaire, des navires neutres ne commettant pas d'actes d'hostilité, et il a donné à maintes reprises aux forces navales allemandes des instructions dans ce sens.

1. Réponse à la première note allemande du 4 février.

« C'est par suite de méprises que des vaisseaux neutres ont été endommagés. Ce furent là des cas isolés et des exceptions provoquées par l'abus du pavillon étranger de la part du gouvernement britannique et par des négligences ou une attitude louche des capitaines de ces navires. Dans tous les autres cas où des bâtiments neutres ont été endommagés, le gouvernement allemand a exprimé ses regrets et a consenti à payer une indemnité, quand les réclamations étaient fondées.

« C'est dans ce sens que le gouvernement réglera l'incident des vaisseaux américains *Cushing* et *Gulflight*. Une enquête sera faite et les résultats en seront communiqués. Eventuellement, l'enquête pourra être complétée par une commission internationale conformément au titre 3 de la convention de la Haye du 18 octobre 1907.

« Lors de la destruction du vapeur anglais *Falaba*, le commandant du sous-marin allemand voulait donner aux passagers et à l'équipage toutes les facilités de se sauver, mais malgré les sommations, le *Falaba* refusait de se mettre en panne. Il prit la fuite et demanda du secours. Alors, le commandant allemand signala qu'il donnait dix minutes à l'équipage et aux passagers pour quitter le navire. Il attendit en réalité vingt-trois minutes avant de lancer sa torpille et il s'y résolut seulement en voyant arriver des bateaux suspects.

« A propos de la *Lusitania*, le gouvernement allemand remarque que ce bâtiment, l'un des plus grands et des plus rapides, avait été aménagé lors de sa construction aux frais du gouvernement britannique en croiseur auxiliaire, et qu'il figurait expressément dans la *Navy List* de l'amirauté. Le gouvernement allemand sait, par les rapports dignes de foi de ses fonctionnaires et par les déclarations de passagers neutres, que depuis assez longtemps la plupart des principaux vaisseaux de commerce britanniques sont munis de canons, de munitions et

d'autres armes, et que des canonniers exercés sont incorporés dans leur équipage. Lors de son départ de New-York, la *Lusitania* avait elle aussi des canons à bord, dissimulés sous le pont.

« Le gouvernement allemand attire spécialement l'attention du gouvernement américain sur le fait qu'en février l'amirauté britannique a recommandé aux navires de commerce non seulement de se protéger au moyen de pavillons neutres et d'autres insignes, mais encore, étant ainsi maquillés, d'attaquer les sous-marins et de les éperonner. Le gouvernement britannique a promis et a payé de fortes sommes pour la destruction de sous-marins allemands par des vaisseaux de commerce.

« En conséquence, le gouvernement allemand ne peut plus considérer les vaisseaux marchands anglais qui se trouvent sur le théâtre de la guerre navale comme étant « territoire sans défense ». Les commandants des unités allemandes ne peuvent plus observer comme ils le faisaient auparavant les règles habituelles sur les prises navales.

« D'autre part, la *Lusitania* a transporté précédemment déjà et elle transportait encore dans son dernier voyage des troupes canadiennes et du matériel de guerre, notamment 5.400 caisses de munitions destinées à faire périr de braves soldats allemands. Le gouvernement allemand a donc agi en état de légitime défense en détruisant avec les moyens à sa disposition les munitions de l'ennemi pour protéger la vie des soldats allemands.

« La compagnie à laquelle appartenait la *Lusitania* devait connaître le danger que couraient les passagers de ce navire. Elle a cherché en toute connaissance de cause à se servir de la vie de citoyens américains comme protection pour ses transports de munitions. Elle a violé en outre les prescriptions parfaitement claires de la loi américaine interdisant et punissant l'embarquement de passagers à bord de navires transportant des explosifs.

La compagnie a donc causé criminellement la mort de nombreux passagers.

« Les déclarations expresses du commandant du sous-marin et toutes les autres informations reçues à cet égard confirment que si la *Lusitania* a coulé si rapidement, c'est certainement à cause de l'explosion des munitions provoquée par l'éclatement de la torpille. Autrement, suivant toutes les prévisions humaines les passagers auraient été sauvés.

« Le gouvernement allemand recommande à l'examen attentif du gouvernement américain les faits susindiqués. Il se réserve d'adopter une attitude définitive après la réception d'une réponse des États-Unis. Il rappelle enfin qu'il a accueilli favorablement la proposition américaine concernant l'établissement d'un *modus vivendi* sur la guerre navale anglo-allemande, prouvant ainsi sa bonne volonté tandis que l'attitude négative que l'Angleterre fit échouer ces propositions. »

Pour atténuer l'effet d'une réponse qu'elle savait mensongère, la diplomatie allemande avait en outre fait au gouvernement des États neutres la communication suivante :

Le gouvernement impérial regrette sincèrement la perte de vies humaines par le naufrage de la *Lusitania*, mais il doit décliner toute responsabilité.

L'Angleterre, par son plan d'affamer l'Allemagne, a forcé cette dernière à des représailles. L'Angleterre a répondu par un renforcement du blocus à l'offre de l'Allemagne de suspendre la guerre de sous-marins en cas de renonciation au plan de l'affamer.

Les navires de commerce anglais ne peuvent être considérés comme de simples navires marchands parce qu'ils sont régulièrement armés et en outre ont, à plusieurs re-

prises, attaqué par l'éperon nos propres navires, ce qui excluait toute possibilité de visite.

Répondant récemment à une question de lord Beresford, le secrétaire parlementaire britannique a déclaré que presque tous les navires marchands anglais étaient armés et pourvus de grenades à main. Au surplus la presse anglaise reconnaît ouvertement que la *Lusitania* était puissamment armée. Le gouvernement anglais sait en outre que la *Lusitania* transportait, au cours de ses derniers voyages, d'importantes quantités de matériel de guerre.

Les vapeurs *Mauretania* et *Lusitania*, paquebots rapides, et que l'on considérait comme spécialement protégés contre les attaques des sous-marins, étaient employés de préférence au transport du matériel de guerre. Il est prouvé que dans cette dernière traversée, la *Lusitania* avait à bord 5.400 caisses de munitions. Le surplus de la cargaison consistait en grande partie en contrebande de guerre.

Avant le départ de la *Lusitania*, à part la mise en garde générale allemande, l'ambassadeur comte Bernstorff avait donné un avertissement qui n'a pas été écouté par les neutres, et que la Compagnie Cunard a même accueilli, de même que la presse anglaise, par d'insolentes railleries. L'Angleterre, malgré les avertissements, a contesté qu'un danger quelconque existât, en prétendant que toutes les mesures de précaution étaient prises. Les passagers ont été induits en erreur sur les avertissements allemands et la destination du paquebot, qui d'après sa cargaison et son armement, était voué à une catastrophe.

La responsabilité des pertes en vies humaines, pertes que le gouvernement impérial regrette profondément, incombe exclusivement au gouvernement britannique.

Il fallait une singulière audace à l'Allemagne et à M. Dernburg pour défendre publiquement dans des conditions pareilles le torpillage criminel de la *Lusi-*

tania. Mais M. Dernburg escomptait sans doute par avance la coupable docilité de certains membres du cabinet de Washington.

Dans l'intervalle en effet le Président Wilson avait prononcé à Philadelphie, devant 4.000 citoyens américains, un discours singulier. Au milieu des acclamations M. Wilson avait déclaré que l'Amérique devait avoir conscience de son rôle. « *Il peut se pro-* « *duire*, avait-il ajouté, qu'*un homme soit trop fier* « *pour combattre. Il peut se produire qu'une chose* « *soit si juste que cet homme n'ait pas à convaincre* « *par la force les autres hommes qu'il est dans son* « *droit.* »

Que signifiaient ces paroles ? L'opinion publique pouvait s'y tromper et croire que le Président Wilson poursuivait délibérément sa « politique d'attente ». Mais M. Dernburg n'avait pas à se méprendre. Familiarisé avec les pensées intimes de M. Bryan, secrétaire d'État, il reconnaissait à travers le langage du Président, non seulement les idées, mais les formules même du ministre des Affaires étrangères. Il savait que par idéal M. Bryan épuiserait tous les moyens pacifiques ; que rien ne déterminerait jamais les États-Unis, tant que M. Bryan serait là, à rompre les relations et à déclarer la guerre à l'Allemagne. « Trop fier pour se battre. » L'explication de l'attitude passive, éternellement passive, était fournie. M. Dernburg continua donc son jeu, essayant de rejeter la responsabilité de toutes choses sur la Grande-Bretagne. Sans doute, l'envoyé spécial de Guillaume II entendait bien gronder autour de lui la colère populaire qui impatiente réclamait son expulsion. Mais M. Dernburg estimait que tout s'arrangerait.

Or, un nouvel attentat commis par un sous-marin allemand contre un navire américain survint.

Le 26 mai, le vapeur *Nebraskan* de 4.408 tonnes se rendait de Liverpool aux États-Unis. A 5 h. 30 du matin il passait au large de Fastnet au sud de l'Irlande. A 9 h. 5, un radio-télégramme parvenait à la station anglaise de Crookshaven : *Le Nebraskan*, disait le radio-télégramme, se trouve à 40 milles environ ouest sud-ouest de Fastnet ; « il demande assistance » ; il a été « torpillé par un sous-marin allemand. L'équipage se tient près du bâtiment dans un canot ; le temps est beau ».

L'information fut d'abord accueillie aux États-Unis avec quelque scepticisme. On crut à un accident causé par une mine flottante. Personne ne voulait penser, surtout dans les milieux officiels, qu'au moment où l'on discutait encore entre Berlin et Washington du cas de la *Lusitania*, les sous-marins allemands eussent renouvelé leur criminel exploit. MM. Dernburg et Bernstorff avaient engagé leur parole que l'Allemagne surveillerait désormais sa navigation sous-marine. Il n'était pas possible que le *Nebraskan*, navire américain, eut été volontairement torpillé par un sous-marin allemand.

C'était cependant la vérité.

La réponse officielle de l'Allemagne, à la note du 13 mai envoyée par Washington, survenant sur ces entrefaites, le désappointement d'une part, l'inquiétude de l'autre, la colère même dans les cercles officiels et dans le peuple américain n'eurent plus de bornes. Entre les États-Unis et Berlin la situation devenait très grave. Pour donner satisfaction à l'opinion, on fit tout d'abord savoir à M. Dernburg qu'il

ne pouvait plus rester en Amérique et qu'en conséquence il voulut bien s'apprêter à partir.

Quant à la situation générale, ni le Président Wilson, ni M. Bryan ne consentirent à se livrer à des commentaires. Après avoir lu et relu la note allemande, M. Wilson quitta Maison Blanche et alla faire une longue promenade en automobile, emportant avec lui la réponse de Berlin. Au retour de cette méditation prolongée, qui dura plus de trois heures, le Président se rendit à son cabinet où il rédigea de sa propre main un brouillon de réplique [1]. Des ordres cependant étaient donnés pour qu'une escadre de cuirassés américains restât indéfiniment dans les eaux de l'Atlantique, prêts à toute éventualité. Plusieurs ministres semblaient persuadés que la guerre allait suivre. De nombreux américains et parmi eux d'éminents financiers étaient d'avis que le moment était venu pour les États-Unis de se ranger immédiatement aux côtés des Alliés. Les conseils des ministres se succédaient sans interruption. Chacun s'attendait à une résolution unanime de M. Wilson et de ses collaborateurs, quand tout à coup, le 7 juin, M. Bryan annonça qu'il donnait sa démission.

Que s'était-il passé ? La nouvelle note des États-Unis à l'Allemagne (note qui dans les chancelleries devait porter historiquement la date du 9 juin) avait été dans sa préparation cause de l'incident. M. Bryan ne voulut point parler avant que cette note eut été rendue publique. Elle était ainsi conçue :

1. Ce fut sur machine à écrire, car M. Wilson est un dactylographe émérite.

La note américaine du 9 juin

« Le secrétaire d'État par intérim à l'ambassadeur des États-Unis à Berlin.

« Washington, 9 juin 1915.

« Ambassadeur des États-Unis à Berlin,

« Vous êtes prié de remettre textuellement la note suivante au ministre des Affaires étrangères :

« Me conformant à la requête de Votre Excellence, je n'ai pas manqué de transmettre à mon gouvernement, dès que je l'ai reçue, votre note du 28 mai, répondant à ma note du 13 mai, ainsi que votre note complémentaire du 1er juin, relative aux décisions prises par le gouvernement impérial au sujet des attaques dont les vapeurs américains *Cushing* et *Gulflight* ont été l'objet.

« J'ai, à présent, reçu de mon gouvernement des instructions m'enjoignant de vous communiquer, en réponse la note suivante :

« Le gouvernement des États-Unis, avec grande satisfaction, prend bonne note que le gouvernement impérial en discutant les cas du *Cushing* et du *Gulflight*, reconnaît, sans réserves, le principe de la liberté dont jouissent sur toutes les mers les navires neutres. Il note aussi la franche bonne volonté que met le gouvernement impérial allemand à reconnaître sa responsabilité, lorsque l'attaque par machines aériennes ou par navires de guerre, d'un navire neutre, qui ne s'est rendu coupable d'aucun acte hostile, a été établie d'une manière satisfaisante ; aussi le gouvernement des États-Unis présentera-t-il en temps utile au gouvernement impérial allemand, comme il le demande, tous les renseignements relatifs à l'attaque du vapeur *Cushing*.

« En ce qui concerne la destruction du vapeur *Falaba*, qui coûta la vie à un sujet américain, le gouvernement des États-Unis est surpris de voir le gouvernement impérial allemand prétendre que le fait, de la part d'un navire de commerce, de s'efforcer d'éviter la capture, et d'appeler à son aide change les obligations de l'officier qui cherche à effectuer la capture, vis-à-vis des vies humaines qui sont à bord de ce navire de commerce, quoique ce dernier ait cessé toute tentative d'échapper avant d'être torpillé.

« Ces circonstances ne comportent rien de nouveau, Elles étaient présentes à l'esprit des hommes d'Etat et des juristes internationaux qui ont suivi le développement de la guerre navale et, à la connaissance du gouvernement des États-Unis, elles n'ont jamais altéré les principes d'humanité sur lesquels il a insisté. Seuls la résistance réelle ou la continuation des efforts faits pour échapper par la fuite, après avoir reçu l'ordre de s'arrêter pour être visité, ont jusqu'à ce jour été reconnus comme donnant le droit de sacrifier la vie des hommes d'équipage et des passagers.

« Cependant, le gouvernement des États-Unis ne croit pas que le gouvernement impérial allemand cherche à dégager sa responsabilité dans ce cas, mais désire seulement déterminer les circonstances qui ont poussé le commandant du sous-marin à prendre hâtivement la décision d'agir comme il l'a fait.

« La note de Votre Excellence, en discutant la perte de vies américaines occasionnées par la destruction de la *Lusitania*, s'étend longuement sur certains renseignements reçus par le gouvernement impérial allemand sur le caractère de ce navire et ce qu'il avait à bord. Votre Excellence exprime la crainte que l'attention du gouvernement des États-Unis n'ait pas été attirée sur ce qu'ils disent.

« Il y est prétendu que la *Lusitania* avait, sans

aucun doute, à bord, des canons masqués, des canonniers brevetés et des munitions appropriées; que ce paquebot transportait des troupes canadiennes, avait une cargaison dont la nature est interdite par les lois des États-Unis aux navires qui transportent des passagers et servait, en fait, de croiseur auxiliaire dans la marine britannique. Heureusement, le gouvernement des États-Unis est en état de fournir au gouvernement impérial allemand des renseignements officiels à ce sujet.

« Ces faits, signalés dans la note de Votre Excellence, s'ils étaient vrais, le gouvernement des États-Unis, en accomplissant son devoir de puissance neutre et en faisant respecter ses lois nationales, ne pouvait manquer d'en avoir connaissance. Il était de son devoir de s'assurer que la *Lusitania* n'était pas armée dans un but offensif; qu'elle ne servait pas de transport; que sa cargaison ne contenait aucune matière interdite par les lois des Etats-Unis et que, si ce paquebot faisait de fait partie de la marine de guerre britannique, il se vit refuser ses papiers de congé; et le gouvernement des États-Unis se conforma à son devoir et fit respecter ses lois avec une vigilance scrupuleuse par l'intermédiaire de ses fonctionnaires officiels régulièrement nommés. Il est donc en état d'affirmer au gouvernement impérial allemand qu'il a été mal renseigné.

« Si le gouvernement impérial allemand croit avoir en sa possession une preuve convaincante que les fonctionnaires du gouvernement des États-Unis n'ont pas fait tout leur devoir, le gouvernement des États-Unis espère sincèrement que cette preuve lui sera soumise pour qu'il la prenne en considération.

« Quelles que puissent être les prétentions du gouvernement impérial allemand en ce qui concerne le transport de contrebande de guerre à bord de la *Lusitania* ou l'explosion de ces matières par le fait de la torpille, le gouvernement des États-Unis ne peut dire qu'une

chose : c'est qu'elles n'ont rien de commun avec la question de légalité des moyens employés par les autorités de la marine allemande en coulant ce navire.

« Mais la destruction d'un paquebot touche à des principes d'humanité qui rejettent dans l'ombre toute circonstance de détail qu'on pourrait croire capable de changer l'aspect de l'affaire. Ces principes, le gouvernement impérial allemand ne peut manquer de le reconnaître rapidement, tirent cette affaire de la catégorie des sujets ordinairement soumis à la discussion diplomatique ou à celle des différends internationaux.

« Quels que soient les autres faits, en ce qui concerne la *Lusitania*, le fait principal est qu'un grand vapeur, avant tout et surtout paquebot transportant plus d'un millier d'êtres humains, qui n'avaient rien de commun avec le conflit, a été torpillé et coulé, sans même avoir reçu un appel ou un avertissement, et que femmes, hommes et enfants furent mis à mort dans des circonstances qui n'ont pas d'équivalent dans la guerre moderne.

« Le fait que plus de cent sujets américains étaient parmi ceux qui ont péri a dicté au gouvernement des États-Unis le devoir de prendre la parole et, une fois de plus, solennellement, d'attirer l'attention du gouvernement impérial allemand sur la grave responsabilité que, d'après le gouvernement des États-Unis, il a encouru dans cette tragédie et sur le principe indiscutable sur lequel cette responsabilité est basée. Le gouvernement des États-Unis se fait le champion d'une idée autrement grande que les simples droits de propriété ou les privilèges du commerce. Il ne prend rien moins que la défense des droits sacrés de l'humanité, que tous les gouvernements s'honorent de respecter et auxquels aucun d'eux n'a le droit de renoncer lorsqu'il s'agit de ceux qui sont confiés à sa garde et soumis à son autorité.

« Seuls la résistance à la capture ou le refus de s'arrêter, après avoir reçu l'ordre de le faire, auraient pu

fournir au commandant du sous-marin une justification pour mettre en danger la vie de ceux qui étaient à bord du navire.

« Le gouvernement des États-Unis est convaincu que l'autorité impériale allemande, dans les instructions qu'elle a données aux commandants de navires, le 3 août 1914, a reconnu ce principe comme le font les codes de toutes les autres nations, et tous les voyageurs et les marins avaient le droit de s'y fier. C'est sur ce principe d'humanité, ainsi que sur la loi qui en découle, que les États-Unis doivent s'appuyer.

Le gouvernement des États-Unis est heureux de voir que la note de Votre Excellence se termine en disant que le gouvernement impérial allemand est prêt, à présent comme précédemment, à accepter les bons offices des États-Unis dans le but d'arriver avec le gouvernement britannique à une entente qui permettra de changer le caractère et les conditions de la guerre navale. Le gouvernement des États-Unis considèrerait comme un privilège de servir ainsi ses amis et le monde. Il est prêt à tout moment à transmettre à l'un des deux gouvernements toute proposition ou suggestion que l'autre peut être disposé à faire et invite cordialement le gouvernement impérial à faire usage de ses services dans ce sens chaque fois qu'il le désirera. Le monde entier profitera de tout ce qui pourra amener même une entente partielle qui adoucirait les horreurs de l'horrible conflit actuel.

« Dans l'intervalle, quels que soient les accords qui puissent être conclus entre les belligérants ou quelles que puissent avoir été, d'après l'opinion du gouvernement impérial allemand, la provocation ou la justification circonstantielle des actes commis par les commandants de ses navires, le gouvernement des États-Unis espère avec confiance que la justice et l'humanité du gouvernement allemand s'affirmeront dans tous les cas où les Amé-

ricains ou leurs droits de neutre auront été lésés.

« Par conséquent, le gouvernement des États-Unis renouvelle très sérieusement les représentations contenues dans la note transmise au gouvernement impérial allemand le 13 mai et se base, pour ses représentations, sur les principes d'humanité, les règles universellement reconnues du droit international et l'ancienne amitié de la nation allemande.

« Le gouvernement des États-Unis ne peut pas admettre que la proclamation d'une zone de guerre, que les navires neutres sont avertis d'éviter, puisse, en aucun cas, restreindre les droits soit des capitaines des navires américains, soit des citoyens américains voyageant légalement sur des navires de commerce appartenant à une nation belligérante. Le gouvernement des États-Unis n'admet pas que le gouvernement impérial allemand puisse discuter des droits. Il exige également que l'Allemagne accepte comme principe bien établi que les vies des non-combattants ne peuvent être légalement ou légitimement mises en danger par la capture ou la destruction d'un inoffensif navire marchand et reconnaisse l'obligation de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer si le navire marchand suspect appartient réellement à une nation belligérante ou s'il transporte réellement de la contrebande de guerre sous un pavillon neutre.

« Le gouvernement des États-Unis estime qu'il est raisonnable d'espérer que le gouvernement impérial allemand prendra les mesures nécessaires pour mettre ces principes en pratique, en ce qui concerne la sauvegarde des citoyens américains et des navires américains et exige des garanties à ce sujet.

« ROBERT LANSING.
« Secrétaire d'État par intérim. »

Dès qu'aux États-Unis, cette note fut rendue publique. M. Bryan adressa un appel au peuple améri-

cain, lui demandant de l'entendre, avant de porter un jugement quelconque sur une démission qu'il avait donnée au moment où des complications internationales pouvaient surgir.

« Vous avez maintenant sous les yeux, dit M. Bryan, le texte de la note envoyée à l'Allemagne, note qu'il aurait été de mon devoir officiel de signer si j'étais resté secrétaire d'État. Je vous demande de juger la décision que j'ai prise de démissionner plutôt que de partager la responsabilité de cette note. Je suis sûr que vous admettez que les motifs qui m'ont poussé à démissionner sont honorables, mais ce n'est pas suffisant. De bonnes intentions ne pourraient pas racheter une erreur commise à un tel moment, sur un tel sujet et dans de telles circonstances. Si votre verdict m'est défavorable je ne demande pas grâce. Je ne désire pas qu'on me fasse grâce si je suis dans mon tort. Un homme dans la vie publique doit agir suivant sa conscience, mais quelle que soit la conscience avec laquelle il agisse il doit être préparé à accepter sans se plaindre toute condamnation que ses propres erreurs peuvent mériter, il doit être prêt à supporter toutes les punitions qu'il mérite depuis l'ostracisme jusqu'à l'exécution. »

Dans les explications qui suivaient cette déclaration de principe, M. Bryan prétendait que les difficultés existant entre l'Allemagne et les États-Unis devaient être examinés par une commission internationale et que les Américains n'avaient pas à prendre place sur des navires appartenant à des puissances belligérantes ou transportant des munitions dans la zone de guerre.

« Deux des points, ajoutait-il, sur lesquels nous différons avec M. le Président Wilson, sont :

« 1° La suggestion d'une enquête par une commission internationale ;

« 2° D'un avertissement aux Américains de ne pas voyager sur des navires appartenant aux puissances belligérantes ou transportant des munitions.

« Je crois que les États-Unis devraient dire franchement à l'Allemagne que nous voulons appliquer dans ce cas le principe que nous devons appliquer dans les différends entre les États-Unis et les trente nations avec lesquelles nous avons passé des traités, stipulant que tous les différends quels que soient leur caractère et leur nature seront réglés par une commission d'enquête internationale.

« Ces traités, conclus sous ce gouvernement, rendent la guerre presque impossible entre ce pays et les trente puissances représentant à elles seules presque les trois quarts du monde entier.

« Aucun traité n'a été encore conclu avec l'Allemagne, mais je ne vois pas que cela soit un obstacle puisque les deux nations en ont approuvé le principe. Je ne sais pas si l'Allemagne accepterait cette offre, mais à mon avis, notre pays devrait la lui faire.

« Le second point, sur lequel nous sommes en désaccord, est la décision à adopter au sujet des Américains voyageant sur les navires des puissances belligérantes ou transportant des munitions.

« Pourquoi serait-il permis à un citoyen américain d'engager son pays dans la guerre en voyageant sur un navire de ce genre, quand il sait que le navire traversera une zone dangereuse ?

« La question n'est pas de savoir si un citoyen américain a le droit, d'après la loi internationale de voyager sur le navire d'une puissance belligérante ; la question est de savoir s'il ne devrait pas, par considération pour son pays, sinon pour sa propre sécurité, éviter le danger quand cela est encore possible.

« C'est interpréter de façon bizarre ses devoirs de citoyen que de forcer son gourvernement à la guerre pour défendre ses droits tout en refusant de prendre en considération les obligations que l'intérêt de son pays lui impose.

« Je ne sais pas exactement jusqu'à quel point le Président peut légalement empêcher les Américains de voyager sur les navires des puissances belligérantes, mais je crois que le gouvernement devrait aller aussi loin que possible et que, dans ce cas, il devrait bénéficier du doute.

« Je pense aussi qu'il devrait être interdit aux navires américains affectés au service des passagers, de transporter des munitions de guerre.

« La vie des passagers ne devrait pas être mise en danger par le transport des munitions, soit que le danger provienne des explosions possibles ou des attaques des sous-marins. Les passagers et les munitions ne doivent pas voyager ensemble. La tentative d'empêcher les citoyens américains de courir de tels risques est absolument compatible avec les efforts faits par notre gouvernement pour empêcher les attaques des sous-marins. »

M. Bryan précisait en terminant que tandis qu'il citait seulement deux points sur lesquels ses idées différaient de celles de Wilson, il en réservait d'autres dont il parlerait plus tard.

En réponse aux affirmations de M. Bryan, M. Tumulty, secrétaire particulier de M. Wilson, annonça que l'argumentation de M. Bryan ne serait pas commentée à Maison Blanche. Dans la soirée, le bruit courut que M. Daniels, ministre de la Marine, suivait M. Bryan dans sa démission ; mais on le démentait bientôt de tous les côtés.

Neuf membres du cabinet avaient soutenu les idées

du Président telles qu'elles étaient exprimées dans sa note à l'Allemagne. Quelques-uns même avaient conseillé l'emploi d'expressions plus energiques. Après discussion l'envoi de la note avait été décidé à l'unanimité.

Par le canal du pacifisme, par la permanente suggestion d'enquêtes internationales qui ne résolvaient aucun problème et laissaient en définitive le champ libre à l'action allemande, l'argumentation du cabinet de Berlin avait fini par prévaloir dans l'esprit de M. Bryan. Celui qui à Chicago, en 1896, devant la Convention nationale démocratique avait, dans la discussion sur le bi-métallisme, revendiqué la frappe de l'argent à titre égal et avec autant de liberté que la frappe de l'or ; celui qui, à cette occasion, avait prononcé contre l'étalon d'or ces belles paroles : « Vous ne mettrez pas sur le front du travail une cou-« ronne d'épines. Vous ne crucifierez pas l'humanité « sur une croix d'or », celui-là encourrait le reproche public et faisait naître le soupçon d'avoir méconnu les droits de la même humanité pour obéir au pouvoir symbolique de la croix de fer.

CHAPITRE QUATORZIÈME

Le départ de M. Dernburg

Le 12 juin à bord du paquebot *Bergensfjord*. — L'heureuse surprise en mer ; la générosité britannique. — Le repentir de M. Dernburg. — Coup d'œil d'ensemble sur son œuvre. — Une partie de ses arguments plaisait aux Américains. — Des sentiments dont on ne triomphe pas.

Que devenait cependant M. Dernburg ? Après avoir gémi sur la catastrophe de la *Lusitania* comme il l'avait fait précédemment au sujet du *Falaba*, l'envoyé spécial de Guillaume II s'était enfin aperçu que, plus il parlait ou écrivait pour se justifier, plus il indisposait contre lui l'opinion publique. De tous les rangs de la société américaine on réclamait sa tête. Sa situation particulière, dépourvue de tout caractère officiel, l'extraordinaire accumulation de pouvoirs que, malgré la présence de l'ambassadeur allemand, le comte Bernstorff, il avait pendant neuf mois centralisé entre ses mains, son incontestable activité, ses tentatives de séduction au Parlement américain et ailleurs, tout auparavant l'avait mis en vue ; tout aujourd'hui le désignait comme victime. En présence de l'orage amoncelé, M. Dernburg se réfugia dans le silence. Il ne fit pas mine de comprendre les allusions, pourtant peu discrètes, les offenses même, que les

Américains ne lui ménagèrent pas. Bien que regardé d'un fort mauvais œil au Ritz Carlton par tout le monde, il y resta jusqu'à la dernière minute, dans une indifférence affectée.

Le 12 juin, accompagné de Mme Dernburg et de deux secrétaires, il s'embarqua sur le paquebot *Bergensfjord*, de la ligne norwégienne. Au moment du départ, aux journalistes qui l'interrogeaient, il déclara simplement qu'au cours de sa mission en Amérique il avait toujours agi dans l'intérêt de la paix et de l'amitié qui existait entre sa patrie et les États-Unis : « Le « vœu le plus sincère de mon cœur, leur dit-il, est « qu'une longue et profonde amitié continue d'exister « entre Washington et l'Allemagne. J'espère que la « crise actuelle ne se terminera pas par une rupture « des relations entre deux nations dont les intérêts « sont communs dans bien des cas, qui n'ont en réa- « lité qu'une seule ennemie, l'Angleterre, et qui tous « réclament la liberté des mers, que l'Angleterre « persiste à leur refuser. »

Cette flèche du Parthe lancée, M. Dernburg monta à bord du *Bergensfjord*. Il salua de la main cette terre d'Amérique où, malgré tous ses efforts, la fortune ne lui avait pas souri. A bord, il évita d'entrer en conversation avec quiconque. Toutes les heures de la traversée, il les consacra à travailler, à classer des documents.

En pleine mer cependant, une mésaventure nouvelle l'attendait. Dans la nuit du mercredi 23 juin au jeudi 24, le *Bergensfjord* était accosté par un croiseur anglais, au moment où il tentait, silencieusement, de doubler au loin la pointe nord de l'Ecosse, et de gagner par là les mers scandinaves. Quelques

heures après, le *Bergensfjord* était conduit à Kirkwall, port de l'île principale des Orcades. Les contrôleurs maritimes anglais prirent à peine le temps de s'assurer si le bateau norvégien portait de la contrebande de guerre. Mais ils tinrent à honneur de saluer dans leurs cabines Mme et M. Dernburg et de s'excuser auprès d'eux du léger retard que l'application des règlements et la sévérité du contrôle faisaient subir à leur voyage. C'était de l'humour britannique. Il avait fallu à l'officier de marine anglais, qui avait procédé à l'arrestation du *Bergensfjord*, une rare habileté. Le paquebot norvégien, grand navire de 11.000 tonnes et de construction récente (il avait été lancé en 1913 à Birkenhead en Angleterre), avait en effet tenté d'échapper sur la mer aux vaisseaux anglais. Il avait retardé sa vitesse, mettant treize jours à effectuer un trajet qu'il parcourait d'ordinaire en huit, calculant d'autre part sa marche pour arriver au large des côtes écossaises durant la nuit. Mais, pour prouver que le contrôle qu'elle exerçait sur l'Océan n'était point un vain mot, l'amirauté britannique avait donné des ordres ; le *Bergensfjord*, en juin 1915, pas plus que le *Dacia* en février précédent, ne devait échapper.

Mme et M. Dernburg cependant furent laissés libres, par pure générosité. Ils débarquèrent à Stettin, le port allemand de Poméranie le plus proche de Berlin, le 1er Juillet. Quelques jours après, M. Dernburg ayant à prendre la parole dans une réunion d'industriels et de commerçants, s'exprimait ainsi : « L'Allemagne a aujourd'hui peu d'amis dans le « monde. Nous n'avons rien compris à la mentalité « des Américains. La population de l'Amérique du

« Sud est divisée à notre égard et la neutralité effec-
« tive de l'Amérique du Nord est douteuse. Ce n'est
« pas seulement parmi eux que nous avons peu
« d'amis ; c'est aussi parmi les autres neutres. C'est
« une erreur de dire que la raison de cette antipathie
« est dans l'envie, car il nous arrive trop souvent de
« blesser les sentiments des autres pays par notre
« attitude. »

On ne pouvait pas tirer de la mission de M. Dernburg aux États-Unis plus juste conclusion. En la rendant publique lui-même, l'envoyé spécial de Guillaume II donnait à la fois la mesure de son repentir sincère et de son intelligence véritable. Car d'intelligence M. Dernburg ne manquait pas. Il en avait fourni plus d'une preuve pendant son séjour à New-York. Le premier, il avait clairement et fortement présenté aux Américains les arguments qui étaient les seuls susceptibles de les intéresser dans le conflit actuel. Il avait dressé devant eux le spectre de l'Angleterre, maîtresse des mers, suzeraine du Canada et alliée du Japon, non point seulement comme une crainte terrible pour l'avenir, mais comme une gêne sérieuse, la seule gêne présente et permanente à l'industrie et au commerce américains. Sur ce terrain, M. Dernburg avait exploité la thèse des neutres, qui, quelle que soit la qualité des belligérants, ont droit à la mer libre, aux échanges libres, à la vie nationale libre.

Cette vie nationale cependant, l'ancien ministre des colonies allemand devait la troubler par sa propagande beaucoup plus que l'Angleterre par ses flottes. C'est là que commença l'erreur.

Fort des victoires remportées en Europe dans la fin du siècle dernier par sa patrie, confiant dans l'augmentation croissante de sa population et dans son organisation militaire perfectionnée, sûr par conséquent d'un coefficient ethnique de premier ordre, M. Dernburg avait essayé aux États-Unis — comme il l'avait fait en Angleterre, comme d'accord avec l'empereur Guillaume II il avait depuis 1906 ordonné qu'on l'expérimentât ou qu'on le continuât partout ailleurs, — de capter au profit de l'Allemagne toutes les sources, toutes les forces internationales. La banque, la religion, le socialisme, la science, l'industrie, le commerce, l'art, jusqu'au théâtre et au cinématographe qui sont les moyens les plus modernes de diffusion cosmopolite, il avait tenté de les canaliser pour la seule gloire de son pays, la gloire de la plus grande Allemagne. Aux États-Unis plus qu'ailleurs, la méthode d'infiltration et de colonisation germaniques semblait avoir donné des résultats. Les États-Unis n'étaient au demeurant qu'un mélange de races ; ils n'avaient point, à cause de ce mélange disparate, d'unité nationale proprement dite. Avec les 15 ou 18 millions de germano-américains dont il disposait, appuyé sur les ressources extraordinaires que lui fournissait, en espèces ou en nature, une organisation dont on a vu la richesse, l'information et la vigilance, confiant dans l'application et dans la ténacité germaniques, M. Dernburg crut, comme l'empereur Guillaume le croyait, que les États-Unis n'étaient en somme qu'une vaste colonie allemande, que tout au moins le contingent germano-américain y était un État dans l'État. Dès lors, l'exploitation devait être facile du système qui, avant

la guerre, gravitait en Italie autour de la Banque Commerciale, en Suisse et en Luxembourg autour des chemins de fer, en Angleterre autour des milieux de marine marchande, en France et en Russie autour d'un espionnage industriel et commercial ramifié à l'envie, dans les Balkans et en Chine autour d'instructeurs militaires et de délégués financiers, dont la véritable mission était merveilleusement voilée.

Le plan était bien conçu. Mais il eut fallu que M. Dernburg aux États-Unis, comme M. de Bulow en Italie, n'eut pas à plaider pour défendre une chose, internationalement aussi monstrueuse que la violation d'un traité, humainement aussi criminelle que les incendies de Louvain, de Malines, de Reims, que les torpillages du *Falaba,* de la *Lusitania,* etc. Or, on ne convainct pas par le mensonge, pas plus qu'on ne gouverne par la brutalité et par la méchanceté. Tôt ou tard la vérité se dresse, inondant de clarté les consciences les plus rebelles, les cœurs les plus fermés.

Les côtés faibles de sa propagande, M. Dernburg ne fut certes pas le dernier à les voir. Il tenta de les renforcer du mieux qu'il put. Ce fut quelquefois avec maladresse, comme lorsque pour atténuer la violation de la Belgique par l'Allemagne, il exhuma des archives de 1906 les conventions militaires anglo-franco-belges qui précisément n'avaient été réglées qu'en cas d'offensive de la part de l'Allemagne, jamais pour attaquer celle-ci. Il n'essaya pas de justifier les viols et les massacres ; sur ce point, au contraire, il fit au nom de sa patrie, amende honorable et publique.

Mais quand la torpille de la *Lusitania* eut éclaté entre ses mains, brisant d'un coup tout l'effet de

sa propagande, M. Dernburg, déjà vaincu, essaya courageusement de détourner l'orage. Ses efforts portèrent à la fois sur Berlin et sur Washington. Tandis que de la rue montaient les cris de fureur américaine qui demandaient sa tête, M. Dernburg obtenait de Berlin que l'Allemagne n'envoyât pas aux États-Unis, au sujet de la *Lusitania*, une réponse trop prompte ; il obtenait que cette réponse contînt des termes et des propositions, grâce à quoi elle serait conciliatrice, surtout temporisatrice. A Washington, on lui accordait au même moment qu'un envoyé spécial partirait d'Amérique, irait à Berlin soumettre les protestations du cabinet Wilson et rapporterait les explications définitives de l'Allemagne.

Dans l'atmosphère mauvaise où il se débattait, en cette dernière quinzaine de mai 1915, c'était un joli succès. M. Dernburg voulut en avoir un second.

Dans les rangs des parlementaires germano-américains, par lesquels il avait obtenu, le 26 décembre 1914, l'envoi à l'Angleterre de la première note de protestation sur le commerce des neutres, de ces parlementaires qui dans les journées de février 1915 avaient failli vaincre au Congrès, à propos du bill d'achat des navires allemands, M. Dernburg imposa la tactique d'imiter les éléments américains purs qui, depuis la crise de la *Lusitania*, s'étaient unanimement rangés derrière le Président. Les parlementaires obéirent ; eux aussi « se serrèrent » derrière M. Wilson, jusqu'à l'en étouffer. M. Dernburg alors adjura à M. Wilson d'envoyer à Londres, parallèlement à la note de protestation transmise à Berlin, quelques jours auparavant, à propos de la

Lusitania, une note de protestation contre les entraves apportées par l'Angleterre au commerce des neutres. Le thème soumis à M. Wilson fut le suivant : « L'Angleterre n'aurait pas perdu la *Lusitania*, par suite « elle n'aurait pas causé la mort de citoyens américains et de citoyens neutres, si la liberté complète « de la mer était laissée par elle au commerce des « nations non belligérantes. » Si M. Wilson avait adopté cette thèse, par le seul effet des deux notes adressées parallèlement à Berlin et à Londres, M. Dernburg établissait un compromis, embrouillait ingénieusement aux yeux des Américains le bon droit de l'un et les torts de l'autre. Dans la confusion de toutes choses, les chances de M. Dernburg augmentaient d'éviter jusqu'à la possibilité d'une rupture ; par suite les intérêts allemands reprenaient en Amérique leur atmosphère normale et les germano-américains, désormais en sécurité, retrouvaient toute leur activité.

Malheureusement pour M. Dernburg, le Président Wilson, malgré les instances de M. Bryan, se refusa nettement à envoyer la note à Londres. Seule la note à Berlin partit. M. Dernburg avait brûlé ses dernières cartouches. Au lendemain d'un succès inespéré en somme après un crime aussi monstrueux que le torpillage de la *Lusitania*, il avait insisté, jusqu'à froisser, non seulement l'amour-propre particulier, mais le sentiment national du Président Wilson.

Montesquieu, dans ses *Considérations sur la grandeur et la décadence des Romains*, a écrit : « C'est « une erreur de croire qu'il y ait dans le monde une « autorité humaine qui puisse à tous les égards de-

« meurer despotique. Il n'y en a jamais eu. Il n'y en « aura jamais. Le pouvoir le plus immense est tou- « jours borné par quelque coin. Il y a dans chaque « nation un esprit particulier, sur lequel l'autorité « d'un peuple voisin parfois se fonde. Mais quand « cette autorité choque l'esprit national, c'en est fini « de la puissance. »

Choquer l'esprit national, voilà quelle avait été la grande faute de M. Dernburg aux États-Unis. Il l'avait choqué à la fois dans la personne du Président Wilson et dans la masse générale du peuple. De M. Wilson, dont il connaissait les idées, dont il savait que la politique se résumait dans la formule suivante : « *Arbitre quand on le voudra, neutre au-* « *tant qu'il le faudra, mais, en attendant, fournisseur* « *autant qu'on le pourra.* » M. Dernburg avait essayé de flatter l'esprit et de séduire le cœur. Habilement, il avait souscrit à sa triple formule, lui parlant d'abord de paix, de neutralité ensuite, des intérêts américains enfin. Mais M. Dernburg avait parlé avec l'orgueil de l'Allemand, qui croit à la naturelle hégémonie de sa race. Il avait parlé avec l'aveuglement du Germain qu'on laissait auparavant travailler en silence dans l'atmosphère de paix, où s'effritent lentement l'énergie et la clairvoyance des nations. Or, dans l'atmosphère de guerre qui secoue brutalement l'apathie des peuples et réveille les nationalités, la moindre manifestation d'orgueil de la part de l'Allemagne devait choquer l'indépendance d'esprit et l'amour de la liberté de la République américaine. Aveuglé par trente ans de grandeur, de pénétration et de colonisation lentes, M. Dernburg avait oublié que, du sein des éléments européens épars en terre américaine, était

née une race qui possédait ses vertus, son caractère, ses tendances propres, qui malgré certaines similitudes avec la race allemande, était loin de lui être identique, une race enfin qui voulait être elle-même et n'acceptait pas de mourir. En grand corrupteur, M. Dernburg avait cru que tout se monnayait en ce monde ; qu'en prodiguant l'argent ou qu'en l'offrant à gagner, on avait raison de tout et tous. Il avait méprisé ses impondérables dont parle Pascal, qui se retrouvent dans l'esprit des nations comme dans celui des individus : impondérables qui ne permettent pas à un être ou à un pays quelconque d'aller impunément au delà de certaines limites dans la morale des nations.

« La base sur laquelle repose la tranquillité des « peuples, a dit encore Montesquieu, est fondée sur « la raison et la nature, qui veulent que des choses « réellement séparées, comme l'esprit particulier de « chaque peuple, ne puissent être jamais ni confon- « dues, ni *absorbées*... L'autorité qui s'établit par des « lois internationales peut subsister longtemps. Elle « s'élève peu à peu sans que personne s'en aper- « çoive, car elle ne fait aucun acte particulier qui « fasse du bruit et qui signale sa puissance. Mais « lorsque la chose est venue au point qu'on ne peut « plus s'empêcher de la voir, les autres nations pri- « vent la nation dominante d'un avantage que celle- « ci n'a acquis pour ainsi dire que par surprise. »
En application de cette théorie si juste, M. Dernburg qui, de Berlin pendant quinze ans avait si fortement contribué à l'expansion commerciale allemande, devait, en quittant les États-Unis, voir précisément

la nation dominante, qu'était l'Allemagne avant la guerre, privée de tous les avantages qu'elle n'avait acquis que par surprise. Les paquebots monstres, les grands navires de commerce qui sillonnaient les mers étaient captifs dans les ports ennemis, mouraient d'inaction dans les rades neutres ou dormaient au fond des eaux. La fameuse compagnie de navigation, la Hambourg Amerika, dont l'empereur Guillaume II et M. Dernburg étaient gros actionnaires, déposait son bilan, faisait sa déclaration de banqueroute; au capital de 225 millions, elle avait donné jadis jusqu'à 9 % de dividende en 1911, et 10 % en 1913. De toute cette richesse, de toute cette belle réputation rien ne restait ; depuis le commencement de la guerre, les pertes de la compagnie avaient atteint près d'un million par jour. Les exemples de ce genre abondaient. Tandis qu'expirait le commerce allemand, Américains, Anglais, Français et Japonais s'organisaient de toutes parts pour prendre sa place. M. Dernburg avait lu de ses propres yeux dans plus d'un office national et plus d'une Chambre de commerce aux États-Unis, que les industriels et négociants américains se rapprochaient de Paris et de Londres pour de futurs accords. La Chambre de commerce de New-York notamment avait envoyé par milliers des circulaires où il était dit : « Les Allemands se sont emparés « presque complètement du commerce des jouets, « des teintures pour étoffe, des produits pharmaceu- « tiques, des produits photographiques, etc. Nous « demandons aux commerçants français et anglais « leur collaboration pour remplacer une production « dont nous ne voulons plus. »

A la ruine commerciale et industrielle de sa patrie,

s'ajoutait pour M. Dernburg la ruine des amis politiques, qui l'avaient aidé aux États-Unis dans l'accomplissement de sa mission. Les professeurs d'université, les Münsterberg, les Kuno-Meyer, etc., étaient désormais sans crédit. Le Président de l'Université de Columbia, M. Nicolas Murray-Buttler, autrefois comblé de faveurs par l'empereur Guillaume et qui, depuis la violation de la Belgique, avait déserté la cause allemande, accentuait, au lendemain de la *Lusitania*, son action anti-germanique. « Le peuple amé-
« ricain, écrivait-il au professeur Poszkowski, de
« l'Université de Berlin, dans une lettre qui fut rendue
« publique la veille même du départ de M. Dernburg,
« a été et est absolument neutre. Mais son jugement
« moral a été substantiellement unanime contre l'ac-
« tion du gouvernement allemand et sa manière de
« poursuivre la guerre... Le jour où l'armée allemande
« a franchi la frontière belge, la sympathie et l'appui
« des États-Unis ont été répudiés. La faiblesse lamen-
« table des explications et de l'agitation à laquelle
« s'est trouvé contraint le Dr Dernburg a grandement
« servi la cause des Alliés aux États-Unis. En outre, le
« cruel meurtre de centaines d'êtres innocents, com-
« prenant des femmes et des enfants sur la *Lusitania*,
« a choqué et horrifié ce pays au delà de toute expres-
« sion. *Vous seriez confondu si vous pouviez voir com-*
« *ment cet acte seul a détruit les derniers restes de*
« *sympathie pour la cause allemande dans ce pays.*
« *L'Allemagne ne peut aller contre le sens moral du*
« *monde entier, sous prétexte de nécessité militaire.*
« Les peuples civilisés ne connaissent pas les néces-
« sités de cet ordre. Les conditions et l'action mili-
« taire sont depuis longtemps réglées et contrôlées

« par des lois et des accords internationaux. Ignorer « ou violer ces engagements, c'est vouloir tourner en « arrière les aiguilles de l'horloge du progrès contre « la volonté de toute l'humanité. »

M. Dernburg avait, d'autre part, au beau temps de sa propagande, essayé de porter ses efforts à la fois sur M. Bryan et sur les milieux ouvriers. Or, pour justifier sa démission, donnée le 7 juin, M. Bryan se rencontrait à New-York, le 11 juin, dans un meeting, avec la Fédération des syndicats ouvriers des États-Unis et leur Président M. Samuel Gompers. C'était la veille du départ de M. Dernburg. Le lendemain, par les journaux, l'envoyé spécial de Guillaume II apprenait qu'aux rêveries des pacifistes dont M. Bryan s'était fait l'éloquent champion, M. Gompers avait opposé l'expression d'un patriotisme magnifique et pur : « La Fraternité internationale ouvrière, « avait dit le chef de la Confédération américaine du « travail, n'est pas un dogme intangible. Elle ne doit « pas servir en tous cas à abriter certaines intrigues « venues d'ailleurs. Il y a des choses plus détestables « que la guerre. Si malgré leur réserve et leur sang-« froid, les États-Unis étaient entraînés dans la mêlée, « il n'y aurait pour nous, ouvriers américains, qu'une « seule ligne de conduite à suivre, celle de rester fidèle « à nous-mêmes et à notre bel idéal d'humanité. Je « suis personnellement prêt à me battre contre les « gens qui essayent de détruire les principes fonda-« mentaux de l'existence humaine : la liberté, la jus-« tice, la protection des faibles, l'honneur. »

Enfin une troisième déception, celle-ci particulièrement importante, était survenue à M. Dernburg au moment de son départ. Par tous les moyens en son

pouvoir, l'envoyé spécial de Guillaume II avait tenté d'obtenir le contrôle de toutes les principales manufactures de canons et de munitions des États-Unis. Pour réussir dans cette tentative, des millions avaient été dépensés, les uns pour corrompre certaines personnalités, les autres pour acheter les stocks, d'autres surtout pour se procurer la majorité des actions dans les principales usines et aciéries. Ces usines étaient : 1° les fabriques Remington de petites armes (fusils et revolvers) à Hartford (Connecticut); 2° les aciéries de Bethléem et de Pensylvanie ; 3° les usines Cramp à Philadelphie ; 4° l'Union des fabriques de fer à San Francisco ; 5° la Compagnie de constructions maritimes de Fore River, dans le Massachusets. Ce plan de campagne avait été arrêté dans une conférence tenue à l'ambassade allemande de Washington, le 2 juin, en présence de M. Dernburg et de deux banquiers germano-américains connus de nos lecteurs, M. Speyer et M. Vanburg. Mais huit jours après, le gouvernement de Washington était mis au courant des tentatives allemandes. En application de la loi Sheerman, qui interdit les trusts d'une certaine nature et les ententes pour contraindre à la répudiation des contrats loyalement passés, le gouvernement de M. Wilson, sur rapport détaillé du ministre des Finances, M. Mac Adoo, s'opposa aux manœuvres allemandes [1]. On apprit en même temps que M. Charles Schwab, fidèle ami de la France et propriétaire principal des aciéries de Bethléem, avait été sollicité par

1. Depuis l'accusation de la Riggers Bank, le 12 avril 1915, depuis surtout la nature particulière des relations de M. Bryan et de M. Dernburg, M. Mac Adoo, gendre de M. Wilson, avait résolument adopté la sage politique de son beau-père.

des agences allemandes de céder ses intérêts contre 100 millions de dollars ; il avait énergiquement refusé et avait en plus révélé à M. Wilson les propositions dont il était l'objet. Les agents allemands cependant avaient réussi à acheter 15 °/₀ de la production des usines de Bridge port, 12 °/₀ de celles de Hartford et 10 °/₀ de celles de Waterbury. Tous ces faits rapidement divulgués dans la presse américaine, avaient encore provoqué contre l'Allemagne et M. Dernburg une sourde irritation.

Lorsqu'il s'embarqua le 10 juin sur le *Bergensfjord*, l'envoyé spécial de Guillaume II avait donc la certitude de la défaite allemande aux États-Unis. En partant, il donnait la meilleure preuve de sagesse. Ses derniers conseils furent pour qu'on l'imitât et qu'à toute l'agitation allemande dont les États-Unis étaient excédés, succédât une période de calme et de discrétion. Mais un tel avis ne pouvait être ni écouté, ni suivi. Depuis neuf mois, le comte Bernstorff était impatient de jouer lui-même un rôle. La présence de M. Dernburg, ministre et confident de l'empereur, avait restreint sa personne et sa politique propres. Satisfait de voir partir, sous la menace et l'indignation populaires, un rival, dont la présence l'importunait, l'ambassadeur résolut de montrer ce qu'à son tour il était capable de réaliser pour la défense et la grandeur de son pays.

ÉPILOGUE. — SUITE DE JEUX

CHAPITRE QUINZIÈME

Le nouveau jeu allemand

Un régime de terreur. — Les incendies, les grèves, les explosions. — L'attentat criminel contre M. Morgan. — La bombe du Capitole. — En mer, les torpillages se multiplient : l'*Armenian*, l'*Orduna*, le *Leelanaw*, l'*Arabic*, l'*Hesperian*. — La saisie du *Portland*, du *Llama*, du *Vico*. — La note allemande du 8 juillet. — La note américaine du 21 juillet sur « l'acte inamical ». — Période d'extrême tension. — Le recul allemand et la déclaration Bernstorff du 1er septembre.

Dès le lendemain du départ de M. Dernburg, le comte Bernstorff se mit à l'œuvre. Les moyens par lesquels M. Dernburg avait tenté d'enrayer les expéditions d'armes et de munitions furent par lui délibéramment mis de côté. M. Dernburg avait adressé au gouvernement des États-Unis une série de réclamations officielles, que M. Bryan lui-même avait, dès le mois de février 1915, déclaré ne pas admettre : le comte Bernstorff résolut qu'on ne consulterait plus le cabinet de M. Wilson. M. Dernburg avait fait porter ses doléances au Parlement par les sénateurs et députés germano-américains, qui du reste n'avaient

pas eu plus de succès : désormais on ne s'adresserait plus aux corps élus. Le 5 avril 1915, M. Dernburg, désireux de rendre juge directement l'opinion publique, avait fait insérer dans toute la presse des États-Unis un appel au peuple américain pour suspendre tout de suite et arrêter partout, en terre américaine, la fabrication des poudres, shrapnells, obus, canons, armes et munitions de toutes sortes. La seule publication de cet appel, pour la seule journée du 5 avril, avait coûté à l'Allemagne et à la caisse noire de M. Dernburg plus de deux millions de francs [1].

1. Cet appel était ainsi conçu :

Un appel au peuple américain

« Comme suite aux milliers de lettres, télégrammes et messages « émanant de toutes sources et contenant des appels désespérés, des « prières et des justifications des peuples de nos mères patries, nous, « rédacteurs et éditeurs soussignés, avons décidé de porter cet appel à « la connaissance du grand peuple américain, dans l'intérêt de nos lec- « teurs.

« Les lecteurs de nos journaux sont atteints d'une manière vitale, « presque tous sans exception, par le désastreux conflit des nations « européennes. Leurs frères, leurs sœurs, parents, enfants ou famil- « les vivent dans les pays qui sont en guerre. Cela ne veut pas dire « que le peuple américain dans son ensemble n'est pas essentiellement « affecté. Mais nos lecteurs sont plus étroitement unis par les liens du « sang avec les peuples des pays plongés maintenant dans les abîmes « d'une guerre barbare. Chaque courrier quotidien, avec les nouvelles « qu'il apporte des progrès pitoyables de la guerre, amène une an- « goisse nouvelle et plus amère dans les cœurs de notre peuple.

« La défense de millions de veuves, de mères, les appels des pères « sans enfants et des orphelins, et les prières de milliers d'affamés en « Europe, qui nous sont adressées, justifient, croyons-nous, cet appel « au nom de l'humanité et de la justice.

« Nous faisons appel au peuple américain, à la courageuse presse « américaine à l'âme élevée, aux fabricants américains de poudres, « shrapnells et cartouches. Nous faisons appel aussi aux travailleurs « employés à la fabrication des munitions utilisées par les nations en « guerre, pour qu'ils cessent immédiatement la fabrication des pou-

M. Bernstorff déclara qu'on ne solliciterait plus les journaux : la plupart étaient d'ailleurs devenus hostiles, et, à l'exception des journaux de langue alle-

« dres, shrapnells et cartouches destinés à détruire nos frères, à met-
« tre en deuil nos sœurs et mères, rendre orphelins leurs enfants, et
« détruire aussi pour toujours les possessions sans prix transmises
« par nos ancêtres.

« Nous faisons un appel spécial aux fabricants américains et aux
« travailleurs engagés dans la fabrication de l'un quelconque de ces
« produits, pour *suspendre tout de suite la fabrication des poudres*
« *des obus* qui sont produits dans le but inhumain et cruel de muti-
« ler et détruire l'humanité...

« Nous faisons un appel à vous et à chaque lecteur, pour nous aider
« à sauver nos frères à l'étranger d'une future destruction...

« Nous devons cesser l'entière fabrication des munitions en vue de
« bénéfices, mettant ainsi un terme à notre propre participation à la
« guerre. Alors, nous pourrons insister pour que l'Europe considère
« notre demande pour la paix. *Arrêtez la fabrication des poudres,*
« *shrapnells et canons.*

« Que votre volonté se fasse sentir à travers les résolutions de vos
« sociétés, par des appels à la presse locale, par l'action dans vos égli-
« ses, par des lettres de vos représentants dans les fonctions publiques.

« Notre participation doit cesser maintenant, et notre influence
« pour la justice et le droit doit *aider à la fin de la guerre.* »

Bien que l'appel fut signé d'un grand nombre de directeurs et rédacteurs de journaux, d'hommes de lettres et de professeurs, connus pour leurs sympathies allemandes, malgré la différence de leur nationalité — il y en avait de hongrois, de hollandais, et jusqu'à de prétendus belges, français, russes, anglais et italiens — M. Dernburg avait fait ajouter ces lignes :

« Le coût de cette annonce a été donné volontairement sous la forme
« de petites contributions par notre peuple qui agit dans un but d'hu-
« manité et de justice, et un désir patriotique de ne pas voir cette
« pacifique et bien-aimée nation la cause directe ou indirecte de
« pertes futures de vies ou de la destruction de la propriété. »

« L'appel au peuple américain » emplit dans les journaux une page entière. Il fut présenté sous forme d'un « placard » artistiquement encadré et dans de telles conditions d'aspect qu'on ne pouvait pas ne pas le lire. Tous les journaux américains l'insérèrent, à l'exception des journaux de langue française et du *New-York Herald.*

mande, inséraient indifféremment les informations de l'un ou de l'autre des belligérants. Pour renforcer l'appel paru, et auquel ni industriels, ni syndicats ouvriers n'avaient obéi, M. Dernburg avait traité le sujet en conférence. Il avait parcouru les grandes cités manufacturières des États-Unis ; un jour à Cleveland il avait dit : « Sans doute, vous Américains, « vous Américaines, vous avez envoyé à la Noël et « aux fêtes de Pâques des jouets pour amuser en « Allemagne nos enfants. Mais vous envoyez aussi « en France, en Angleterre et en Russie les fusils et « les balles qui servent à tuer les pères de ces « enfants. » Les conférences n'avaient pas eu plus de résultats que les autres formes de propagande. M. Bernstorff supprima les conférences.

Ses préférences allèrent à la généralisation des tentatives partielles, qui avaient eu lieu au cours de l'hiver précédent et que M. Dernburg avait prudemment suspendues : les attentats, les incendies, les explosions. On a vu le détail de ces faits dans un de nos précédents chapitres [1]. Les conséquences en avait été l'arrestation des coupables, et, dans les négociations persuasives que continuait M. Dernburg, ils avaient seulement contribué à jeter, sur l'action allemande aux États-Unis, une atmosphère générale de suspicion. Avec M. Dernburg, la manière douce avait échoué. C'est à la manière forte que le comte Bernstorff allait faire uniquement appel.

Pour atteindre son but, l'ambassadeur allemand n'était pas homme à s'embarrasser de scrupules. Sa situation officielle ne le gênait pas. Il considérait que

1. Chapitre sixième.

tout lui était permis, à condition de ne jamais fournir de preuve matérielle de ses agissements personnels. Malgré son habileté et son audace, il s'était mis autrefois dans un mauvais cas. En 1906, premier secrétaire de l'ambassade allemande à Londres, il avait été surpris dans des visites indélicates faites aux arsenaux britanniques, et dans un espionnage plutôt grossier qui, des milieux militaires, financiers et journalistiques, était monté jusqu'à la Cour. Le gouvernement anglais l'avait invité à quitter la Grande-Bretagne. La leçon avait servi. M. Bernstorff avait appris à « se couvrir » et à « cacher le bras ». Il conserva, du comité Dernburg, deux hommes, qui, malgré leur situation officielle, pouvaient, s'ils étaient découverts, être renvoyés sans grands risques et être remplacés le lendemain : l'attaché militaire, le capitaine Von Papen, et l'attaché naval, le capitaine Boy-Ed. Les deux du reste avaient été autrefois accrédités auprès de certaines puissances d'Europe et discrètement priés aussi d'aller exercer ailleurs leur trop gênante activité.

Le trio commença son œuvre. Le 18 février, le blocus sous-marin allemand avait prétendu créer, autour des côtes franco-anglaises de la mer du Nord, une véritable zone d'horreur ; une zone de terreur analogue, décidèrent-ils, devait désormais envelopper la vie intérieure des États-Unis.

Dès le 13 juin, au lendemain même du départ de M. Dernburg, sous l'instigation d'agents allemands, des grèves éclatent à la fabrique d'armes de Bridgeport (Connecticut), appartenant à la compagnie Remington. La Compagnie n'est pas seulement menacée

dans sa production normale, mais dans les travaux de construction qu'elle poursuit ; les ouvriers, monteurs des charpentes en fer, présentent des revendications singulières, puis les mécaniciens, puis les maçons poseurs de briques. Des circulaires sont distribuées en même temps aux ouvriers de Saint-Louis pour les exciter à saboter les munitions. Des incendies éclatent dans diverses manufactures d'armes. Un Allemand tente de faire sauter les ateliers Peabody. Des tentatives ont lieu pour provoquer la grève générale des inscrits maritimes. Des bombes sont découvertes sur des vapeurs anglais chargés de munitions, le *Bankdale* et le *Lord Erin*.

Le 20 juin, des symptômes d'agitation gréviste se manifestent dans les ouvriers du port de New-York, qui prétendent empêcher le chargement des munitions destinées à l'Europe. A Bayonne, où se trouvent les vastes usines de la Standard Oil C°, des meetings ont lieu qui procèdent du même esprit. Des étrangers suspects parcourent le Delaware et le Massachusets ; des poudreries sautent ; des lettres de menace, portant la signature d'un mystérieux « Pearce », sont adressées aux contremaîtres d'usines dont les sympathies vont aux Alliés.

Le 25 juin, on découvre d'autres bombes sur des navires prêts à partir. Les grèves menacent d'éclater dans les manufactures de Brocklyn, en particulier dans la maison Bliss et C°, qui fournit à l'Angleterre l'outillage nécessaire à la fabrication des obus.

Le 3 juillet, a lieu l'attentat contre M. Pierpont Morgan, dont la banque a accepté la mission de défendre en Amérique les intérêts financiers anglo-français et dont les sympathies pour la France et

l'Angleterre sont universellement connues. Un Allemand, nommé Holt, pénètre dans sa résidence d'été et le blesse grièvement à coups de revolver. Le même jour, une explosion formidable manque de faire sauter le Capitole de Washington. Holt est encore le coupable. Le surlendemain, on retrouve son cadavre dans la cour de la prison, au pied de la fenêtre grillée de sa cellule, qui est à 20 mètres de hauteur. Comme pour l'espion allemand Kupferlle, parti d'Amérique pour espionner en Angleterre, qu'on arrête et qu'on trouve mort dans sa géôle mystérieusement, on fait courir pour Holt le bruit d'un suicide. Mais personne n'explique, ni comment Holt a pu scier les barreaux extérieurs de sa cellule, ni comment il s'est auparavant procuré la dynamite destinée au Capitole.

Le 7 juillet, une bombe met le feu au vapeur *Minnehaha*, de la Compagnie américaine Atlantic-Transport. Une grande quantité d'explosifs, de munitions et de produits chimiques est à bord ; c'est à grand peine que le capitaine Claret dirige son navire sur Halifax.

Le 12 juillet, deux incendies éclatent presque en même temps à bord du cuirassé américain *New-York* et du contre-torpilleur *Warrington*. Ce n'est plus la marine de commerce des États-Unis qui est visée par les malfaiteurs allemands, mais aussi la marine de guerre. D'autres incendies surviennent à Philadelphie et à Boston dans des dépôts d'huile et de pétrole.

Le 14 juillet à Bayonne, (New-Jersey), la grève qui a commencé dans les usines de la Standard Oil (trust du pétrole) prend des proportions sanglantes.

Des émeutes ont lieu ; les grévistes tirent sur la police, qui tire à son tour sur les grévistes ; il y a des morts de part et d'autre et de nombreux blessés.

Le 16 juillet, nouvel incendie à bord du cuirassé *New-York*. Le même jour, les directeurs de trois usines de Cleveland, qui expédient aux Alliés des munitions de guerre, sont avertis d'un complot tramé par les Allemands pour faire sauter à la dynamite leurs magasins généraux. Ces usines sont la Peerless Motor, la Car Company, la White Company. Une quatrième usine, la Steel Wire Company, reçoit dans la soirée les mêmes avertissements. Gardés avec soin, ces établissements échappent heureusement à la destruction.

Le 21 juillet, la grève éclate dans les fabriques d'armes de Bridgeport et, comme à Bayonne, des émeutes sanglantes s'ensuivent.

Le 22 juillet, un incendie se déclare à bord d'un superbe dreanought en achèvement à New-York ; un autre menace de détruire les cuirassés *Alabama* et *New-Jersey*.

Le 26 juillet, explosion à bord du vapeur *Cragside*.

Le 28 juillet, l'autrichien Baly tente de pousser à nouveau à l'émeute les grévistes de Bayonne.

Le 1er août, grève à l'usine Masséna de New-York.

Le 3 août, grève aux usines annexes de la compagnie Remington à Utica.

Le 6 août, on découvre à temps une organisation allemande qui a mission de détruire tous les monuments nationaux des États-Unis.

Le 10 août, une première tentative a lieu contre l'usine Hadley à Wilmington (Delaware), qui fabrique des poudres.

Le 12 août, un train transportant 3.200 kilogrammes de dynamite saute sur la ligne de San-Francisco.

Le 16 août, on arrête une partie des ouvriers des usines allemandes Oreinstein, Arthur Koppel et C° de Philadelphie, qui s'étaient embauchés dans des fabriques de locomotives, destinées à la Russie, avec mission de les saboter.

Le 25 août, à Saint-Louis, des affiches sont apposées, signées de « patriotes » allemands, excitant la population ouvrière à détruire certaines voies de chemins de fer et certaines usines que l'on désigne nominativement.

Le 28 août, l'usine Hadley, objet d'un nouvel attentat, saute ; tous les bâtiments de la compagnie Du Pont Powder C°, qui en est propriétaire, sont détruits. La plupart des maisons des villages des alentours, de Maynard en particulier, subissent de gros dégâts. Il y a plusieurs morts et de nombreux blessés.

Le lendemain, 29 août, une bombe, chargée de dynamite, est placée contre la façade principale de la maison Maurice Coombs, qui fournit aux Alliés des aéroplanes. La force de l'explosion démolit les murs et M. Coombs, ancien lieutenant dans l'armée française, échappe miraculeusement à la mort.

Enfin, le 31 août, un nouveau train transportant de la dynamite saute à Pinole, près de San-Francisco, tuant le chauffeur, le mécanicien et quelques ouvriers.

Ce qu'il y a de plus surprenant, c'est que, dès les premiers de ces attentats, le Président Wilson a prié l'Attorney General Gregory d'ouvrir une enquête. Or, le 19 août, M. Gregory en arrive à la conclusion que rien jusqu'à présent ne révèle aucun fait qui puisse donner lieu à une action judiciaire. Il ajoute

que son enquête continue. C'est parce que les conclusions de M. Gregory produisent un effarement général, que le *New-York World* se décide à publier toute une série de documents, qui apportent de sensationnelles révélations. Preuve est fournie par ces documents que M. Hugo Schmit, agent général de la Deutsche Bank, M. Albert, agent financier de l'ambassade allemande, le capitaine Von Papen, l'avocat Lindhein, M. Schweitzer, le premier avocat conseil, le second chimiste de l'ambassade allemande, M. Carl Heyman, ancien agent général à Mexico de la Hambourg Amerika, sont les principaux instigateurs des troubles et des attentats.

Tandis que ces événements ont lieu à l'intérieur des États-Unis, sur mer les exploits des sous-marins continuent.

A la première note allemande, contenant les explications sur le torpillage du *Cushing*, du *Gulflight*, du *Falaba*, et surtout de la *Lusitania* — note qui est seulement remise le 30 mai par M. Bernstorff, à Washington, en réponse à la note américaine du 13 mai — le gouvernement de M. Wilson a, le 24 juin, fait succéder une deuxième note, qui rejette les explications allemandes et insiste pour l'adoption du point de vue des États-Unis. La discussion reste donc ouverte.

Mais le 28 juin, on apprend subitement que le paquebot *Armenian*, qui avait dans son équipage de nombreux matelots américains, a été torpillé par un sous-marin allemand au large des îles Scilly, à la pointe ouest du pays de Cornouailles (Angleterre). L'*Armenian* avait été construit à Belfast en 1895 ; il avait un déplacement de 9.000 tonnes et une vitesse

de 14 nœuds. Le sous-marin l'attaque sans avertissement à la fois par obus et par torpille. Plusieurs américains sont parmi les morts.

Le 9 juillet, le paquebot *Orduna*, de la Compagnie Cunard, faisant route de Liverpool à New-York, est surpris par un sous-marin allemand à 37.000 environ au sud de la côte anglaise dans les parages de Queenstown. Plus de 200 passagers sont à bord, parmi lesquels 21 Américains. La torpille allemande manque son but et les obus qui suivent ne causent que des dégats matériels. Grâce à sa vitesse, l'*Orduna*, qui est de construction récente, et qui jauge près de 16.000 tonnes, réussit à s'échapper.

Le 25 juillet, le vapeur américain *Leelanaw*, portant une cargaison de lin et allant d'Arckangel à Belfast est coulé à coups de canon par un sous-marin allemand. Les 29 marins qui montent le *Leelanaw* échappent à la mort et accostent aux îles Orcades.

Le 31 juillet, trois navires pétroliers américains, le *Portland*, le *Llama* et le *Vico* sont capturés par les Allemands et amenés à Swinemunde, port poméranien sur la Baltique.

Le 19 août, le paquebot *Arabic* de la White Star Line, parti de Liverpool pour New-York, est torpillé en plein jour à 9 heures 1/2 du matin, sans aucun avertissement, par un sous-marin allemand ; 423 personnes sont à bord, parmi lesquelles 26 passagers américains, dont deux périssent.

Enfin le 4 septembre, au large des rochers de Fasnet, le transatlantique *Hesperian*, allant de Liverpool à Montréal, et ayant à bord 314 passagers et 250 hommes d'équipage, est à son tour torpillé sans avertissement préalable ; il y a une vingtaine de

blessés. On réussit à sauver tous les passagers et l'équipage ; mais tout le courrier d'Europe à destination du Canada et des États-Unis est perdu.

C'en était trop. La patience américaine était à bout. Les journaux, l'opinion publique, le gouvernement étaient d'autant plus exaspérés que dans l'intervalle les échanges de notes diplomatiques entre Washington et Berlin avaient continué.

La note allemande du 8 juillet

Le 8 juillet, en effet, M. Von Jagow avait transmis à M. Gérard, ambassadeur des États-Unis en Allemagne, la réponse suivante :

Berlin, 8 juillet.

Le soussigné a l'honneur d'adresser à Son Excellence l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Gérard, la réponse suivante à la note du gouvernement américain du 9 juin, concernant le tort causé aux intérêts américains par la guerre de sous-marins faite par l'Allemagne.

Le gouvernement impérial a appris avec satisfaction par la note combien le gouvernement des États-Unis tient sérieusement à ce que les principes d'humanité soient observés dans la guerre actuelle. Ce désir trouve aussi un vif écho en Allemagne et le gouvernement impérial est tout disposé à permettre, comme il l'a toujours fait, que ses déclarations et ses décisions, dans le cas présent, soient guidées par les principes d'humanité.

Le gouvernement impérial a constaté avec gratitude que le gouvernement américain, dans sa note du 13 mai, a rappelé lui-même que l'Allemagne s'était toujours laissée guider par les principes de progrès et d'humanité en ce

qui concerne les lois de la guerre maritime. Depuis l'époque où Frédéric le Grand négocia avec John Adams, Benjamin Franklin et Thomas Jefferson le traité d'amitié et de commerce du 10 septembre 1785 entre la Prusse et la République de l'ouest, les hommes d'Etat allemands et américains ont été en réalité toujours unis dans leur lutte pour la liberté des mers et pour la protection du commerce pacifique. Dans les actes internationaux qui ont eu lieu depuis lors en vue de la fixation des lois de la guerre maritime, l'Allemagne et l'Amérique se sont prononcées l'une et l'autre pour les principes de progrès, spécialement pour l'abolition du droit de capture sur mer et pour la protection des intérêts des neutres.

A PROPOS DE LA DÉCLARATION DE LONDRES

Au commencement de la guerre actuelle, le gouvernement allemand a aussi fait savoir immédiatement, en réponse à la proposition du gouvernement américain, qu'il était prêt à ratifier la déclaration de Londres et à se soumettre ainsi, dans l'emploi de ses forces navales, à toutes les restrictions établies par cette déclaration en faveur des neutres. L'Allemagne a de même toujours maintenu le principe d'après lequel la guerre doit être dirigée contre les forces armées et organisées d'un pays ennemi, tandis que la population civile du pays ennemi doit être épargnée autant que possible par les mesures prises en raison de la guerre. Le gouvernement impérial espère fermement que lorsque la paix sera conclue ou peut-être plus tôt, on trouvera le moyen de fixer la loi de la guerre maritime d'une façon qui garantisse la liberté de la mer, et il sera reconnaissant et satisfait s'il peut agir à cette occasion de concert avec le gouvernement américain.

Si, dans la guerre actuelle, les principes qui devraient

être l'idéal de l'avenir ont été lésés de plus en plus, à mesure que cette guerre s'est prolongée, ce n'est pas la faute du gouvernement allemand. Le gouvernement américain sait combien les adversaires de l'Allemagne, en paralysant complètement le commerce pacifique entre l'Allemagne et les pays neutres, se sont efforcés, dès le commencement de la guerre, et avec un manque de considération toujours plus grand, de détruire non pas tant les forces armées que la vie même de la nation allemande, répudiant ainsi les lois internationales et méprisant tous les droits des neutres.

Le 3 novembre 1914, l'Angleterre a établi une zone de guerre dans la mer du Nord, et en plaçant des mines mal ancrées, en arrêtant et capturant des navires, a rendu la traversée extrêmement dangereuse et difficile pour les bâtiments des neutres, de sorte qu'elle a en réalité bloqué des côtes et des ports neutres contrairement à toutes les lois internationales. Longtemps avant le commencement de la guerre sous-marine, l'Angleterre a empêché réellement et entièrement le passage légitime des navires neutres se rendant en Allemagne, et c'est ainsi que l'Allemagne a été obligée de faire une guerre sous-marine contre le commerce.

Le 14 novembre 1914, le premier ministre anglais a déclaré à la Chambre des communes qu'une des principales tâches de l'Angleterre consistait à empêcher les vivres pour la population allemande d'arriver en Allemagne par la voie des ports neutres.

Depuis le 1er mars, l'Angleterre a saisi sur les navires neutres, sans autres formalités, toutes les marchandises destinées à l'Allemagne et aussi toutes les marchandises provenant d'Allemagne, même lorsqu'elles étaient propriété neutre. De même que ce fut le cas pour les Boers, on donne maintenant au peuple allemand le choix de périr de faim avec ses femmes et ses enfants ou d'abandonner son indépendance.

Pendant que nos ennemis proclamaient ainsi tout haut et ouvertement une guerre sans merci jusqu'à ce que notre destruction complète eût été accomplie, nous avons conduit la guerre pour défendre notre existence nationale et pour assurer une paix permanente. Nous avons été contraints d'adapter la guerre sous-marine à l'objet de contrecarrer les intentions déclarées de nos ennemis et la méthode de guerre qu'ils ont adoptée en contravention de la loi internationale.

En faisant en principe tous ses efforts pour sauvegarder les vies et la propriété des neutres autant que possible, le gouvernement allemand a reconnu, sans réserves, dans son mémorandum du 4 février, que les intérêts des neutres pourraient souffrir de la guerre sous-marine. Cependant le gouvernement américain comprendra aussi le fait que dans le combat pour l'existence qui a été imposé à l'Allemagne par ses adversaires et qui a été annoncé par eux, le devoir sacré du gouvernement impérial est de faire tout ce qui est en son pouvoir pour protéger et sauver les vies de sujets allemands. Si le gouvernement impérial négligeait ce devoir qui lui incombe, il serait coupable devant Dieu et devant l'histoire de la violation de ces principes de la plus haute humanité qui sont la fondation de toute existence nationale.

LE CAS DE LA « LUSITANIA »

Le cas de la *Lusitania* montre avec une horrible clarté à quelle mise en danger de vies humaines conduit la manière de conduire la guerre qu'emploient nos adversaires. En contradiction très directe à la loi internationale, toutes les distinctions entre navires marchands et vaisseaux de guerre ont été oblitérées par l'ordre donné aux navires marchands anglais de s'armer et d'éperonner les sous-marins et par les récompenses offertes pour cet

objet ; les neutres, qui se servent de vaisseaux de commerce pour voyager, ont, par suite, été exposés de plus en plus à tous les dangers de la guerre.

Si le commandant du sous-marin allemand qui détruisit la *Lusitania* avait permis à l'équipage et aux passagers de se réfugier dans les canots avant de lancer une torpille, cela eût équivalu à la destruction certaine de son propre bâtiment. Après les expériences que nous avons eues en faisant couler des bâtiments bien plus petits et moins capables de tenir la mer, on devait s'attendre à ce qu'un puissant navire comme la *Lusitania* flotterait assez longtemps, même après le torpillage du bâtiment, pour que les passagers eussent le temps d'entrer dans les canots du bateau. Des circonstances toutes particulières, spécialement la présence à bord de grandes quantités d'explosifs puissants, ont mis à néant cet espoir. En outre, on peut faire observer que si la *Lusitania* avait été épargnée, des milliers de caisses de munitions eussent été envoyées aux ennemis de l'Allemagne et que par là des milliers de mères et d'enfants allemands eussent été privés des hommes assurant leur vie.

POUR LES NAVIRES ET PASSAGERS AMÉRICAINS

Dans l'esprit d'amitié dont la nation allemande a toujours été imbue à l'égard de l'Union américaine et de ses habitants depuis les premiers jours de l'existence de l'Amérique, le gouvernement impérial sera toujours prêt à faire tout ce qu'il pourra, même dans la guerre actuelle, pour empêcher que les vies des citoyens américains soient mises en danger. Le gouvernement impérial répète donc ses assurances qu'il n'empêchera pas les navires américains de continuer leurs voyages légitimes et qu'il ne mettra pas en danger les vies de citoyens américains sur des bâtiments neutres. Afin d'exclure tous dangers imprévus

pour les vapeurs américains transportant des passagers, dangers qui sont possibles en raison de la manière dont les adversaires de l'Allemagne conduisent la guerre maritime, les sous-marins allemands auront pour instructions de permettre le passage en toute sécurité desdits vapeurs à voyageurs lorsqu'on pourra les reconnaître par des marques spéciales et lorsqu'on aura été averti dans un temps raisonnable de leur passage.

Le gouvernement impérial cependant a le ferme espoir que le gouvernement américain assumera la garantie que ces bâtiments n'ont pas de contrebande à bord, et que les autorités navales des deux côtés s'entendront sur les détails des arrangements pour le passage sans obstacle de ces bâtiments. Afin de fournir des facilités convenables pour le passage de l'Atlantique par les citoyens américains, le gouvernement allemand propose que soit accru le nombre des vapeurs de ce genre par l'installation dans le service des passagers d'un nombre raisonnable de vapeurs neutres portant le pavillon américain ; le nombre exact de ces vapeurs devant être fixé dans les mêmes conditions que celles ci-dessus mentionnées.

Le gouvernement impérial croit pouvoir affirmer que de cette façon les facilités suffisantes pour le voyage à travers l'océan Atlantique pourraient être offertes aux citoyens américains. Par conséquent, il n'apparaît pas qu'il y ait une nécessité absolue pour des citoyens américains de se rendre en Europe en temps de guerre dans des navires portant pavillon ennemi. En particulier, le gouvernement impérial ne saurait admettre que des citoyens américains puissent protéger un navire ennemi par le seul fait de leur présence à bord. L'Allemagne n'a fait que suivre l'exemple de l'Angleterre en déclarant une partie des hautes mers comme un théâtre de la guerre.

En conséquence, des accidents subis par des neutres sur des navires ennemis dans ce théâtre de la guerre ne

peuvent guère être jugés différemment d'accidents auxquels les neutres sont constamment exposés sur le théâtre de la guerre sur terre lorsqu'ils se rendent dans les localités dangereuses, malgré les avertissements donnés à l'avance. Si cependant, il n'était pas possible au gouvernement américain de réquisitionner un nombre suffisant de vapeurs à passagers neutres, le gouvernement impérial ne verrait pas d'objection à ce que le gouvernement américain plaçât sous pavillon américain quatre paquebots ennemis pour le trafic des voyageurs entre l'Amérique du Nord et l'Angleterre.

Les assurances données pour le passage « libre et sûr » de vapeurs à passagers américains seraient alors étendues de manière à s'appliquer dans des conditions identiques à ces vapeurs à passagers appartenant autrefois à l'ennemi.

Le Président des États-Unis a déclaré, dans des termes qui méritent nos remerciements, qu'il était prêt à communiquer et à suggérer au gouvernement de la Grande-Bretagne des propositions se référant particulièrement à la modification de la guerre maritime. Le gouvernement impérial sera toujours heureux de faire usage des bons offices du Président et il espère que les efforts du Président dans le cas actuel et aussi dans le sens du haut idéal de la liberté des mers amèneront une entente.

Le soussigné prie l'ambassadeur de porter cette note à la connaissance du gouvernement américain et profite de cette circonstance pour renouveler à Son Excellence l'assurance de sa considération très distinguée.

VON JAGOW.

La réponse américaine du 21 juillet

A la note allemande, le cabinet de Washington avait répondu, le 21 juillet, par la communication suivante :

LES ÉTATS-UNIS NE SONT PAS SATISFAITS

Le texte de la note du gouvernement impérial allemand datée du 8 juillet a été l'objet d'un soigneux examen de la part du gouvernement des États-Unis. Celui-ci a le regret de dire qu'il l'a trouvée fort peu satisfaisante, parce qu'elle ne donne pas satisfaction aux différences réelles entre les deux gouvernements, et n'indique pas le moyen par lequel on pourra appliquer les principes acceptés du droit de l'humanité dans l'affaire grave qui est en litige ; mais elle propose au contraire des arrangements pour la suspension partielle de ces principes, qui en réalité, les écartent.

Le gouvernement des États-Unis note avec satisfaction que le gouvernement impérial allemand reconnaît sans réserve la validité des principes sur lesquels ce gouvernement a insisté dans plusieurs des communications qu'il a adressées au gouvernement impérial allemand au sujet de sa proclamation d'une zone de guerre et de l'emploi des sous-marins contre les navires marchands en haute mer, principes disant que la haute mer est libre, qu'il faut d'abord constater le caractère et la cargaison d'un navire allemand avant qu'il puisse être légalement saisi ou détruit, et que les vies des non-combattants ne doivent, en aucune circonstance, être mises en péril, à moins que le navire ne résiste ou ne cherche à s'échapper après avoir été sommé de se soumettre à une visite, car il y a là acte de belligérant, et défendre cet acte comme étant un acte de représailles est admettre qu'il est illégal.

Cependant, le gouvernement des États-Unis est amèrement déçu de constater que le gouvernement impérial allemand se croit à un haut degré exempt de l'obligation d'observer ces principes même en ce qui concerne

les vaisseaux neutres, à cause de ce qu'il croit être la politique pratique du gouvernement anglais dans la guerre actuelle, à l'égard du commerce neutre.

LA POLITIQUE ANGLO-AMÉRICAINE N'ADMET PAS DE SUBTERFUGE

Le gouvernement impérial allemand comprendra vite que le gouvernement des États-Unis ne saurait discuter la politique du gouvernement anglais à l'égard du commerce neutre, si ce n'est avec ce gouvernement lui-même, et qu'il devra considérer la conduite des autres gouvernements belligérants comme n'ayant pas de rapport avec la discussion ouverte avec le gouvernement allemand sur ce que ce gouvernement considère être des violations graves et injustifiables des droits des citoyens américains de la part des commandants navals allemands.

LES ACTES CONTRE LES NEUTRES

Ces actes illégaux, tout justiciables qu'on puisse les croire quand ils sont commis contre un ennemi que l'on croit avoir agi en contravention de la loi et de l'humanité, sont manifestement indéfendables lorsqu'ils privent les neutres de leurs droits reconnus, par-dessus tout lorsqu'ils violent le droit à la vie même, et si le belligérant ne peut exercer de représailles contre l'ennemi sans nuire à des existences neutres. Aussi bien, la justice et les égards dus à la dignité des puissances neutres devaient prescrire la cessation d'une telle pratique ; si l'on y persiste, elle constituerait dans de pareilles circonstances une offense impardonnable contre la souveraineté de la nation neutre affectée.

Le gouvernement des Etats-Unis ne méconnaît ni les conditions extraordinaires créées par cette guerre, ni les changements radicaux des circonstances et des méthodes d'attaque produits par l'emploi dans la guerre navale de procédés que les nations du monde n'ont pu avoir en vue lorsque ont été formulées les règles existantes du droit des gens.

Il est disposé à tenir un compte raisonnable de ces aspects nouveaux et inattendus de la guerre maritime, mais il ne peut consentir à la diminution de n'importe quel droit essentiel fondamental de son peuple, du fait d'une simple modification de circonstances.

Les droits des neutres en temps de guerre sont fondés sur un principe, non sur un expédient, et les principes sont immuables.

D'AUTRES MÉTHODES GUERRIÈRES SONT NÉCESSAIRES

C'est un devoir, une obligation pour les belligérants de trouver le moyen d'adapter des circonstances nouvelles aux événements. Les deux derniers mois ont clairement indiqué qu'il est possible et facile de conduire les opérations sous-marines telles que celles qui ont caractérisé l'activité de la marine impériale allemande dans la zone de guerre en accord réel avec les pratiques acceptées de la guerre réglementée.

Le monde entier a vu avec intérêt et avec une satisfaction croissante la démonstration de cette possibilité par les commandants navals allemands. Il est donc manifestement possible d'élever toute la pratique des attaques sous-marines au-dessus des critiques qu'elles ont soulevées et d'écarter les causes principales d'offense.

LE TORPILLAGE DE LA « LUSITANIA »

Étant donné l'admission de l'illégalité faite par le gouvernement impérial lorsqu'il plaida le droit de représailles, en défense de ses actes, et étant donné la possibilité manifeste de se conformer aux règles établies de la guerre navale, les États-Unis ne sauraient croire que le gouvernement impérial continuera de s'abstenir de désavouer l'acte voulu par son commandant naval en coulant la *Lusitania*, ou d'offrir une réparation pour les vies humaines perdues, autant qu'une réparation est possible pour la destruction sans nécessité de vies humaines par un acte illégal.

Le gouvernement des États-Unis, tout en appréciant l'esprit amical dans lequel elle fut faite, ne saurait accepter la suggestion du gouvernement impérial allemand tendant à ce qu'on désigne certains navires qui jouiraient de la liberté sur des mers actuellement proscrites illégalement.

Un pareil accord assujettirait implicitement d'autres vaisseaux à une attaque illégale et serait l'amoindrissement et même l'abandon des principes que ce gouvernement soutient et que concéderait chaque nation dans des temps plus calmes.

LA LIBERTÉ DES MERS

Le gouvernement des États-Unis et le gouvernement impérial allemand luttent pour le même but élevé ; pendant longtemps, ils se sont tenus unis pour maintenir ces mêmes principes, sur lesquels le gouvernement des États-Unis insiste aujourd'hui de façon si solennelle ; ils luttent tous deux pour la liberté des mers.

Le gouvernement des États-Unis continuera de lutter pour cette liberté, quel que soit le sort dont on le menace, sans transaction et à tout prix ; il réclame la coopération pratique du gouvernement impérial allemand. Cette coopération pourra obtenir le plus d'effet lorsqu'on pourra réaliser ce grand but commun d'une manière plus frappante et plus efficace.

Le gouvernement impérial allemand exprime l'espoir qu'on pourra aboutir en quelque mesure à ce résultat, même avant la fin de la guerre actuelle.

Cela pourra être. Le gouvernement des États-Unis ne se sent pas seulement obligé à insister sur ce point ; n'importe qui le viole ou le méconnaît en protégeant ses propres citoyens, mais aussi il s'intéresse profondément à ce qu'il soit rendu pratique entre les belligérants eux-mêmes.

L'ACTE INAMICAL

Il se tient prêt à chaque instant à agir en ami commun, ayant le privilège de proposer un moyen d'atteindre ce but. En attendant, la valeur que ce gouvernement place dans une amitié longue et ininterrompue entre le gouvernement des États-Unis d'une part, et le peuple et le gouvernement allemands d'autre part, le pousse à insister d'une manière plus solennelle auprès du gouvernement impérial allemand sur la nécessité d'observer scrupuleusement les droits des neutres dans cette matière critique.

L'amitié elle-même l'oblige à dire au gouvernement impérial allemand que la répétition de la part des commandants de navires de la marine impériale allemande d'actes contraires à ces droits devra être considérée par le gouvernement des États-Unis, pour peu

qu'ils affectent des citoyens américains, comme délibérément inamicale.

« L'acte inamical », que semblait prévoir la note américaine du 21 juillet, se produisait, quatre jours après, par le torpillage du vapeur américain *Leelanaw*; il était singulièrement aggravé, le 19 août, par le torpillage de l'*Arabic*. Dans l'intervalle avait paru, le 18 juillet, en Angleterre, le jugement de Lord Mersey, président du tribunal chargé de l'enquête sur la destruction de la *Lusitania*. A propos des déclarations du gouvernement allemand concernant l'armement du navire anglais, Lord Mersey avait formellement statué : « Ces déclarations, avait-il dit, « ne sont que des inventions sans fondement. Le « vapeur n'avait pas de canons masqués, de canon- « niers ou de munitions spéciales, n'avait pas de « troupes à bord et ne violait point ainsi des lois « américaines. Sur les 1.198 victimes du sous-marin « allemand, il y avait 124 américains, dont la mort « doit être uniquement attribuée à la barbarie alle- « mande. »

La bonne foi du cabinet de Berlin, les protestations de l'ambassadeur Bernstorff à Washington n'étaient donc plus recevables. L'exaspération américaine était au comble. Les journaux demandaient publiquement d'interner tous les Allemands présents aux États-Unis. Dans les sphères gouvernementales on se préoccupait des pouvoirs que la constitution accordait à M. Wilson pour rompre les relations diplomatiques et déclarer la guerre. A Wall street et dans les milieux financiers, la bourse était en baisse. M. Roosevelt et les principaux pamphlétaires demandaient

le renvoi de tout le personnel de l'ambassade d'Allemagne, y compris le comte Bernstorff.

Le Président Wilson fit alors câbler à M. Gérard, son ambassadeur à Berlin, de solliciter immédiatement de l'empereur lui-même de loyales explications. C'était le 21 août. Le 25 août, le comte Bernstorff se présentait à Maison Blanche et déclarait officiellement que la prochaine communication de l'Allemagne serait de nature à satisfaire les États-Unis. La perte des vies américaines, notamment dans le coulage de l'*Arabic*, était contraire aux intentions de Guillaume II et du cabinet de Berlin. Cinq jours après, le 1er septembre, le comte Bernstorff écrivait officiellement à M. Lansing, ministre des Affaires étrangères : « *Le gouvernement de S. M. l'Empe-* « *reur d'Allemagne, me charge de vous déclarer que* « *les paquebots ne seront plus torpillés par les sous-* « *marins sans avertissement, sans assurer la sécu-* « *rité des non-combattants, pourvu que les paquebots* « *ne cherchent pas à s'échapper ou n'opposent pas de* « *résistance. Le gouvernement allemand offre de* « *soumettre au Tribunal de La Haye la question* « *des compensations pour la mort des citoyens amé-* « *ricains qui ont péri sur le* Lusitania *et sur l'*Ara- « bic. »

L'Allemagne reculait. Le comte Bernstorff était obligé d'abandonner momentanément la politique de terreur qu'il avait poursuivie aux États-Unis. Sur mer, les sous-marins allemands suspendaient aussi leur œuvre destructive. Le torpillage de l'*Hesperian*, survenu le 4 septembre, paraissait bien porter atteinte à la parole donnée et à la bonne foi de l'Allemagne. Mais après enquête, Berlin affirmait que l'*Hesperian*

n'avait été torpillé par aucun sous-marin allemand. Washington ajoutait foi à cette déclaration solennelle. Le différend entre les États-Unis et l'Allemagne semblait s'apaiser.

A ce moment surgit l'affaire Dumba.

CHAPITRE SEIZIÈME

Le jeu autrichien

Le silence de la diplomatie autrichienne. — Son intervention subite, le 29 juin 1915. — Sa protestation contre le commerce des munitions. — La réponse des États-Unis à l'Autriche le 25 août. — L'arrestation du journaliste Archibald le 30 août. — La découverte des lettres Dumba. — Chez M. Lansing. — M. Dumba déclaré indésirable. — Publication des documents compromettants par l'Angleterre. — Le départ de M. Dumba.

Pendant tout le séjour de M. Dernburg aux États-Unis, l'Autriche-Hongrie, fidèle alliée de l'Allemagne, et son ambassadeur à Washington, M. Dumba, n'avaient signalé, ni leur existence, ni leur présence par un acte quelconque. L'élément hongrois, qui relevait de l'ambassade autrichienne, faisait cause commune avec l'élément allemand, du moins pour la plus grande partie ; de la part de M. Dumba, il n'y avait que silence et effacement.

Subitement, à la date du 29 juin 1915, l'ambassadeur autrichien se présenta au cabinet de M. Lansing et remit officiellement, au nom de son gouvernement, une protestation contre l'envoi de munitions américaines aux Alliés. Comme la question avait été déjà soulevée par MM. Dernburg et Bernstorff, le président Wilson fit remarquer que la réponse faite par lui à Berlin s'adressait aussi à Vienne en sa qualité d'alliée.

Mais M. Dumba protesta que sa réclamation était tout à fait distincte.

Depuis longtemps, était-il dit dans la note autrichienne, le commerce des munitions de guerre sur la plus grande échelle continue entre les États-Unis d'une part et la Grande-Bretagne et ses alliés, tandis que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont été complètement isolées du marché américain.

Les conséquences profondes de ces faits ont retenu l'attention du gouvernement autrichien depuis le commencement.

Bien que le gouvernement autrichien soit convaincu que l'attitude des États-Unis en cette matière n'est pas dictée par une autre intention que celle d'observer la neutralité la plus stricte et de s'adapter aux définitions des conventions internationales, la question se pose néanmoins de savoir si les circonstances qui se sont produites pendant la guerre, indépendamment du désir du gouvernement américain, ne sont pas de nature à renverser dans leurs effets les intentions des Etats-Unis.

Si la réponse à cette question est affirmative — et pour l'opinion du gouvernement autrichien elle est sans aucun doute affirmative — alors se pose cette autre question de savoir s'il ne paraît pas possible ou même nécessaire de prendre des mesures propres à faire respecter le désir qu'a le gouvernement américain de rester strictement impartial entre les deux parties belligérantes.

M. Wilson résolut donc d'examiner dans des conditions particulières la réclamation de l'Autriche-Hongrie. Il y répondit, quelques semaines plus tard, par une note officielle, que le 25 août, l'ambassadeur des États-Unis à Vienne porta au baron Burian, ministre des Affaires étrangères autrichien. Cette note était ainsi conçue :

La réponse américaine du 25 août à la note autrichienne du 29 juin

Le gouvernement des États-Unis a examiné avec soin l'exposé du gouvernement impérial et royal concernant l'exportation d'armes et de munitions des États-Unis dans les pays se trouvant en guerre avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Le gouvernement des États-Unis apprend avec satisfaction que le gouvernement impérial et royal reconnaît ce fait indubitable que son attitude, en ce qui concerne l'exportation des armes et des munitions, est fixée par l'intention « d'observer une stricte neutralité et de suivre à la lettre les dispositions des conventions internationales ». Il est cependant étonné d'apprendre que le gouvernement impérial et royal laisse entendre que l'observation des strictes prescriptions du droit dans les circonstances de la guerre actuelle est insuffisante et affirme que les États-Unis devront outrepasser les règles admises depuis longtemps au sujet du commerce des neutres et prendre des mesures « afin d'observer une attitude strictement égale vis-à-vis des deux partis en guerre ».

Le gouvernement des États-Unis ne peut souscrire à cette affirmation, tendant à l'obliger de modifier, étant données certaines circonstances spéciales, les usages internationaux. En reconnaissant une telle obligation, d'ailleurs admise dans la pratique internationale, chaque État neutre aurait le devoir de se faire juge de la tournure prise par la guerre et de borner ses relations commerciales à celui des belligérants dont les succès navals empêchent les relations des neutres avec l'ennemi. Le point de vue du gouvernement impérial et royal paraît être que les avantages dévolus à l'un des belligérants, grâce à sa supériorité sur mer, doivent être compensés

par les puissances neutres, au moins dans l'institution d'un système de non-échange avec le vainqueur.

LA THÉORIE DE L'ÉQUILIBRE

Le gouvernement impérial et royal limite ses remarques aux armes et aux munitions, mais si le principe qu'il défend est juste, il devra valoir pour tous les articles de contrebande avec la même force. Le belligérant qui possède la maîtrise des mers peut avoir une abondante provision d'armes et de munitions, mais manquer de denrées alimentaires et d'effets d'habillement. Selon le nouveau principe que la balance égale est un devoir de la neutralité, les nations neutres seraient obligées d'interdire de tels articles parce que l'un des belligérants ne pourrait les obtenir par la voie commerciale. Mais si le principe affirmé si hautement par le gouvernement impérial et royal devait être admis en ce qui concerne la supériorité de l'un des belligérants sur mer, ne devrait-il pas valoir de la même façon à l'égard du belligérant supérieur sur terre ? Si l'on appliquait cette théorie de l'équilibre, il devrait être permis aux belligérants qui manquent des munitions nécessaires pour combattre avec succès sur mer d'acheter celles-ci aux neutres, tandis que le belligérant possédant un excédent de matériel de guerre ou en état de le produire lui-même devrait être exclu d'un tel commerce. Il est clair que la notion de la stricte neutralité, telle qu'elle est exposée par le gouvernement impérial et royal, entraînerait une nation neutre dans une foule de complications qui obscurciraient tout le domaine des obligations internationales, provoqueraient des perturbations économiques et enlèveraient au commerce et à l'industrie tout leur champ d'action légitime, déjà suffisamment restreint par suite de la guerre.

Dans cet ordre d'idées, il paraît indiqué d'attirer l'attention du gouvernement impérial et royal sur le fait que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, et en particulier cette dernière, ont produit au cours des années qui précédèrent la guerre actuelle un excédent important d'armes et de munitions qu'ils ont vendu dans le monde entier et spécialement à des belligérants.

Pendant cette période, aucune des deux n'a soulevé ou appliqué le principe défendu aujourd'hui par le gouvernement impérial et royal.

LES PRÉCÉDENTS

Pendant la guerre des Boers, entre la Grande-Bretagne et les républiques sud-africaines, les navires de guerre britanniques faisaient des patrouilles le long des côtes des colonies neutres voisines afin d'empêcher l'importation de munitions et d'armes au Transvaal et dans l'État libre d'Orange. Les républiques alliées se trouvèrent alors dans une situation, à cet égard, à peu près identique à celle où se trouvent aujourd'hui l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Malgré l'isolement commercial de l'un des belligérants, l'Allemagne vendit à la Grande-Bretagne des centaines de mille kilogrammes d'explosifs, de poudre, de cartouches, de canons et d'armes, et il est notoire que l'Autriche-Hongrie fit de même, bien que dans une proportion moindre. Il est vrai qu'en comparaison de la guerre actuelle, les quantités livrées étaient minimes (un tableau des ventes est annexé à la présente), mais le principe de la neutralité était le même. Si, à cette époque, l'Autriche-Hongrie et son alliée actuelle l'Allemagne s'étaient refusées à vendre des armes et des munitions à l'Angleterre, parce qu'un tel procédé était contraire à l'esprit de la neutralité absolue, le gouvernement impérial et royal pourrait soutenir son point de vue actuel avec plus de logique et plus de force.

Il doit être rappelé encore que pendant la guerre de Crimée de grandes quantités d'armes et de munitions ont été livrées à la Russie par des fabricants prussiens ; que pendant la récente guerre entre la Turquie et l'Italie, ainsi que ce dernier gouvernement l'a appris, des armes et des munitions ont été livrées au gouvernement ottoman par l'Allemagne, et qu'au cours des guerres balkaniques les belligérants ont été approvisionnés en armes et en munitions tant par l'Autriche que par l'Allemagne.

Quoique ces derniers cas diffèrent de la situation de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne dans la guerre actuelle, comme c'est le cas pour la guerre sud-africaine, ils nous montrent pourtant clairement qu'elle était la pratique observée depuis longtemps par les deux empires relativement au commerce du matériel de guerre.

En raison des explications précédentes, mon gouvernement ne voulait pas croire que le gouvernement impérial et royal accuserait les États-Unis de manquer à leur neutralité impartiale s'ils continuaient leur commerce légitime de toutes les espèces de matériel servant à rendre efficaces les forces combattantes d'un belligérant, même si les circonstances de la guerre actuelle empêchent l'Autriche-Hongrie de se fournir de ce matériel sur les marchés des États-Unis, qui, pour autant que l'action et la politique du gouvernement ont à intervenir, sont ouverts et restent ouverts également pour tous les belligérants.

LE LIBRE COMMERCE DES ARMES

Outre la question de principe, il y a aussi une raison pratique pour laquelle le gouvernement des États-Unis, depuis la fondation de la République jusqu'à aujourd'hui, a toujours revendiqué et exercé le commerce libre et illimité des armes et du matériel de guerre. La politique des Etats-Unis ne les a jamais poussés à avoir en temps

de paix une grande puissance militaire, et des provisions d'armes et de munitions suffisantes pour repousser une attaque d'un ennemi puissant et bien armé. Le gouvernement espérait toujours vivre en paix avec toutes les nations et voulait éviter toute apparence de menacer cette paix par son armée et sa flotte. A la suite de cette politique, les États-Unis, en cas d'attaque d'une puissance étrangère, auraient été au début de la guerre dans un sérieux embarras, si ce n'est dans une situation critique, par suite du manque d'armes et de munitions et par suite aussi du manque de moyens de se les procurer en quantités suffisantes pour les besoins de la défense nationale.

Les États-Unis ont toujours mis leur confiance dans leur droit et la possibilité pour eux d'acheter des armes et des munitions dans les pays neutres, en cas d'attaque étrangère. Ce droit qu'ils réclament pour eux-mêmes, ils ne peuvent le refuser aux autres. Une nation qui a pour but de sa politique de mettre sa confiance pour la protection de son intégrité politique et territoriale dans les obligations internationales et la justice des nations pourrait devenir la victime d'une nation agressive dont la politique et la pratique consistent, en temps de paix, à renforcer sa puissance militaire, dans des buts de conquête, si cette nation attaquée ne pouvait pas, après la déclaration de guerre, se procurer des moyens de défense contre son agresseur sur les marchés mondiaux. Si les nations, en général, venaient à admettre la théorie que les puissances neutres doivent interdire la vente des armes et des munitions aux belligérants, chaque nation se verrait forcée de disposer en tout temps du matériel de guerre nécessaire à faire face à toute éventualité et de créer et de maintenir les moyens de fabriquer ces armes et ces munitions en quantités suffisantes pour faire face aux besoins de son armée de terre et de mer pendant toute la durée de la guerre.

Il est clair que l'acceptation de cette théorie conduirait à faire de chaque pays un camp retranché prêt à repousser toute attaque, et tenté, dans la revendication de ses droits et pour aplanir les difficultés internationales, de recourir plutôt à la force qu'à la raison et à la justice. Reconnaissant que l'acceptation du principe d'après lequel les États neutres devraient interdire la vente d'armes et de munitions aux États belligérants pendant la durée de la guerre favoriserait indubitablement celui des belligérants qui aurait su en temps de paix s'approvisionner en matériel de guerre et serait devenu un vaste dépôt d'armes et de munitions en prévision de la guerre, le gouvernement des États-Unis a la confiance que l'adoption de cette théorie renforcerait le militarisme et empêcherait cette paix internationale qui est le but et le désir de tout homme qui veut maintenir le droit et la justice dans ses relations diverses.

L'ATTITUDE ADOPTÉE

Par cet exposé des raisons pratiques de son attitude dans la question du commerce des armes et des munitions, le gouvernement des États-Unis désire être bien compris, c'est-à-dire qu'il n'a aucunement eu l'intention de porter un jugement sur les circonstances qui entourent la guerre actuelle, ni même de le faire supposer, mais qu'il a voulu seulement exposer en toute liberté et clarté le point de vue qui a guidé la politique des États-Unis sous ce rapport. Comme l'attitude prise par les nations à ce point de vue a été illustrée par l'attitude de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie pendant la guerre sud-africaine, et comme on se rend compte du mal que pourrait provoquer un renoncement à cette attitude, on ne peut adopter les propositions du gouvernement impérial et royal. D'ailleurs certaines insertions austro-hongroises pour expliquer le point de vue de leur gouvernement

ne peuvent être passées sans remarques. L'Autriche prétend :

1° Que l'exportation par les États-Unis d'armes et de munitions à des belligérants est contraire au préambule de la convention de la Haye n° 13 de l'année 1907 ;

2° Qu'elle ne concorde pas avec le refus de ce gouvernement de laisser approvisionner les navires de guerre en haute mer ;

3° Que d'après toutes les autorités dans le domaine du droit des gens qui se sont longuement occupées de la question, l'exportation de munitions devrait être interdite lorsque ce commerce prend une telle forme et de telles proportions qu'il porte atteinte à la neutralité du pays.

En ce qui concerne l'assertion que l'exportation d'armes et de munitions est contraire au préambule de la convention de la Haye n° 13 de l'année 1907, le gouvernement admet que l'on fait allusion au dernier paragraphe de ce préambule, dont la teneur est la suivante :

« Dans cet ordre d'idées, ces règles ne doivent pas être fondamentalement modifiées par un État neutre pendant la durée de la guerre, excepté dans le cas où la pratique aurait démontré la nécessité d'un pareil changement pour assurer la protection des droits de cette nation. » Il est évident que la seule raison qu'un neutre aurait de modifier les règles établies par la convention dont l'une, comme nous tenons à le relever expressément, déclare qu'un pays neutre n'est pas tenu d'empêcher l'exportation de la contrebande de guerre, serait la nécessité dans laquelle ce neutre peut se trouver de le faire pour assurer la protection de ses propres droits. Le droit et le devoir de décider quand cette nécessité existe revient aux neutres et non à un belligérant ; il est discrétionnaire et même obligatoire. Si une puissance neutre ne fait pas usage de ce droit, une puissance belligérante n'a pas le droit de se plaindre, car en le faisant, elle en

viendrait à déclarer à ce neutre ce qui est nécessaire pour protéger les intérêts de ce neutre.

Le gouvernement impérial et royal devra admettre qu'une semblable plainte ne provoquerait qu'une fin de non recevoir.

En ce qui concerne la soi-disant opposition qui existerait entre la ligne de conduite adoptée par le gouvernement au sujet de l'exportation des armes et des munitions et celle qu'il observe en ne permettant pas que les approvisionnements parviennent de ses ports à un navire de guerre en haute mer, il suffit de faire remarquer que cette interdiction d'approvisionner des vaisseaux de guerre repose sur le principe qu'une puissance neutre ne doit pas permettre que son territoire serve de base maritime à l'un des belligérants. Un vaisseau de guerre peut, avec certaines restrictions, une fois tous les trois mois, obtenir du combustible et des approvisionnements dans un port neutre. Si les vaisseaux de guerre y fonctionnent comme tenders et sont autorisés à s'approvisionner plus fréquemment qu'une fois tous les trois mois et sans limite dans un port neutre, cela rendrait illusoire l'interdiction de la convention de faire du territoire neutre une base maritime.

D'ailleurs, le gouvernement ignore qu'un navire de guerre autrichien ait cherché à obtenir directement ou indirectement des approvisionnements d'un port des États-Unis. Cette question a été entre-temps discutée avec le gouvernement impérial allemand, auquel le point de vue de mon gouvernement a été exposé en détail le 24 décembre 1914.

En ce qui concerne l'assertion du gouvernement impérial et royal, d'après laquelle les écrivains sont unanimement d'avis que l'exportation de la contrebande n'est pas compatible avec la neutralité, le gouvernement des États-Unis a fait procéder à un examen approfondi des principales autorités dans le domaine du droit des gens.

Les résultats de cet examen l'ont conduit à la conclusion que le gouvernement impérial et royal avait été induit en erreur et a avancé une affirmation sans fondement. Moins d'un cinquième des autorités consultées appuient sans réserve la défense de l'exportation de la contrebande. La plupart des représentants de cette minorité avouent que la pratique des nations est autre. Il ne doit pas paraître déplacé d'attirer spécialement l'attention sur la déclaration de l'auteur allemand Paul Einicke, qui déclare qu'au début de la guerre, les belligérants n'ont jamais protesté contre des interdictions de commerce de contrebande, mais qui ajoute que de semblables interdictions pourraient être considérées comme des violations de neutralité et, au moins, comme des actes inamicaux, lorsqu'elles seraient décrétées au cours de la guerre, dans l'intention de priver inopinément de ses ressources un parti qui y aurait compté.

D'ailleurs, le gouvernement des États-Unis considère comme inutile pour le moment de prolonger la discussion des revendications du gouvernement austro-hongrois. Les principes du droit des gens, la pratique des nations, la sécurité nationale des Etats-Unis et d'autres nations sans grande préparation militaire et maritime, le danger d'augmenter les armes et les flottes et le désir de voir employer des méthodes amicales dans le règlement des difficultés internationales, enfin, la neutralité elle-même s'opposent à ce que l'on interdise l'exportation des armes, des munitions et des autres approvisionnements de guerre par une nation neutre à des puissances belligérantes pendant la durée de la guerre.

La note américaine, empreinte d'une très grande courtoisie, était à peine remise à Vienne que cinq jours après, le 30 août 1915, on apprenait l'arrestation à Falmouth, en Angleterre, à bord du steamer

Rotterdam, d'un journaliste américain, M. Archibald. Celui-ci s'était embarqué à New-York huit jours auparavant. Comme ses relations avec les ambassades autrichiennes et allemandes étaient connues du service d'espionnage anglais aux États-Unis et, en particulier de M. Sping-Rice, l'éminent ambassadeur de la Grande-Bretagne à Washington, ce dernier avait télégraphié à Londres de perquisitionner habilement dans les bagages du sieur Archibald. Ce qui fut fait. La valise du journaliste américain contenait en effet trois séries de lettres, la première série du comte Bernstorff adressée à Berlin, la seconde du Dr Dumba, à Vienne, la troisième du capitaine Von Papen, attaché militaire allemand, à divers agents et amis.

La lettre du Dr Dumba, adressée au baron Burian, ministre des Affaires étrangères d'Autriche était ainsi conçue :

New-York, 20 août 1915.

Excellence,

Hier soir, le consul général von Nuber a reçu le mémorandum inclus du rédacteur en chef du journal hongrois *Szakadsag* après une conférence avec celui-ci, et comme suite à ses propositions de préparer une grève aux aciéries de Bethlehem, dirigées par M. Schwab, en ce qui concerne la fabrication des munitions de guerre. Archibald, que Votre Excellence connaît bien, part aujourd'hui à midi, à bord du *Rotterdam*, pour Berlin et Vienne. Je saisis cette rare et sûre occasion pour recommander chaudement la proposition à l'examen favorable de Votre Excellence. Mon impression est que nous pouvons désorganiser et suspendre pendant des mois, sinon empêcher entièrement la fabrication des munitions

aux usines de Bethlehem et dans le Middle-West, ce qui, d'après l'opinion de l'attaché militaire allemand, est d'une grande importance et compense amplement les dépenses entraînées. Mais même si les grèves n'aboutissent pas, il est probable que nous obtiendrons, sous la pression de la crise, des conditions plus favorables pour le travail de nos pauvres compatriotes écrasés par le labeur à Bethlehem. Ces esclaves blancs, qui travaillent maintenant douze heures par jour et sept jours par semaine, sont tous des personnes faibles qui succombent et deviennent phtisiques.

Les ouvriers allemands trouvés parmi les travailleurs habiles recevront des moyens d'existence. En outre, un bureau particulier d'enregistrement allemand a été établi qui fournit un emploi aux personnes qui ont volontairement abandonné leur place. Elles se joindront à nous et le plus grand concours nous est assuré.

Je prie Votre Excellence d'être assez bonne de me donner, par télégraphie sans fil, son avis sur la présente lettre et de me dire si elle lui donne son adhésion.

Dans une autre lettre au baron Burian, le Dr Dumba déclarait que les efforts pour mettre fin à l'exportation des munitions d'Amérique étaient inutiles et préjudiciables, « vu le tempérament entêté du Président Wilson ».

Dans la valise du journaliste Archibald on découvrit en outre un rapport de l'éditeur du journal hongrois *Szakadsag*, publié à New-York, rapport où étaient révélés les plans austro-allemands pour désorganiser, sinon empêcher entièrement, la fabrication des munitions dans les usines américaines. L'organisation régulière des grèves y était expliquée. Parlant spécialement des aciéries de Bethléem, le rapport disait : « Il faut envoyer à Bethlehem autant

d'ouvriers hongrois et allemands que l'on pourra et qui commenceront secrètement parmi leurs camarades l'œuvre de désorganisation. »

Quant aux lettres du capitaine Papen, l'attaché militaire allemand, l'une d'elles, adressée à Mme Papen, racontait qu'un portefeuille avec des documents importants avait été volé au conseiller financier de l'ambassade allemande, M. Albert : « On a volé à « notre bon ami, écrivait l'attaché militaire, un porte- « feuille bourré de papiers. Naturellement ce sont « les Anglais du service secret qui sont les auteurs de « ce vol. Malheureusement quelques points très im- « portants extraits de mon rapport à Berlin se trou- « vent parmi ses papiers, tels que l'achat de chlore « liquide, la correspondance avec la Bridgeport Pro- « jectile Co, ainsi que des documents relatifs à l'ac- « quisition de phénol pour les explosifs et à l'achat « des brevets Right pour aéroplanes. »

Ainsi il était clair que l'ambassade d'Autriche s'était prêtée à la propagation du mouvement gréviste aux États-Unis et avait poussé une partie de la population américaine à la guerre civile.

Dès qu'ils furent mis en possession des documents, le Président Wilson et le secrétaire d'État, M. Lansing, firent appeler le Dr Dumba à Maison Blanche. L'entretien dura vingt-cinq minutes. Quelques heures après les instructions suivantes étaient télégraphiées par M. Lansing à M. Penfield, ambassadeur des États-Unis à Vienne, pour demander au gouvernement austro-hongrois le rappel de son ambassadeur :

En raison de l'intention avouée du Dr Dumba de conspirer en vue de paralyser l'industrie légitime du peuple

américain et d'interrompre son légitime commerce, et en raison de la violation flagrante des convenances diplomatiques, violation commise en employant un citoyen américain protégé par un passeport américain pour porter secrètement à travers les lignes ennemies des dépêches officielles destinées à l'Autriche-Hongrie, M. le Président de la République m'enjoint d'informer Votre Excellence que le Dr Dumba n'est plus acceptable auprès du gouvernement des Etats-Unis comme ambassadeur de Sa Majesté royale et impériale à Washington.

Le Dr Constantin Dumba, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Washington, a avoué qu'il a proposé à son gouvernement des projets pour organiser des grèves dans les fabriques américaines occupées à la fabrication de munitions de guerre. Cette information est parvenue au gouvernement des Etats-Unis par la copie d'une lettre adressée par M. Dumba à son gouvernement. Le porteur de cette lettre était un citoyen américain nommé Archibald, qui voyageait sous passeport américain. L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie a avoué avoir employé M. Archibald comme porteur de dépêches officielles à l'adresse du gouvernement.

Dans la croyance que le gouvernement royal et impérial reconnaîtra que le gouvernement des États-Unis n'avait d'autre alternative que de demander le rappel de M. Dumba à la suite de la conduite incorrecte de ce dernier, le gouvernement des États-Unis exprime son profond regret que cette action soit devenue nécessaire et assure le gouvernement royal et impérial qu'il désire sincèrement continuer les rapports amicaux et cordiaux qui existent entre les États-Unis et l'Autriche-Hongrie.

C'était le 10 septembre. Trois jours après, le gouvernement autrichien répondit qu'il rappelait son ambassadeur pour consultation. Aussi courtois qu'envers le Dr Dernburg en juin précédent, le gouverne-

ment anglais délivra un sauf-conduit au Dr Dumba. Mais celui-ci ne céda point la place sans protester. Avant son départ, il écrivit à M. Lansing une lettre, dont le passage principal était ainsi conçu :

« Comme ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Washington, j'ai été, depuis bien des mois et suis encore aujourd'hui, dans la situation phénoménale de ne pas pouvoir communiquer directement avec mon gouvernement, quoique nos ennemis aient eu et ont encore l'autorisation de se servir librement des câbles transatlantiques.

« J'ai à présent reçu comme une grâce, de votre département, l'autorisation de communiquer, par l'intermédiaire de l'ambassade d'Allemagne, mais seulement pour lui demander un congé me permettant d'aller lui donner des explications personnelles et de suspendre dans l'intervalle son jugement sur les accusations formulées contre moi dans le message adressé par votre excellence à mon gouvernement.

« Maintenant, j'attends la réponse.

« Il ne m'a pas été permis d'informer mon gouvernement que je n'admets pas avoir conspiré pour agir en violation des lois du pays auprès duquel je suis accrédité et dont je n'ai en aucune façon abusé de l'agréable hospitalité qu'il m'a offerte.

« Le message que j'ai cherché à faire parvenir à mon gouvernement à cet effet a été supprimé par la censure, alors que, d'une manière que je ne puis m'expliquer, il a été communiqué à la presse, qui s'est empressée de le publier.

« Je vous demande si jamais un ambassadeur s'est trouvé, en pays neutre, dans une pareille situation, créée d'ailleurs par le gouvernement auprès duquel il est accrédité, alors que les ambassadeurs des puissances ennemies de son pays ont toutes les facultés possibles pour communiquer secrètement avec leurs gouvernements.

« Dans de telles circonstances, je n'ai aucune excuse à fournir pour avoir confié ma lettre à M. Archibald. Si c'est une offense, la plupart des Américains qui voyagent en Europe ne s'en doutent pas, car nombreux sont ceux qui, avant de quitter les Etats-Unis, s'offrent à se charger de messages. Il ne m'est pas un instant venu à l'idée que j'agissais mal, et je ne puis encore le comprendre à l'heure actuelle, d'autant plus qu'il s'agissait d'une affaire absolument légitime et rentrant dans mes attributions. »

Après quelques jours de repos passés à Lenox (Massachussetts), l'ambassadeur Dumba retenait sa place sur le *Nieuwe-Amsterdam*, qui devait quitter New-York pour Rotterdam le 6 octobre suivant.

L'Angleterre cependant pour bien donner à l'affaire tout le relief qu'elle comportait, avait publié, le 22 septembre, dans un livre blanc spécial, tous les documents trouvés dans la valise du journaliste Archibald.

CHAPITRE DIX-SEPTIÈME

Le jeu franco-anglais

Différence d'éducation et de méthode diplomatiques entre les empires du centre et les Alliés. — L'attitude du gouvernement français vis-à-vis des États-Unis. — L'anniversaire de l'indépendance américaine : Discours de M. Viviani, de M. Gaston Thomson, de W. Scharp. — La mission financière franco-anglaise à New-York. — A la veille de l'emprunt. — Conditions et succès de cet emprunt.

Ainsi, la diplomatie austro-allemande aux États-Unis ajoutait elle-même à son histoire peu glorieuse quelques hontes de plus. Quand on récapitule en effet, pour la seule année de guerre 1914-1915, les déconvenues des ambassadeurs ou des envoyés spéciaux de l'empereur Guillaume II, on est étonné de la quantité de leçons, que des nations différentes leur ont infligées, sans que pour cela ils semblent avoir consenti à changer de méthode. C'est M. de Bulow, qui le premier est contraint de s'éloigner de Rome, tandis que l'Italie, qu'il prétendait séduire, prend sa place de combat à côté des Alliés. C'est M. Dernburg qui quitte les États-Unis, suivi trois mois après, de M. le Dr Dumba. C'est M. Schenk, dont M. Venizelos découvre les intrigues en Grèce et qu'il réprimande publiquement. C'est le baron Von Gunppenberg que les Anglais surprennent en Égypte et qu'ils incarcèrent. C'est von Voreck arrêté en Chine, etc. Encore

la liste, au moment où nous écrivons ces lignes, n'est-elle pas close. Le comte Bernstorff et quelques-uns de ses auxiliaires directs, comme Von Papen et le capitaine Boy-Ed, ne sont-ils pas à leur tour dans une situation délicate?

Que faisait cependant la diplomatie anglo-française? Courtoisement et habilement guidée à Washington par M. Jusserand et par M. Spring-Rice, elle continuait à faire crédit à la politique patiente de M. Wilson. Dans l'intervalle, aucune occasion n'était négligée d'exprimer les sympathies réelles qu'en France surtout on nourrissait à l'égard des États-Unis.

Le 4 juillet, à l'occasion de l'anniversaire de l'Indépendance, la Chambre de commerce américaine donnait au Palais d'Orsay un grand banquet de 200 couverts. A la table d'honneur que présidait M. Peixotto, président de la Chambre de commerce, se trouvaient réunis, MM. Viviani, Président du conseil des Ministres; Malvy, ministre de l'Intérieur; Augagneur, ministre de la Marine; Thomson, ministre du Commerce; Doumergue, ministre des Colonies; Laurent, Préfet de police, et M. Hanotaux, de l'Académie française; MM. William Sharp, ambassadeur des États-Unis; Ribot, ministre des Finances; Marcel Sembat, ministre des Travaux publics; Fernand David, ministre de l'Agriculture; Bienvenu Martin, ministre du Travail; Ambroise Rendu, vice-président du Conseil général de la Seine.

Parmi les invités, étaient l'honorable John W. Carrett, ancien ministre des États-Unis; MM. Gustave Menier, Paul Gautier, sous-directeur des Affaires d'Amérique au ministère des Affaires étrangères, et

un grand nombre de notabilités appartenant à la colonie américaine à Paris : MM. C.-J. Barnard, W.-V.-R. Perry, H.-R. Grifin, L. Slade, W.-S. Hogan, etc.

M. M.-P. Peixotto inaugura la série des discours. Avec une grande élévation de pensée et une force d'expression remarquable, le distingué Président de la Chambre de commerce américaine à Paris rendit hommage à la France, en rappelant qu'en 1778 « Washington voyait accourir La Fayette, Rochambeau et tant d'autres ».

Suivant ses nobles traditions, ajouta M. Peixotto, la France venait au secours de ceux qui étaient alors des faibles luttant contre de plus forts.

Argent français, flotte française, armée française, mieux encore : réconfort d'une ardente et sincère sympathie, et l'assurance du succès final, tout nous était acquis. La France nous a comblés !

Vingt-cinq ans plus tard, en 1803, la France nous a rendu spontanément encore un second service. En nous cédant la Louisiane, elle nous a livré la vallée du Mississipi, qui nous barrait la route vers l'ouest, qui arrêtait notre expansion.

Nous ne sommes pas de ceux qui payent d'ingratitude les services rendus. Profonde et vivace a été notre reconnaissance pour la nation qui nous avait généreusement aidés à devenir une nation. Et après la reconnaissance, vint la sympathie...

Or, voici que la France est engagée dans une lutte gigantesque. Notre sympathie vibre aussitôt. Oserais-je dire : avec quelque inquiétude ! Cette France, si belliqueuse autrefois, mais qui, mettant bas les armes, s'était consacrée aux arts de la paix, saura-t-elle, pourra-t-elle soutenir ce choc formidable ?

Notre inquiétude n'aura pas été longue. Dans la « versatile » France, la force d'âme et le génie de la guerre se sont instantanément réveillés. Dans le pays des Condé, des Turenne, des Napoléon, devenu le pays des Pasteur, des Henri Poincaré et des Berryer, nous avons vu surgir un Joffre. Et la manière dont la France concentrait toutes ses énergies a forcé notre admiration. Parce que la France croyait à la paix, cette lutte gigantesque l'a surprise. En un rien de temps, elle fut à la hauteur des circonstances.

M. Viviani, Président du Conseil, répondait à M. Peixotto par le discours suivant :

Messieurs,

En ce jour éclatant où vous avez coutume de vous rassembler afin de mieux rapprocher vos cœurs, vous avez convié à vos côtés le gouvernement de la République. Il a répondu avec empressement à votre appel, touché de la délicate pensée qui a dicté votre invitation. Je traduirai, certes, cette pensée sans la travestir. Vous avez voulu rappeler qu'une gloire commune nous sourit, que les héros américains et les héros français ont scellé autrefois un pacte fraternel. Vous avez voulu rendre hommage à la noble nation qui, fidèle à ses traditions, défend sur son sol, avec ses foyers et son indépendance, l'indépendance du monde dont, tant de fois, elle fut le champion ; vous avez voulu, vous qui la connaissez si bien, lui apporter le témoignagne émouvant de votre respect.

Ce n'est pas vous qui l'avez crue une nation frivole et légère et vous n'êtes pas surpris de la trouver grave et forte. Ce n'est pas vous qui, aveuglés par la poussière que soulevaient nos luttes intérieures, avez pensé que nos discussions d'hommes libres interdiraient l'union des cœurs et la concorde des volontés. Ce n'est pas vous qui

avez cru qu'elle était seulement capable d'un emportement héroïque, bientôt suivi d'un abattement soudain, vous qui savez ce que cachent les qualités brillantes de notre race et que la résistance à l'épreuve la plus tragique n'use ni son corps ni son âme. Et si cette épreuve se prolonge, si des jours de combat se lèvent après d'autres, vous savez que la France n'est ni lasse ni résignée, qu'elle est debout, armée, organisée, ardente, redoutable, sûre de vaincre, avec les indomptables alliés qui défendent la même cause.

D'ailleurs, vous n'avez pas attendu l'occasion que vous offrait cet anniversaire pour faire connaître à notre pays vos sentiments affectueux. Dès que fut déchaîné par l'Allemagne sur le monde cet abominable fléau, c'est vers la France que vous avez tourné votre cœur. Vous avez fondé des hôpitaux, vos médecins ont rivalisé de zèle avec les nôtres, et répudiant devant ce malheur elles portaient le deuil, toutes les joies que peut donner la fortune, des femmes américaines ont soigné des malades, pansé les blessures, enveloppant d'une grâce suprême leur charité. Que par ma voix tant de générosités, qui ont trouvé un écho profond dans notre âme, soient remerciées et bénies !

Cet admirable élan, certes, portait vers nos enfants les fils et les filles de votre race. Est-ce trop dire ou le mal comprendre que de lui donner une autre portée ? C'est votre cœur qui vous a inspirés. C'est aussi votre conscience. Le sang de nos deux peuples a coulé sur la même terre à l'ombre d'étendards communs. Vos ancêtres ont fondé la plus grande démocratie du monde et érigé en principe l'indépendance des nations. Les nôtres ont proclamé les droits de l'homme et annoncé les droits des peuples.

Comment une sympathie vibrante n'unirait-elle pas, quand le droit est déchiré, la liberté violée, la conscience et le cœur des héritiers de ceux qui leur ont légué ce formidable héritage ? Ce n'est pas devant vous, devant

votre pays, que je plaiderai la cause de la France et de ses Alliés. Votre sympathie nous est acquise. Notre fierté vous est un sûr garant que nous la saurons conserver.

Nous luttons, nous lutterons, nous briserons la lourde épée qui a tant de fois menacé et meurtri la justice. Nous n'avons pas recours pour cela — et les loyales et rapides explications, fournies par l'Angleterre et la France au gouvernement américain qui défendait les droits légitimes des neutres, vous le prouvent, — nous n'avons pas recours à des procédés monstrueux, nous ne nous disposons pas à couler des navires chargés d'innocentes victimes, à assassiner des femmes et des enfants... La civilisation a une supériorité sur la Kultur : c'est qu'elle se respecte, ne méprise pas le jugement de l'humanité et le verdict de l'Histoire.

Mais détournons-nous du présent. Je bois à l'avenir, à l'indépendance des nations, à leur liberté de disposer d'elles-mêmes, aux générations affranchies par la vaillance de tant de héros, à la grande République qui symbolise la force — la force servante et non-maîtresse du droit.

Messieurs, je lève mon verre en l'honneur de l'éminent Président de la République des États-Unis.

Le discours du Président du conseil fut longuement applaudi.

M. William G. Sharp, ambassadeur des États-Unis, lui succéda.

Au milieu de la détresse qui nous entoure, dit M. Sharp, devant les épreuves que supporte le noble peuple français, nous n'avons qu'à suivre les sentiments de notre cœur pour être réunis dans une même pensée. A un tel

moment, monsieur le Président, j'aimerais mieux écouter les douces voix de la sympathie et de l'encouragement que d'entendre les tons froids et métalliques des intérêts commerciaux.

Au moment de toutes les grandes crises de l'Histoire, quand la vie même des nations est mise en jeu, la Providence divine a donné comme guides des hommes à la hauteur de leurs grandes tâches. Chaque génération apprend ses leçons de celle qui l'a précédée. Dans le passé, les Etats-Unis ont trouvé des hommes assez puissants pour résoudre les problèmes innombrables qui se sont présentés. Pour cette raison, nous croyons fermement que le courage, la sagesse et le patriotisme de notre Président Woodrow Wilson nous guideront à travers les événements actuels.

Si on peut dire tout cela de l'Amérique, ont peut le dire de la France. Ses grands hommes d'État, ses magnifiques généraux et l'esprit élevé et noble de son peuple, ont conquis l'admiration non seulement de leurs amis, mais de leurs ennemis.

Monsieur le Président, en vous exprimant combien je suis reconnaissant de faire partie de cette assemblée notable, permettez-moi de vous dire combien nous sommes honorés par la présence de tant de membres distingués du gouvernement français. En vous parlant ainsi, je décris non seulement mes propres sentiments, mais les sentiments de tous mes compatriotes. A cette commémoration impressionnante d'un anniversaire qui est si cher au cœur de chaque Américain, j'espère que nos hôtes peuvent apprécier combien la sympathie et la bienveillance de notre gouvernement et de notre peuple vont spontanément vers la France. Je souhaite qu'après les agonies de l'heure actuelle ce beau pays aura une recrudescence de lettres, d'arts et de sciences, tout ce qui a fait, parmi les nations du monde, le charme et la gloire de la France.

M. Gaston Thomson, ministre du Commerce, exprime à la Chambre de commerce américaine de Paris toute la gratitude de nos commerçants et de nos industriels, car elle a « largement contribué à rendre plus intimes et plus cordiales les relations entre les États-Unis et la France ». M. Thomson dit ensuite :

Avant le jour où la maison dirigée par M. Pierpont Morgan — auquel vous me permettrez d'adresser notre salut le plus cordial et nos vœux de prompt rétablissement (*longues acclamations*) — a accepté de remplir une mission qui devait servir à la fois les intérêts américains et français, la Chambre de commerce, exerçant exactement les devoirs de sa charge, s'était efforcée de developper les échanges entre les deux pays. Avec un sens supérieur des lois économiques, elle n'avait pas cherché seulement à faire pénétrer chez nous des matières premières et les produits de votre industrie, elle s'était employée à lever les obstacles qui pouvaient s'opposer à la libre pénétration des articles français sur l'immense marché des États-Unis. C'est, en grande partie, grâce à son action efficace que malgré nos prohibitions de sortie, nous voyons nos exportations françaises en Amérique, pour les cinq premiers mois de 1915, atteindre presque celles de la même période de 1914, avec seulement une moins-value de 7 °/₀.

Au lendemain de la guerre, la France, ayant retrouvé sa liberté économique, ouvrira à son commerce, à son industrie, de nouveaux débouchés. Elle ira demander aux puissances amies les produits que des traités volontairement déchirés l'obligeaient à aller chercher ailleurs. Ce jour-là, vous verrez se resserrer encore les liens matériels et moraux qui unissent les deux grandes Républiques. (*Vifs applaudissements.*)

Nous n'oublions pas non plus, messieurs, avec quelle ardeur infatigable la Chambre de commerce américaine

de Paris a secondé l'action du gouvernement français quand, persistant dans ses desseins et tenant vis-à-vis des Etats-Unis les engagements qu'il avait pris en pleine paix, il a décidé, malgré la gravité de l'heure, de participer quand même à l'exposition de San-Francisco.

La France ne pouvait pas vous apporter un meilleur gage de sa constante vitalité, ni saisir une occasion plus favorable d'évoquer notre commun passé. Car, à côté des productions de ses artistes, de cet ensemble qui représente si fidèlement son génie, elle a pieusement réuni les reliques laissées par ces hommes qui vous appartiennent autant qu'à nous : Rochambeau, La Fayette.

Le passage du discours où M. Thomson adressa à M. Pierpont Morgan tous ses vœux de prompt rétablissement provoqua une vive émotion dans l'auditoire et fut frénétiquement applaudi.

Le dernier discours fut prononcé par le professeur J.-Mark Baldwin, membre correspondant de l'Institut de France.

« La France est aujourd'hui le centre du monde, la source suprême d'inspiration de l'individu. Les facteurs de cette inspiration sont encore obscurs, mais le fait — le fait que la France est en ce moment le plus noble exemple du monde — est indiscutable. Les Français ont montré durant la lutte de l'année dernière des qualités d'âme et de corps, un courage physique allié à une force morale, une pondération d'esprit mue par l'exaltation patriotique, qualités qui démontrent le droit du Français à porter l'image et à invoquer le nom de sa patronne sainte Jeanne d'Arc.

« Un grand savant anglais, sir William Ramsey, a dit dernièrement du sentiment actuel du peuple anglais pour la France que ce sentiment est voisin de la véné-

ration. Tel est, en effet, à l'heure présente, notre propre sentiment — vénération qui n'est que l'hommage que nous payons à une vertu plus élevée et que nous ne comprenons pas entièrement. Dans une publication récente, M. Barthou, l'homme d'État éminent qui servit la France d'une manière remarquable en obtenant le vote de la loi de trois ans, écrit avec un juste orgueil : « Ceux « qui du dehors ont jugé la France, vivante, passionnée, « vibrante, suivant qu'ils étaient nos adversaires ou nos « amis, ou bien se sont réjouis ou bien ont été attristés « à la vue de nos hésitations, de nos contradictions, de « nos tergiversations. Mais les uns et les autres n'ont « jugé que suivant les apparences extérieures, et tous se « sont trompés... car nous étions nous-mêmes. Parce que « nous étions divisés, on nous croyait irréconciliables. « Nous étions légers et l'on nous jugeait corrompus ; nous « amusions le monde, et celui-ci nous estimait incapables « de défendre la France. Mais nous l'avons défendue, et « nous avons fait mieux... La France de demain ne peut pas « être la France d'hier... Il y a des choses dont la guerre « a rendu le retour impossible. »

« Nous acquiesçons bien volontiers à cette éloquente parole. Toutefois, nous pouvons y ajouter une constatation supplémentaire ; il y a des choses également, en apparence impossibles, que la guerre a rendues réelles : la naissance chez un peuple d'un désir conscient de grandeur, d'une volonté de puissance plus forte que celle d'aucune autre nation. »

Les sentiments contenus dans les discours français et américains n'étaient point une pure expression diplomatique. Ils étaient la sincère représentation de l'état d'esprit et des relations de la France et des États-Unis, après un an de guerre. Les intrigues austro-allemandes en Amérique n'avaient point prévalu.

En vain recommencèrent-elles lorsque, dans les

premiers jours de septembre, arriva à New-York la délégation financière anglo-française, chargée d'étudier le taux du change et de contracter au nom de Paris et de Londres un vaste emprunt de plusieurs milliards. Les banquiers allemands, qui étaient autrefois à la solde de M. Dernburg, tentèrent d'abord de s'immiscer dans les négociations. Leurs propositions déclinées, ils entreprirent dans les journaux une campagne violente contre l'emprunt des Alliés, campagne qui allait jusqu'à menacer la sécurité personnelle des membres de la commission financière. Les commissaires français et anglais, pendant un certain temps, ne sortirent que gardés par des détectives.

Mais là aussi le bon droit finissait par triompher de l'intrigue. L'emprunt franco-anglais de 2 milliards et demi, remboursables en cinq ans, était consenti à 5 %. (conditions autrement bénignes que certains emprunts qui avaient précédé). A peine connu, il s'annonçait comme devant être rapidement souscrit.

Au 25 septembre 1915, date à laquelle s'arrête ce volume, l'action allemande aux États-Unis apparaissait plus que jamais compromise et irrémédiablement vouée à l'échec.

DOCUMENTS

PIÈCE N° 1 [1]

M. Dernburg défend l'empereur, explique les causes de la guerre, et rend l'Angleterre et le Panslavisme responsables [2].

Quand j'arrivais à New-York, voici quinze jours, je fus fort surpris de lire sur les journaux de grosses entêtes, telles que « la guerre du kaiser », « l'armée du kaiser », « le kaiser battu », etc... Je crus tout d'abord qu'il y avait là une sorte d'abréviation et que le nom du kaiser était mis à la place de celui de l'Allemagne dans cette guerre, que nous avons été contraints d'entreprendre. Je vis bientôt cependant que l'on voulait dire quelque chose de tout à fait différent et qu'une grande partie du

1. Plusieurs volumes ne suffiraient pas à reproduire toutes les lettres de propagande du docteur Dernburg. Nous avons de propos délibéré écarté toutes celles où les répétitions étaient évidentes et traduit les seules importantes (*Droits de traduction réservés*).

2. Cet article fut publié par le *New-York Sun*, le dimanche 13 septembre 1914. Il parut, précédé d'une brève et séduisante biographie de l'auteur par le journal lui-même. Le *New-York Sun* déclara en outre que l'article de M. Dernburg avait été soumis, avant l'insertion, au professeur William N. Sloane, « premier professeur de M. Roosevelt à l'Université de Berlin ». M. Sloane avait certifié que cet article était « l'exposé très bon et très juste du point de vue allemand ».

Ce mode de présentation des articles de M. Dernburg sera à peu près constant. Pour mieux frapper l'opinion américaine, l'envoyé spécial de Guillaume II recherchera le patronage des plus hautes personnalités des Etats-Unis. De plus, le dimanche sera le jour préféré pour la publication, à cause du plus grand nombre de lecteurs:

peuple américain était d'avis que l'empereur était plus ou moins responsable de la déclaration de guerre. L'opinion des Etats-Unis était que le peuple allemand, qu'elle connaît cependant pour être bon et pacifique, avait été entraîné dans la guerre grâce aux institutions autocratiques particulières à l'Allemagne, le militarisme notamment.

J'estime donc intéressant d'expliquer ici les bases constitutionnelles sur lesquelles reposent nos institutions. L'empire allemand est l'union de tous les Etats qui appartenaient auparavant à la Confédération germanique, à l'exception de l'Autriche. L'article XI de la constitution allemande dit : « la Confédération sera présidée par le roi de Prusse dont le titre est Deustcher Kaiser ». Il y a entre la constitution allemande et la constitution des Etats-Unis une grande similitude ; cette dernière est également la réunion d'un certain nombre d'Etats indépendants, qui ont cédé une partie de leur souveraineté au représentant de l'Union. Mais le Kaiser a beau représenter l'empire dans ses relations avec l'étranger, il ne peut cependant pas déclarer la guerre au nom de l'empire sans le consentement au Bundesrat de 54 votes égaux. L'empereur, par ses pouvoirs de roi de Prusse, a seulement 17 votes. Il s'ensuit que l'Empereur ne pouvait pas et, en fait, n'a pas déclaré la guerre de son propre chef. Il avait à obtenir et a, en fait, obtenu le consentement de ses alliés représentés par le Conseil Fédéral. Ce consentement fut unanime. Or c'était, à franchir, un obstacle beaucoup plus grand que le contrôle placé par la constitution des Etats-Unis entre les mains du Président, lequel, parmi tous les plus grands monarques de la terre, concentre en lui-même le plus grand pouvoir.

Donc, le Kaiser allemand, pas plus que le Président des Etats-Unis, ne peut faire la guerre quand il lui plaît. Pas davantage l'empereur n'est ce qu'on l'appelle ici, je

veux dire « le Seigneur de la guerre ». Il n'a pas la disposition, il n'a pas le commandement absolu des forces de l'armée entière allemande. L'article 66 de notre Constitution dit que les princes allemands, et plus spécialement les rois de Bavière, de Wurtemberg et de Saxe, sont les chefs des troupes appartenant à leur territoire (6 corps d'armée sur 24 en temps de paix). Ils nomment les officiers de ces troupes, ils ont le droit d'inspecter ces troupes, etc... En conséquence, la disposition absolue de l'armée allemande passe au Kaiser seulement au moment où le consentement de ses alliés, c'est-à-dire des Etats qui avec la Prusse forment l'Empire, a été obtenu et l'autorise à déclarer la guerre. Mais il y a un obstacle encore plus élevé et plus grand aux volontés de l'empereur. Toutes les mesures édictant les conditions et les ressources de la guerre doivent être approuvées par le Reichstag. Le Reichstag est un corps élu par le scrutin le plus libéral qui existe, plus libéral même que le scrutin des Etats-Unis pour l'élection du Président. La loi allemande, notamment depuis 1867, exige un vote pour chaque homme, un vote universel, secret et direct. Le peuple allemand est représenté aussi directement et aussi démocratiquement dans son gouvernement que le peuple américain dans le sien. Le droit au vote ne dépend pas d'une censure ou d'une différence d'éducation. Tout Allemand ayant 25 ans et au-dessus peut voter. Le Reichstag compte 397 membres : les conservateurs, le parti de la guerre, ainsi appelé parce que la plupart de ses membres sont d'anciens officiers, est une minorité sans espoir ; ils sont environ 55. Il y a 110 socialistes démocrates et environ 100 libéraux. De telle sorte qu'en fait il y a au Reichstag une majorité libérale. Malgré cette composition, le Reichstag a voté à l'unanimité les lois et les crédits nécessaires à la présente guerre ; les socialistes démocrates, bien que rejetant la guerre par principe dans leur programme, approuvèrent unanimement

la politique que leur expliqua le chancelier de l'Empereur. Je dis ceci pour prouver que cette guerre n'est pas une « guerre du kaiser » puisqu'il ne peut pas seul déclarer la guerre, mais bien la « guerre du peuple allemand ». Une guerre moderne, conformément aux grandes idées du prince de Bismarck telles qu'il les exprimait en 1887, avec ses armées énormes comprenant des peuples entiers, ne peut être entreprise avec sûreté, ou faite avec succès, si ne se trouvent pas réunis le consentement unanime et l'aide enthousiaste de la nation entière. Les Américains revenant d'Allemagne vous diront que ce consentement et cet enthousiasme existent au plus haut degré, qu'il n'y a jamais eu une union du peuple allemand et de ses princes, des partis et des croyances, semblable à celle qui existe dans ces temps d'épreuves où pas moins de sept nations se sont données la main pour écraser notre pays. J'entends cependant la réponse : le militarisme prévaut et domine en Allemagne ; par là le militarisme des autres nations européennes a grandi, jusqu'au jour où la tension devint telle que la corde se cassa ; et elle est cassée maintenant. A ceci je réplique que l'Allemagne n'a ni créé, ni favorisé indûment le militarisme en Europe. Le militarisme en Allemagne ne forme qu'une très petite partie de nos préoccupations générales. Nous avons été contraints au maintien d'une armée et d'une flotte par les circonstances, par l'histoire de notre pays et par nos voisins. Nous n'avons pas la plus forte marine, nous n'avons jamais aspiré à l'avoir, pas plus que nous n'avons numériquement la plus forte armée, comme on peut le voir par les journaux américains eux-mêmes qui parlent de 8 à 10 millions de soldats russes ; or, l'Allemagne a en effectifs la moitié de ce nombre. Ce n'est pas nous au surplus qui avons commencé à entretenir des armées ou des flottes.

Depuis que la dynastie des Habsbourg se retira plus ou moins du vieil empire allemand pour suivre sa propre

destinée et fonder l'Autriche et la Hongrie, mon pays, l'Allemagne moderne, « le saint empire allemand » expression qui fut la risée du monde pendant des siècles, n'a été en somme que l'arène et le champ de bataille des nations européennes ; combattant pour leur suprématie, elles l'ont toutes invariablement choisi. Tout homme qui sait un peu l'histoire sait que dans la guerre de Trente ans (1618-1648) la durée d'une vie humaine, les Français, les Danois, les Suédois, les Polonais, les Autrichiens, les Croates, et même les Espagnols, s'entremêlèrent sur le sol allemand. Cette contrée florissante et prospère fut si entièrement dévastée qu'à la fin de la guerre, elle avait seulement un sixième de ses habitants primitifs. Tout le monde sait ensuite que, comme conséquence de cette déplorable situation, Louis XIV arracha l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, qui pendant plus de 800 ans en avait été maîtresse ; allié avec les Suédois et les Polonais, Louis XIV déclara ensuite la guerre à la « petite » Prusse et continua ses exploits en sol allemand. Gœthe qui étudia en 1770 à Strasbourg, capitale de l'Alsace, dit dans son « Wahrheit und Dichtung » qu'il ne fallait pas s'étonner de ce que les Alsaciens fussent devenus si peu Français ; en somme le temps fut court pendant lequel ils appartinrent à la France. Au siècle suivant, nous avons le même tableau. Tout le monde connaît la célèbre combinaison Kaunitz ; la Russie et l'Autriche, alliées avec la France et le « saint empire allemand », luttèrent contre Frédéric le Grand pendant sept ans (1756-1763), toujours sur le sol allemand. Quarante ans plus tard, Napoléon transporta la lutte pour la suprématie de la France en Europe, sur ce même champ de bataille où les Allemands et les Autrichiens, les Russes et les Suédois se donnèrent l'un l'autre rendez-vous pour vaincre la France ; ce fut là une autre guerre de sept ans, d'Iéna à Leipzig. La situation de l'Allemagne au milieu de l'Europe, aussi longtemps surtout qu'elle fut sans pouvoir, sans influence et divisée en un

nombre de petits États qui rendaient difficile la solution des questions européennes, lui valut toujours d'être le champ de bataille des nations.

L'Angleterre possède une grande flotte depuis le règne d'Henri VIII au XVIe siècle ; elle emploie cette flotte à maintenir sa prépondérance absolue sur mer en combattant toujours le peuple qui veut rivaliser maritimement avec elle, qu'il soit Français, Espagnol, Hollandais ou Russe. La Russie et l'Autriche ont eu pendant des siècles leurs armées derrière elles ; il en fut de même de l'Espagne, surtout de la France. Il n'y avait pas d'armée allemande parce qu'il n'y avait pas d'unité allemande. L'armée prussienne fut réorganisée seulement en 1863 grâce aux forces intérieures de 25 petits États. Après la défaite des forces napoléoniennes, mon pays attendait des jours meilleurs, mais le contraire advint. Trois grands diplomates se concertèrent pour maintenir l'Allemagne dans une faible condition : le prince Metternich, premier ministre autrichien, le prince Talleyrand, l'envoyé français si habile, et Lord Palmerston. Les guerres de Napoléon se terminèrent au Congrès de Vienne en 1815. L'Allemagne sortit humiliée du Congrès sans puissance et sans défense, elle dut créer pour vivre la « Confédération germanique ». La Hollande, et plus tard la Belgique, qui avait formé jusqu'en 1830 la partie sud de la Hollande, furent constitués Etats neutres, afin que l'Angleterre n'eut à craindre aucune puissance de l'autre côté de la Manche ; la France s'arrangea pour être entourée de tous les côtés par des voisins absolument inoffensifs. La jalousie, à l'égard de la Prusse, de l'Autriche alors en relations avec l'Angleterre et les ambitions françaises ne permirent pas à la race allemande de devenir une nation et de fonder son unité nationale. Quand la Belgique se sépara de la Hollande, les puissances choisirent un roi qui fut à la fois le gendre du roi de France et l'oncle de la reine d'Angleterre, par conséquent fortement lié avec ces deux pays.

La Confédération germanique, dans laquelle la Prusse avait un vote sur dix-sept, fut intentionnellement établie comme une machine inutilisable, puisqu'on demandait l'unanimité des votes pour chaque mesure importante. Telle fut la situation que Bismarck trouva quand, en 1852, il fut envoyé par la Prusse à la Fédération de Francfort. Il se rendit bientôt compte du manque d'appui de la Prusse, de la misère qui s'ensuivait pour l'Allemagne. Il décida que, si le peuple allemand voulait devenir une nation et avoir une puissance proportionnelle à sa population et à ses ressources, la domination de l'Autriche devait cesser tout d'abord. Ainsi éclata la guerre de 1866. Le Norddeutscher bund suivit, et la guerre commune de toutes les provinces germaniques contre la France souda l'Allemagne et l'Empire. L'histoire, cependant, avait enseigné à Bismark que cet empire ne pouvait vivre et prospérer, enfermé comme il l'était dans le milieu de l'Europe, entre les grandes puissances, s'il n'avait une armée suffisamment forte pour défendre ses frontières contre une attaque et une invasion. L'Allemagne nouvelle devait agir comme ses voisins l'avaient fait auparavant, c'est-à-dire créer et maintenir une grande force pour sa sauvegarde et sa tranquillité, pour le développement de ses avantages internationaux et sa prospérité intérieure.

Ainsi l'Allemagne, puissance militaire et navale, fut créée dans un but purement défensif; ses alliances furent conclues aussi dans un but défensif. L'Allemagne détient parmi les nations d'Europe le record de la paix à l'intérieur et à l'extérieur, puisqu'elle n'a fait aucune guerre durant les quarante-quatre dernières années. Elle n'a jamais convoité les territoires, ni les colonies de ses voisins; elle n'a jamais été en révolution à l'intérieur, ni en guerre à l'extérieur ; on ne peut pas en dire autant de tous ses voisins et adversaires.

Passons en effet les événements en revue. Depuis 1870, l'Angleterre a conquis l'Égypte, bombardé Alexandrie,

pris par la force les deux républiques boers ; elle a ajouté à sa sphère, par violence, le sud de la Perse, et par intimidation une partie du Siam. La France a conquis Tunis, s'est battue au Maroc, a fait la guerre à Madagascar, essayé de prendre le Soudan et conquis l'Indo-Chine dans une guerre sanglante. La Russie a combattu les Turcs en 1878 et les Japonais en 1904. Elle a pris à la Chine la partie nord de la Mandchourie et toute la Mongolie ; elle a fait la guerre en Turkestan ; elle a mis dans son sac la partie nord de la Perse, elle a formé et soutenu la combinaison balkanique ; elle s'est montrée la plus aggressive des puissances européennes. Pendant ce temps l'Allemagne a ajouté à son territoire seulement certaines possessions coloniales qui lui furent toutes cédées par arrangements pacifiques et du consentement commun des grandes puissances. Willed Grass, un des mandants américains du Lene Lenape, déclarait jadis dans sa pétition de 1852 à la Chambre de New-Jersey pour les compensations dues à sa région en échange des droits de pêche abolis : « Pas une goutte de notre sang vous « n'avez répandu dans une bataille, pas un acre de notre « terre vous n'avez pris sans notre consentement. » C'est le cas de mon pays dans ses acquisitions territoriales depuis 1870 ; toujours l'Allemagne s'est montrée respectueuse envers les puissances européennes. L'Allemagne s'est montrée la nation d'Europe la plus pacifique, sans excepter l'Espagne et l'Italie.

Le militarisme joue un rôle bien moindre dans la vie nationale allemande, que dans aucune autre nation. Les Américains, dans leur amour du libre arbitre et du jeu loyal, ont reconnu les progrès que ma patrie a faits dans les arts de la paix, dans les sciences et la technique industrielle, dans le commerce et l'industrie. Nous avions mieux à faire en effet que de songer à attaquer d'autres pays. Nous avons créé une grande marine marchande, la deuxième du monde. Nous avons un commerce

extérieur qui vient immédiatement après celui de l'Angleterre; car Londres continue à être la « Salle de réunion pour balance des comptes entre les banquiers du monde ». Nous avons développé nos Universités, qui sont aujourd'hui visitées par des étudiants de toutes les parties du monde. Notre législation a été modifiée dans l'intérêt du travailleur. L'Allemagne a été la première à introduire dans ses lois l'assurance nationale pour parer aux conséquences des accidents, de la maladie, de la vieillesse, du veuvage, etc... Nos progrès techniques sont incontestés. Nos industries électriques et nos industries chimiques ont conquis les marchés du monde. Les teintures et les produits pharmaceutiques allemands Salvarsan, le sérum Behring et autres, sont demandés partout. L'Allemagne a été le premier pays à vouloir l'éducation primaire obligatoire. Les travaux de ses peintres et de ses artistes sont connus de tout l'univers. Enfin, un de ses plus grands mérites a été de développer l'agriculture au même titre que les beaux arts. Par là, nous avons donné à notre pays la possibilité de se suffire à lui-même; il peut presque se passer des denrées et des produits alimentaires de l'étranger. A tous ces divers travaux, le Kaiser a apporté la plus grande activité et témoigné le plus vif intérêt. N'est-il pas depuis longtemps reconnu que ses préférences vont à tout développement pacifique? Cela n'a-t-il donc aucune signification qu'il ait figuré sur la liste des candidats pour le prix Nobel de la paix? Toute notre activité nationale du reste suppose l'état de paix dans l'univers. Il aurait été fou pour nous de mettre en mouvement de si nombreuses entreprises, si l'idée d'une guerre d'agression ou de provocation avait été dans l'esprit de l'empereur ou du peuple. On ne peut nier que tout ceci a été le travail des dernières quarante années. Avant cette époque, l'Allemagne était connue et tournée en ridicule comme un pays de « poètes » et de « penseurs ». N'est-ce pas le même peuple qui a tant

fait cependant pour la civilisation? Pourquoi n'avons-nous pas fourni auparavant les traits caractéristiques dont je viens de parler? Pour les raisons que j'ai justement exposées. Sans unité, sans liberté, sans sécurité, vivant toujours sous la crainte d'une intervention extérieure, nous ne pouvions développer nos propres tendances, ni travailler à notre avenir. Un peuple, qui toujours a peur d'être envahi de toutes parts, d'être l'otage des puissances qui se disputent la suprématie européenne, ne peut rien faire dans les travaux de la paix; il ne peut rien acquérir de l'activité et des moyens, qui sont la base de tout grand progrès commercial et industriel. La même argumentation peut être présentée en faveur des colonies allemandes, que nous exploitions dans des buts humanitaires, et qui sont devenues une valeur qui s'ajoute aujourd'hui à notre production intérieure. Mais le merveilleux développement de l'Allemagne, l'augmentation continuelle de sa richesse, la concurrence acharnée qu'elle faisait aux vieilles nations sur les marchés du monde, ont excité la jalousie de ses voisins. On ne peut pas s'étonner dès lors que ceux-ci aient saisi l'occasion de donner ce qu'ils appellent « une leçon à l'Allemagne ».

Venons-en maintenant aux raisons de la présente guerre. L'univers est devenu plus démocratique dans le dernier demi-siècle. La puissance et l'influence des dynasties ont été remplacées sur une grande échelle par l'esprit de nationalisme et d'affirmation de la race sur les autres races. C'est le peuple qui contrôle maintenant le cours de la politique européenne et américaine. Plus forts deviennent le nationalisme et le sentiment national, et moins les dirigeants sont contrôlés. Ceci est advenu principalement en Russie qui, en dépit de l'autocratie de sa constitution, a forcé le tzar à s'enrôler sous la bannière du panslavisme. Le panslavisme signifie le ralliement de tous les peuples de race slave sous la domi-

nation ou le protectorat du tzar blanc. Jusqu'à quel point le panslavisme a contraint la Russie au protectorat des Balkans, c'est ce qu'on peut voir dans l'extrait suivant du *Livre Blanc* anglais, numéro 139 : Sir G. Buchanam écrit ainsi à Sir Edward Grey : « M. Sazonoff a « informé l'ambassadeur français et moi-même, ce « matin, de sa conversation avec l'ambassadeur autri- « chien. Il en est venu à dire que, durant la crise bal- « kanique, il avait clairement démontré au gouvernement « autrichien que la guerre avec la Russie suivrait inévi- « tablement une attaque de l'Autriche contre la Serbie. « Il est clair que la domination autrichienne de la « Serbie était aussi intolérable pour la Russie que la « suprématie allemande en Hollande serait intolérable à « l'Angleterre. C'était en fait pour la Russie une ques- « tion de vie ou de mort. » Vous voyez : c'était une question de vie ou de mort pour la Russie que la Serbie ne fût pas attaquée. Tout le monde sait qu'une grande partie des peuples slaves fait partie de l'empire autrichien. Sur une population totale en 1910 de 51 millions en Autriche-Hongrie, on comptait 20.500.000 Slaves. Les prétentions du panslavisme, à savoir que tous les Serbes et tous les Slaves doivent dépendre de la Russie, que tous les Slaves seront protégés par la Russie, ne signifie rien moins que l'anéantissement de l'Autriche. C'est ce que l'Autriche exprima fortement dans son ultimatum. Que cette guerre apparaisse, maintenant, comme une conséquence de l'assassinat de l'archiduc-héritier d'Autriche, c'est ce qui est de peu d'importance. Elle pouvait éclater dans n'importe quel cas ; sinon aujourd'hui, du moins demain, aussi longtemps que la théorie de M. Sazonoff aurait persisté. Aucune médiation internationale, aucun arbitrage, de quelque nature qu'ils fussent, n'auraient empêché le choc de se produire aussi longtemps que l'ambition et le prestige russes exigeaient ces desseins. Et que ceci soit bien la théorie panslaviste

et l'ait été au moins depuis 1878, chaque lecteur de la presse américaine peut en témoigner. On lit dans le *New-York Times* du 10 septembre 1914 : « Remaniement « de la Carte de l'Europe. — Vues russes sur le partage « final des territoires. — Petrograd, 8 septembre. — Le « *Pretch* déclare que la guerre doit être terminée de telle « façon qu'elle ne laisse aucune association capable de « se venger d'aucun côté. Les changements dans la carte « d'Europe doivent s'opposer à la satisfaction des ambi- « tions légitimes allemandes. Il faut donner satisfaction « aux ennemis de la Prusse en Allemagne même. Il ne « faut plus de divisions de la Pologne; il faut reviser le « traité de Bukarest. L'unification de la Russie, de l'Ita- « lie, de l'Allemagne, de la Roumanie et de la Serbie « doit être complétée. La France doit recouvrer ce qu'on « lui a pris et, du côté turc, la Bulgarie également. Une « lutte de cent ans pour le principe des nationalités « doit se terminer par des décisions libérées de tout « compromis et par conséquent définitives. »

Ces idées semblent avoir plusieurs avocats en Amérique. De l'existence nationale de l'Autriche on ne peut cependant pas discuter. Ce n'est pas trop dire que, même le tzar l'eût-il voulu, il n'aurait pu empêcher son développement. L'anéantissement de l'Autriche-Hongrie ne peut en outre être toléré par l'Allemagne. L'Autriche est la seule aide que possède l'Allemagne pour sa défense, la seule amie sur laquelle elle puisse compter. L'anéantissement de la monarchie dualiste et l'isolement absolu de l'Allemagne rendraient celle-ci une proie facile, toutes les fois que ses voisins voudraient l'attaquer.

Sir Edward Grey a dit de la France qu'elle avait à prendre part à la lutte, comme conséquence d'une alliance fixe et par question d'honneur national. Ceci est exact. Le point de savoir si ainsi la politique française est sage ou ne l'est pas ne souffre pas discussion. Mais la France a certainement été mal inspirée de se lier à une puissance

dirigée par des instincts de race, et dont elle ne peut contrôler ni les buts, ni les aspirations. En prêtant à la Russie dix milliards de francs, elle s'est mise dans le cas de subir une guerre ; or, tandis qu'elle est la créatrice de la machine de guerre russe, elle reste indirectement le champ de bataille des aspirations russes, puisque la France est l'otage de l'Allemagne pour la conduite de la Russie dans l'avenir. La politique anglaise fut toujours, pendant des siècles, de maintenir l'Europe dans un équilibre des forces tel que l'Europe se trouvât divisée en deux camps d'antagonistes aussi égaux et équivalents que possible ; cependant l'Angleterre gardait une main libre pour que, de quelque côté de la balance que cette main pesât, le plateau de la balance descendit. Que l'Angleterre ait eu quelque répugnance d'entrer en guerre et que les efforts de Sir Edward Grey aient été très sérieux et très actifs pour éviter le choc (efforts pas plus sérieux cependant que ceux de l'empereur allemand et de son chancelier) c'est ce dont personne ne doute et que chacun comprend. Mais quand il fut bien clair que la Russie n'écouterait aucun avis et que la France s'engagerait dans le conflit, l'Angleterre alors, à cause de sa théorie de l'équilibre européen, fit pression de la main sur la balance.

En 1870, 38 millions d'Allemands combattirent 40 millions de Français. Lorsque l'Alsace-Lorraine fit retour à l'Allemagne, la proportion fut renversée. L'Allemagne avait 40 millions, la France en avait 38. Mais, tandis que l'Allemagne faisait de grands progrès en population, sans addition de territoire, et arrivait à plus de 66 millions d'habitants, la France restait absolument stationnaire avec 38 millions d'habitants. Il était clair dès le début que, dans une lutte européenne, la France serait terrassée par le poids du nombre et que l'équilibre européen, qui était la théorie de l'Angleterre, s'évanouirait pour toujours, si l'Angleterre ne mettait pas la main dans l'affaire. On a coutume de dire que l'Angle-

terre est entrée en guerre à la suite de la violation de la neutralité belge. Sir Edward Grey, que je connais depuis longtemps et que j'ai toujours considéré comme un diplomate supérieur et un gentilhomme, n'a jamais dit que la violation de la neutralité belge fut la raison, et encore moins la seule raison de la participation de l'Angleterre au conflit. Sa théorie, il l'exprima dans son discours à la Chambre des Communes le 3 août ; il s'appuya dans ses déclarations, sur le discours de M. Gladstone à la Chambre des Communes le 8 août 1870. Cette citation est la suivante : « J'admets qu'il y a l'obligation du « traité... Mais je ne puis souscrire à la doctrine... que « le simple fait de l'existence d'une garantie y lie chaque « partie sans tenir compte de la position particulière « que chacune de ses parties pourra avoir au moment « où l'occasion d'agir en vertu des garanties se produira. « Les grandes autorités en matière de politique étran- « gère... comme lord Aberdeen et Lord Palmerston, « n'ont, à ma connaissance, jamais pris de position « rigide, et je puis m'aventurer à le dire, de position « impraticable en matière de garantie. La circonstance « qu'il y a déjà une garantie nette est nécessairement « un fait important et un élément de poids dans le cas... « Mais il y aussi cette autre considération, dont nous « devons tous sentir profondément la force, c'est que « nos intérêts contre l'agrandissement immesurée d'une « puissance quelle qu'elle soit sont primordiaux. »

Ceci signifie que le traité concernant la neutralité belge n'obligeait pas l'Angleterre à maintenir celle-ci ; ce fut l'avis de M. Gladstone aussi bien que l'opinion de Sir Edward Grey que cette neutralité serait maintenue seulement si l'intérêt particulier de l'Angleterre le commandait. Donc ceci signifie également que le traité de garantie ne liait l'Allemagne que dans les mêmes conditions ; c'est-à-dire si sa position particulière lui permettait, en matière de neutralité belge, de maintenir

celle-ci. L'Allemagne a offert à la Belgique l'intégrité territoriale et une indemnité que celle-ci refusa. Sa position particulière lui commandait de marcher à travers la Belgique. Ceci, d'après M. Gladstone, elle avait le droit de le faire. M. Ramsay Mac Donald, le grand leader ouvrier anglais, attaquant Sid Edward Grey dans le « leader labor » de Manchester a commenté sévèrement le point de vue anglais. Il a dit (*New-York Evening Post* du 8 septembre) : « Si la France avait décidé d'at-« taquer l'Allemagne par la Belgique, sir Edward Grey « n'aurait pas fait d'objection, mais se serait justifié par « l'opinion de M. Gladstone. » Chaque lecteur impartial de la citation ci-dessus sera d'accord sur ce point. Le point saillant est que, pour employer les mots de M. Gladstone, l'Angleterre était effrayée d'un agrandissement immesuré de l'Allemagne », et que c'est la raison pour laquelle Londres se résolut à défendre la neutralité belge. Tel était son intérêt, telle est bien la théorie de M. Gladstone que sir Edward Grey donne comme règle à l'attitude anglaise. L'Angleterre fut la première puissance du monde durant plusieurs siècles et Sir Edward Grey n'avait pas l'intention d'aliéner légèrement cet héritage.

C'est également la raison pour laquelle on demanda à l'Allemagne de n'attaquer aucune des côtes françaises après que la France, avec le consentement de l'Angleterre, eut concentré sa flotte dans la Méditerranée. Sir Edward Grey dit dans le même discours : « Les côtes « françaises sont également sans défense. La flotte fran-« çaise est dans la Méditerranée et y sera concentrée « pendant quelques années à cause du sentiment de « confiance et d'amitié qui existe entre nos deux pays. » Et il continue : « Mon propre sentiment est que, si une « flotte étrangère, engagée dans une guerre que la France « n'aura pas cherchée (ce qui n'est pas très exact) et « dans laquelle elle ne serait pas l'aggresseur, entrait dans « la Manche, bombardait et battait les côtes sans défense

« de la France, nous ne pourrions pas rester neu-
« tres, etc... »

Ainsi l'Angleterre jugeait nécessaire de prescrire à l'Allemagne le point par lequel celle-ci attaquerait la France ; mais la mer était interdite parce que les côtes françaises étaient sans défense, et aussi la Belgique parce que la neutralité belge était un élément essentiel dans la politique d'équilibre de l'Angleterre. Si deux locomotives s'écrasent l'une contre l'autre, les tampons sont les premières parties à souffrir. Un choc est survenu entre l'Angleterre et l'Allemagne, occasionné par le fait que l'Angleterre voulut prendre la défense de la France ; il ne faut pas s'étonner que la première chose sur laquelle nous ayons foncé soit l'Etat-tampon qui devait servir à garder les deux puissances séparées et affaiblir, en faveur de l'Angleterre, sa rivale de la mer du Nord.

Ceci est à mon avis l'histoire du développement de la présente lutte. C'est l'agitation panslaviste et l'obligation pour le tzar de maintenir le prestige de la Russie, qui le forcèrent à rompre avec l'Autriche. Ce fut une nécessité pour l'Allemagne, et je puis ajouter ici, un devoir, en application du traité de 1879, de venir à l'aide de l'Autriche et de la protéger contre la destruction et le démembrement. Quiconque dit que l'Allemagne aurait dû abandonner l'Autriche ou lui donner le conseil de céder devant les prétentions russes, demande à l'Allemagne de commettre un acte déloyal, de rompre les obligations les plus solennelles et de souscrire à la théorie du « chiffon de papier » qui est si attaquée. Car, pour venir au fait, la théorie du « chiffon de papier » n'est pas d'invention allemande, mais bien d'invention anglaise, comme nous l'avons prouvé plus haut. Ce n'était pas seulement son traité avec la monarchie dualiste, mais l'attitude hostile de ses voisins qui forçait l'Allemagne à se mettre aux côtés de l'Autriche. La France devait entrer dans le conflit, c'était fatal ; elle avait le même traité avec la Rus-

sie que nous avec l'Autriche. Mais comment et pourquoi les intérêts de l'Angleterre lui dictèrent d'aider la France, c'est ce que j'ai justement essayé d'exposer : l'Angleterre incarne le trouble qui pesait sur l'Europe depuis nombre d'années. Il est d'autre part ridicule de considérer la Russie, terre des « pogroms » et des horreurs sibériennes, comme une puissance européenne de progrès, comme un bouclier de libéralisme, comme un artisan de la liberté grandissante. Opinion regrettable comme regrettable aussi la pesée de l'Angleterre qui, par intérêt, a contraint la France de devenir l'alliée de la Russie.

Je crois qu'on ne verra la fin de toute cette lutte que quand les nations d'Occident vraiment éprises de progrès, conduites par l'Allemagne et l'Angleterre, joindront leurs mains et rendront à l'Europe la paix sur des bases honnêtes et équitables. Cette conclusion dépend de l'esprit des différents peuples. L'Allemagne ne désirait pas cette guerre ; on l'y a forcée. L'Autriche la considérait comme une nécessité nationale : certainement elle ne la désirait pas. La France ne désirait pas la guerre ; elle y apportait un trop gros enjeu. L'Angleterre ne désirait pas la guerre ; elle pouvait s'estimer satisfaite de l'état de l'Europe avant que la guerre n'éclatât. Ce fut la tendance panslaviste, qui obtint le meilleur des vues les plus saines du tzar russe, lequel mit la balle en mouvement. Dans cette lumière des faits, on n'a pas besoin de demander si le différend entre l'Autriche et la Serbie pouvait être réglé par l'arbitrage ou non. Ce sont là des questions d'existence nationale et d'honneur qui ne se prêtent pas à l'arbitrage. La théorie panslaviste, qui prétend amener tous les Slaves sous le pouvoir du tzar, menaçait de diviser l'Autriche et même de la rayer du concert européen. La Serbie fut utilisée comme instrument et sa cause introduite dans la politique intérieure de sa voisine. Les documents contenus dans l'ultimatum autrichien le prouvent surabondamment. Il est égale-

ment inutile d'essayer de prouver que l'Allemagne commit une grande erreur en violant la neutralité belge. M. Gladstone a ruiné ce point de vue une fois pour toutes et Sir Edward Grey est avec lui. Tout ceci prouve un état très triste des affaires et a produit des conséquences sérieuses. Mais il n'est pas inutile de disputer de ces incidents, afin d'éviter le grand problème. Ce grand problème a été et est aujourd'hui de savoir si les Slaves gouverneront de la mer japonaise à Berlin, et encore plus loin à l'Occident, ou si l'Allemagne, même en lutte avec ses voisins civilisés de l'Ouest, restera debout pour maintenir la civilisation européenne et la sauver de la domination du « knout ».

(Signé : Dr Dernburg.)

PIÈCE N° 2

Le « navalisme » anglais.
Les buts de la politique anglaise[1] a l'égard des Etats-Unis.

Les hommes d'Etat anglais déclarent que la guerre doit être poursuivie jusqu'au dernier homme ; qu'elle sera longue et épuisante ; qu'on doit la faire en contraignant à la souffrance amère de la famine cent vingt millions d'Allemands et d'Autrichiens ; qu'on doit à ceux-ci couper tous les vivres, détruire leur commerce sur la mer, et prendre leur part dans le négoce et la navigation. Voici des armes efficaces, bien en rapport avec les habitudes anglaises. Plus une guerre continentale dure, plus les puissances enfoncées à l'intérieur des terres se trouvent embarrassées, plus elles s'épuisent et plus en revanche la Grande-Bretagne a de chances de consolider sa propre situation. Elle est pratiquement immunisée contre les conséquences de la guerre, son peuple conservant malgré tout son confort personnel ; elle continue

1. Cet article parut dans le *New-York Sun* le dimanche 27 septembre. Une carte sur six colonnes des possessions anglaises autour de l'Amérique illustrait le texte. L'article était le prélude aux excitations contre la politique anglaise, qui tendait, d'après M. Dernburg, à pousser les Etats-Unis à la ruine du commerce allemand ; d'où, si cela se produisait, impossibilité pour l'Allemagne d'accepter, à la conclusion de la paix, le Président Wilson et les Etats-Unis comme arbitres. De plus, aux accusations contre le « militarisme » allemand, M. Dernburg répondait par les dangers du « navalisme » anglais.

ses affaires comme par le passé, tient ses theâtres ouverts, court ses « races » et n'interrompt pas ses sports ; la mer lui est ouverte ; elle n'a ni soucis, ni dangers en ce qui concerne ses approvisionnements ; son armée n'est pas une armée nationale ; elle a simplement de très bons soldats entraînés qui, à l'exception d'une petite proportion de volontaires, ont fait de la guerre une profession ; en réussissant à placer ses soldats dans des conditions de tranquillité relative, l'Angleterre est sûre de ne pas souffrir grand mal. D'un autre côté, il n'est pas de grande guerre européenne qui n'ait donné à l'Angleterre l'occasion d'accroître ses possessions au delà des mers. L'histoire des stations charbonnières anglaises, la plupart fortifiées à l'étranger, correspond à l'histoire des grandes guerres du continent, tandis que les antagonistes avaient d'autres préoccupations que coloniser. C'est ainsi, que l'Angleterre obtint, on le sait bien ici, le Canada, après que la France se fut épuisée dans la guerre de Sept ans en 1763. Comme résultat des guerres napoléonniennes, alors que, ni la France, ni la Hollande, ni aucune autre nation européenne ne pouvaient défendre leurs possessions, l'Angleterre s'appropria les îles de Malte, de Ceylan, de la Trinité. Comme résultat de la guerre russo-turque, elle acquit pour sa neutralité l'île de Chypre. En 1705, elle prend Gibraltar à l'occásion de la guerre espagnole de Succession. Elle utilise l'épuisement des Turcs en se faisant donner Alexandrie en 1882. Lorsque la France se trouva embarrassée en Europe en 1765 et en 1799, elle obtint Madras ; comme en 1666, elle avait obtenu la Jamaïque, que les Espagnols ne pouvaient garder. Il en fut de même avec New-York et New-Amsterdam dans la lutte d'autrefois avec la Hollande qui dura plus de vingt ans. Cette énumération pourrait être amplifiée à plaisir. L'Angleterre a toujours gardé libre sa puissance sur mer ; toujours elle en a fait un excellent usage, lorsque les puissances du con-

tinent se sont trouvées engagées dans des difficultés. C'est ainsi que les hommes d'Etat anglais en sont venus à la conclusion que plus une guerre dure longtemps et mieux cela vaut pour eux.

Aujourd'hui, l'Angleterre peut tenter de capturer les possessions allemandes au delà des mers, faire avec le Portugal tels arrangements favorables à ses intérêts, obtenir de la Belgique, en récompense de ses services, une option sur le Congo, pourvu que la guerre dure assez longtemps. Politique admirable si on ne l'examine que du point de vue de l'intérêt personnel. Les hommes d'Etats anglais escomptent de même que, plus la guerre se prolongera, plus le commerce allemand sera détourné de ses voies actuelles, plus la flotte allemande tombera en décadence et plus le marché allemand pourra être pris. Il serait sage cependant de ne pas crier sur les toits, comme on le fait aujourd'hui, un programme qui a plus à gagner dans le silence. Mais il est vrai que la politique anglaise tend à des buts différents.

D'abord, il s'agit d'entraîner l'opinion publique anglaise dans une série de difficultés, qui naissent aujourd'hui et grandiront dans l'avenir, difficultés qui sont la conséquence de la guerre. Avec l'Allemagne, en effet, le commerce anglais perd son meilleur client. Il en est de même pour la Belgique, qui envoyait en Angleterre beaucoup de légumes et de fruits. Une grande partie de la France apparaît plus ou moins paralysée dans ses relations commerciales ; elle ne peut continuer son négoce avec la Russie à travers la Baltique ; les ports de la mer Blanche et du Far East commencent à geler ; sa Bourse est fermée. Le résultat de tout ceci sera de mécontenter les milieux marchands et plus encore les milieux ouvriers, puisqu'un grand nombre d'industries sont contraintes de suspendre le travail. Le coton a baissé dans des conditions inimaginables : d'où l'inducation que l'industrie du coton en Europe, et même dans le

Lancashire, opérera désormais sur une échelle très réduite. La pulpe de bois et de papier manque, le tirage des journaux se trouve par là menacé. Les teintures d'aniline ne peuvent plus s'obtenir par l'Allemagne, ce qui est extrêmement grave pour le commerce de Bradford. Les denrées nombreuses auxquelles les Anglais eux-mêmes faisaient appel, denrées qui étaient fournies par le continent ou par la France, sont appelées à disparaître après un certain temps. De tout ceci, pourvu que la guerre se prolonge, le peuple anglais espère retirer grand profit. Mais tout ceci est matière plus ou moins anglaise, et je ne m'en préoccuperais pas autrement si la politique de la Grande-Bretagne ne devait avoir une certaine répercussion sur les Etats-Unis. Que l'on comprenne que je ne discute point sur le terrain technique, mais que je parle simplement des effets.

Le peuple américain est invité par les Anglais, et tous les émissaires de la Grande-Bretagne invitent les citoyens des Etats-Unis à participer à la croisade anglaise contre le commerce et la navigation allemande. Ces émissaires soutiennent que le moment est venu où le commerce allemand avec l'Angleterre, le Sud-Amérique ou la Chine, peut être capté sur demande ; ils disent que les Anglais sont ainsi les grands bienfaiteurs du peuple américain en les invitant à partager et que l'Amérique agira tout à fait contre ses intérêts si elle n'accepte pas cette bienveillante invitation. Je désire examiner ici la situation de l'Amérique en cette affaire, non point que j'ai la prétention de donner des conseils à ce sujet, mais simplement pour expliquer la situation et rendre claires les conclusions auxquelles j'ai été conduit. Les commerçants américains savent ce qu'ils ont à faire. Ils ne se laisseraient pas influencer, même par l'opinion d'un homme qui a été dans les affaires pendant plus de trente ans avec tous les peuples du monde. C'est parce que le sentiment populaire américain semble être de suivre les

indications anglaises que je me permets d'exprimer publiquement ce que je pense de la question.

Les Américains estiment que l'heure est venue d'avoir une grande marine marchande et qu'ils doivent l'avoir maintenant. Certes je reconnais que l'Amérique doit avoir une bonne marine marchande, mais que l'heure soit plus opportune aujourd'hui qu'autrefois, et que, dans le temps très court où la flotte allemande se trouve supprimée, une marine marchande américaine puisse être établie sur des bases permanentes et de rendement excellent, c'est ce dont je doute sérieusement. On a discuté du bill de navigation, aujourd'hui abrogé, et qu'on voudrait rétablir. Autant que je puisse le comprendre, ce bill de navigation à l'origine était destiné à encourager les constructeurs de vaisseaux américains ; car on ne tolérait pas que des vaisseaux construits à l'étranger eussent, soit le pavillon, soit des équipages américains : de ce dernier point cependant je ne suis pas très sûr. Mais, le véritable obstacle à une marine marchande américaine, ne fut pas en tous cas la concurrence allemande, puisque le plus grand commerce du monde par mer appartient à l'Angleterre. Il dut y avoir d'autres causes qui empêchèrent l'existence d'une marine marchande ; on trouve ces causes dans le fait que la construction des navires aux Etats-Unis est en général beaucoup plus coûteuse ; que les salaires, surtout ceux des travailleurs habiles, sont aux Etats-Unis très élevés, point dont les Américains s'enorgueillissent, puisqu'il montre une meilleure distribution de la richesse et une façon de vivre du peuple plus confortable dans les zones basses de la vie. Aujourd'hui, l'achat des vaisseaux allemands internés, même si les belligérants le permettaient, procurerait évidemment à bon marché une grande flotte, mais alors se pose la question de l'entretien et de l'équipage de ces navires. Comme ces équipages doivent être payés d'après le tarif américain, les bateaux faisant le service

des denrées américaines auraient des frais beaucoup plus élevés que leurs concurrents anglais. D'autre part, les Etats-Unis n'ont ni docks, ni quais ; il n'y a pas de système d'agence, pas de connaissance intime des conditions du commerce, etc... bref tout ceci coûterait probablement beaucoup plus que les navires eux-mêmes. Je crois, par conséquent, voir juste en prétendant que tout commerce maritime pris sur la part de l'Allemagne n'ira pas aux Etats-Unis, mais à tel pays capable de concurrencer l'Angleterre sur le terrain des frais généraux et de la main-d'œuvre, comme la Suède, la Norvège et la Hollande ; l'Angleterre, du reste, prendra le plus qu'elle pourra. En ce qui concerne la marine marchande américaine, il ne me semble pas que l'heure soit meilleure aujourd'hui qu'auparavant.

Mais il y a un autre côté de la question auquel je dois faire également allusion. Je veux dire les possessions anglaises au delà des mers. Ses possessions forment une chaîne autour des rivages des autres nations, chaîne qui rend tout commerce maritime dépendant de l'autorisation anglaise. C'est pourquoi l'Allemagne tenta de construire une flotte très forte. Mon affirmation peut paraître énorme ; elle doit par conséquent être prouvée. J'invite les lecteurs à prendre une carte de l'Europe et à suivre mon explication.

Et d'abord aujourd'hui, la Baltique se trouve fermée, puisque l'Angleterre commande les détroits ; aucun navire suédois, finlandais, russe, danois, aucun navire allemand ne peut sortir sans être arrêté et contrôlé. Le cas est le même dans la mer du Nord, fermée à clef au nord, par la surveillance anglaise des Horkneys et Chetlands, à l'ouest par la Manche ; aucun navire allemand, belge, hollandais ou français ne peut aujourd'hui sortir de la mer du Nord sans la permission de l'Angleterre. La Méditerranée est contrôlée par les possessions de Gibraltar, Malte, Suez et Chypre ; aucun navire turc, grec,

autrichien, italien ou français ne peut sortir sans le contrôle et l'autorisation de l'Angleterre. Sur les côtes d'Afrique, les stations anglaises sont également nombreuses : la Côte d'Or et l'Argoa, l'île de Sainte-Hélène et le Cap, voilà pour l'Ouest ; Durban, Zanzibar et Port Sudan, voilà pour l'Est. La mer Rouge est absolument fermée par l'île anglaise de Perim et le rocher fortifié d'Aden. Dans le golfe Persique, il y a Bushir et Koweib, deux places fortes anglaises. Sur la route de la Chine, il y a Ceylan et Singapour. Sur la côte chinoise, Hong-Kong et Shangaï sont pratiquement anglais ainsi que Wei-Hai-Wei. Dans la mer du Sud, il y a la Nouvelle-Guinée anglaise, la Nouvelle-Zélande, Figi et les îles Tonga ; en sorte que pratiquement dans toutes ces mers la Grande-Bretagne peut empêcher ou permettre le commerce à son gré. Toute nation engagée dans le négoce maritime doit considérer ces choses, mais les Etats-Unis ont une raison très spéciale.

Le canal de Panama est la voie principale du commerce maritime américain et l'activité des nations à marine marchande a surtout en vue le Sud-Amérique. En outre, dans le nord, les Etats-Unis voient se dresser la grande frontière canadienne ; de plus, un certain nombre de stations charbonnières anglaises peuvent contrôler et contrôlent l'entrée des ports américains. Saint-Jean et Halifax représentent ici la main de l'Angleterre. Les croiseurs anglais font constamment des patrouilles dans les embouchures et les baies du New-York et du Delaware. Puis commence cette chaîne merveilleuse de stations charbonnières anglaises fortifiées, qui bloque absolument le golfe du Mexique et le canal de Panama ; elle commence avec les Bernudes, juste à l'opposé de Charleston ; les Bahamas commandent les détroits entre Keywest et la Havane, comme la Jamaïque commande l'entrée de la mer des Antilles. Puis, il y a les Barbades, la Trinité, etc... où les vaisseaux des Etats-

Unis dans leur chemin vers le Sud-Amérique sont contraints de passer. La situation n'est pas meilleure dans l'ouest où, depuis le port de Vancouver, la côte entière de l'Amérique se trouve surveillée.

L'Allemagne n'aurait pas entrepris son grand commerce avec l'étranger, sans être capable de le protéger. Il y a en ce moment une flotte allemande très forte, si forte qu'avec la flotte américaine, elle pourrait fournir un contrepoids à la politique arrogante et dominatrice de la Grande-Bretagne, comme on en a fait souvent la remarque aux Etats-Unis. Mais, quand le commerce allemand disparaît et que la flotte de commerce se trouve, comme le veut l'Anglais, démantelée, il est vrai de dire que les Etats-Unis ne peuvent pas avoir aussi de marine de commerce sans une flotte de guerre qui puisse tenir tête à la Grande-Bretagne. Or ceci est très difficile, car *le navalisme anglais est plus dangereux pour le monde que le militarisme allemand*, puisqu'il exige que, contre un navire d'une nation quelconque, il y ait toujours deux navires anglais. C'est grâce à la tolérance anglaise que l'on peut faire commerce sur la mer ; et dans l'avenir il en sera de même, si le programme anglais de détruire l'Allemagne et sa flotte se réalise. Dans mon esprit, une forte puissance centrale en Europe est indispensable au commerce américain, que ce commerce ait lieu par bateaux américains, ou par bateaux étrangers. En d'autres termes, l'invitation anglaise de partager les dépouilles du commerce allemand et de prolonger la guerre, invitation qui s'adresse même à des nations qui luttent aujourd'hui et que l'Angleterre croit pouvoir tenir le plus longtemps possible, est justement une séduction et une tentative de corruption. A les prendre en considération, il en résulterait pour la marine marchande américaine l'incapacité de concurrencer l'Angleterre sur les divers terrains commerciaux. Plus tard, après la destruction de la marine allemande, les Etats-Unis seraient contraints de cons-

truire autant de bateaux, d'équiper et d'entretenir autant d'hommes qu'il le faudrait pour la défense de leur liberté.

Les Etats-Unis d'autre part se présentent comme les créateurs et les protecteurs de la doctrine Monroë. Cette doctrine, les Américains n'ont pas à la défendre contre l'Allemagne qui y est toujours restée fidèle. On n'a pas oublié sa lutte avec l'Angleterre en 1893. Sans doute l'accroissement de sa population accroîtra proportionnellement les demandes, mais l'accroissement à l'intérieur des mêmes articles retardera constamment le mouvement.

Je répète donc en conséquence que l'existence d'une flotte allemande puissante, et d'une Allemagne forte au centre de l'Europe, est nécessaire comme frein à l'ambition anglaise; il en sera de même dans l'avenir, qu'une marine marchande américaine soit construite ou non.

En ce qui concerne d'autre part la captation du commerce allemand, ce n'est pas chose facile. Certes, il y a des affaires considérables entre les Etats-Unis et le Sud-Amérique qui se raréfient par suite de la disparition de l'aide financière continentale. Il est absolument logique que, ces banques continentales ne continuant pas leurs services, des banques américaines aillent dans le Sud-Amérique, aidées par la nouvelle législation « Federal Reserve board » et établissent elles-mêmes des Clearing-House. Quant à capter un commerce considérable, j'en doute. Le commerce se divise en importation et en exportation. Les exportations du Sud-Amérique consistent principalement en matières premières et l'Amérique en achète autant qu'elle a besoin. La plus grosse exportation du Brésil aux Etats-Unis est le café. A l'avenir les Etats-Unis ne boiront pas plus de café et n'en achèteront pas plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'à ce jour; ils n'achèteront pas plus de laine, ni quoi que ce soit de plus au delà de leurs besoins; donc rien à gagner de ce côté. Mais, il y a 30 millions de dollars que le commerce alle-

mand importait dans le Sud-Amérique. De ceci on peut facilement obtenir une part. Il est vrai que tout est en spécialités, en petites choses, tissus, etc... Or, il est coûteux d'établir des maisons spéciales de commerce avec de grandes salles d'exposition et de grands stocks d'articles. Il faut du temps pour découvrir ce que le peuple demande; il en faut encore plus pour chercher qui mérite crédit ou non. Puis se pose la question de la concurrence. Car pourquoi les Etats-Unis ne faisaient-ils pas auparavant ce commerce ? Parce que la vie et la main-d'œuvre aux Etats-Unis sont très élevées et que, dans le Sud-Amérique, la masse du peuple n'achète que les choses bon marché ; ce peuple n'a pas assez d'argent. Donc je prévois que l'Amérique, quel que soit le commerce que l'on puisse prendre en Allemagne, estimera que ce commerce ira plus volontiers à l'Angleterre. Un très grand désappointement suivra une tentative très coûteuse. Il en est de même pour la Chine et le Far-West. Le plus grand concurrent là est le Japon. L'Allemagne, admirablement équipée pour les industries textiles, n'a pu obtenir d'affaires pas plus du Japon que du Lancashire. La principale importation dans le Far-West est faite de marchandises de coton. Le peuple est trop pauvre pour acheter des marchandises de première qualité ; les exportations allemandes y sont de la même espèce que dans le Sud-Amérique. D'autre part le montant total des exportations est tout à fait insignifiant.

Pourquoi cependant vous dis-je toutes ces choses? La raison en est très claire. Tandis qu'on multiplie les excitations, tandis que le premier ministre de Russie demande à l'Amérique de se mettre à la tête et de capter le commerce allemand, vous Américains, vous voyez les meilleurs de vos clients qui achetaient vos marchandises de première qualité et vos matières premières, exclus de toute possibilité de négoce. Cinq cent millions de dollars de commerce avec l'Allemagne, autant avec la France,

la Belgique et l'Autriche, toutes vos importations russes, tout cela est perdu pour vous. Il n'y a aucun débouché pour vos produits principaux, comme le coton, l'huile, le cuivre et le blé. Le peuple américain perd beaucoup plus par la fermeture du commerce européen qu'il ne pourrait gagner en captant une partie du commerce maritime allemand. L'Angleterre désire ce commerce maritime pour elle; ainsi que l'a dit son ministre, elle sait parfaitement bien que l'Amérique n'en détournera qu'une petite part. D'autres conséquences sont à prévoir. Il y a toute une action organisée par un certain nombre d'écrivains anglais, afin que les Etats-Unis portent préjudice à l'Allemagne : certaines informations sont plus ou moins orientées dans ce sens. Le fait que l'Allemagne poursuit la guerre sur un sol étranger donne naissance à toutes sortes de récits de brutalités, d'atrocités, etc. Je voudrais bien voir que des Anglais ou des Français n'attaquent pas des maisons allemandes défendues par des soldats allemands et n'usent pas de représailles si les civils allemands leur tiraient dans le dos. Mais le but est que la sympathie des Etats-Unis s'éloigne de l'Allemagne; c'est pourquoi on fait appel aux sentiments du peuple américain par des raisons d'humanité, point de vue dont je vois bien la portée. En outre un mouvement parallèle tente de convertir l'Amérique à la guerre contre le commerce allemand. Ce mouvement, s'il réussit, provoquera des antipathies en Allemagne; ainsi le fossé se creusera entre les deux peuples : ce qui est regrettable et douloureux, puisque ces deux peuples sont cultivés et ont été l'un à l'autre depuis plus de cent ans les meilleurs des clients.

Voilà le jeu qu'on essaye de jouer. J'ai cru de mon devoir aussi bien dans l'intérêt allemand que dans l'intérêt américain, d'expliquer entièrement tout ceci. Il existe une amitié commerciale et politique entre nos deux

pays depuis cent cinquante ans, c'est-à-dire depuis l'époque où Lee, Benjamin Francklin, John Quinzy, Adams et les autres vinrent en Europe solliciter l'approbation de certains arrangements commerciaux en faveur des terres américaines qui luttaient pour leur liberté, et demandèrent à Frédéric le Grand d'ouvrir aux corsaires américains les ports de la Prusse. Depuis ces traités de commerce et d'amitié passés dans des conditions très larges et selon des principes d'humanités, depuis 1786 jusqu'à aujourd'hui, il n'y a jamais eu ni difficultés ni mésintelligences commerciales sérieuses pas plus que de guerre entre les deux pays. L'hospitalité accordée par les Etats-Unis aux émigrants allemands, la large part de science et de culture allemandes fournie à l'Amérique ont caractérisé nos relations. Nous n'avons jamais eu de guerre comme l'Angleterre en a eu avec les Etats-Unis. Nous n'avons jamais eu de difficultés semblables au cas de d'Alabama, au cas de Panama, au contrepoids des tendances américaines au Mexique, à la lutte contre la doctrine de Monroë dans le commerce vénézuélien.

Le programme anglais a encore d'autres tendances. Il est fait pour rendre impossible la médiation des Etats-Unis dans cette guerre. La proclamation de neutralité du Président est le document écrit le plus sage qu'on ait vu depuis longtemps, à la fois par sa forme et par son esprit. Mais le Président ne fait qu'exposer des intentions. Il ne peut y avoir de médiation effective que si un courant suivi s'établit entre l'Allemagne et l'Amérique, que si les Allemands ont des preuves de l'attitude du peuple américain et de son Président. On ne peut espérer que l'Allemagne accepte pour arbitre quelqu'un qui en paroles ou en actes se montrerait prévenu et influencé contre nous : au jeu de paume, il est impossible d'accepter un arbitre enclin par avance à favoriser l'une des parties. L'action anglaise a l'intention de suivre à la trace les efforts du Président et de prolonger la lutte.

J'avais à exposer tout ceci parce que je crois que les tendances du Président sont très nobles, qu'il a un beau rôle à jouer, rôle qui convient très bien au surplus à la nation américaine, à cause de son amour du progrès et de la paix. Mon désir est de limiter, quand le moment viendra, l'une des tentatives les plus affreuses que le monde ait jamais vues. Je sais que les Américains sont furieux contre mon pays, parce qu'ils croient que l'Allemagne aurait pu empêcher la guerre. J'aurais pu, ce que je ne fais pas, concéder ce point, mais le public n'acceptera pas cette argumentation qui pour le moment n'a pas d'importance pratique. Il s'apercevra simplement que même pour l'Amérique et surtout pour elle, cette guerre comporte de grandes issues de jeu, des questions de suprême intérêt national et qu'on doit nettement les regarder en face.

(Signé : Dr Dernburg.)

PIÈCE N° 3

Pourquoi l'Amérique est contre l'Allemagne [1].

Par M. Charles-W. Eliot.

Les diverses brochures que les écrivains allemands répandent en ce moment aux Etats-Unis, les nombreuses lettres au sujet de la guerre que les Américains reçoivent journellement d'amis allemands et de compatriotes d'origine allemande, nous prouvent que l'opinion publique américaine a quelque poids, ou du moins quelque intérêt pour le gouvernement et pour le peuple allemands, mais que les raisons qui font pencher les sympathies américaines en faveur des Alliés ne sont pas connues en Allemagne et ne sont pas toujours comprises par les nombreux immigrés de ce pays fixés aux Etats-Unis. Ce serait commettre une lourde erreur que de s'imaginer qu'il y a en Amérique un sentiment quelconque d'hostilité ou de jalousie à l'égard de l'Allemagne ; qu'on refuse de reconnaître les immenses obligations que le reste du monde a contractées envers cette grande nation, bien que d'ailleurs

1. La présente lettre de M. Charles-W. Eliot, président honoraire de l'Université de Harvard, est la troisième de la série qui parut dans *Le New-York Times* ; elle est aussi la plus importante. Elle fut publiée le 28 septembre 1914. Nous la publions *in-extenso*, à cause de la belle thèse d'idéal américain qu'elle constitue ; pour mieux montrer ensuite le sens de la réponse que le Dr Dernburg fit le 4 octobre, le *dimanche* suivant, à M. Eliot. Cette réponse est placée ici immédiatement après l'article de M. Eliot ; elle parle du passé de l'Angleterre et traite de la neutralité de la Belgique.

on comprenne en ce moment qu'elle a été égarée par ses chefs et qu'elle doit aujourd'hui subir les conséquences, qui remontent assez haut dans le passé, de fautes politiques, de sentiments et d'actes erronnés. Il n'est pas inutile de préciser les principaux points de contact entre l'opinion américaine et l'opinion allemande. Ils sont importants :

1. L'unité de l'Allemagne, œuvre de Bismarck et de ses collaborateurs, s'est recommandée d'elle-même aux suffrages des Américains, citoyens d'un Etat fédératif solidement constitué par l'union de beaucoup d'autres, formé de peuples d'origine et de nature parfois très différentes. Sans approuver les méthodes et les moyens de Bismarck, la plupart des Américains ont applaudi au succès de son œuvre d'unification nationale.

2. Les Américains ont admiré sans réserve l'essor de l'industrie et du commerce allemands au cours des quarante dernières années, le considérant comme le fruit d'un esprit d'entreprise supérieurement dirigé.

3. La pensée américaine est profondément reconnaissante à la nation allemande pour l'œuvre magnifique qu'elle a accomplie depuis un siècle, dans le domaine de la science, des lettres et de l'instruction publique. A cet égard, tout sentiment de jalousie lui est absolument étranger et il lui paraîtrait inouï, intolérable, qu'une puissance, une influence extérieure entreprissent jamais d'arrêter ou de ralentir les progrès de l'Allemagne dans ce domaine.

4. Tous les Américains qui ont quelque expérience des fonctions administratives reconnaissent que l'administration allemande — en temps de paix comme en temps de guerre — est la mieux ordonnée qui soit au monde. Les résultats qu'elle acquiert leur paraissent commander le respect et l'admiration, à la seule réserve des cas où ils sont obtenus au prix d'une restriction ou d'une suppression inadmissible de la liberté individuelle.

5. La sympathie des Américains est acquise au sentiment national unanime, s'affirmant en faveur d'une guerre qu'un peuple croit essentielle à la grandeur comme à la sécurité de la patrie, et pour laquelle il est prêt à des sacrifices de vies et de biens, terribles dans le présent, irréparables dans l'avenir. Les Américains reconnaissent que le peuple allemand est inspiré à cet heure par cette irrésistible sentiment.

Comment se fait-il que, malgré tant de points de contact, tant de sentiments communs l'incitant à sympathiser avec le peuple allemand, dans les bons et dans les mauvais jours, dans la paix ou dans la guerre, tout le poids de l'opinion américaine se soit jeté dans la guerre actuelle du côté des Alliés? Il est clair que les raisons doivent en être cherchées dans l'histoire politique et sociale du peuple américain et dans les principes de son gouvernement actuel. Ces raisons sont un héritage du passé, pénétrant toute la mentalité et toute l'activité politique de la nation américaine. Elles conduisent nécessairement les Américains à s'opposer avec force, et sans compromission, à certaines pratiques gouvernementales allemandes de grande conséquence, qui sont l'aboutissement de théories prussiennes qui ont prévalu en Allemagne, au cours du dernier siècle. Enumérer ces pratiques gouvernementales allemandes, qui heurtent de front toutes nos idées, tous nos principes politiques, servira, je l'espère, à faire comprendre un peu mieux au dehors les véritables motifs de l'opinion américaine.

a) Nous ne pouvons admettre que de graves décisions, engageant la politique étrangère d'une nation, lui soient imposées par un pouvoir exécutif permanent, Tsar, Kaiser ou Roi, sur l'avis secret de diplomates de carrière qui se considèrent comme représentant personnellement leurs souverains respectifs. Le peuple des Etats-Unis n'a pas d'exécutif permanent et la diplomatie n'est pas chez lui

une carrière professionnelle. Dans la conduite des affaires nationales, il se défie par-dessus tout du secret. Il est accoutumé à exiger et à obtenir de son gouvernement la publicité la plus complète possible.

b) Il ne peut admettre que le pouvoir de décréter la mobilisation ou de déclarer la guerre, sans la consultation préalable et sans la coopération effective d'une assemblée nationale, soit placé entre les mains d'un chef d'Etat, quel qu'il soit. Le fait, que la mobilisation allemande a été ordonnée trois jours avant la réunion du Reichstag, bouleverse toutes les idées américaines touchant les droits de la nation et les limites qu'ils imposent à l'autorité exécutive.

c) Le secret qui entoure les relations diplomatiques, les accords internationaux et les traités d'alliance, tel qu'il est ordinairement compris en Europe, est, aux yeux de la plupart des Américains, non seulement inopportun, mais dangereux et injustifiable. La Constitution des Etats-Unis exige, pour tout traité négocié par le président et son ministère, la discussion publique et la ratification du Sénat.

d) A tout Américain qui pense et qui juge, la conception politique qui fait de la force des armées le fondement de la véritable grandeur d'une nation apparaît comme erronée et, si elle domine longtemps, comme dégradante pour un peuple chrétien. Il est convaincu que les Etats-Unis peuvent prétendre au titre de grande nation, mais que leur grandeur est due à des forces intellectuelles et morales, exerçant leur action par des moyens matériels correspondants et manifestées par le niveau de l'instruction, de la santé publique, de l'ordre public, le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce et la prospérité générale qui en résulte. Jamais dans leur histoire, ils n'ont organisé de forces militaires qu'on puisse qualifier d'armée permanente ou demandée à la circonscription, et, jusqu'à une date qui ne remonte pas à plus

de vingt ans, leur marine de guerre est restée minuscule en regard de l'étendue de leurs côtes. Aucune expérience de cette histoire ne saurait engager le peuple américain à envisager la force militaire comme une condition de réelle grandeur nationale.

e) Nous ne pouvons admettre l'extension d'un territoire national par la force, contrairement aux vœux des populations en cause. Cette objection est une conséquence nécessaire de nos institutions démocratiques. Le peuple des Etats-Unis s'est montré fidèle à ce principe de la démocratie dans des circonstances où il était particulièrement difficile à son gouvernement d'y satisfaire, par exemple lorsqu'il a évacué la belle île de Cuba, occupée par les troupes américaines pendant la courte guerre de 1898 contre l'Espagne, et lorsqu'il s'est refusé à une intervention armée au Mexique pour la protection des intérêts de capitalistes américains, au moment où ce pays voisin était troublé par une guerre intestine.

Cette objection porte sur des actes anciens du gouvernement allemand, tels que l'annexion du Schleswig-Holstein et de l'Alsace-Lorraine, aussi bien que sur sa manière de procéder dans la guerre actuelle en Belgique.

f) L'opinion américaine proteste, avec la dernière énergie, contre la violation des traités internationaux, sous prétexte de nécessités militaires ou pour toute autre raison, quelle qu'elle soit. Elle est fermement persuadée que le progrès de la civilisation dépendra à l'avenir du respect universel de la sainteté des contrats, ou pactes solennels entre les nations, et du développement par commun accord du droit international. Les traités de neutralité et d'arbitrage, les conférences de la Haye et quelques-unes des tentatives sérieuses de médiation, malgré leurs imperfections et leur insuffisance, malgré les violations brutales qu'il a fallu enregistrer en trop d'occasions, sont le témoignage éclatant d'une tendance irrésistible du monde civilisé à prévenir les guerres entre

nations par le moyen d'accords délibérés et conclus en temps de paix. Les Etats-Unis en ont proposé et accepté un plus grand nombre qu'aucune autre puissance ; ils s'y sont conformés et en ont bénéficié. C'est par le moyen d'un accord de ce genre, fait il y a près d'un siècle, que le Canada et les Etats-Unis ont évité le poids de fortifications et d'armements réciproques. Ceci bien qu'ils aient éprouvé de graves dissentiments et de véritables chocs d'intérêts, sur une frontière de 3.000 milles anglais, dénuée de barrières naturelles sur presque toute sa longueur.

Nourrissant l'espérance de voir un jour la paix de l'Europe et les droits de ses peuples assurés par la conclusion de traités solennels, qui devraient comprendre l'établissement d'une cour suprême de droit international, efficacement appuyée par une force internationale, les Américains voient dans l'attitude du gouvernement allemand à l'égard du traité de neutralisation de la Belgique, considéré par lui comme un chiffon de papier qui pouvait être déchiré sous l'empire de considérations stratégiques, le témoignage de l'adoption par l'Empire d'une politique rétrograde, du caractère le plus alarmant. Ce seul acte de l'Allemagne, — la violation de la neutralité belge, — eût déterminé à lui seul l'opinion américaine en faveur des Alliés. La raison supérieure en est que toutes les espérances que l'Amérique place dans la paix et l'ordre du monde civilisé sont basées sur l'inviolabilité des traités.

g) Notre opinion publique s'est de plus profondément émue de la façon dont la guerre est conduite du côté allemand. Aux yeux du peuple américain, rien ne peut justifier ni le fait de lancer des bombes, sans but spécial, sur des villes peuplées de non-combattants, ni le fait de brûler ou de faire sauter des quartiers de villes non fortifiées, ni la destruction de monuments précieux et de trésors de l'art, ni la dispersion de mines flottantes dans

la mer du Nord, ni l'exaction de rançons extorquées aux cités menacées de destruction, ni l'arrestation de citoyens qui ne portent pas les armes, pour être gardés comme otages répondant de la conduite pacifique de populations entières et frappés d'exécution sommaire en cas de désordre. Tous ces procédés paraissent aux Américains faits de guerre évitables, inopportuns et injustifiables, dont résultent fatalement des sentiments de haine et de mépris pour la nation qui en est responsable et qui rendront par suite plus difficile aux générations futures le maintien de la paix et de l'ordre en Europe. Ils ne peuvent s'empêcher de songer aux pertes dont la civilisation serait menacée, s'il arrivait que les Russes vinssent apporter en Occident le genre de guerre que les Allemands ont inaugurée en Belgique et en France. Ils s'attendaient à ce qu'en ce siècle les hostilités ne fussent dirigées que contre des combattants en armes, leurs sources d'approvisionnements et leurs centres de protection.

Cette manière de voir du peuple américain est indubitablement le produit des idées que les colons de la Nouvelle Angleterre ont apportées avec eux dans les solitudes du nouveau monde au XVIIe siècle, des longs débats qui ont précédé l'adoption de la Constitution fédérale au XVIIIe siècle, et des expériences particulières qu'ont faites, durant les cent vingt-cinq années qui viennent de s'écouler, les libres républiques dont l'union a constitué les Etats-Unis d'Amérique. Les expériences et la situation de l'Allemagne moderne sont absolument différentes. Durant des siècles, l'Allemagne a été divisée en groupes d'Etats rivaux, a dû faire face à des voisins ambitieux et belliqueux et a souvent pâti de leurs attaques. De la guerre est sortie la puissance prussienne et en dernier lieu l'unité allemande. L'habitude de faire de la force des armes le fondement de la grandeur nationale s'est imposée de la sorte à l'intelligence comme

au patriotisme de l'Allemagne. Mais cette habitude paraît aux Américains à la fois malsaine et dangereuse. Les guerres et les menaces de guerre qui ont ébranlé l'Europe, depuis 1870-1871, et le cataclysme actuel leur paraissent établir suffisamment que ce n'est pas la préparation à la guerre, à quelque degré qu'elle soit poussée chez les nations européennes, qui peut maintenir la paix du continent où même seulement diminuer la fréquence du fléau destructeur. Ils estiment aussi que cet état de préparation à la guerre, que l'Empire allemand peut entretenir mieux qu'aucun de ses voisins, ne saurait lui conserver le bienfait de la paix, ni le protéger contre l'invasion étrangère, même si cet état de meilleure préparation lui assure dans le détail de l'armement la supériorité de perfectionnements tenus secrets. Toutes les nations qui l'entourent sont capables de développer chez elles un esprit d'offensive puissant et efficace ; et tous les pays de l'Europe, à l'exception de l'Angleterre et de la Russie, ont les moyens de mobiliser et de mettre en ligne à bref délai de grands corps de troupes. En d'autres termes, tous les Etats européens sont capables de faire preuve d'un patriotisme ardent et tous possèdent le réseau de voies ferrées, de routes, de télégraphes, de téléphones et d'autres moyens de communication qui rendent possible une mobilisation rapide.

Dans les conditions où se trouvent à l'heure qu'il est les grandes puissances de l'Europe, aucun degré de perfectionnement de la machine militaire, aucune application, si constante fût-elle, à l'étude stratégique des plans de campagne contre le voisin ne saurait donner à l'Allenagne une sécurité véritable. Dans l'état actuel de perfectionnement des moyens de destruction et de la fortification rapide, l'assaillant, dans une bataille sur terre ferme, ne bénéficie plus, dans les mêmes conditions qu'autrefois, de l'avantage marqué de l'offensive. Il y a modification à cet égard des conditions de la lutte en faveur

de son adversaire. Les batailles ne sont plus décisives et il faut, pour que la guerre le devienne, que chaque parti soit décidé à la soutenir jusqu'à l'écrasement complet du parti adverse, — un effort gigantesque qui entraîne des pertes incalculables et des misères sans fin. Les Américains se souviennent toujours de leurs quatre années de guerre civile qui, bien que résolument conduite de part et d'autre, ne cessa que lorsque les ressources des Etats du Sud, en hommes et en matériel, furent épuisées dans cette terrible crise; le capital entier de ces Etats fut englouti.

Maintenant que l'attaque brusquée sur Paris a échoué, que le temps nécessaire a été donné aux forces lentes à mouvoir de la Russie et de l'Angleterre, et que ces deux nations, résolues et tenaces, ont décidé de consacrer toutes leurs forces morales et matérielles à la lutte en commun avec la France contre l'Allemagne, l'issue de la lutte, quelle que soit sa durée, ne paraît pas douteuse. Ce sera la défaite de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie dans leur présente et commune entreprise et l'abandon nécessaire, dans les deux pays, du principe qui fait dépendre leur salut du militarisme et du maintien d'un pouvoir exécutif absolu, disposant du droit et des moyens de faire une guerre brusquée. Un tel pouvoir ne doit appartenir à aucun être humain. L'alternative est, cela va sans dire, un gouvernement vraiment constitutionnel, où la puissance militaire est subordonnée au pouvoir civil.

Le peuple américain ne peut voir sans une profonde affliction le sacrifice stérile de vies, de propriété et de bonheur humain que les peuples allemands font à un idéal irréalisable de puissance nationale. Le sacrifice que l'Allemagne impose aux Alliés est considérable, terrible, mais il y a des raisons d'espérer qu'il ne sera pas stérile, parce que de grands bienfaits peuvent en résulter

pour la liberté et pour la paix de l'Europe. De ce côté de l'Atlantique, tous ceux qui ont l'expérience de la lecture des journaux savent parfaitement que les neuf-dixièmes des informations qui leur parviennent, au sujet de la guerre, sont de source anglaise ou française, et ceci les rend attentifs à ne pas émettre de jugement, sur des points de détail, jusqu'au moment où les événements et les faits racontent eux-mêmes leur histoire. Ils n'ont pas la prétention de savoir de quel côté la victoire incline, en une bataille prolongée sur un front étendu, jusqu'à ce que le changement constaté des positions respectives des combattants fasse voir quels ont été les succès et les revers. L'Angleterre et la France sont avantagées, en ce qui concerne la formation de notre opinion publique, parce que leurs gouvernements nous envoient des communiqués officiels plus fréquents et plus précis que ne le fait le gouvernement allemand. Le secret avec lequel les opérations sont conduites de part et d'autre est, il faut le dire, nouveau et difficile à accepter pour le public américain, comme d'ailleurs pour le public anglais. Les brochures des publicistes et des universitaires allemands qui nous parviennent, et les diverses publications analogues qui ont vu le jour ici-même, paraissent indiquer que le public allemand est toujours tenu dans l'ignorance des réels antécédents de la guerre ainsi que de beaucoup des événements et des aspects de la lutte épouvantable qui se poursuit. Ces écrits nous paraissent contenir une quantité d'informations erronées touchant l'attitude de l'Autriche-Hongrie à l'égard de la Serbie, les négociations diplomatiques et la correspondance échangée entre les souverains à la veille des déclarations de guerre, de même que sur l'état d'esprit des populations de Belgique et d'Angleterre. Les Américains, qui croient au bon sens et aux bons sentiments des masses, sont portés à penser que lorsqu'une calamité terrible s'abat sur une nation, celle-ci n'a pas pu être écartée à temps, sans quoi

elle l'eût évitée. Dans le cas particulier, ils se demandent si l'Empereur, la chancellerie et l'état-major allemands n'ont pas eux-mêmes été mal informés, sur quelque point important, et n'ont pas commis de graves erreurs de calcul qu'ils ont résolu de céler, le plus longtemps possible, au pays qu'ils ne se mettent pas dans leur confidence.

Les sympathies américaines vont au peuple allemand dans ses souffrances et dans ses deuils, mais non pas à ceux qui le gouvernent, ni à la caste militaire, ni aux professeurs et aux lettrés qui ont enseigné, depuis plus d'une génération, que la force crée le droit. Cette courte phrase résume l'erreur fondamentale qui, depuis cinquante ans a empoisonné les sources de la pensée allemande et de la politique allemande. La crainte du Moscovite ne paraît pas aux Américains une explication suffisante à la conduite actuelle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, si ce n'est pour autant qu'un état de panique irraisonnée peut être allégué à titre d'explication. Contre une agression possible, bien que peu probable, de la Russie, une solide alliance défensive des puissances d'occident serait une protection plus désirable que l'hégémonie de l'Allemagne. On pourrait également et aisément concevoir de nouveaux « Etats tampons » : la Pologne reconstituée et une Confédération balkanique. Quant à la « revanche » francaise, c'est l'inévitable et légitime conséquence de la façon dont la France a été traitée par l'Allemagne en 1870-1871. Le grand succès commercial de l'Allemagne au cours des trente dernières années fait qu'il est difficile aux Américains de comprendre l'indignation des Allemands contre les Anglais à raison de l'opposition que l'Angleterre peut avoir organisée en vain. Aucun degré d'exclusivisme commercial à la charge de l'insulaire Angleterre ne saurait justifier de la part de l'Allemagne une prétention à se saisir du pouvoir suprême en Europe, et ensuite, peut-être, dans le monde.

Il faut dire enfin que les Américains regarderaient

comme fatal et contraire à toutes leurs espérances que le résultat de la guerre fût la destruction ou la ruine de la nation allemande. Au contraire, ils estiment que l'Allemagne sera plus libre, plus heureuse et plus grande que jamais lorsque, délivrée des monstrueuses pratiques de la politique bismarckienne et d'une conception surannée des fonctions du chef de l'État, elle aura joui de vingt années de véritable paix.

(Signé : CHARLES-W. ELIOT).

PIÈCE N° 3 *bis*

La réponse du Dr Dernburg a M. Charles Eliot [1]

Le professeur Eliot fait une grande faveur aux polémistes allemands en expliquant, dans le conflit actuel, ses idées sur le sentiment anti-allemand aux Etats-Unis, ainsi qu'il l'appelle. Je suis sûr que ses vues seront lues avec beaucoup d'intérêt en Allemagne même si elles sont discutées dans leurs points essentiels. Les louanges que le professeur Eliot décerne dans l'ensemble au peuple allemand seront particulièrement goûtées, puisqu'elles émanent d'un savant dont la grande autorité est reconnue de l'un et de l'autre côté de l'Atlantique.

Le sentiment anti-allemand, d'après le professeur Eliot, prend sa source dans cet argument américain que le pouvoir exécutif permanent d'une nation la conduit volontiers à l'erreur. Mais alors, M. Eliot reconnaît que toutes les nations actuellement en guerre, à l'exception de la France, ont des pouvoirs exécutifs permanents et des diplomates professionnels ; toutes les affaires y sont conduites en secret ; tous les chefs d'Etat, même le Président français, peuvent plonger leur pays dans la guerre. A ce sujet, l'empereur allemand a un pouvoir certainement plus limité que les autres chefs d'Etats. Je n'ai jamais lu que la déclaration de guerre ait été expressément sanctionnée par le Parlement anglais ; pas davantage,

1. Elle fut adressée à l'éditeur du *New-York Times*, le 4 octobre.

la mobilisation de la flotte anglaise qui eut lieu en juillet, et la mobilisation de l'armée russe qui eut également lieu en juillet, n'ont été portées à la connaissance des Parlements respectifs. Puis donc que les mêmes méthodes ont prévalu dans les Etats en guerre, comment peut-on en faire spécialement un reproche à l'Allemagne et expliquer par là le sentiment anti-allemand?

L'antipathie américaine prétend se fonder en outre sur le pouvoir des dirigeants allemands d'ordonner la mobilisation ou de déclarer par avance la guerre sans consulter le Parlement. Je répondrai encore ici que la flotte anglaise fut mobilisée sans consulter le Parlement anglais, tandis qu'en Allemagne le Bundesrat, la Chambre des États confédérés et les Diètes fédérales ont été régulièrement consultés. J'ajoute que les leaders des partis du Reichstag qui ne purent être convoqués que deux jours après la déclaration de guerre, furent auparavant continuellement informés et consultés.

Contre l'argument où le professeur Eliot se plaint du secret de la diplomatie européenne, des traités et des ententes internationales, la même objection doit être faite. La situation décrite ici comme particulière à l'Allemagne est la même pour toutes les nations d'Europe. Ni l'accord franco-russe, ni les arrangements de la Triple-Entente n'ont été soumis au Parlement français ou anglais.

Quant à l'opinion américaine au sujet des armements, je garde volontairement par devers moi l'exemple que je pourrai tirer du peuple américain lui-même. Je pourrai très facilement montrer que l'idée de défendre les côtes américaines contre un envahisseur quel qu'il soit, le maintien d'une forte politique pan-américaine appuyée sur des armements, si besoin était, constitue une opinion aussi nette aux Etats-Unis qu'en Allemagne l'idée que la patrie doit être préservée d'une invasion ou d'une destruction grâce à la volonté et à la force du peuple allemand. L'Angleterre a toujours agi de même, non pas par

son armée, mais par sa flotte. Il en est ainsi du reste de l'Europe, et, sur ce terrain, rien ne peut servir d'explications au sentiment anti-allemand.

Les Américains tirent argument de l'extension territoriale d'une nation par la force. Voilà ce que l'Allemagne n'a jamais fait malgré ce qu'en peut dire quelqu'un qui va aussi loin à ce sujet que le professeur Eliot. M. Eliot, en effet, commet une erreur lorsqu'il cite comme exemple l'incorporation du Schleswig-Holstein à la Prusse. Le Schleswig-Holstein est un duché divisé qui n'avait jamais appartenu au Danemark, mais qui avait à sa tête un duc vassal du roi de Danemarck, tant que ce duc fut de la branche aînée de la maison de Oldenburg. Cette branche disparut lorsque le roi Christian VIII mourut sans héritier mâle. Le successeur de Christian voulut annexer au Danemark les deux duchés allemands. Le peuple se souleva et fit connaître sa volonté de rester au sein de la Confédération germanique à laquelle il avait toujours appartenu ; il en fait encore partie par sa seule bonne volonté. La frontière naturelle entre le Danemark et l'Allemagne est la rivière Eider ; au sud de l'Eider il y a environ 30.000 Danois qui se trouvèrent absorbés malgré eux par l'Allemagne ; mais c'est un cas qu'on peut difficilement éviter dans les rectifications de frontières ; ce cas d'ailleurs a causé à la Prusse plus d'un embarras. En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, chacun sait bien qu'elle avait appartenu à l'Allemagne jusqu'au moment où Louis XIV s'en empara pour la France contre la volonté du peuple alsacien-lorrain. Elle fit retour à l'Allemagne en 1870 comme c'était juste ; les trois quarts de la population étaient du reste de descendance allemande et parlaient la langue allemande. Je voudrais demander en retour à M. Eliot si l'Angleterre, à travers sa politique, a jamais tenu compte de la liberté ou de la volonté d'un peuple, lorsqu'elle s'est emparée d'un pays. M. Eliot peut-il parler comme il le fait, quand l'Angleterre la première

a déchiré comme un « chiffon de papier » le traité de la Colline Majuba et fait la guerre contre les Boers ? L'Angleterre a-t-elle consulté le peuple de Chypre en 1878 ; a-t-elle provoqué un plébiscite dans les Indes, a-t-elle consulté la Perse ? La France a-t-elle pris l'avis des peuples du Maroc ou de l'Indo-Chine et l'Italie celui des peuples de Tripolitaine ? L'Allemagne n'a pas agi depuis quarante ans dans des conditions différentes des autres nations. Dès lors, pourquoi le Dr Eliot considère-t-il que le peuple américain a raison dans son sentiment anti-allemand en remontant à une époque aussi lointaine, alors que, plus récemment la loi qu'il invoque a été plus d'une fois transgressée. Or, c'est ce que le peuple américain trouve bon d'oublier.

Les citoyens des Etats-Unis objectent la violation des traités. Les Allemands font de même. Nous avons toujours respecté nos traités et avons l'intention de les respecter encore dans l'avenir. Le fait de la neutralité de la Belgique n'est vu ici que d'un seul côté : car ainsi qu'on peut le prouver, Liège, dès le 25 juin, était rempli de soldats français. Les fortifications belges étaient toutes dirigées contre l'Allemagne et, pendant des années, la presse belge dépassa en violence la presse française dans ses attaques contre l'Allemagne. Je me permettrai de citer ici à M. Eliot des témoignages qu'il n'a pas discutés. Lorsque Sir Edward Grey parla de la situation de l'Angleterre à la Chambre des Communes le 3 août, il déclara que l'attitude anglaise était fixée par la conduite du Gouvernement anglais en 1870. Il cita textuellement le discours de M. Gladstone, où il était dit que l'Angleterre ne pouvait pas souscrire à une garantie absolue et qu'il faudrait tenir compte de la situation dans laquelle se trouverait chaque partie contractante quand s'élèverait l'occasion de mettre en pratique la garantie. M. Gladstone appela cette théorie « une vue de la garantie sévère et impraticable » et le traité entier « une

question compliquée ». Ainsi M. Gladstone, et après lui Sir Edward Grey, ont considéré le traité concernant la neutralité de la Belgique comme ne liant pas chaque partie et comme dépendant de l'intérêt particulier de chaque nation ou de la situation particulière du moment. Lorsque la guerre éclata, ce fut l'intérêt de la Grande-Bretagne de plaider le respect du traité, et c'est pourquoi elle agit. Or, le maintien de ce traité était contraire à l'intérêt allemand et c'est pourquoi l'Allemagne n'en tint pas compte. Mais ce furent les Anglais les premiers, et non les Allemands, qui donnèrent de ce traité l'explication qu'on vient de lire ; je pourrais très bien ne pas insister. Mais mon sentiment, comme celui du chancelier allemand, est fait du regret de la nécessité où nous avons été de violer la neutralité belge, lorsque la Belgique eut répondu négativement aux propositions allemandes de libre passage.

Certes la violation de la neutralité belge par l'Allemagne a été utilisée par la Grande-Bretagne comme un argument puissant pour influencer l'opinion publique. Toute guerre doit reposer sur le consentement national et c'est le devoir des dirigeants d'une nation d'assurer ce consentement par tous les moyens possibles. Mais on ne devrait pas oublier que l'attitude de Sir Edward Grey amena dans le cabinet anglais la démission d'hommes éminents, comme lord Morley, John Burns, et Sir John Trevelyan, qui étaient considérés comme les membres les meilleurs et les plus libéraux du gouvernement d'alors. Bernard Shaw dit de l'Angleterre qu'elle n'a jamais été en peine de trouver des explications et de se donner une attitude morale efficace. Semblable attitude est une arme puissante en diplomatie, et particulièrement dans la guerre actuelle ; on doit y recourir si c'est nécessaire, mais nous ne devons point nous méprendre sur le fait que le gouvernement anglais ait cru de son intérêt politique d'affirmer que la question de la neutralité belge avait

été la raison principale de l'intervention anglaise. L'Allemagne avait, pour ne pas tenir compte des traités de garantie, d'aussi bonnes raisons que l'Angleterre pour en tenir compte. La preuve est fournie d'ailleurs par le *Livre blanc* anglais (réimpression du *New-York Times*, envoi n° 148 du 2 août à Paris). Sir Edward Grey dit : « Nous examinerons si la violation de la neutralité belge peut être déclarée un casus belli. »

Je suis un partisan ardent de tous les arrangements internationaux qui peuvent empêcher les difficultés et les guerres entre les nations. Je me réjouis avec le peuple américain du succès que cette politique a souvent obtenu à mon pays. Mais les traités internationaux ne doivent pas être exagérés. Il y a des questions qui ne peuvent pas se régler par des traités. Il est trop difficile d'expliquer certaines situations qui existent en Europe. Veut-on me permettre en passant de poser une question : le professeur Eliot croit-il que la majorité du peuple américain soumettrait volontiers à l'arbitrage la doctrine de Monroë pour savoir si on doit la laisser vivre ou la faire disparaître ? Je crois que l'Amérique n'accepterait pas l'arbitrage et que l'arbitrage serait inefficace. On ne peut pas non plus arbitrer une question de religion ou de moralité. M. Eliot estime que ce serait une conséquence heureuse de la guerre actuelle si les institutions américaines prévalaient par la suite en Allemagne. Mais pourquoi l'Allemagne deviendrait-elle une république fédérative ? Pourquoi ne demande-t-il pas la même chose à la Russie, à l'Angleterre, à l'Autriche et au Japon ? Dans tout ceci, je n'arrive pas à voir, au milieu des raisons données par le professeur Eliot, pourquoi les Américains sont du côté des alliés à cause des procédés allemands contre la neutralité belge. Pourquoi ne fait-on pas les mêmes objections aux autres Etats européens ? L'histoire de l'Angleterre est précisément féconde en exemples de traités violés et de « chiffons de papier » déchirés. Le

renvoi des représentants diplomatiques allemands de l'Egypte neutre en est une preuve.

Je dois insister sur le fait que, quel que soit le sentiment anti-allemand aux Etats-Unis, celui-ci n'est pas entièrement expliqué par le professeur Eliot. Certes, son article peut servir de code à la conduite de l'Allemagne dans l'avenir. Le professeur Eliot est un érudit, les vues commerciales ne lui sont pas familières ; il préfère nous juger d'un point de vue éthnique. Il pense que les Allemands tiennent la force pour le droit. Voilà qui est très injuste. Notre histoire prouve que nous n'avons jamais agi d'après ce principe. Nous n'avons jamais obtenu ou essayé d'obtenir une partie du monde dans les mêmes conditions que l'Angleterre qui, à quelques exceptions près, n'a gagné ce qu'elle a que par la force, par la guerre ou par la conquête. Les écrivains allemands qui ont soutenu cette théorie ont montré clairement comment l'Angleterre et la France s'étaient ensemble réconciliées, quels moyens elles avaient adoptés et par conséquent contre quelle sorte de doctrine politique nous avions désormais à nous prémunir.

Le Dr Eliot a prétendu parler pour le bénéfice de l'Allemagne. Sur ce point, me permettra-t-on de dire ce que je considère comme la raison vraie de l'attitude américaine ? Il y a tout d'abord le côté éthnique. Les Américains sont volontiers généreux, ils ont en outre l'état d'esprit du bon sportman. Ils croient que la Belgique, petite nation, a été brutalement attaquée par un voisin beaucoup plus fort. La petite nation s'est défendue bravement ; elle combat pour tout ce qu'elle représente au monde. Voilà une attitude qui explique la sympathie américaine et son antipathie contre le plus fort. De plus, sur le terrain des affaires, les Américains estiment que cette guerre met en danger leurs intérêts commerciaux et ils sont naturellement furieux contre le peuple qui à leur avis a déchaîné la guerre. L'Allemagne n'a pas eu

l'occasion de prendre la parole suffisamment jusqu'ici, comme l'ont fait ses adversaires. C'est pourquoi les Américains croient que l'Allemagne a mis le feu au monde ; ils lui en veulent, et ils auraient raison si c'était vrai. Mais la question du moment n'est pas la question du passé. Pour celui qui examinera les choses sans parti pris, l'Allemagne ne sera pas blâmée. On se souviendra, en effet, que la Belgique est entrée en ligne à côté des alliés, longtemps avant que la guerre éclate, et pour ne pas être abandonnée à ses propres ressources en cas de conflagration. On se souviendra que ce n'est pas l'Allemagne (mais l'Angleterre et ses alliés) qui ruine le commerce, coupe les câbles, arrête les courriers, viole la neutralité des autres traités pour son intérêt propre. L'Angleterre n'a établi sa puissance sur la mer que pour des règles auxquelles l'Amérique elle-même doit se soumettre. Dès lors, on arrivera à cette conclusion que, sans se préoccuper autrement du passé, la paix du monde ne peut être assurée que par une bonne entente de l'Allemagne et des Etats-Unis, entente qui servira de contrepoids à la puissance immesurée et à la suprématie de l'Angleterre sur la mer. Les sentiments des Américains envers l'Allemagne seront alors bien meilleurs. Du reste, quoi qu'en dise M. Eliot, ces sentiments ne sont pas aussi mauvais qu'il le prétend.

Je fais toutes ces observations en n'oubliant pas le respect que je dois au professeur Eliot et à ses vues, navré de l'obligation où je me suis trouvé d'entrer en polémique avec une personnalité dont je suis le premier à reconnaître l'incontestable supériorité.

(Signé : Dr Dernburg).

PIÈCE N° 4

Les critiques de Lord James Bryce contre la guerre a cause des traités [1].

La guerre actuelle a eu plusieurs conséquences inattendues. Elle a appelé l'attention de l'univers, malgré l'Allemagne, sur quelques doctrines surprenantes qui ont cours dans ce pays. Ces doctrines détruisent la base de toute la morale internationale, ainsi que du droit international et nous menacent d'un retour à la barbarie primitive, à l'époque où chaque tribu avait coutume de piller et de massacrer ses voisins. On trouve ces doctrines dans le livre du général Von Bernhardi, qui fut publié à grand fracas et qui avait pour titre *l'Allemagne et la prochaine guerre*. Ce livre parut en 1911. Il déclarait se fonder surtout sur les enseignements du fameux professeur d'histoire Heinrich von Treitschke. Pour les lecteurs des autres nations, et je veux l'espérer aussi, pour la plupart des autres lecteurs allemands, ces doctrines apparaîtront comme un

1. M. James Bryce est l'auteur du fameux ouvrage sur *la République américaine*. L'Angleterre l'a nommé membre de sa Chambre des Lords. Le 3 octobre 1914, M. James Bryce publia à Londres, dans le *Daily Chronicle*, un article que le *New-York Times* obtint l'autorisation de reproduire et qu'il se fit câbler aussitôt. L'article parut à New-York le lendemain, 4 octobre. Nous le reproduisons ici. M. Bryce y critique la théorie du général Bernhardi qui tend à la disparition des petites nations et de la culture qu'elles représentent. L'article eut beaucoup de retentissement en Amérique. M. Dernburg y répondit dans le *New-York Sun*, le dimanche après, 11 octobre 1914. La réponse de M. Dernburg suit ici l'article de M. Bryce.

excès de militarisme voisin de la folie, comme le produit d'un cerveau intoxiqué par l'amour de la guerre et par un nationalisme surchauffé. Ces doctrines auraient mérité peu d'attention, encore moins de controverse, si, par des événements déplorables, elles n'avaient été mises récemment à exécution par le gouvernement d'une grande nation (nous voudrions pouvoir dire contre son consentement). Ce gouvernement approuve ces doctrines et professe sa foi en leur force de résistance.

On comprendra que nous voulons désigner ici le gouvernement impérial allemand, qui s'est rendu coupable de la violation de la neutralité belge, neutralité que la Prusse, comme l'Angleterre et la France, avait solennellement garantie par traité signé en 1839 et renouvelé en 1870. La Belgique fut envahie pour avoir refusé le passage aux armées allemandes, alors cependant que la France avait promis de respecter la neutralité. Des villes et des populations, innocentes dans cette querelle, furent traitées avec une barbarie sans précédent dans l'histoire des guerres européennes modernes.

Que sont ces doctrines ? Je ne les attribue pas un seul instant à l'élite de la société allemande pour laquelle j'ai un profond respect, et à laquelle je suis reconnaissant des immenses services rendus à la science et à l'érudition. Je ne les attribue pas davantage à la masse de l'administration civile, corporation dont la capacité et l'intégrité sont universellement connues. Je les attribue encore moins au peuple allemand en général. Nous trouvons une preuve dans les propres mots de Bernhardi que le peuple allemand n'adhère pas à ses doctrines, car il se plaint fréquemment des tendances pacifiques de ses compatriotes et il les déplore. (Voir pages 10-14 de la traduction anglaise et noter la phrase : « Les aspirations à la paix semblent empoisonner l'âme du peuple allemand. ») Néanmoins, les actes que nous nous proposons d'examiner (actes que ces doctrines semblent avoir pré-

cipités et qui ne sont pas plus qu'elles défendables) ont été mis à exécution présentement, et ont ainsi entraîné dans cette guerre l'Angleterre dont les intérêts et les sentiments inclinaient vivement vers la paix. Ceci nous amène à appeler l'attention sur les doctrines de Von Bernhardi et sur tout ce qu'elles comportent.

Je n'ai certainement pas de parti pris dans la question, car j'ai été l'un de ceux qui, pendant plusieurs années, ont travaillé à encourager les bonnes relations entre les peuples allemand et anglais, qui devraient être amis, et n'avaient pas été ennemis jusqu'à présent. J'avais espéré et cru jusqu'au commencement du mois d'août dernier qu'entre eux au moins, il n'y aurait pas de guerre, parce que la neutralité de la Belgique serait respectée.

Ce n'était pas seulement à cause de l'Angleterre et de l'Allemagne que les Anglais, amis de la paix, cherchaient à conserver ces bons sentiments. Nous avions cru, ainsi que certains hommes d'Etats allemands remarquables l'avaient espéré, qu'une amitié avec l'Allemagne permettrait à l'Angleterre, par la coopération des Etats-Unis, nos amis les plus proches, d'apaiser le long antagonisme de l'Allemagne et de la France, avec laquelle nous étions déjà en bons termes, d'améliorer leurs relations et d'assurer la paix générale de l'Europe.

Je n'entrerai pas dans les causes qui ont rendu inutiles ces efforts et amené si soudainement cette guerre. Beaucoup d'autres en ont parlé. De plus, les faits — du moins comme en Angleterre nous les voyons et les comprenons et comme les documents semblent les prouver — apparaissent ignorés du peuple allemand ; les mobiles des acteurs principaux ne lui sont pas entièrement connus. Je puis cependant déclarer confidentiellement une chose : ce n'est ni la rivalité commerciale, ni la jalousie de la puissance allemande qui ont amené l'Angleterre à participer à la guerre. Il n'y avait pas davantage de haine dans le peuple anglais contre le peuple allemand, ni aucun désir de porter atteinte

à sa puissance. Les penseurs et les historiens politiques prédominants en Angleterre avaient adhéré avec sympathie et de tout cœur aux efforts faits par le peuple allemand, de 1815 à 1866 et 1870, pour atteindre l'unité politique. Ils avaient été sympathiques aux efforts parallèles des Italiens. Les deux nations, allemande et anglaise, étaient parentes et attachées par de nombreux liens. Nous ne ressentons, même actuellement, aucune sorte d'inimitié pour le peuple allemand. Dans les deux pays, il y avait sans doute quelques personnes qui désiraient la guerre et dont les écrits semblaient apparemment la provoquer; elles firent beaucoup pour dénaturer le sentiment national général, mais ces personnes étaient, j'en suis persuadé, une petite minorité dans les deux pays. Aussi loin que l'Angleterre est intéressée ici, ce fut l'invasion de la Belgique qui interrompit tous les efforts pour éviter la guerre, et provoqua l'union des amis de la paix, qui estimèrent que le devoir de remplir les obligations d'un traité envers un Etat faible était supérieur à toute autre considération.

Je reviens aux doctrines prêchées par Bernhardi et apparemment acceptées par la caste militaire à laquelle il appartient. Résumées brièvement, elles sont les suivantes. J'emploie ici ses propres mots, excepté quand il devient nécessaire d'abréger un trop long argument :

« ... La guerre est en elle-même une bonne chose. C'est une nécessité biologique de première importance (P. 18). ... La nature inévitable, l'idéalisme, le bienfait de la guerre comme une loi indispensable et qui stimule le développement doivent être constamment accrus... (P. 37)... La guerre est le plus grand facteur dans le développement de la culture et de la puissance. Les efforts pour maintenir la paix sont extraordinairement préjudiciables dès qu'ils influencent la politique (P. 28)... Heureusement ces efforts ne peuvent jamais atteindre leurs

buts définitifs dans un monde hérissé d'armements, où l'égoïsme salutaire dirige encore la politique de la plupart des pays. Dieu y veillera, dit Treitschke, car la guerre se présente toujours comme un remède pour la race humaine (P. 36)... Les efforts dirigés vers l'abolition de la guerre ne sont pas seulement fous, mais absolument immoraux, et doivent être flétris comme indignes de la race humaine P. 34)... Les cours d'arbitrage sont des illusions pernicieuses. Leur seule idée représente un empiètement présomptueux des lois naturelles de développement ; elles peuvent seulement conduire aux conséquences les plus désastreuses pour l'humanité en général (P. 34)... Le maintien de la paix ne sera jamais et ne peut pas être le but d'une politique (P. 25)... Les efforts pour la paix conduiraient, s'ils atteignaient leur but, à la dégénérescence générale, ainsi qu'il arrive partout dans la nature où la lutte pour l'existence se trouve éliminée (P. 35). ... Les armements considérables sont désirables en eux-mêmes. Ils sont la condition la plus nécessaire de notre sauvegarde nationale (P. 11)... Le seul but d'un Etat est la puissance, et celui qui n'est pas suffisamment viril pour regarder cette vérité en face ne doit pas s'immiscer dans la politique (d'après Treidschke « Politik »)... Le plus grand devoir moral d'un Etat est d'augmenter sa puissance (P. 45-46)... Un Etat se justifie en faisant des conquêtes toutes les fois que son propre avantage semble réclamer une addition de territoire (P. 46)... La préservation est le plus grand idéal d'un Etat et justifie toute action qu'il peut entreprendre si cette action peut concourir à ce but. L'Etat est le seul juge de la moralité de ses propres actions. Il est en fait au-dessus de la morale, ou, en d'autres termes, ce qui est nécessaire est moral. Les droits reconnus (c'est-à-dire les droits des traités) ne sont jamais des droits absolus ; ils sont d'origine humaine, et par conséquent, imparfaits et variables. Il y a des conditions dans lesquelles ils ne correspondent pas à la vérité actuelle

des choses. Dans ce cas, la violation du droit apparaît se justifier moralement (P. 49)... En fait, l'Etat est une loi à lui-même. Les petites nations n'ont pas le même droit à l'existence que les nations vigoureuses et puissantes (P. 34)... Toute action en faveur de l'humanité collective en dehors des limites de l'Etat et de la nationalité est impossible (P. 25).

Les doctrines de Von Bernhardi sont des propositions renversantes, bien que suggérées comme axiomes pratiques. Elles ne sont pas nouvelles, car il y a vingt-quatre siècles le sophiste Thrasymaque dans la *République* de Platon déclarait (Socrate le réfuta) que la justice n'est rien de plus que l'avantage du plus fort ; la force c'est le droit. (Platon établit le principe que le but pour lequel un Etat existe est la justice.) Parmi ces doctrines, les plus surprenantes sont la négation qu'il y ait des devoirs dus par l'Etat à l'humanité, excepté celui d'imposer sa propre civilisation supérieure à une portion de l'humanité aussi grande que possible, et la négation du devoir d'observer les traités, qui pour les écrivains allemands modernes sont seulement des chiffons de papier. L'Etat est une entité beaucoup plus effroyable qu'il n'apparaît aux Anglais ou aux Américains ; c'est le pouvoir suprême avec une sorte de sainteté mystique, un pouvoir conçu du fait qu'on le crée soi-même, une force à la fois distincte et supérieure aux personnes qui le composent. Mais un Etat n'est, après tout, qu'un grand nombre d'individus organisés sous un Gouvernement. Il n'est pas plus sage et n'est pas plus juste que les êtres dont il est composé. S'il est juste pour des personnes réunies comme citoyens d'un Etat de voler et de tuer pour leur avantage collectif par leur pouvoir collectif, pourquoi cela serait-il malfaisant pour des citoyens, considérés comme individus, d'agir ainsi ? Leur responsabilité morale cesse-t-elle quand et parce qu'ils agissent de concert ? La plu-

part des systèmes légaux posent le principe qu'il y a des actes qu'un homme peut faire légalement, et qui deviennent illégaux s'ils sont accomplis par un certain nombre d'hommes qui conspirent entre eux. Mais maintenant il semble que ce qui serait un crime pour des personnes comme individus est de la haute politique pour ces personnes réunies dans un Etat. L'Etat n'a-t-il alors aucune moralité, aucune responsabilité ? N'y a-t-il rien qui ressemble à une humanité commune ? Ne lui doit-on pas des devoirs ? N'y a-t-il rien de ce « respect décent pour les opinions des humains » que les auteurs de la « Déclaration de l'Indépendance » ont reconnu ? Il n'y a pas de doute que même les plus grands Etats sont responsables envers le sentiment du monde civilisé.

Voyons maintenant comment ces doctrines affectent les Etats plus petits et plus faibles qui ont jusqu'ici vécu dans une sécurité relative à côté des grandes puissances. Ils seront absolument à la merci du plus fort, même s'ils sont protégés par des traités garantissant leur neutralité et leur indépendance. Ils ne seront pas en sécurité, car les obligations des traités ne valent rien « quand elles ne correspondent pas aux faits », c'est-à-dire quand la grande puissance trouve ces petits Etats sur son chemin et qu'elle estime ses intérêts supérieurs. Si un Etat a des usines de valeur, comme la Suède a des mines de fer, la Belgique des mines de charbon et la Roumanie de l'huile, ou s'il a une grande puissance maritime comme la Norvège, la Suède et le Danemark, ou bien si encore il se trouve à l'embouchure d'une rivière navigable dont le cours supérieur appartient à une autre nation, un grand Etat peut conquérir et annexer ce petit Etat, dès qu'il juge avoir besoin de mines, et qu'il veut accroître sa puissance maritime par l'embouchure d'une rivière. Il a la force, et la force c'est le droit. Les intérêts, les sentiments patriotiques et l'amour de l'indépendance d'un petit peuple ne comptent

pas. La civilisation est revenue en arrière ; la culture doit s'étendre par la force barbare ; les gouvernements font dériver leur autorité, non pas du consentement de ceux qui sont gouvernés, mais du poids de leurs années ; la loi et la morale internationales ont disparu. Hérodote nous dit que les Scythes adoraient comme dieu une épée nue ; c'est la divinité qui doit être installée à la place occupée autrefois par le Dieu du christianisme, le Dieu du droit et de la miséricorde. Les Etats — principalement les Etats despotiques — ont quelquefois mis en application en partie cet ensemble de doctrines, mais aucun ne l'a proclamé. Les conquérants romains n'étaient pas un peuple scrupuleux, mais toujours ils s'arrêtèrent devant ces principes ; ils n'en firent certainement jamais profession comme idéal, pas plus que ne le firent ces magnifiques empereurs Teutons du moyen âge que le général Von Bernhardi aime à rappeler. Ils n'entrèrent pas en Italie comme des conquérants ; la réclamant par le droit du plus fort, ils vinrent sur la foi d'un titre légal que les Italiens eux-mêmes et toute la chrétienté latine admettaient, quelque fantastique que cela puisse nous sembler aujourd'hui. Dante, le plus grand et le plus patriote des Italiens, souhaita la bienvenue à l'empereur Henri VII en Italie : il écrivit un livre fameux pour prouver ses revendications, les justifiant du fait que lui, héritier de Rome, combattait pour la loi, le droit et la paix. Le titre le plus noble que ces Empereurs choisissaient était celui « d'Empereur Pacifique ». Au moyen âge, quand les hommes étaient en luttes perpétuelles, ils appréciaient les bienfaits de la guerre beaucoup moins que le général Von Bernhardi ; ils considéraient la paix, et non la guerre, comme un moyen de civilisation et de culture. Ils n'avaient pas appris à l'école de Treitschke que la paix signifie la décadence, et que la guerre est la véritable influence civilisatrice.

Les doctrines mentionnées ci-dessus sont, ainsi que

j'ai essayé de le démontrer, bien faites pour alarmer les petits Etats qui attachent du prix à leur liberté et à leur individualité, et qui ont prospéré sous la sauvegarde des traités. Mais il y a d'autres considérations affectant ces Etats qui doivent s'imposer aux hommes de tous les pays, aux grandes nations aussi bien qu'aux petits peuples. Les petits Etats dont l'absorption est maintenant projetée ont été un facteur puissant et utile, peut-être le plus puissant et le plus utile dans les progrès de la civilisation. C'est en eux et par eux qu'une grande part de ce qui est le plus précieux en religion, en philosophie, en littérature, en science et en art a été produite. Les premières grandes pensées qui ont mis l'homme en relation véritable avec Dieu vinrent d'un petit peuple habitant un pays moins grand que le Danemark. Les religions de la puissante Babylone et de la populeuse Egypte ont disparu ; la religion d'Israël demeure dans sa forme la plus primitive comme dans sa forme la plus récente et s'est étendue par toute la terre. Les Grecs furent un petit peuple, nullement unis dans un grand Etat, mais dispersés le long des côtes et parmi les montagnes, dans de modestes communautés-villes, chacune ayant sa vie propre. Peu nombreux, mais ardents, versatiles et profonds, ils nous donnèrent la plus riche, la plus variée et la plus stimulante de toutes les littératures. Quand la poésie et l'art firent de nouveau leur apparition après la longue nuit des âges ténébreux, leurs boutons les plus splendides fleurirent dans les petites républiques d'Italie. Dans l'Europe moderne, que ne devons-nous pas à la petite Suisse, allumant la torche de la liberté il y a six cents ans, et la gardant allumée à travers les siècles quand les monarchies despotiques absorbaient le reste du continent européen ? Que ne devons-nous pas non plus à la Hollande libre avec ses grands hommes de science et ses peintres qui surpassent ceux de tous les autres pays, en dehors de l'Italie ? De même les petites nations scandinaves ont

donné au monde de fameux hommes de science, de Linneaus à nos jours, des poètes comme Tegnor et Bjœrnson, des savants comme Madvig, des explorateurs intrépides comme Fridtjof Nansen. L'Angleterre avait à l'époque de Shakespeare, Bacon et Milton une population à peine supérieure à celle de la Bulgarie actuelle. Les Etats-Unis à l'époque de Washington, Franklin et Jefferson, Hamilton et Marshall comptaient moins d'habitants que le Danemark ou la Grèce. Dans les plus brillantes époques de la littérature et de la pensée allemandes, l'âge de Kant, Lessing, Gœthe, Hegel, Schiller et Fichte, il n'y avait pas d'Etat allemand réel, mais une réunion de principautés et de villes libres — des centres indépendants de vie intellectuelle — dans lesquels les lettres et les sciences produisirent une plus riche moisson que les deux générations suivantes. L'Angleterre, avec huit fois la population de l'année 1600, n'a plus donné de Shakespeare ni de Milton.

Donc aucune fiction n'est contredite d'une manière plus palpable par l'histoire que celle sur laquelle se fonde l'école à laquelle appartient von Bernhardi — c'est-à-dire que la culture, la littérature, la science et les arts fleurissent davantage dans les grands Etats militaires. La décadence de l'art et de la littérature dans le monde romain commença précisément quand la puissance militaire de Rome eut fait de ce monde un grand Etat bien ordonné. Le point de vue opposé serait bien plus près de la vérité, bien que l'on doive admettre qu'aucune théorie générale concernant les relations des arts et des lettres envers les Gouvernements et les conditions politiques n'ait jamais été prouvée comme vraie et solide [1].

Le monde est déjà trop uniforme et devient chaque

1. La connaissance de l'histoire courante par le général Von Bernhardi peut être estimée par le fait qu'il admet : 1° Que la rivalité du commerce rend la guerre probable entre l'Angleterre et les Etats-Unis ; 2° qu'il croit que les princes et les peuples indiens vont probablement

jour plus uniforme. Quelques langues principales, quelques formes de civilisation, quelques types de caractères se répandent, venant de 7 ou 8 grands Etats et anéantissent les langues, les formes et les types plus faibles. Quoique les grands Etats soient plus forts et plus populeux, leurs peuples ne sont pas nécessairement plus doués, et l'extinction des langues et des types plus petits serait un malheur pour le développement futur du monde. Peut-être ne pouvons-nous pas arrêter les forces qui semblent travailler à cette extinction, mais nous devons certainement ne pas leur donner plus de poids. Nous devons plutôt maintenir et défendre les petits Etats, favoriser l'ascension et le développement des nouveaux peuples. Ce n'est pas seulement parce qu'ils furent délivrés de la tyrannie des Sultans comme Abdul Hamid que l'Europe intellectuelle souhaita la bienvenue aux affranchissements successivement obtenus par la Grèce, par la Serbie, par la Bulgarie et le Monténégro ; ce fut également dans l'espoir que ces pays se développeraient en temps voulu, et que de leur condition informe présente naîtraient de nouveaux types de culture, de nouveaux centres de vie intellectuelle et de production.

Le Général Von Bernhardi invoque l'histoire comme la Cour d'Appel définitive. Il en appelle à César ; laissez-le aller à César. « Die Weltgeschichte ist das Weltgericht » (L'histoire du monde est le tribunal du monde). L'histoire déclare qu'aucune nation, si grande soit-elle, n'a le droit d'essayer d'imposer son type de civilisation aux autres. Aucune race, pas même la race teutonne ou anglo-saxonne, n'a le droit de revendiquer la direction de l'humanité. Chaque peuple a, à un moment donné, fourni quelque chose qui lui était essentiellement propre,

se révolter contre l'Angleterre si elle entre dans le conflit ; et 3° qu'il s'attend à ce que les colonies anglaises qui ont un gouvernement propre profiteront de cette occasion pour se séparer de l'Angleterre (*note de J. Bryce*).

et le monde est par là beaucoup plus riche que si une seule race, si douée soit-elle, avait établi son ascendant permanent. Nous qui sommes de la race anglo-saxonne, nous ne réclamons pas pour nous-mêmes, pas plus que nous n'admettons pour d'autres le droit de dominer par la force ou d'imposer notre propre type de civilisation à des races moins puissantes. Peut-être n'avons-nous pas la conviction ferme de notre supériorité, conviction exprimée par l'école de Von Bernhardi pour les Teutons du nord de l'Allemagne. Nous savons ce que nous devons à la race celtique, même dans nos propres îles, et bien que nous devions admettre que les peuples de souche anglo-saxonne ont, comme les autres, fait quelques erreurs et abusé quelquefois de leur force, il est bon de se souvenir ici des derniers actes qu'ils ont accomplis à l'Etranger.

Les Etats-Unis ont retiré deux fois leurs troupes de Cuba alors qu'ils auraient pu facilement les y laisser ; ils ont résisté à toute tentation d'annexer une partie des territoires du Mexique, où la vie et la propriété de leurs citoyens furent en danger constant pendant trois ans. De même l'Angleterre, il y a six ans, rétablit le gouvernement propre (et de la manière la plus large), des deux républiques du Sud africain, après avoir admis le maintien à égalité de la langue hollandaise. Les citoyens de ces deux républiques qui étaient constamment en lutte avec l'Angleterre il y a treize ans, lui ont offert spontanément de l'aider par les armes sous la direction du brave général, qui commandait jadis les Boers. Je puis ajouter qu'une raison pour laquelle les princes indiens se sont ralliés aussi vite et aussi chaleureusement à l'Angleterre dans cette guerre est le fait que depuis de nombreuses années nous avons évité d'annexer les territoires de ces Princes, leur permettant d'adopter des héritiers quand les successeurs de leur propre famille faisaient défaut, leur laissant les fonctions ordinaires du Gouvernement, dans toute la mesure du possible.

Ce sont seulement les esprits vulgaires qui confondent la grosseur et la grandeur : car la grandeur vient de l'âme, non du corps. Dans le jugement que l'histoire rendra ultérieurement sur les quarante siècles de progrès vers la civilisation, quelles sont les distinctions qu'elle appliquera pour déterminer la véritable grandeur d'un peuple ? Ce ne sera pas la population, ni le territoire, ni la richesse, ni la puissance militaire : l'histoire demandera plutôt quels exemples de caractère élevé et de pieux dévouement à l'honneur et au devoir auront été donnés par un peuple ? Qu'a-t-il fait pour augmenter les connaissances scientifiques ? Quelles pensées et quels idéals de valeur permanente et de fertilité non épuisée a-t-il légués à l'humanité ? Quels travaux a-t-il produits en poésie, en musique et autres arts, pour être une source inépuisable de jouissance pour la postérité ? Les petits peuples n'ont pas besoin de craindre l'application de ces jugements.

Le monde progresse, non pas comme l'école Bernhardi le suppose, par la guerre ; il avance surtout par la pensée et par le procédé d'un enseignement et d'un savoir réciproques ; par la coopération continue et insconsciente de tous les esprits les plus forts et les plus éminents. Chaque race — hellénique, italique, celtique, teutonique, ibérienne, slave — a quelque chose à donner ; chacune a quelque chose à apprendre, et quand leur sang est mélangé, la souche mixte peut combiner les dons. La plupart des races de progrès ont été celles qui ont combiné le bon vouloir pour apprendre avec force, ce qui leur a permis de recevoir sans rien perdre de leur propre qualité, de retenir leur vigueur première, de partager le labeur des autres, comme ces Teutons qui se fixèrent sous le pouvoir de Rome et profitèrent des leçons de la vieille civilisation.

Laissez-moi protester, encore une fois, avant de terminer, contre l'intention d'attribuer au peuple allemand les principes établis par l'école de Treitschke et de Bernhardi,

l'école qui enseigne la haine de la paix et de l'arbitrage, la négligence des obligations des traités, et le mépris des petits peuples. En Angleterre, nous ressentirions une tristesse plus profonde encore que celle qui pèse sur nous actuellement, si nous pouvions supposer que de tels principes ont été adoptés par la nation dont les penseurs ont tant fait pour le progrès de l'humanité, et qui ont produit de si nombreux et éclatants exemples de sainteté chrétienne. Mais quand ces principes ont été proclamés avec ostentation, quand un pays neutre pacifique (que l'autre belligérant avait promis solennellement à plusieurs reprises de respecter) a été envahi et traité comme la Belgique l'a été, quand des essais sont tentés pour justifier ces actes comme complément d'une campagne de civilisation et de culture, il devient nécessaire de démontrer combien pernicieux et combien faux sont de tels principes.

Quels sont les enseignements de l'histoire auxquels le général Bernhardi aime à avoir recours ? Que la guerre a été la compagne constante de la tyrannie et la source de plus de la moitié des misères de l'homme ; que, bien que certaines guerres aient été nécessaires et aient donné l'occasion de déployer un héroïsme splendide — les guerres de défense contre l'agression ou pour secourir les opprimés — la plupart de ces guerres ont été inutiles ou injustes ; que la marque d'une civilisation avancée a été la substitution de l'amitié à la haine et d'un idéal pacifique à un idéal guerrier ; que les petits peuples ont fait et peuvent faire autant que les grands peuples pour le bien commun de l'humanité ; que les traités doivent être observés (car que sont-ils sinon les monuments de la foi nationale, solennellement engagée ? qui pourait ramener l'humanité plus sûrement et plus promptement à ce règne de la violence et de la terreur, dont elle s'est émancipée lentement pendant ces dix derniers siècles, que la destruction de la confiance dans la foi engagée des nations ?).

Aucun événement n'a produit cette unité essentielle, qui existe maintenant dans l'univers, aussi fortement que cette guerre l'a fait, car aucun événement n'a jamais autant affecté toutes les parties du globe. Quatre continents sont attentifs, le vieux monde tout entier, et le Nouveau-Monde souffrent gravement dans son commerce, son industrie, ses finances. Ainsi la terre entière est intéressée à empêcher le retour d'une telle calamité, et il y a un sentiment général à travers le monde que les causes qui ont amené sur nous cette calamité doivent être écartées. On nous dit que les armements doivent être réduits; que l'esprit funeste du militarisme doit être anéanti ; que tous les peuples doivent être admis à prendre une plus grande part au contrôle de la politique étrangère ; que des efforts doivent être faits pour établir une sorte de ligue de concorde, un système quelconque de relations internationales et d'alliances de paix réciproques, par lequel les nations les plus faibles seront protégées et grâce auquel les différends entre les nations seront arrangés par des cours d'arbitrage et de conciliation d'une capacité plus large que celles qui existent maintenant. Toutes ces choses sont désirables. Mais aucun projet d'empêcher les guerres futures n'aura de chance de succès, s'il ne repose pas sur l'assurance que les Etats qui y adhéreront y resteront fidèles loyalement et fermement ; si chacun et si tous ne se réunissent pas pour réprimer par leur force assemblée et accablante tout Etat qui négligerait les obligations auxquelles il se sera soumis. La foi des traités est la seule base solide, sur laquelle le temple de la paix peut être construit.

(Signé : James Bryce.)

PIÈCE N° 4 *bis*

Le Dr Dernburg répond aux déclarations de Lord Bryce sur la guerre [1].

Quand je vins pour la première fois à New-York, il y a environ trente ans, désireux d'une éducation commerciale et d'une instruction générale prise à l'étranger, deux livres venaient de paraître qui me guidèrent dans mes efforts et me familiarisèrent avec l'idéal et les institutions américaines. L'un de ces livres était *Henry Clay* de Carl Schurz et l'autre la *République américaine* de James Bryce. Ces deux livres firent sur moi une impression profonde. Depuis, je me suis senti débiteur envers leurs auteurs. La carrière splendide de M. Bryce a trouvé une fin convenable, puisqu'il a été appelé à la Chambre des Lords. Mais son affection et ses sympathies sont encore américaines, comme l'est son idéal. A ce titre il s'est fait entendre dans la presse de New-York sur les causes de la guerre. M. Bryce a toujours été contre la guerre. Il a travaillé pendant plusieurs années à la bonne entente de l'Allemagne et de l'Angleterre : il a consacré à cette tâche beaucoup de temps et de pensées. J'ai étudié ses travaux assez souvent. Pendant cinq ans et plus, j'ai parcouru l'Angleterre, recevant des visiteurs anglais de tous les rangs de la société, portant en moi cette seule idée — et je puis dire sans indiscrétion, mal-

1. *New-York Sun*, dimanche 11 octobre 1914.

gré l'opposition entière de mon gouvernement — d'aplanir les relations quelque peu délicates qui existaient entre les deux peuples les plus puissants d'Europe. En toute sincérité, sans arrière-pensée d'avenir, j'aurais voulu réussir. Les événements qui viennent de se produire ont été d'un grand désappointement pour Lord Bryce, pour moi-même et pour le gouvernement allemand. Ah, combien je comprends la colère du chancelier impérial disant à Edward Goschen[1] que « la politique à laquelle il s'était « consacré depuis son arrivée au pouvoir s'écroulait « comme un château de cartes ». C'est l'opinion de la plupart des Allemands qui ont bon esprit. C'est même celle de la grande majorité de mon peuple et de mon gouvernement ; je peux l'affirmer, en ma qualité de membre du ministère allemand et comme ami intime de la plupart des ministres actuels. Je suis heureux de le déclarer au surplus, parce que M. Bryce, dans son admirable plaidoyer, prend texte du livre de Von Bernhardi, livre qui a été répandu en Angleterre comme preuve du sens immoral, hostile et téméraire du peuple allemand. Parce que Bernhardi écrit que la force c'est le droit, que sa joie est faite de la grandeur de la guerre, Lord Bryce le rend responsable du conflit mondial actuel. Mais je peux répondre à lord Bryce que ni Bernhardi, ni les disciples de Treytschke, ni l'école de Niestche, ne dirigent les hommes consciencieux et laborieux qui sont à la tête des affaires de l'Allemagne. Leurs doctrines ne sont pas l'évangile de l'électeur allemand. Un tiers de la population allemande, comme on peut le voir par les scrutins, est socialiste, n'a jamais voté le budget de la guerre, prêche l'internationalisme, les idées républicaines et réclame pour l'avenir une sorte de communisme. Un autre tiers de la population allemande est catholique, politiquement organisée pour le maintien des droits égaux entre catholiques

1. Ambassadeur anglais à Berlin.

et protestants, tous véritables enfants de l'église romaine ; ceux-là ne sont certainement pas imbus de la fiction antichrétienne d'un homme supérieur. En conséquence, l'opinion de Lord Bryce n'est pas justifiée lorsqu'il confond le peuple allemand et son attitude pendant cette guerre, avec Bernhardi et les écrivains de ce genre.

Lorsque le livre parut, il fit grand bruit en Allemagne ; mais la plus grande partie des lecteurs condamnèrentses vues extrêmes comme susceptibles de tromper l'étranger sur la véritable signification du sentiment allemand. Le maréchal Von Bernhardi n'est pas une personnalité ordinaire. Il crut bon d'écrire son livre à cause des tendances efféminées qu'il apercevait en Allemagne, à cause de la pente de la vie et de la lutte pour la richesse qu'il observa ; à cause surtout du manque de proportion entre la population allemande grossissante et son territoire, à cause de la part réduite qui était la sienne dans tel pays au delà des mers. Bernhardi vit comment le monde avait été divisé depuis 1870 ; comment la France avec 39 millions d'habitants et 207.000 milles carrés avait acquis au delà des mers près de 3 millions de milles carrés et plus de 60 millions d'habitants ; comment l'Angleterre avec une population de 45 millions et 120.000 milles carrés, s'était appropriée 3.200.000 milles carrés et 95 millions d'habitants ; comment la Russie avait pris presque tout le continent nord de l'Asie, malgré le traité anglo-russe de neutralité de 1907 ; comment le Japon avait doublé son territoire, gagné des terres habitables et fertiles ; comment la Belgique, avec 11.000 milles carrés et une population de 7.500.000 avait pris le Congo avec 900.000 milles carrés, et 9.000.000 d'indigènes. Pendant ce temps, l'Allemagne avec 200.000 milles carrés chez elle et 65 millions d'habitants, obtenait péniblement 1.100.000 milles carrés et 13 millions d'indigènes, la plupart dans des terres tropicales, impropres à la colonisation, arides, et incapables de produire.

Je connais assez bien cette histoire parce que j'y ai été mêlé. Il est faux d'accuser l'Allemagne de convoiter le patrimoine de ses voisins. Mais vraiment, dans les territoires nouvellement acquis par l'Europe, elle n'avait pas eu sa part. Quand j'étais en Angleterre et que je parlais d'une « bonne entente », mes amis avaient coutume de me dire : « Mon cher camarade, tout cela va très bien, « mais avec votre accroissement de population, 66 mil- « lions aujourd'hui, où vous étiez autrefois 40 millions « seulement, vous nous déborderez un jour, et c'est ce « jour qui nous effraye. » Quand, en réponse à cet argument, je cherchais à obtenir pour mon pays un morceau des régions du monde qui ne sont pas encore partagées, quand les Allemands prétendaient obtenir quelques sphères d'influence, l'Angleterre se dressait invariablement sur le chemin et ruinait par avance invariablement toute tentative allemande. Ainsi vint l'histoire du Maroc, qu'elle plaça entre les mains de la France, laquelle cependant n'a pas besoin d'expansion. Ainsi en fut-il en Perse et en Mésopotamie, où l'Allemagne recherchait un terrain de propagande commerciale pour de bien légers avantages. La politique anglaise à ce sujet, est du reste parfaitement exprimée dans cette phrase qu'un membre de la Chambre des Lords m'adressa en 1908 : « C'est une « politique fixe de la Grande-Bretagne, depuis l'insigne « erreur commise de la restitution des îles Ioniennes ; « jamais plus l'Angleterre ne partagera une île ou un port « où elle aura eu ou pourrait avoir dans l'avenir les mains « libres. »

Voilà en ce qui concerne l'agrandissement colonial. Si l'on en vient à l'expansion commerciale, l'Angleterre déclare que son empire est un pays de commerce libre, que tous les peuples peuvent négocier avec elle dans les mêmes conditions, et qu'ils peuvent ne pas préférer les produits anglais. Tout cela est vrai aussi longtemps que cela dure. Cependant si M. Chamberlain avait réussi,

l'Angleterre serait maintenant protectionniste. Mais c'est le contraire qui arrive. L'Angleterre est libre échangiste chez elle et protectionniste dans ses colonies. L'impérialisme a toujours été favorisé, à cause des tarifs de préférence introduits dans les possessions anglaises, 33 °/° au Canada, 15 et 10 °/₀ au Cap et en Australie. La fermeture du marché anglais au commerce libre a été demandé en Angleterre en 1913. Le marché perse dans le nord est fermé à la Russie par voie de traité. Les marchandises allemandes sont systématiquement rejetées de l'Egypte sous la pression anglaise. Von Bernhardi voyait donc que l'Allemagne était entravée dans le développement de sa population, que besoin pour elle se faisait sentir de possessions au delà des mers, possessions habitables pour la race blanche et capables d'entretenir le développement industriel allemand en dehors de la mère patrie.

De plus, par ses conséquences, la politique anglaise amenait l'Allemagne à envoyer son excédent de population, non plus dans des terres libres, mais dans des pays comme l'Angleterre, où les Allemands émigrés risquaient de perdre leur nationalité d'origine et de devenir les sujets d'autres Etats. Il y avait là une sorte de provocation voulue, dont Bernhardi et quelques Allemands comprirent parfaitement la portée. Un jour l'Allemagne aurait de ce fait à lutter pour sa propre existence. C'est pourquoi Bernhardi et ses amis tentèrent de réveiller les endormis, de secouer le pays, de prêcher la nécessité de la guerre, de vanter la beauté d'une morale reposant sur la guerre. Mais Bernhardi n'était pas le premier à prêcher un tel évangile. En Angleterre et en Amérique, Walter Bagehot est tenu pour un grand économiste et un grand patriote. Voici ce qu'il écrit : « La conquête a amélioré « l'espèce humaine par le mélange des races et des forces. « La trêve armée, qu'on a appelé paix, a amélioré l'entraî- « nement et l'instruction. » Et plus loin : « Dans l'en-

« semble l'énergie de la civilisation ne s'accroît que par « la force et par la concurrence de forces en présence. » On trouve ces paroles dans le chapitre qui s'intitule « *L'Utilité de la guerre.* »

Lord Bryce déclare d'autre part que la neutralité belge n'a été violée que parce qu'on pratique en Allemagne l'enseignement de cette formule : « la force c'est le droit ». Il base son argumentation sur les livres blancs publiés par les nations, livres blancs auxquels les Américains font du reste grande confiance [1]...

... J'en arrive maintenant au caractère sacré des traitsé. Les traités doivent être sacrés. Jusqu'à aujourd'hui, l'Allemagne n'a jamais été accusée d'avoir violé un traité. Excepté pour le cas de la Belgique, qu'elle a profondément regretté et amèrement déploré, elle n'a jamais proclamé qu'il lui était nécessaire de violer un traité. Mais quel record n'a pas battu l'Angleterre sur ce terrain, simplement depuis la déclaration de guerre ? De record est étourdissant. Ce jour-là deux navires de guerre turcs se trouvaient sur la Tyne [2] ; l'Angleterre s'en empara, parce qu'elle avait le devoir d'assurer en temps de guerre la sécurité de la nation. Voilà l'application du principe de la force primant le droit. — L'Egypte est un état indépendant sous la souveraineté du sultan. Il y a à la cour du Khédive des agents diplomatiques de toutes les puissances. Les droits des étrangers sont garantis par la déclaration de Londres de 1885, à laquelle l'Angleterre a souscrit. Au jour de la déclaration de guerre, alors que l'Egypte n'était nullement territoire anglais, les représentants diplomatiques allemands, malgré la neutralité et les trai-

1. M. Dernburg produit alors ici la thèse allemande, que l'on trouvera particulièrement développée dans la *pièce n° 7* de nos *documents*.

2. La Tyne, rivière d'Angleterre, sur laquelle s'élève Newcastle. C'est parce que la Turquie se trouva privée de ces deux cuirassés, qu'elle prétendit légale l'acquisition par elle du *Gœben* et du *Breslau*, les croiseurs allemands réfugiés à Constantinople.

tés internatonaux, étaient obligés par ordre de l'Angleterre, de quitter le Caire. — Au Maroc, ce fut la même situation, malgré le protocole d'Algésiras et l'arrangement franco-allemand de 1911. Le consul allemand obtint à grand'peine ses passeports ; on lui donna trois heures pour partir au milieu des risées et des sarcasmes des officiers français. — La Chine est un pays neutre et indépendant ; néanmoins les Japonais en coopération avec les troupes franco-anglaises, y ont saisi un chemin de fer, propriété privée allemande, d'une longueur de 160 milles, au prétexte qu'il pouvait être utilisé par les Allemands à l'intérieur de la Chine. Le territoire chinois a été violé de droite et de gauche. La Chine a voulu protester. Le Japon a déclaré que cette protestation était un acte peu amical et qu'il déclarerait la guerre si cette protestation n'était pas retirée. — L'Italie était une nation indépendante, liée cependant par un traité sacré d'alliance à l'Allemagne et à l'Autriche. Elle aurait dû se battre aux côtés de l'Allemagne, si elle avait eu la bonne foi de reconnaître que cette guerre était une guerre d'aggression de la part de la France, de l'Angleterre et de la Russie. Mais ici comme ailleurs, en Italie, comme en Égypte, comme au Maroc, comme en Chine, l'Angleterre veillait, conseillait et protégeait. Et l'Italie renia sa parole et en dépit de traités solennels, se déclara neutre pour soutenir la suprématie anglaise dans la Méditerranée. Ah, le cas de l'Angleterre apparaît bien maintenant en pleine lumière ! Je crois qu'il serait difficile à Lord Bryce de donner à la Grande-Bretagne une figure convenable.

Mais Lord Bryce écrit ses articles pour le plus grand profit du public américain. Il sait que les Etats-Unis n'ont jamais qu'une idée confuse de la politique européenne...

Dans la thèse de M. Bryce cependant, le plaidoyer en faveur des petites nations, utiles à la science, aux arts

et à l'humanité en général, mérite qu'on y applaudisse. Cette théorie avait été présentée par M. Lloyd George dans son discours du 20 septembre; M. Bryce la reprend et l'approfondit, excitant ainsi la sympathie de l'Amérique à l'égard des petits peuples. M. Bryce compare les génies produits avec la grandeur des pays dont ils sont originaires. Il dit que les petits Etats ont été des facteurs et des promoteurs puissants en culture et en littérature. Il cite les Grecs, les Suisses, les Scandinaves, les Etats-Unis à l'époque de Washington, les petits Etats allemands à l'époque de Kant, de Lessing, de Gœthe, de Hegel. Très bien. Mais quels espoirs y a-t-il dès lors pour que les Etats-Unis enfantent aujourd'hui un génie, puisque M. Bryce ne permet pas aux grandes nations, à cause de leur grandeur même, de donner naissance à d'illustres esprits ?

Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que Lord Bryce ne dit pas un mot de l'attitude anglaise. Son article est d'un érudit; il constitue une belle lecture; il est l'acte d'un patriote qui ne veut pas laisser son pays dans un cas difficile. Si M. Bryce a gardé le silence c'est qu'il sent comme moi que l'Angleterre dans sa politique de haute main contre l'Allemagne, ne peut prétendre se battre pour la liberté du monde, le progrès de la culture, la sainteté des traités, le haut idéal d'une foi commune. M. Bryce sait aussi bien que moi que l'Angleterre n'a imaginé certains prétextes que pour voiler sa rapacité et les calculs de sa politique égoïste.

(Signé : Dr Dernburg.)

PIÈCE N° 5

L'Amérique « nourrie a la cuiller » de versions anglaises. La vérité d'après l'Allemagne [1].

Je me rends parfaitement compte de l'effet qu'a dû produire sur le public américain le récit des prétendues atrocités qui ont empli le monde dans ces dernières semaines de la guerre. Je comprends l'attitude du peuple des Etats-Unis envers les nations faibles et les peuples sans défense. Je connais la sainteté des obligations d'un traité pour tout esprit américain. Leur impulsion généreuse a fait ranger les populations des Etats-Unis d'un seul côté, certaines versions habiles ayant été vulgarisées tout d'abord contre nous. Par voie de conséquence, les Américains ont paru momentanément oublier les grands inconvénients qui résultent pour eux de la terrible lutte actuelle ; ils n'ont pas pensé que l'Allemagne était la victime première, par l'arrêt de ses exportations et l'affaissement de son industrie ; ils n'ont songé qu'aux parents et aux amis vivant loin d'eux sur le théâtre de la guerre. Et comme tout ceci était émouvant, le peuple des Etats-Unis s'est demandé *qui* était le responsable

1. Cet article parut dans le *New-York Sun* le dimanche 6 décembre 1914. Il était précédé d'une note du journal invitant le public américain à se méfier de sa propre et excessive sentimentalité. La plus belle et la plus noble des émotions, était-il dit en substance, ne vaut pas la défense juridique et légale de ceux que l'Amérique, trompée par des exagérations voulues, mésestime à tort. Pour être bon juge, il faut entendre les deux parties : qu'on écoute aujourd'hui l'Allemagne dans la personne de M. Dernburg.

d'une entreprise semblable contre l'humanité, d'une ambition aussi écrasante pour le monde depuis le règne de Napoléon.

Pour répondre à cette question, toutes les apparences ont été accumulées contre l'Allemagne. L'Angleterre, se donnant comme le champion de l'honneur international a protesté contre le geste qui changeait un traité solennel en un simple « chiffon de papier ». La Russie est venue ensuite avec la figure de l'amie désintéressée et loyale de l'impuissante et petite Serbie. L'ultimatum provocateur est le fait de la misérable Autriche-Hongrie. La France, mutilée déjà par la perte de l'Alsace-Lorraine, s'est trouvée envahie et n'a résisté que pour échapper à un nouveau plan de spoliation. Ainsi présentées, les grandes puissances auraient pu faire l'objet d'une tragédie de Schiller, les scènes en auraient été dramatiques. Le plus grand scélérat aurait été invariablement l'Allemagne. De ceci, l'explication est simple, puisque l'Angleterre s'est constituée directrice du spectacle, et, en coupant tous les câbles de communication avec l'Amérique, prétendait donner à l'Allemagne un rôle muet. La censure de Londres fonctionnait : tout ce qui lui parvenait de Berlin était consciencieusement revu ou supprimé. L'Amérique était ainsi « nourrie à la cuiller » des versions anglaises, même sur ce que l'Allemagne aurait pu dire elle-même. Nous fûmes ainsi pendant les premières semaines de la guerre, nous allemands, jugés par défaut. Heureusement ce jugement fut plutôt basé sur le sentiment — un sentiment très honorable — que sur des faits juridiquement établis. C'est pourquoi je me propose ici de revoir brièvement la crise européenne en la jugeant du point de vue allemand.

Par l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône d'Autriche-Hongrie, le problème des nationalités en Europe se trouva porté publiquement au

tragique. L'assassinat était le résultat d'une conspiration serbe pour l'encouragement et le succès de certains buts serbes. Si le gouvernement de Serbie n'a pas donné son approbation officielle au crime, il est vrai de dire en tous cas que ses instruments furent les promoteurs et les instigateurs de l'assassinat. La Serbie joue dans les Balkans un rôle aussi remarquable et aussi sinistre que celui de Méphistophélès dans *Faust*. La masse de son peuple n'est point corrompue. Apparemment, les Serbes gardent une sorte de simplicité rude, qu'ont abandonné les peuples d'occident sous l'impulsion du coup de sifflet de la fabrique et de la voiture électrique. Ils sont cependant la nation qui a joué le rôle prépondérant dans le théâtre des Balkans et dont la culture relève plutôt du XVIIIe siècle que du XXe. Le peuple de Serbie a de la force et de la valeur, sans éducation, ni raffinement. Le système du clan rend sa vie assez semblable à la vie de tribu. La Serbie est dépourvue de ce qu'en Amérique on appelle industrie. La conception de la moyenne des Serbes au sujet de la vie est celle du paysan d'Europe. Leur politique intérieure n'est qu'une série de pugilats entre les grands chefs pour des suprématies locales. Quant à la politique étrangère, les luttes se sont succédées à travers les générations pour l'existence nationale d'abord ; changeant d'aspect simplement par des efforts désespérés que faisait de temps à autre la Serbie pour agrandir les limites de son territoire. Comme tous les peuples slaves, les Serbes ont instinctivement le goût de l'expansion territoriale : tous les Slaves sont frères, tel est l'évangile de la race. Ceux qui dirigent les Slaves doivent être eux-mêmes Slaves. La Serbie est solidement attachée à cet article du credo de sa race. Il en découle que toutes les régions où s'établissent les Serbes doivent devenir un morceau et une partie du royaume serbe, de cette « plus grande Serbie » qui un jour viendra. N'ayant que peu ou rien à défendre de ce que produit la civilisation,

ne possédant aucune richesse qui les rende efféminés, conservant leur frugalité, s'intéressant simplement aux affaires de l'Etat ou aux querelles de famille entre un clan et un autre clan, querelles dont on conte les détails au coin du feu, les Serbes se trouvent fatalement voués aux entreprises guerrières et se lancent impétueusement dans les luttes. Malheureusement pour eux, l'extension de leur territoire ne peut se faire qu'au détriment de la Turquie ou de l'Autriche-Hongrie, c'est la raison pour laquelle l'histoire moderne des Balkans est si sanglante. Le fait que quelques millions de Serbes vivent en Turquie ou en Autriche a eu des effets constants sur cette alliance balkanique, dont on a entendu parler tout récemment. Ceux qui tirent leur jugement des documents et des publications officielles savent que cette alliance balkanique reposa sur deux traités. Nullement prévenu, le lecteur de ces documents ne découvre en eux qu'une alliance défensive. L'un des traités fut passé entre la Serbie et la Bulgarie, l'autre entre la Bulgarie et la Grèce ; ils furent signés à quelques mois l'un de l'autre, il y a environ deux ans. Tout parut clair et loyal, la Grèce, la Bulgarie et la Serbie jouant un jeu amical, cartes sur table, que pouvait voir tous ceux qui le désiraient. Il advint cependant des clauses secrètes dans les deux traités qui cimentaient l'alliance balkanique. Dans ces clauses secrètes, la Serbie et la Bulgarie divisaient les Balkans entre eux par une ligne courant du nord au sud, la partie occidentale du futur butin échoyant à la Serbie, la partie orientale à la Bulgarie. L'esprit d'alliance balkanique apparaît à nu dans ses clauses secrètes. L'agrandissement de la Serbie se faisait aux dépens de l'Autriche, celui de la Bulgarie aux dépens de la Turquie. Pour la réalisation de ces vues un facteur dominant, la force, était nécessaire, sans laquelle les clauses secrètes de ces traités ambitieux seraient restés nulles et inefficaces. Ce facteur dominant, cette force fut la Russie.

Mystérieusement, en effet, dans cet accord qui remplit les Balkans de carnage, la Russie tirait les ficelles qui faisaient mouvoir les marionnettes. Ces marionnettes étaient les parties contractantes : la Serbie et la Bulgarie. Si la Serbie et la Bulgarie décidaient d'agir en commun pour exécuter les termes de l'article 1er de ces clauses secrètes, elles devaient communiquer leurs intentions à la Russie ; si la Russie n'émettait pas d'objection, on passait aux actes. La Serbie et la Bulgarie, en prévision de la faillite possible de leur entente pour une action commune, s'engagèrent à en référer dans ce cas à la Russie. Leur jugement fut lié. Mais la Russie pouvait avoir des réticences comme le sphynx et n'avoir de parole, ni pour la Serbie, ni pour la Bulgarie : dans ce cas, les deux frères balkaniques n'étaient point obligés de vivre en désaccord ; l'un pouvait agir seul et l'autre mobilisait en partie, attendant les événements. Copie de ce traité, avec ses clauses secrètes, fut communiquée à la Russie en vertu des clauses contenues dans le pacte lui-même. On demanda à la Russie de prendre note officiellement de l'accord « comme preuve de bonne volonté dans le but poursuivi ». On implora l'empereur de Russie pour qu'il voulut bien accepter le rôle qui lui était assigné et pour l'approuver à la fois en son nom personnel et au nom de son gouvernement. Au surplus, toutes les difficultés d'interprétation furent soumises à l'arbitrage final de la Russie. Un cinquième article stipulait que toutes ces clauses supplémentaires ne devaient être divulguées qu'avec le consentement de la Russie. Ainsi de toutes façons les marionnettes ne devaient danser que dans le sens où la Russie agiterait les ficelles. A partir de ce moment, l'ombre de la Russie plana sur le théâtre tout entier des Balkans. Depuis, nous avons vu l'Italie se jeter sur la Tripolitaine par esprit de conquête ; elle extorque les îles de la mer Egée aux Turcs, dont la flotte, victime de difficultés intérieures, est incapable de résis-

tance. La ligne de feu approche de plus en plus de Constantinople jusqu'au moment où il semble que le sultan sera chassé d'Europe. La Bulgarie choie de plus en plus son rêve d'agrandissement aux dépens de la Turquie : la Russie est satisfaite. Puis survient une nouvelle guerre : la Serbie et la Grèce s'unissent contre la Bulgarie ; celle-ci est à la veille de sa ruine propre et son tzar Ferdinand, en désespoir de cause, demande secours à l'Autriche. C'est le moment que choisit la Russie pour publier les clauses secrètes du fatal traité, qui montrait la Bulgarie conspirant aussi contre l'Autriche, dont précisément elle implorait le secours. La tourmente s'apaisa dans la fameuse paix de Bukarest, qui fut une paix particulièrement désagréable à l'Autriche. Celle-ci ne dissimula pas son chagrin. Il y eut des échanges de vues officiels sur la question entre Vienne et Berlin. L'Autriche demanda à son alliée l'Allemagne de la suivre dans cette nouvelle aventure, l'Allemagne, fermement attachée à la paix qui lui donnait tant à gagner, ne voulut pas suivre l'Autriche dans la guerre. La Serbie se trouva territorialement agrandie et proportionnellement doublée : et voilà d'où est partie la fanfaronnade balkanique qui coûte aujourd'hui si cher à l'Europe. Car, malgré son triomphe et ses progrès, malgré l'humiliation de l'Autriche, la Serbie, petite puissance, nourrissait encore une revanche. Son ambition était la même qu'auparavant : elle voulait le libre accès à l'Adriatique et un port sur cette mer. Le refus de l'Autriche de se laisser mutiler pour la satisfaction de l'impérialisme serbe fut considéré comme un crime contre la race slave. Les conspirateurs de Serbie tournèrent les yeux sur la Bosnie et l'Herzégovine : un grand Etat slave devait sortir des fragments de l'empire des Habsbourg, les meilleurs morceaux, au point de vue serbe, étant précisément les provinces que je viens de nommer. Toutes ces intrigues étaient à leur point critique, lorsque l'Archiduc François-Ferdinand vint avec

son épouse à Saravejo, siège du gouvernement local de la Bosnie et centre des conspirations serbes. L'héritier du trône d'Autriche-Hongrie fut avec son épouse mis à mort par un assassin slave. La hardiesse des conspirateurs qui accomplirent le crime, le cynisme avec lequel les agents serbes avouèrent leurs intentions, l'attitude menaçante de la petite puissance balkanique envers une grande puissance continentale, sont les preuves que l'Autriche ne pouvait pousser plus loin l'héroïsme et l'abnégation. Si la Russie se tenait aux côtés de la Serbie, c'est que, comme le disent les Américains, « il y avait une raison ».

Nous voici maintenant dans notre promenade circulaire autour de l'Autriche, parvenus à la France. A coup sûr, aucun Européen doué instinctivement d'un sens historique quelconque, ne peut regarder l'actuelle situation de la France sur le continent sans un sentiment de sympathique pitié. Quel abaissement que le sien depuis les jours splendides de Richelieu et de Louis XIV! Il semble qu'hier encore elle dictait sa politique à toutes les chancelleries. Aucune splendeur du monde n'est égale à la sienne, quand on songe à l'époque de Mazarin et à la Révolution française. Surviennent les gloires napoléonniennes, et malgré la défaite, la France sort triomphante du Congrès de Vienne. Napoléon III continue la magnifique procession. Paris est toujours la reine du monde ; elle exerce son influence incontestée sur les hommes et les mœurs, sur les arts et sur les sciences ; elle est la maison de délices et le palais de la beauté. Certes l'abaissement est violent lorsqu'une Allemagne unie, frugale, aimant le foyer et la religion surgit entre la France exquise et ses gloires d'autrefois. C'est la vieille, très vieille histoire de Cindarella (Cendrillon) sortant de la cuisine pour éclipser son orgueilleuse sœur. Je n'oublie pas l'Alsace et la Lorraine. On a coutume de se repré-

senter la France endolorie, songeant à la revanche et soupirant après ses provinces perdues. Mais l'Alsace et la Lorraine symbolisent seulement le déclin de la force française, la décadence de la puissance française, la perte de sa grandeur et de sa moralité. Car la France s'est abandonnée d'elle-même aux pompes et aux délices du siècle, à l'orgueil de la vie. Elle se refusait à avoir comme l'Allemagne des familles nombreuses, à proclamer le culte du foyer, elle se refusait à vivre simplement. Les 38 millions d'Allemands qui se mirent en guerre contre la France il y a quarante-quatre sont aujourd'hui 70 millions et les 38 millions de Français de 1870 sont à peine représentés aujourd'hui par 40. A la recherche d'une alliée, la France trouva l'hostilité russe contre l'Allemagne. Voilà qui faisait son affaire. Cette hostilité, la France pouvait la cultiver en évoquant Bismarck et sa victoire au Congrès de Berlin, en invoquant l'impuissance russe contre la Turquie. Avec la Russie la France pouvait sympathiser ; elle pouvait même offrir quelque chose de plus que des sympathies, elle avait ses richesses. Aucun sol du monde, à étendue égale, n'est aussi riche en ressources naturelles que la France. Si la France aime le plaisir, elle aime l'or aussi. Sans doute fut-elle un peu trop pressée d'apporter cet or aux chemins de fer russes, aux emprunts russes, aux armements russes, aux entreprises industrielles russes, aux projets des ingénieurs russes. Mais c'était l'époque où la puissance de la Russie inspirait le respect et où l'aventure japonaise était encore lointaine. Dans un espace de temps qui semble incroyablement bref, la Russie soutira, nation amie et alliée, près de 20 milliards à l'épargne française. C'est ainsi que s'explique un mystère qui de tous temps a rendu perplexes ceux qui étudient la politique mondiale. Comment une nation aussi amoureuse de liberté, d'égalité et de fraternité que la France a-t-elle pu faire une alliance aussi étroite avec l'autocratie cosaque et le

« knout » ? La raison en est l'espérance de recouvrer un jour la gloire perdue et le premier rang en Europe. Le reste n'est que considérations d'ordre particulier, nées dans les banques de Paris, de Pétrograd, de Moscou et d'Odessa. La Russie voulait aller à Armageddon [1] ; la France dut l'y suivre. L'hésitation, le recul auraient entraîné l'annulation ou la répudiation de l'énorme dette. Un trait de la plume autocratique de Pétrograd aurait amené la France à la banqueroute. La France sait bien de quel côté son pain a du beurre.

Venons maintenant à l'Angleterre. On a beaucoup entendu parler ces dernières années de la jalousie de l'Angleterre à l'égard de la puissance maritime alle-

1. Armageddon est une expression symbolique, très connue dans les pays où on lit la Bible, comme l'Allemagne et l'Amérique. Armageddon est la pire catastrophe, le dernier des fléaux. Voici du reste l'intéressante explication que, dans le *Mercure de France*, en donne mon confrère et ami Henry-D. Davray : « Si nous remontons de dix mois « en arrière, nous constatons qu'un des premiers ouvrages publiés sur « la catastrophe précipitée par l'Allemagne fut celui de Mr Cloudes- « ley Brereton. A ce titre : « *Who is responsible* ? l'auteur ajoutait « ce sous-titre : *Armageddon and After ! Armageddon* — ce mot « qui ne figure dans aucun dictionnaire d'Oxford est de ceux qu'on a « vus le plus fréquemment employés à propos de cette guerre ; on peut « dire qu'il est passé dans le langage courant. Déjà, H.-G. Wells, dans « le recueil de *Douze Histoires et un Rêve*, donne pour titre au « rêve » : « La Bataille d'Armageddon. » D'où sort-il ? Son origine est biblique. « On le trouve au livre de la Révélation, l'*Apocalypse*, chapitre XVI, « verset 16. Au cours de la vision prophétique, sept anges apparais- « sent munis de sept coupes, contenant « sept fléaux, les derniers, car « par eux s'accomplissait la colère de Dieu ». Quand le sixième ange, « déversant sa coupe, eut déchaîné le sixième fléau, « je vis sortir de « la bouche du dragon, et de la bouche de la bête, et de la bouche du « faux prophète, trois esprits immondes qui allèrent vers les rois de « la terre, *et congregabit illos in locum qui vocatur Hebraïce Arma- « gedon*, — et ils les rassemblèrent dans le lieu appelé en hébreu Ar- « maguédon ». Alors le septième ange verse sa coupe dans l'air et le « septième fléau s'accomplit. « Il y eut des éclairs, des voix, des ton- « nerres, et un grand tremblement de terre... Et la grande ville fut « divisée en trois parties, et les villes des nations... et toutes les îles « s'enfuirent, et les montagnes ne furent pas retrouvées... »

mande, du développement de l'industrie allemande, de l'extension allemande, le long des grandes routes de commerce à travers les mers. Des considérations de cet ordre intéressaient fortement l'opinion publique anglaise et l'Angleterre a un gouvernement qui fait grand cas de l'opinion publique. Un exemple nous en est donné par le télégramme du meilleur ministre des Affaires étrangères actuellement au pouvoir, Sir Grey, au dernier ambassadeur anglais à Berlin, sir Goschen : « L'atti-« tude de l'Allemagne en ce qui concerne la Belgique, « déclara Sir Edward Grey, passionne l'opinion anglaise. « Si l'Allemagne donnait la même assurance que la « France, cela contribuerait matériellement à diminuer « ici l'anxiété et l'attention. D'autre part, s'il y avait une « violation de la neutralité belge par un belligérant, « tandis que l'autre la respecterait, il serait extrême-« ment difficile de contenir le sentiment populaire. » Le prince Lichnowsky, ambassadeur allemand, demanda d'autre part à Sid Edward Grey : « Si l'Allemagne don-« nait sa promesse de ne pas violer la neutralité belge, « l'Angleterre s'engagerait-elle à rester neutre. » Et Sir Edward Grey répondit que « l'Angleterre ne pouvait pas dire cela ». Voici donc un point important ; l'attitude de l'Angleterre se détermine surtout par l'opinion publique anglaise. Sir Edward Grey — il sortait justement d'une discussion sur ce sujet au Conseil des ministres — dit à l'ambassadeur allemand que l'Angleterre ne pouvait pas fournir promesse de neutralité simplement à la condition mentionnée de l'observation par l'Allemagne de la neutralité belge. L'ambassadeur allemand suggéra alors que l'intégrité de la France et de ses colonies serait garantie. Sir Edward Grey se refusa nettement encore à toute promesse de rester neutre même dans ces conditions : l'Angleterre voulait garder les mains libres. Je m'étonne souvent de voir que ce télégramme des plus significatifs (il peut être lu dans le

Livre blanc anglais sous le n° 123) soit constamment laissé de côté par tous ceux qui cherchent à argumenter contre l'Allemagne. Depuis que l'opinion publique en Angleterre s'est trouvée si fortement influencée par le facteur belge, d'autres rancunes se sont élevées contre l'Allemagne, autres que celles venant de la jalousie de la puissance maritime et du commerce. Cette jalousie ou rivalité, de quelle manière qu'on l'appelle, a joué un rôle : c'est un sentiment très net. Mais elle était subordonnée à une autre considération. La politique étrangère anglaise a toujours eu pour bases, de tous temps, un principe très simple. Les nations continentales de l'Europe doivent être maintenues en deux camps hostiles. La force de ces camps doit être divisée en parties si égales que, en se joignant à l'un quelconque de ces camps, l'Angleterre puisse faire pencher la balance contre l'autre. Ainsi pour Londres, la fameuse « balance du pouvoir » est maintenue ; naturellement les Anglais mettent leur poids dans le plateau de leurs intérêts personnels.

Je n'ai jamais douté de la bonne foi de sir Edward Grey, lorsqu'il se déclara un dévot de la paix ; il lutta désespérément pour empêcher la guerre qui dévaste l'Europe. La paix était un intérêt anglais. Le fameux équilibre européen fonctionnait parfaitement ; le gouvernement anglais ne pouvait se plaindre de rien. Dès que la France se fut jetée dans la crise, en suivant la Russie à Armageddon[1], l'Angleterre se trouva en face d'une crainte sérieuse. La France étant de beaucoup la plus faible risquait d'être détruite par l'Allemagne. L'équilibre européen, si délicatement maintenu par Londres, disparaissait dans l'engrenage pour toujours. La France certainement ne pouvait pas perdre un mille carré de territoire ; même sans cela elle serait trop affaiblie pour faire figure sérieuse dans le concert européen. L'Angleterre pour sa propre

1. Voir note précédente dans le même article.

sauvegarde ne pouvait pas permettre l'abaissement de la France au rang de puissance de second ordre. Ce point de vue explique beaucoup ce qui venait de se passer précédemment. C'est cette considération qui accrut l'Entente cordiale ou entente complète entre Paris et Londres qui remonte aux dernières années du règne du roi Edouard. Elle explique pourquoi l'Angleterre s'intéressa au sort de la France plus complètement même que sir Edward Grey ne songeait à le faire. Nous trouvons celui-ci, il y a deux ans au moins, en correspondance animée avec l'ambassadeur de France au sujet des dispositions des flottes anglo-françaises en cas de guerre. Il y avait eu antérieurement un échange de vues intimes entre les experts navals et militaires de ces deux puissances : ces experts discutèrent de l'action commune en cas de guerre avec l'Allemagne ; le cabinet de Londres n'eut même pas à cette époque connaissance complète de ces entretiens. La correspondance entre Grey et Cambon montre que, même avant cette époque, la flotte française devait stationner dans la Méditerranée pour faire la police de la route des Indes, tandis que la flotte anglaise restait concentrée dans la Mer du Nord. Ainsi fut établie une situation, qui ne pouvait pas être changée à volonté quand la guerre éclata, qui ne pouvait pas être altérée bien que la guerre fût tenue pour inévitable. Sir Edward Grey en fit part à la Chambre des Communes brutalement quelques vingt-quatre heures avant que son gouvernement déclara la guerre à l'Allemagne. Laissez-moi mentionner un paragraphe de son discours, le 3 août dernier, alors que le premier ministre M. Asquith ne s'était pas encore déclaré pour la paix ou pour la guerre avec l'Allemagne : « Les « côtes françaises sont absolument sans défenses. La « flotte française se trouve dans la Méditerranée, où « depuis quelques années elle s'est concentrée à cause « du sentiment de confiance et d'amitié qui existe entre « nos deux pays. Mon propre sentiment est que si une

« flotte étrangère, engagée dans une guerre, que la France « n'a pas cherchée et dans laquelle elle n'est pas l'agres- « seur, entrait dans la Manche, bombardait et battait les « côtes sans défenses de la France, nous ne pourrions « rester neutres et voir tout ceci se dérouler sous nos « yeux, les bras croisés, désintéressés et ne faisant rien. » Et quelques moments plus tard, sir Edward Grey disait à la Chambre des Communes : « Que va faire la France « avec sa flotte dans la Méditerranée ? Si elle l'y laisse « sans indication de notre part sur ce que nous allons « faire, elle laisse ses côtes du nord absolument sans « défense à la merci d'une flotte allemande, qui dans la « Manche fera ce qui lui plaira dans une guerre qui est « entre eux une guerre de vie et de mort. » Il y avait donc à ce moment un facteur décisif qui déterminait l'attitude de l'Angleterre tout à fait en dehors de la neutralité belge. Je reprendrai tout à l'heure cette question de la neutralité de la Belgique, mais auparavant j'appelle l'attention sur les deux citations que je viens de faire. On ne perdra pas de temps en les lisant deux fois. Quoi qu'il arrivât en Belgique ou qu'il n'arrivât pas, l'Angleterre ne resterait pas neutre, tandis qu'une flotte allemande traverserait la Manche pour bombarder les côtes françaises. Naturellement non !! Il y avait ce précieux équilibre européen à sauvegarder. Il y avait l'agrandissement d'une Allemagne jeune et puissante qui battrait en brèche la domination britannique sur les mers. Il y avait la perspective d'une France abattue, privée de toute cette force que l'Angleterre utilise comme contrepoids. On comprend très bien tout cela à Londres. On sait également que la prochaine grande lutte de l'Angleterre sera contre la Russie pour la suprématie en Asie. Les Anglais se gardent forts et armés dans ce but. Entre temps, ils prendront des mesures pour leur propre sauvegarde en Europe. Alors la main dans la main avec le Japon, l'Angleterre tournera ses yeux vers l'Extrême-

Orient. Le Japon actuellement est dans toute sa gloire. Nous l'apercevons sur les côtes de Chine guerroyant avec les Allemands à Kiao-Tchéou, en possession de tous les chemins de fer du sud, de Pékin à la vallée du Yang-Tsé. Le Japon a fixé son esprit, comme une paire de tenailles, sur sa propre hégémonie dans cette partie de la Chine. Pourquoi pas ? Le Japon domine déjà la région sud de Mandchourie. Toutes les lignes de communications sont sous son contrôle. Il a fortifié sa position le long des voies ferrées ; il a établi des « gardes » qui sont de véritables garnisons. Lentement mais sûrement, la possibilité de la concurrence russe cesse pour les Japonais d'exister. Leur expansion territoriale sur le continent asiatique est seulement moins étonnante que celle de la Russie.

Le Portugal mérite en passant une allusion à cause de l'exemple qu'il offre des méthodes caractéristiques de la diplomatie anglaise. Londres officiellement a béni la république à Lisbonne. Le Portugal fut lancé dans la guerre civile par l'Angleterre, de peur que les Bragance ne livrassent aux Allemands les colonies qu'ils avaient acquises. En même temps, l'Angleterre accueille dans un de ses ports le jeune roi déchu de Portugal représentant de la lutte contre l'existence d'un gouvernement républicain : « tête je gagne, queue vous perdez ».

Je reviens maintenant à la Belgique. Qu'on me permette de dire d'une façon brève, mais complète, ce que je crois être « le cas moral contre l'Allemagne » dans cette question de la neutralité de la Belgique. On nous invite à penser que l'Allemagne avait son honneur engagé à ne pas violer la neutralité belge ; elle avait signé un traité comportant cette stipulation. En opposition avec la parole donnée, l'Allemagne a envoyé des troupes à travers le territoire qu'elle s'était engagée sur son hon-

neur à ne pas violer. Je traite la question aussi nettement que je le peux ; je pense que je parle du cas moral contre l'Allemagne dans les mêmes termes que le feraient ses ennemis. A ce sujet, les interprétations diffèrent suivant les autorités. Sir Edward Grey prétend que « le facteur dominant » est le traité de 1839. Mais le traité original fut fait huit ans plus tôt. La Belgique devait former un Etat indépendant et perpétuellement neutre qui serait tenu à observer la même neutralité envers tous les autres Etats. Tel est le langage de la convention originale ; le traité non pas de 1839, mais de 1831. La Prusse le signa avec l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, la France et la Russie ; c'était longtemps avant que l'empire allemand n'existât. Mais on attache de l'importance au fait qu'en 1870 la Prusse renouvela l'engagement de respecter la neutralité belge. « Ceci, déclara sir Edward Grey en s'adressant à la Chambre des Communes en août dernier, a la valeur d'une reconnaissance par l'Allemagne du caractère sacré de ses traités. » Je serai plus précis que sir Edward Grey. Où il dit Allemagne, je dis Prusse. J'ajoute un point qu'il oublie. L'arrangement par lequel la Prusse en 1870 s'engagea à respecter la neutralité belge devait en propres termes expirer une année après la fin de la guerre avec la France. Cette prévision fit revivre les clauses du vieil arrangement de 1839. Je pense que voilà les faits principaux sur lesquels ceux qui critiquent l'Allemagne basent leurs accusations en ce qui concerne la neutralité belge. C'est certainement le point de vue anglais. Qu'on me permette d'esquisser le point de vue allemand.

Il y a trois degrés dans la vie d'un traité. Il est tout d'abord négocié par les plénipotentiaires des parties contractantes. Il est ensuite approuvé par l'autorité compétente à l'intérieur, suivi d'un échange de ratifications par les gouvernants contractants. En troisième lieu, il y a l'application des termes du traité, selon les cas particuliers

qu'il fait naître : ceci c'est l'interprétation du traité. L'interprétation d'un traité obéit à des principes élémentaires universellement reconnus. L'un d'eux implique qu'aucune nation n'est moralement engagée par les termes d'un accord qui entraînerait la perte de sa propre existence ou l'abdication de ses souveraines fonctions. Il est à présumer qu'aucune grande puissance ne s'engagerait solennellement à se suicider. Si la conclusion logique, découlant de la lettre d'un traité, est la ruine d'une des principales parties contractantes, la lettre doit fléchir. Je ne mentionne ici rien de nouveau ni d'étrange. Qu'on me permette de citer ici un passage de ce discours aux Communes, où Lord William Gladstone parla du même traité que je discute aujourd'hui, c'est-à-dire de la neutralité belge: « Il n'est pas nécessaire, dit-il, et le temps ne me « permettrait pas d'entrer dans la question complexe de « la nature et des obligations de ce traité. Mais je suis « incapable de souscrire à la théorie de ceux qui dans « cette maison ont affirmé que l'existence de la garantie « lie chaque partie indépendamment de la position par- « ticulière dans laquelle elle peut se trouver au moment « où il faudra agir d'après cette garantie. Les grandes « autorités auxquelles je me réfère toujours en matière « de politique étrangère, Lord Aberdeen et Lord Pal- « merston, n'ont jamais à ma connaissance eu des vues « aussi rigides et, j'ose le dire, aussi impraticables en « matière de garantie. » Ainsi William Gladstone expliquait le cas de la garantie donnée à la neutralité belge en 1839. J'admets les termes du traité. J'accepte l'interprétation anglaise. Je nie que l'Allemagne, en face de la crise de sa propre destinée, dans les premiers jours d'août 1914, fut contrainte de respecter la neutralité belge comme l'avait garantie le roi de Prusse en 1839. Pour ma justification, je m'en rapporte d'abord à la parole de William Gladstone déjà citée et à la parole de la Cour suprême des États-Unis que je mentionnerai ci-dessous. Quelques

années se sont écoulées depuis l'agitation connue en Amérique sous le nom de « cas d'exclusion chinoise ». Un traité avait été passé entre les gouvernements de Pékin et de Washington. La lettre du traité permettait aux Chinois de résider aux Etats-Unis ; elle allait même plus loin ; les Chinois résidant aux Etats-Unis pouvaient avoir les privilèges de la personne et de la propriété possédés généralement par les Américains. Quelque temps s'écoula. Le Congrès décréta l'exclusion des Chinois. Pékin protesta contre ce qu'il pensait être la violation flagrante d'une obligation inscrite dans le traité. L'épisode montre bien la différence qu'il y a entre la lettre et l'interprétation d'un traité. Le cas fut soumis à la Cour suprême de Washington. Cet auguste tribunal retint, en dehors des termes de la convention chinoise, le cas particulier de revision, constitué par des circonstances que n'avaient jamais prévues les parties contractantes. Voici le texte de la Cour sur ce point spécial : « On ne peut présumer que le bureau législatif du gouvernement passe à la légère des traités qui sont en conflit avec les lois du pays. Au surplus des circonstances peuvent naître qui ne justifient pas seulement la négligence du gouvernement pour ces sortes de stipulations, mais qui exigent encore dans l'intérêt du pays, qu'on n'en tienne aucun compte. Ceci ne peut pas être mis en doute. Des événements inattendus peuvent changer la politique d'un pays. » La prudence et la moralité dictent en vérité à la nation la plus dédaigneuse l'observation la plus scrupuleuse à la fois de la lettre et de l'esprit d'un traité. C'est nécessaire non seulement pour les intérêts divers des puissances, mais pour la position prise dans le concert des nations. Le mépris de la foi jurée, commis de gaîté de cœur, entraîne l'expulsion d'un individu, et parmi les puissances l'expulsion d'une puissance. Mais derrière les dirigeants d'une nation il y a le peuple de cette nation, les millions d'êtres humains dont le bonheur passe avant les phrases des

diplomates et les termes techniques d'une négociation. L'Allemagne, menacée par la Russie qui convoitait Constantinople, par l'Angleterre qui tremblait pour son sceptre de la mer, par la France ambitieuse de reprendre sa vieille domination de l'Europe, se tint debout à Armageddon. En matière de consolation, on lui offrit un chiffon de papier et on l'invita à accepter l'interprétation qu'en donnaient contre elle les puissances liguées pour sa perte.

(Signé : Dr Dernburg.)

PIÈCE N° 6

Les documents belges prouvent que l'Angleterre avait projeté la guerre [1].

On publie aujourd'hui des fac-similés de journaux trouvés parmi les documents de l'état-major général belge à Bruxelles, documents qui se rapportent à des arrangements pris entre l'attaché militaire anglais et le ministre de la guerre belge au sujet de l'intervention anglaise en Belgique. On se souvient (*Livre blanc* anglais) qu'en novembre 1912 une correspondance fut échangée entre Sir Edward Grey et l'ambassadeur français à Londres : dans cette correspondance on spécifiait que les experts militaires et navals anglo-français se consulteraient de temps à autre sur les plans à adopter en cas de guerre et que, conformément à ces plans prémédités d'avance, la flotte française sauvegarderait dans la Méditerranée les intérêts des deux pays et la flotte anglaise ferait de même dans la mer du Nord. De cette correspondance, les membres du cabinet anglais restèrent ignorants jusqu'au Conseil des Ministres qui précéda immédiatement la déclaration écrite anglaise, le 2 août 1914, qu'au cas où une flotte allemande attaquerait la flotte française où pénétrerait

1. Cet article fut publié par le *New-York Sun* le dimanche 20 décembre 1914. Le journal américain le fit précéder d'une notre brève, où il appelait l'attention sur ce fait que la Belgique, qui avait contracté des accords avec la France et l'Angleterre, avait dédaigné d'équilibrer sa propre situation par un accord du même genre avec l'Allemagne.

dans la Manche, l'Angleterre donnerait à la France toute l'assistance possible (*Livre blanc* anglais n° 148). Le public anglais n'eut également connaissance de tout ceci que le 3 août par le discours d'Edward Grey. On n'a pas oublié qu'à la suite de ces révélations, le ministre anglais du Commerce John Burns et deux autres ministres Lord Morley et M. Trevelyan, donnèrent leur démission, que le leader du parti du travail anglais, M. Ramsey Mac Donald, abandonna la direction et que M. Arthur Ponsomby, dans une lettre fameuse, dénonça en matière de protestation les pratiques de Sir Edward Grey. M. Ponsomby déclara (il l'a répété depuis) que ses amis et lui n'avaient jamais cru être liés vis-à-vis de la France par une obligation quelconque et qu'ils étaient stupéfaits de se trouver tout d'un coup engagés sans espoir d'évasion et sans que le gouvernement anglais pût revenir sur la décision. Or, les consultations, auxquelles les plans de mobilisation des armées franco-anglaises se rapportaient et qui comportaient des débarquements de troupes anglaises en France, se trouvent aujourd'hui confirmées par des documents nouveaux. Ces documents montrent que les mêmes conversations eurent lieu avec la Belgique, que des projets furent conçus pour pénétrer en Belgique avec une armée de cent mille hommes par trois ports français, Dunkerque, Calais et Boulogne; on considérait même comme possible un débarquement par la voie du Scheldt, violant ainsi la neutralité de la Hollande. Ces documents sont aujourd'hui traduits dans leurs moindres détails; ils montrent que les chemins de fer belges devaient être envoyés aux ports français ci-dessus nommés pour transporter en Belgique les troupes françaises. Ils sont datés de 1906.

L'ambassadeur belge à Berlin, le baron Greindl, un patriote belge bien connu, protesta auprès de son gouvernement à Bruxelles. L'entête de sa protestation est publiée également en fac-similé. Il y déclare : « Qu'il n'est « pas prudent d'espérer seulement des Anglais et des

« Français la garde de la neutralité belge ; qu'il n'est pas « sage de prendre simplement des mesures contre une « violation allemande de la neutralité belge et que l'in- « tention anglaise apparaît clairement dans les phrases « du colonel Barnardyston qui prétend utiliser le Scheldt « pour le transport des troupes en Belgique. » On n'a pas oublié en outre que les gouvernements anglais et français protestèrent vivement, lorsque ces plans furent rendus publics et que le gouvernement hollandais fit part de son projet de fortifier l'embouchure du Scheldt, en 1906. Mais en 1912, la crise balkanique s'aggrava et les Anglais firent un pas de plus. En effet, quand le colonel Bridges, dans une conversation avec le général Jungblut, chef de l'état-major général belge, fit connaître que l'Angleterre était prête à la lutte, que 160.000 hommes pouvaient débarquer tout de suite et qu'elle les débarquerait aussitôt qu'un conflit européen éclaterait, le général Jungblut protesta : pour un tel acte, dit-il, l'autorisation de la Belgique était nécessaire. On lui répondit franchement que l'Angleterre le savait, mais que, la Belgique ne se trouvant pas assez forte pour se défendre, on débarquerait des troupes de toutes façons. Le général Jungblut répliqua que la Belgique était assez forte pour se défendre, déclaration qui devait être faite plus tard à la France également, lorsque celle-ci offrit d'envoyer en Belgique cinq corps d'armée (*Livre blanc* anglais). Ainsi l'Angleterre qui en 1906 avait projeté certaines opérations pour une action commune, déclarait en 1912 que de toutes façons, en cas de conflagration européenne, elle agirait en Belgique.

Il faut se souvenir maintenant que dès le 28 juillet 1914, Sir Edward Grey avait dit au prince Lichnowsky (voir sa communication à Sir Goschen) : « La situation est très « grave. Tant qu'elle se limitait aux événements connus, « nous n'avions pas songé à nous mêler de la partie. Mais « si l'Allemagne se trouve entraînée, après elle la France,

« les choses peuvent grandir et englober tous les intérêts européens. Dans ce cas il ne faut pas que le ton amical de notre conversation — que j'aurais désiré voir se continuer — vous induise en erreur et vous porte à croire que nous resterons neutres » (*Livre blanc* anglais, n° 89). Or à cette époque la question belge n'avait pas été encore soulevée; ce fut seulement le 31 juillet que par note écrite, Edward Grey en parla pour la première fois. Ainsi l'équivoque anglaise avec la France, comme nous le prouve le *Livre blanc* anglais, empêcha l'Angleterre de prendre en 1914 l'attitude qu'elle avait prise en 1870 ; alors du moins l'Angleterre avait un double traité avec la France contre une invasion allemande de la Belgique, avec l'Allemagne contre une invasion française de la même Belgique. Ce fut en vain que le prince Lichnowsky, le 1er août 1914 (*Livre blanc* anglais n° 123) suggéra à Sir Edward Grey une combinaison analogue. Lichnowsky demanda à Grey si dans le cas de promesse de l'Allemagne de ne pas violer la neutralité belge, l'Angleterre s'engagerait à rester neutre. Edward Grey répondit « qu'il ne pouvait pas dire cela ». Il est par conséquent de toute évidence que dans le cas d'une guerre allemande, fatale par suite de la mobilisation russe contre l'Allemagne, l'Angleterre entrait en guerre contre nous ; il a été prouvé ailleurs que les assurances anglaises données à cet effet avaient renforcé l'action du parti de la guerre russe, qui avait obtenu ainsi carte blanche et avait forcé le tsar à intervenir (voir le rapport du chargé d'affaires belges de Pétrograd au ministère des Affaires étrangères à Bruxelles, le 30 juillet). De plus, il est clair que l'Angleterre avait l'intention, avec ou sans le consentement de la Belgique, de débarquer des troupes en violation de la neutralité belge, sans considérer si les troupes allemandes traversaient ou non la Belgique, car semblable déclaration n'existait pas en 1912, ni avant le 4 août, comme il fut dit au Reichstag allemand.

Ainsi, dès la mobilisation russe, l'Allemagne avait à combattre la Russie, la France et l'Angleterre. Cette perspective la contraignit à faire vite et à agir, dès qu'elle vit ses ennemis « toucher leurs poches ». La promptitude de l'action allemande contre Liége mit entre es mains allemandes cet important centre de chemin de er qui commandait les relations par voie ferrée contre nous et empêcha le débarquement anglais et l'invasion de la Belgique. Que si on recherche la culpabilité du gouvernement belge dans cette affaire, on la trouve dans la façon dont la Belgique se concerta avec les seuls gouvernements anglais et français, pour les mesures à prendre en cas de guerre. Un plan de mobilisation française, du reste, a été trouvé dans les documents dont nous parlons : il est infiniment probable que les conversations des experts anglo-français ne furent pas ignorés de l'attaché militaire anglais à Bruxelles. Il est de plus impossible de croire que l'envoi des troupes anglaises de Calais, Dunkerque et Boulogne en Belgique par voie ferrée française, mais par voitures belges, eut pu avoir lieu sans que les autorités françaises l'eussent connu. Au surplus, la Belgique ne prêta pas attention au conseil du baron Greindl ; elle ne tenta pas d'assurer son indépendance par des moyens analogues en faisant avec l'Allemagne les mêmes accords de garantie qu'avec la France et l'Angleterre. Ceci prouve que l'accord belge n'avait pas un caractère purement défensif et n'était pas commun à tous les envahisseurs. Ceci prouve bien encore pour quelle raison on avait établi des forteresses belges sur un seul point, la frontière de l'est, la frontière vers l'Allemagne. On déclara au peuple belge au commencement de la guerre que l'Allemagne avait exigé que la Belgique combattît à ses côtés contre la France et l'Angleterre. La vérité ne fut connue que trois mois plus tard, quand le *Livre gris* belge fut publié ; à ce moment la Belgique était presque entièrement occupée. Ainsi la Belgique, mal-

gré ses prétentions de rester neutre et de conserver avec l'Allemagne d'amicales relations, combinait secrètement des plans pour la défaite allemande dans une guerre inévitable. Le pauvre peuple belge était destiné à souffrir des grandes ambitions du roi Léopold, que le Congo rendra moins célèbre dans l'avenir que l'imprudence et la faillite de sa diplomatie. Le chancelier impérial a déclaré qu'il y avait une preuve irréfutable que les ennemis de l'Allemagne passeraient par la Belgique, si elle-même ne les prévenait pas. Cette preuve, on vient de la publier ; elle est du plus grand caractère. Donc le chancelier avait raison en invoquant les lois de la nécessité, bien qu'il regrettât de violer des accords internationaux. Ces lois de la nécessité ont été du reste reconnues souveraines par presque tous les hommes d'Etat illustres, depuis Gladstone et tous les professeurs de droit international jusqu'aux magistrats de la Cour suprême des Etats-Unis (volume 130, page 601), mention en regard du traité sino-américain au sujet de l'émigration chinoise « aux Etats-Unis : « On ne peut présumer que le bureau « législatif d'un gouvernement passe à la légère des « traités qui sont en conflit avec les lois du pays. Au « surplus, des circonstances peuvent naître qui ne jus- « tifient pas seulement la négligence du gouvernement » pour ces sortes de stipulations, mais qui exigent « encore dans l'intérêt du pays, qu'on en tienne aucun « compte. Ceci ne peut être mis en doute. Des événe- « ments inattendus peuvent changer la politique d'un « pays. » Pour renforcer cette opinion, la sentence rendue en 1908, par Justice Curtis, peut être citée. Il déclare que, ce serait sans doute une question très grave et très délicate de refuser d'exécuter un traité, à moins que la nation, en l'exécutant, ne perdît complètement son indépendance.

Nous laissons maintenant la parole aux documents belges eux-mêmes.

I

Traduction de l'extrait original du rapport du major général belge Ducarme au ministre de la Guerre belge concernant les entretiens du premier avec l'attaché militaire anglais, lieutenant-colonel Barnardiston :

Confidentiel

Bruxelles, 10 avril 1906.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous rapporter brièvement les conversations que j'ai eues avec le lieutenant-colonel Barnardiston et qui ont déjà fait le sujet de mes communications verbales. La première visite eut lieu dans le milieu de janvier. M. Barnardiston se rapporta aux anxiétés de l'état-major général de son pays en ce qui concerne la situation politique générale et en raison de la possibilité d'une guerre prochaine. Au cas où la Belgique serait attaquée, on prendrait des mesures pour l'envoi d'environ cent mille hommes. Le lieutenant-colonel me demanda comment une telle mesure serait considérée par nous. Je lui répondis que du point de vue militaire, cela ne pouvait être que favorable, mais que cette question de l'intervention concernait aussi les autorités politiques; que, par conséquent, c'était mon devoir d'en informer le ministre de la Guerre.

M. Barnardiston répondit que son ministre à Bruxelles parlerait de la question avec notre ministre des Affaires étrangères. Il expliqua ensuite qu'on procéderait de la manière suivante : le débarquement des troupes anglaises devait s'effectuer sur la côte française à proximité de Dunkerque et de Calais, de façon à hâter le mouvement autant que possible. L'entrée de l'Angleterre en Belgique n'aurait lieu qu'après la violation de notre neutralité par l'Allemagne. Un

débarquement à Anvers prendrait beaucoup plus de temps parce que des transports plus grands seraient nécessaires, et parce que d'un autre côté la sûreté serait moins complète. Ceci admis, il y aurait plusieurs autres points à considérer tels que le transport par chemin de fer, la question des réquisitions de l'armée anglaise, la question du commandement en chef des forces alliées. Il demanda si nos préparatifs étaient suffisamment ordonnés pour assurer la défense du pays pendant la traversée et le transport des troupes anglaises, qu'il estimait devoir durer environ dix jours.

Je lui répondis que les places de Namur et de Liége étaient à l'abri d'un « coup de main » et que notre armée de 100.000 hommes serait capable d'intervenir dans un délai de quatre jours.

Après avoir exprimé sa complète satisfaction de mes explications, mon visiteur précisa les points suivants : 1° Que notre conversation était entièrement confidentielle ; 2° qu'elle ne liait pas son gouvernement ; 3° que son ministre, l'état-major général anglais, lui et moi étaient, jusqu'à ce jour, les seuls informés de la question ; 4° qu'il ne savait pas si l'opinion de son Souverain avait été prise.

Dans une discussion suivante, le lieutenant-colonel Barnardiston m'assura qu'il n'avait jamais reçu aucun rapport confidentiel des autres attachés militaires sur notre armée. Il donna alors le « data » numérique exact des forces anglaises. Nous devions compter que, en douze ou treize jours, deux corps d'armée, quatre brigades de cavaleries, et deux brigades d'infanterie à cheval seraient débarqués. Il me demanda d'étudier la question du transport de ces forces à l'endroit du pays où elles seraient utiles ; il promit de me donner à cet effet des détails sur la composition de l'armée débarquée. Il revint à la question de la force effective de notre armée ; il déclara qu'aucun détachement ne serait envoyé à Namur et à Liége, puisque ces places avaient des garnisons d'une force suffisante. Il me demanda de porter mon attention sur la nécessité d'accorder à l'armée anglaise les avantages prévus

par les règles concernant les réquisitions militaires. Je lui répondis que je ne pouvais rien dire concernant ce dernier point, et lui promis que j'étudierais attentivement les autres questions.

Plus tard l'attaché militaire anglais confirma ses premiers calculs. Douze jours seraient au moins nécessaires pour le débarquement sur les côtes françaises. Il faudrait un temps considérablement plus long (un à deux mois et demi) pour débarquer cent mille hommes à Anvers. Sur mon objection qu'il ne serait pas nécessaire d'attendre la fin du débarquement pour commencer les transports par chemin de fer et qu'il serait mieux de procéder à ces derniers dès que les troupes arriveraient à la côte, le lieutenant-colonel Barnardiston promit de me donner un « data » exact au sujet de nombre de troupes qui pouvaient être débarquées journellement. Pour ce qui est des réquisitions militaires, je dis à mon visiteur que cette question pouvait être réglée facilement.

Plus les plans de l'état-major général anglais progressaient, plus les détails du problème devenaient clairs. Le colonel m'assura que la moitié de l'armée anglaise pouvait être débarquée sous huit jours, le reste à la fin du douzième ou treizième jour, à l'exception de l'infanterie à cheval sur laquelle on ne pouvait compter que plus tard. En dépit de ceci, je pensais que j'avais à insister à nouveau sur la nécessité de connaître le nombre exact des débarquements journaliers, afin de régler les transports par chemin de fer pour chaque jour.

L'attaché militaire anglais converse avec moi sur plusieurs autres questions, principalement sur : 1° la nécessité de garder les opérations secrètes et de demander le secret absolu de la presse ; 2° les avantages qui résulteraient en donnant un officier belge à chaque état-major général anglais, un interprète à chaque officier commandant et des gendarmes à chaque unité de troupe afin d'assister les troupes de polices anglaises.

Dans le cours d'un autre « interview », le lieutenant-colonel Barnardiston et moi étudiâmes les opérations à combiner dans le cas d'une offensive allemande qui aurait Anvers pour objectif, et dans l'hypothèse de troupes allemandes marchant à travers notre pays pour atteindre les Ardennes françaises. A cette question, le colonel dit qu'il approuvait le plan que je lui avais soumis, et il m'assura également de l'approbation du général Grierson, chef de l'état-major général anglais.

D'autres questions secondaires qui étaient pour ainsi dire réglées, se référaient particulièrement aux officiers intermédiaires, interprètes, gendarmes, cartes, photographie des uniformes, copies spéciales traduites en anglais de quelques règlements belges, règlements concernant les droits d'importation de provisions anglaises, l'accommodation des blessés des armées alliés, etc... Rien ne fut résolu en ce qui concerne l'action que le gouvernement, les autorités militaires pouvaient exercer sur la presse.

Durant les conversations finales que j'eus avec l'attaché anglais, il m'informa du nombre de troupes qui seraient débarquées journellement à Boulogne, Calais et Cherbourg. La distance de cette dernière place, nécessaire pour des considérations techniques, exigera un certain délai. Le premier corps d'armée serait débarqué le dixième jour, et le second le quinzième. Nos chemins de fer transporteraient les troupes de telle sorte que l'arrivée du premier corps, soit dans la direction de Bruxelles-Louvain, soit de Namur-Dinant, soit assuré le onzième jour, et le second, le seizième jour.

A nouveau, pour une dernière fois, et aussi clairement que je le pus, j'insistai sur la nécessité de hâter les transports par mer, de façon que les troupes anglaises pussent être avec nous entre le onzième et le douzième jour. Les résultats les plus heureux et les plus favorables pouvaient être atteints par une action convergente et simultanée des forces alliées. Mais si cette coopération n'avait pas lieu, l'échec pouvait être des plus sérieux. Le colonel Barnardiston m'assura que tout ce qui servirait à ce but serait fait.

Dans le courant de nos conversations, j'eus l'occasion de convaincre l'attaché militaire anglais que nous désirions autant que possible contrecarrer les mouvements de l'ennemi et ne pas nous réfugier à Anvers dès le début.

Le lieutenant-colonel Barnardiston de son côté, me dit que, à l'époque, il avait obtenu quelque espoir d'une aide ou d'une intervention de la part de la Hollande. Il m'informa en même temps que son gouvernement avait l'intention de transférer les bases du commissariat anglais de la côte française à Anvers aussitôt que les vaisseaux allemands auraient été chassés de la mer du Nord. Dans toutes nos conversations, le colonel m'informa régulièrement des nouvelles secrètes qu'il avait sur la situation militaire de nos voisins de l'Est. En même temps, il déclara que la Belgique était dans la nécessité impérieuse de se tenir constamment informée des événements dans le voisinage du Rhin.

J'eus à admettre que chez nous le service de surveillance à l'étranger n'était pas en temps de paix directement dans les mains de l'état-major général, que nos légations n'avaient pas d'attaché militaire. Mais je pris soin de ne pas admettre que je ne savais pas si le service de l'espionnage, qui est prescrit dans nos lois, était ou non en bon ordre. Je considère comme mon devoir d'indiquer ce point, qui nous place dans un état d'infériorité évidente sur nos voisins, et probablement sur nos ennemis.

D... Major-général, Chef de l'Etat-Major Général.
(*Initiale du Général Ducarme.*)

P. S. — Quand j'ai rencontré le général Grierson à Compiègne durant les manœuvres de 1906, il m'assura que par suite de la réorganisation de l'armée anglaise, le débarquement de 150.000 hommes était assuré ; que de plus ils seraient prêts à intervenir dans un délai plus court qu'il ne l'a été dit ci-dessus.

Conclu en septembre 1906.

D. (*Initiale du général Ducarme.*)

II

Minute d'une Conférence entre le chef de l'Etat-Major général belge, le général Jungbluth et l'attaché militaire anglais, lieutenant-colonel Bridges (successeur du lieutenant-colonel Barnardiston) datée du 23 avril, vraisemblablement de l'année 1912. Ce document a été marqué « confidentiel » par le comte Von der Straaten, directeur du département belge pour les Affaires étrangères.

(*Confidentiel.*)

L'attaché militaire anglais a demandé à voir le général Jungbruth. Les deux hommes se sont rencontrés le 23 avril. Le lieutenant-colonel Bridges a dit au général que l'Angleterre avait à sa disposition une armée qui pouvait être envoyée sur le continent, composée de six divisions d'infanterie et huit brigades de cavaleries — ensemble 160.000 hommes — elle a également tout ce qui est nécessaire pour défendre son territoire insulaire. Tout est prêt. Si l'événement se produit, le gouvernement anglais aura bientôt débarqué des troupes en Belgique même si nous n'avons pas demandé assistance.

Le général a objecté que pour cela notre consentement était nécessaire. L'attaché militaire a répondu qu'il savait cela, mais que, puisque nous ne pouvions pas empêcher les Allemands de passer à travers notre pays, l'Angleterre enverrait des troupes en Belgique en tout état de cause (*under all circumstances*). Quant au lieu de débarquement l'attaché militaire n'a pas fait de rapport précis. Il a dit que la côte était plutôt longue, mais le général sait que M. Bridges, durant les vacances de Pâques, a fait des visites quotidiennes d'Ostende à Zeebrugge. Le général a ajouté que nous étions, d'autre part, parfaitement capables d'empêcher les Allemands de traverser notre territoire.

III

Le 2 décembre 1911, le baron Greindk, depuis plusieurs années ministre plénipotentiaire belge à Berlin, a envoyé un très long rapport sur les arrangements militaires anglo-belges au Ministre bélge des Affaires étrangères ; des extraits en ont été publiés dans la *Gazette du Nord de l'Allemagne* du 13 octobre 1914, et parurent dans plusieurs journaux américains sous traduction anglaise. Cet envoi important, qui fut trouvé à Bruxelles est seulement une copie du rapport original. Son caractère officiel est, cependant, évident, par l'imprimerie officielle du papier utilisé pour la copie. Elle se lit comme suit :

COPIE

Section.....
Numéro.....
Contenu. .....
Réponse au numéro.....
Département général
Bureau de.....

Berlin, 23 décembre 1911.

Légation de Belgique.
N° 3022-1626

Strictement confidentiel.

Que fera la Belgique en cas de guerre ?

Monsieur,

J'ai eu l'honneur de recevoir la dépêche du 27 novembre dernier P. sans le numéro du dossier, numéro d'ordre 1108... etc.

PIÈCE N° 6 *bis*

Controverses avec l' « evening Post » et le « Sun » A propos des documents belges [1].

A l'éditeur de l'*Evening Post* :

Monsieur,

Je désire que l'on me permette d'ajouter quelques mots à la lettre dans laquelle je présente mes respects au rédacteur en chef de ce soir [2]. Vous critiquez sévèrement mon argumentation à propos du sens des documents belges publiés hier. Vous pensez que j'ai commis une faute en supprimant la déclaration par laquelle l'Angleterre ne s'engageait à intervenir qu'en cas de violation de la neutralité belge par l'Allemagne. Cette déclaration n'existe que dans le document de 1906 et je l'ai dit. Mais j'ai fait remarquer que dans la conversation de 1912, l'attaché anglais était allé beaucoup plus loin

1. Dès que les documents belges eurent paru dans le *New-York Sun*, sous la signature de M. Dernburg, la presse s'en empara et les discuta. Dans l'*Evening Post*, dans beaucoup d'autres journaux, et même dans le *New-York Sun*, M. Dernburg fut pris à partie. Nous donnons ici ses deux principales réponses à l'*Evening* et au *Sun*, suivies des commentaires dont ces journaux les accompagnèrent. Ce double exemple montrera le ton de la polémique, même dans des feuilles plutôt favorables à l'Allemagne.

2. Dans les journaux américains, secrétaires de rédaction et rédacteurs en chef alternent pour la confection du journal.

et avait déclaré que « le gouvernement anglais effectue-
« rait immédiatement un débarquement en Belgique,
« même si les Belges ne demandaient pas assistance ».
Je ne vois pas ce qui vous amène à affirmer qu'*immédiatement* signifie autre chose que sans attendre, sans avertir, sans une invasion allemande, ou même sans demander à la Belgique l'autorisation d'agir. Cette contestation est née du passage où se trouvent les mots :
« ... Puisque les Belges n'étaient pas capables d'empêcher
« les Allemands de traverser leur territoire, l'Angle-
« terre débarquerait ses troupes en Belgique *dans toutes*
« *les circonstances.* » Que signifie maintenant « *under all circumstances* », en anglais courant ? Ne signifie-t-il pas que, *immédiatement*, et sans qu'il soit question de neutralité belge violée ou non, l'Angleterre prendrait position armée sur le continent. Les Belges l'ont compris ainsi et leur *Livre gris* le prouve. Ils firent des représentations officielles à Londres et leurs craintes ne se calmèrent même pas, lorsque Sir Edward Grey déclara que l'Angleterre ne violerait pas la première la neutralité belge. L'argument que j'en veux tirer est qu'en droit international, un traité ne lie pas lorsqu'il y a appréhension légitime, et non fictive, qu'un pays neutre sera utilisé comme marchepied contre un autre pays. Je m'en rapporte à Hugo Grotius, la première autorité universellement reconnue dans les questions de droit international. Il dit dans ses *Droits de la guerre et de la paix* (chapitre 2, section 10): « A partir d'aujourd'hui on peut
« conclure que dans une guerre juste, une puissance a
« le droit de prendre possession d'un pays neutre, s'il y
« a des raisons sérieuses et non des craintes imaginaires,
« de croire que l'ennemi a l'intention de s'en rendre
« maître lui-même, surtout si l'occupation par cet ennemi,
« représentait un mal immense et irréparable pour cette
« puissance. » Dans le document de 1912 se trouve la preuve indiscutable que l'Angleterre devait débarquer

des troupes en Belgique en tout état de cause. Ceci donnait le droit à l'Allemagne *de se défendre*, droit qui est la loi suprême et qui l'autorisait à agir comme elle le fit. La preuve qui semble manquer qu'il y avait des raisons sérieuses et non des craintes « imaginaires » est précisément le trait caractéristique du document. Il est difficile d'établir, en général, l'interprétation d'un document mais celui-ci me semble si clair et si peu équivoque qu'il prouve nettement le bien fondé de ma controverse.

New-York, 21 décembre 1914.

(Signé : Dr Dernburg.)

Voici la réponse de l'*Evening Post* :

Le Dr Dernburg reproduit il est vrai, dans des conditions correctes, le document ; mais il ne dit rien lui-même des réserves qu'il contenait. Quel que soit le véritable sens des propos du colonel Bridges en 1912, ceux-ci ne liaient pas son gouvernement. Les intentions du gouvernement sont au surplus parfaitement claires par la déclaration de Sir Edward Grey en 1913, que nous reproduisons ici en entier :

(Copie du télégramme de Sir Edward Grey à H. M. Ministre à Bruxelles).

Foreign Office, 7 avril 1913.

En parlant au ministre de Belgique aujourd'hui je lui ai déclaré officiellement qu'il était venu à ma connaissance que la Belgique avait quelques craintes que nous soyons les premiers à violer sa neutralité. Ces craintes n'avaient pas à mon sens leur source en Angleterre. Le ministre de Belgique m'informa qu'il y avait des propos anglais, dont il ne pouvait me nommer les auteurs, sur un débarquement de troupes anglaises en Belgique, pour prévenir l'irruption de troupes allemandes en Belgique

contre la France. Je répondis que j'étais sûr que la France ne serait pas la première à violer la neutralité belge et que jamais un gouvernement anglais ne la violerait aussi le premier, car l'opinion publique n'approuverait pas. Ce que nous avions à considérer — et c'était une question un peu embarrassante — c'était ce qu'il était désirable et utile de faire, en notre qualité de garants de la neutralité belge au cas où celle-ci serait violée par une puissance quelconque. Si nous étions les premiers à la violer et à envoyer des troupes en Belgique, cela donnait le droit à l'Allemagne d'envoyer aussi des troupes. Ce que nous désirions pour la Belgique, comme pour les autres pays neutres, était que la neutralité fut respectée. Aussi longtemps qu'elle ne serait pas violée par une puissance quelconque, l'Angleterre n'enverrait pas la moindre troupe en territoire belge.

Je suis, etc... (signé : GREY).

Il est certain que si l'Angleterre ne violait pas la neutralité belge, la première, elle ne la violerait jamais à moins que l'Allemagne ne montrât l'exemple. Mais nous rappellerons en outre au Dr Dernburg, qu'il perd son temps à tenter de prouver aux Etats-Unis ce que l'Angleterre *aurait pu faire*; les Etats-Unis savent ce que l'Allemagne *a fait*. Son geste a été avoué par son propre chancelier comme une violation du droit international et la violation d'un traité solennel. Tous les documents qu'on peut retirer des archives belges ne pourront faire disparaître la signature que l'Allemagne avait mise au bas de son engagement.

Nous espérons que dans sa prochaine étude des documents belges, le Dr Dernburg nous donnera son avis sur les deux notes qui sont à côté l'une de l'autre dans la publication officielle faite par la Belgique. Le 2 août, le ministre belge des Affaires étrangères demanda au ministre

allemand de Bruxelles si la Belgique pouvait nettement compter sur les assurances primitives allemandes disant que les territoires belges ne seraient pas envahis. Herr Von Bulow répondit que les Belges connaissaient son opinion et qu'ils pouvaient être absolument tranquilles à l'égard de leurs voisins de l'est. Or, le même jour, le même ministre allemand, exigeait, la menace à la bouche, au nom de son gouvernement, que la Belgique laissât passer sur son territoire les troupes allemandes, sans quoi l'Allemagne considérerait la Belgique comme son ennemie.

(Signé : *Evening Post.*)

LE Dr DERNBURG ET LE « SUN »

Nous avons reçu du premier « avocat-débatteur » du Kaiser, la note suivante au sujet des documents secrets, comme on les appelle, que les Allemands qui fouillent partout pour trouver quelque chose, prétendent avoir découverts à Bruxelles. Nous sommes heureux de donner de la place à ce que M. Dernburg peut répondre aux remarques du *Sun.*

A l'éditeur du *Sun.*

Monsieur,

Tout en reconnaissant votre loyauté dans la discussion des documents belges récemment publiés, voulez-vous me permettre de dire que je n'ai pas oublié la déclaration contenue dans le document de 1906 et d'après laquelle les troupes anglaises ne débarqueraient que dans le cas d'une attaque allemande. Je fais mention de cette déclaration, lorsque je dis qu'en 1906 il n'y avait qu'une action projetée. Mais le fait principal se trouve dans le document de 1912, où semblable spécification n'existe pas. Au contraire, malgré la protestation du gouvernement belge que fit entendre le général Jungbluth, l'Angleterre déclara à ce moment qu'elle débarquerait

des troupes, non seulement dans le cas d'une invasion allemande, mais dans toutes les circonstances. Le caractère agressif de la politique anglaise est au surplus mis en évidence par l'affirmation tout à fait inutile que tout était prêt de ce côté en Angleterre ; ce qui remet involontairement en mémoire les propos du général Lebœuf en 1870 que les troupes françaises étaient prêtes jusqu'au dernier bouton. Du reste le *Times* de Londres du 14 octobre dernier déclare, à propos de la situation de la Belgique, que sa neutralité lui porta beaucoup de préjudices puisqu'elle ne pouvait passer des accords pour sa défense avec d'autres pays. Le *Times* ne savait pas alors que les documents belges existaient. Mais il est intéressant que le *Times* prétende qu'un pays neutre n'a pas le droit de prendre les arrangements pour sa défense avec d'autres pays. De plus la violation de la neutralité belge apparaît par l'usage répété des mots « alliés » ou « forces alliées » qui désignent la Belgique, la France et l'Angleterre. Voilà qui fait tomber une critique que vous avez émise, j'en suis sûr, en toute bonne foi. » New-York, 21 décembre 1914.

(Signé : Dr Dernburg.)

Il est agréable de voir que le Dr Dernburg reconnaît notre esprit de justice et notre bonne foi dans nos commentaires sur ses révélations publiques de dimanche dernier. Nous conserverons le même esprit et le même ton...

(Le *Sun* argumente alors contre le Dr Dernburg dans les mêmes conditions que l'*Evening Post* plus haut. Puis il conclut :)

... Les Allemands s'attendent-ils à ce que le peuple américain partage leur opinion et que les mots « alliés, forces alliées » mis là à titre d'hypothèse, au cas de violation de la neutralité belge suffisent à justifier le châtiment terrible que l'Allemagne a infligé à la malheureuse Belgique, non point certes par hypothèse, mais bien réellement et bien cruellement ? (Signé : *Sun*.)

PIÈCE N° 7

La part de culpabilité de l'Angleterre dans la guerre mondiale [1].

Deux des cinq grandes nations d'Europe qui sont maintenant en guerre sont les causes de la terrible lutte actuelle : la Russie et l'Autriche-Hongrie. Leurs querelles sont vieilles, mais ces dernières années, elles avaient augmenté en vivacité ; après la tragédie de Serajevo, la diplomatie était dans l'incapacité absolue de les apaiser. Avec l'Autriche-Hongrie et la Russie, deux autres puissances sont si intimement unies par des alliances que leur participation à la guerre était inévitable : ce sont l'Allemagne et la France. Deux autres grandes puissances européennes, par leurs relations avec les deux groupes précédemment mentionnés, avaient avant la guerre une situation à peu près identique. L'Italie était politiquement liée par alliance avec les puissances centrales ; l'Angleterre l'était avec le système franco-russe. On ne savait donc pas comment ces deux derniers pays

1. Ce tract fut préparé en Allemagne sur les ordres de M. Dernburg, qui se le fit, aussitôt prêt, envoyer à New-York, où il le traduisit lui-même en anglais. Le *New-York Times*, le publia, comme primeur. En le présentant à ses lecteurs, le journal américain, dont les tendances étaient cependant favorables aux Alliés, expliqua que « la présente publication était une défense complète du point de vue allemand dans la présente guerre et qu'elle était basée sur l'étude des livres blancs allemands et anglais » (*New-York Times*, 26 décembre 1914. *Who began the war and why*, vol. 1, n° 2).

mis géographiquement en mouvement par le noyau central du continent se comporteraient dans une guerre. Il apparaissait tout à fait possible que tous deux décidassent de rester neutres. En effet, le gouvernement italien estima que sa conduite devait être telle pour le mieux de ses intérêts. Cette première décision facilitait singulièrement l'Angleterre, et l'engageait aussi à conserver une neutralité qui pour des raisons politiques, économiques et morales, n'aurait pas été sans avantage pour la Grande-Bretagne. Or, à la surprise et à l'indignation générale de tous les Allemands qui, pendant des années, avaient travaillé à aplanir les conflits d'intérêts entre Berlin et Londres — parmi ces Allemands doivent d'abord être nommés le Kaiser et le chancelier impérial — le ministère libéral anglais déclara immédiatement la guerre à l'Allemagne. Il ne limita pas les hostilités à la guerre navale, mais en exécution d'arrangements pris il y a quelques années entre l'état-major général anglais et l'état-major général français (cela se voit bien aujourd'hui), il équipa un corps expéditionnaire, augmentant ainsi considérablement les forces françaises.

Dès lors la question se pose : « quels motifs ont conduit la politique anglaise à franchir ce pas monstrueux?»

On a beaucoup écrit, durant ces dernières semaines, du côté allemand ; on a critiqué d'une façon très vive et avec juste raison, la façon d'agir du cabinet de Londres. Dans l'argumentation qui va suivre, nous nous bornerons, nous, à la revue impartiale des documents publiés par le gouvernement anglais lui-même pour sa propre défense. La partie essentielle de cette défense est contenue dans la *correspondance au sujet de la crise européenne*, soumise au parlement anglais peu de temps après la déclaration de guerre et connue sous le nom de *Livre blanc* anglais. Parallèlement, nous examinerons le *Livre blanc* publié par le gouvernement allemand et déposé au Reichtag : enfin le *Livre orange* publié par la Russie.

1° *La mobilisation russe*

Dans un discours prononcé le 19 septembre, le ministre des Finances anglais, M. Lloyd George, s'il faut en croire la *Westminster Gazett*, que l'on considère comme son organe, caractérisa la querelle entre l'Allemagne et la Russie dans les conditions suivantes et sur le mode pittoresque que préfère cet homme d'État : « Allemagne : « J'insiste pour que vous vous rangiez par côté, les bras « croisés tandis que l'Autriche étranglera votre petit frère « de Serbie.— Russie : Dès que vous toucherez à mon petit « ami, je déchirerai votre empire lambeau par lambeau.» Nous ne gaspillerons pas les mots en disant du langage employé ici dans une discussion historique et à propos d'un conflit sanglant, que ce langage est au moins singulier. Mais dans sa forme, l'expression montre bien la volonté de Londres de faire apparaître la Russie au peuple anglais comme la protectrice au cœur noble de l'innocence persécutée, alors que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie apparaissent comme moralement responsables de la guerre. Cette même volonté se manifeste dans le discours du premier ministre anglais prononcé à la Chambre des Communes le 4 août. Des traductions de ce discours, tirées à des centaines de milliers d'exemplaires, ont été distribuées par le gouvernement anglais dans les pays neutres sous le titre : « La puissance responsable de la guerre est l'Allemagne. » Nous protestons aujourd'hui et nous déclarons, nous, que le *Livre blanc* anglais fournit lui-même la preuve irréfutable que l'Allemagne jusqu'au dernier moment offrit sa médiation, que la puissance responsable de la guerre est au contraire la Russie et que le Foreing office à Londres n'ignorait ni l'une, ni l'autre chose. De plus, le *Livre blanc* démontre que l'affirmation de l'Angleterre, en ce qui concerne sa partici-

pation à la guerre comme protectrice des petits pays, est une fable.

Les documents reproduits dans le *Livre blanc* anglais ne commencent qu'au 20 juillet ; quelques télégrammes d'introduction avant le 24 sont tout juste donnés. Le premier des rapports très importants de l'ambassadeur anglais à Saint-Pétersbourg, Sir George Buchanam, au secrétaire d'Etat Eward Grey, est daté de ce jour. Le même jour, la note adressée par l'Autriche-Hongrie au gouvernement serbe avait été portée à la connaissance des cabinets européens. L'ambassadeur anglais conféra aussitôt avec le ministre russe des Affaires étrangères, M. Sazonoff, à ce sujet. L'ambassadeur français prit également part à cette conférence. Quand ce dernier et M. Sazonoff essayèrent habilement de prouver à M. Buchanam que l'Angleterre, comme la Russie et la France, devait prendre une attitude menaçante envers l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, l'ambassadeur anglais répondit : « J'ai « dit que je vous télégraphierai un rapport complet de ce « que leurs Excellences m'avaient exactement dit. Je ne « pouvais naturellement pas parler au nom du gouverne- « ment de Sa Majesté ; mais personnellement je ne voyais « aucune raison de m'attendre à une déclaration de soli- « darité du gouvernement de Sa Majesté qui comporterait « de sa part un engagement sans conditions d'aider la « Russie et la France par la force des armes. Les intérêts « anglais en Serbie étaient nuls et par conséquent une « guerre en faveur de ce pays ne serait pas approuvée « par l'opinion publique anglaise » (*Livre blanc* anglais n° 6). L'ambassadeur anglais demanda alors si la Russie entrevoyait l'éventualité d'une déclaration de guerre à l'Autriche. La réponse fut la suivante : « M. Sazonoff me « dit qu'il pensait lui-même que la mobilisation russe « n'aurait dû dans aucun cas être décrétée et qu'un « conseil des ministres devait être tenu dans l'après- « midi pour examiner la question entière... » Le télé-

gramme continue : « L'ambassadeur français et M. Sa-
« zonoff font tous deux effort et exercent tous deux une
« pression pour une déclaration de solidarité complète
« du gouvernement de Sa Majesté avec les gouverne-
« ments français et russes » (*Livre blanc* anglais n° 6).

Ceci démontre clairement que la mobilisation russe avait dû être projetée, même avant le 24 juillet, sans quoi M. Sazonoff n'aurait pas pu parler de la nécessité de la mener à bonne fin. Il est de plus remarquable que le ministre russe ait à cette date parlé de la mobilisation générale et non de la mobilisation partielle contre l'Autriche-Hongrie. Enfin, nous trouvons que le gouvernement anglais était entièrement informé le 24 juillet au plus tard de la mobilisation russe (il peut avoir eu entre les mains des documents antérieurs qui ne sont pas contenus dans le *Livre blanc*) ; mais par là l'orientation des vues russes et françaises apparaissait déjà.

S'il y avait eu des doutes au sujet des questions que posait le gouvernement anglais, les excitations continuelles des diplomates russes et français les auraient dissipées. La politique d'agression de la Russie, et non la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, qui ne vint que cinq jours plus tard, amena la guerre européenne. La Serbie était si peu de chose pour l'Angleterre, — bien que l'Angleterre se pose par tradition comme une protectrice des petits peuples, — que l'ambassadeur anglais à Pétrograd montrait l'intérêt anglais en Serbie comme nul. Plus tard seulement, quand la guerre fut commencée, l'Angleterre réchauffa son zèle pour la Serbie. Dans le discours mentionné plus haut, du 19 septembre, M. Lloyd George trouva les mots les plus chaleureux pour parler de la lutte héroïque de cette petite nation, dont il fut obligé de dire cependant que son histoire n'était pas sans tâche.

Le 25 juillet, jour qui suivit la conversation dont nous venons de parler, l'ambassadeur anglais eut une nou-

velle conférence avec M. Sazonoff, au cours de laquelle il se crut obligé de donner au gouvernement russe de sérieux avertissements au sujet de sa mobilisation : « Lorsque j'exprimais l'ardent espoir que la Russie ne « précipiterait pas les choses par sa mobilisation et at- « tendrait que vous ayez eu le temps d'agir en faveur de « la paix, son Excellence m'assura que la Russie n'avait « pas d'intention aggressive et qu'elle ne ferait rien « qu'on ne l'y forçât. L'action de l'Autriche était en réa- « lité dirigée contre la Russie. Elle visait à renverser le « présent statu quo dans les Balkans et à y établir sa « propre hégémonie. Il ne croyait pas que l'Allemagne « voulut réellement la guerre ; mais l'attitude de la Rus- « sie se réglait sur celle de l'Allemagne. Si donc l'An- « gleterre se plaçait fermement aux côtés de la France « et de la Russie, il n'y aurait pas de guerre. Si elle s'y « refusait, des rivières de sang couleraient et elle serait « fatalement entraînée à la guerre... Je dis tout ce que « je pus pour recommander la prudence au ministre des « Affaires étrangères. Je l'avertis que si la Russie mobi- « lisait, l'Allemagne ne se contenterait pas d'une simple « mobilisation, ne donnerait pas à la Russie le temps de « terminer la sienne et déclarerait probablement la « guerre aussitôt. Son Excellence me répondit que la « Russie ne pouvait permettre à l'Autriche d'anéantir la « Serbie d'abord, de devenir ensuite la puissance prédo- « minante dans les Balkans ; sûre de l'appui de la France, « la Russie courrait tous les risques de la guerre. M. Sa- « zonoff m'assura une fois de plus qu'il ne désirait point « précipiter les choses, mais que je pouvais, à moins que « l'Allemagne put contenir l'Autriche, considérer la « situation comme désespérée. » (*Livre blanc* anglais « n° 17.)

On ne peut imaginer preuve plus convaincante de la fausseté de l'affirmation qui représente l'Allemagne tombant à l'improviste sur la Russie. La conversation de

M. Sazonoff et de l'ambassadeur anglais prouve que la Russie, dès le début, était décidée à la guerre, à moins que l'Autriche ne se soumît à la volonté de la Russie. La Russie ne considérait pas seulement le point de vue serbe, mais la prépondérance autrichienne dans les Balkans ; c'est contre cette prépondérance qu'avec l'appui de la France elle était déterminée à travailler.

Les rapports de l'ambassadeur anglais ne soufflent pas mot sur la responsabilité de l'Allemagne en cette guerre. Au contraire, Sir Buchanam avertit une fois encore de son propre chef le gouvernement russe d'éviter les mesures militaires ; c'est ce qu'il fit dans sa conversation du 27 juillet avec M. Sazonoff. Le *Livre blanc* ne contient rien qui prouve que l'ambassadeur anglais ait à ce sujet reçu aucune instruction précise de Sir Edward Grey : « Son « Excellence ne doit pas, si les efforts de l'Angleterre « pour la paix doivent être couronnés de succès, faire « quoi que ce soit pour envenimer le conflit. Dans ces con- « ditions, j'espère que le gouvernement russe retardera « l'ukase de mobilisation aussi longtemps que possible et « que les troupes n'auront pas la permission de passer la « frontière, même la mobilisation déclarée. » (*Livre blanc* anglais, n° 44.)

Puisque son propre ambassadeur à Pétersbourg lui indiquait les dangers de la mobilisation russe, le gouvernement anglais n'avait pas besoin des avertissements allemands. Le 28 juillet l'ambassadeur anglais à Berlin, Sir E. Goschen, rend compte par télégramme d'une conversation qu'il venait d'avoir avec le chancelier impérial : « Si les nouvelles sont exactes, s'il est vrai que la Rus- « sie, comme le disent les journaux, a mobilisé 14 de ses « corps d'armée du sud, je pense, déclara le chancelier, « que la situation est très sérieuse ; je vais être moi- « même dans une situation très difficile ; il sera hors « de mon pouvoir de continuer à prêcher à Vienne la « modération. L'Autriche, dont la mobilisation n'est que

« partielle, aura à prendre des mesures générales simi-
« laires. Si la guerre en résulte, la Russie sera entière-
« ment responsable. » (*Livre blanc* anglais, n° 71.)

Dans un télégramme de M. Goschen du 30 juillet, où se trouve rapportée sa conversation avec le secrétaire d'Etat Von Jagow, on lit ceci : « Il me demanda de vous
« pénétrer de la difficulté de la situation de l'Allemagne
« à cause de la mobilisation russe et des mesures mili-
« taires prises en France et dont il a entendu parler. » (*Livre blanc* anglais, n° 98.)

Le gouvernement anglais a fait suivre son *Livre blanc* de quelques autres publications : parmi celles-ci se trouve un rapport de l'ambassadeur anglais à Vienne, sir M. Bunsen. Ce rapport est daté du 1er septembre, c'est-à-dire un mois complet après la déclaration de guerre. Il est visiblement tendancieux : non seulement il prétend laver la Russie et l'Angleterre de tout blâme et mettre toutes les responsabilités à la charge de la politique allemande et austro-hongroise, mais il essaie encore d'augmenter la responsabilité de l'Allemagne par rapport à celle de l'Autriche-Hongrie et de semer la discorde entre les deux nations alliées. M. l'Ambassadeur de Bunsen présente les choses comme si l'Allemagne, par son ultimatum à la Russie du 30 juillet, avait brièvement interrompu les conversations en cours de Pétersbourg et de Vienne, conversations qui promettaient une heureuse issue. Voici en effet ce qu'on lit dans le rapport : « M. Sche-
« beko, ambassadeur russe à Vienne, essaya le 28 juil-
« let d'obtenir du gouvernement autrichien l'autorisa-
« tion pour le comte Scapary de continuer les négocia-
« tions qu'il avait commencées avec M. Sazonoff et qui
« semblaient devoir aboutir. Le comte Berchtold ce jour-
« là refusa. Mais deux jours plus tard le 30 juillet, bien
« que la Russie eut déjà mobilisé partiellement contre
« l'Autriche, il reçut à nouveau M. Schebeko de la façon
« la plus courtoise et acquiesça pleinement à la pour-

« suite des pourparlers..... Le 1er août, M. Schebeko « m'informa que l'Autriche était prête à soumettre à « l'arbitrage les parties de sa note à la Serbie qui appa- « raissaient inconciliables avec l'indépendance de cet « Etat... Malheureusement les pourparlers de Saint-Pé- « tersbourg et de Vienne furent brusquement ruinés par « le déplacement de la querelle sur un terrain beaucoup « plus dangereux, c'est-à-dire le conflit direct de l'Alle- « magne et de la Russie. L'Allemagne, par son double « ultimatum adressé le 31 juillet à Saint-Pétersbourg et « à Paris, se plaça entre les deux interlocuteurs. Un « délai de quelques jours aurait probablement épargné « à l'Europe une des plus grandes guerres de l'histoire. » Or, il ne faut pas oublier que si les négociations austro-russes se poursuivirent jusqu'à la dernière minute ce ne fut que grâce aux efforts ininterrompus de l'Allemagne pour maintenir la paix. Mais ceci, M. l'ambassadeur Bunsen l'enterre sagement dans le silence. Ces négociations d'ailleurs comportaient moins de succès que l'on semblait en attendre. La version autrichienne, à ce sujet, a été publiée par le *Fremdenblatt* de Vienne, le 25 septembre. La partie la plus intéressante du rapport de M. Bunsen qui concerne les dispositions de l'Autriche-Hongrie à modifier différents points de sa note à la Serbie, y est mentionnée dans les termes suivants : « Comme nous l'apprenons d'une source sûre, « cette affirmation ne correspond pas du tout aux faits; « en outre, par la nature même des démarches entre- « prises par la monarchie dualiste à Belgrade c'eût « été entièrement inconcevable. » Un coup d'œil sur la date montre que le rapport de Bunsen est entaché d'erreurs ; car l'ambassadeur anglais lui-même dit que le comte Berchtold, le 30 juillet, avait donné son consentement à la poursuite des pourparlers entre Vienne et Pétersbourg. Cet échange de vues par conséquent ne pouvait commencer avant le 31. Or, dans la nuit du 30

au 31 juillet, la mobilisation générale de l'armée russe contre l'Allemagne fut décrétée à Pétrograd, rendant finalement impossible la dernière tentative allemande de médiation à Vienne. La vérité, en dépit des circonlocutions russes et anglaises, c'est que sans les efforts de l'Allemagne à Vienne, efforts que l'Angleterre reconnaît n'avoir pas secondés à Pétrograd, la guerre aurait éclaté quelques jours plus tôt.

Considérons maintenant comment la mobilisation russe, dont les proportions et la nature furent connues du cabinet de Londres le 24 juillet au plus tard, affecta l'Allemagne.

Le 24 juillet, le gouvernement russe déclara dans une note officielle qu'il lui serait impossible de rester indifférent dans un conflit austro-serbe. Cette déclaration fut immédiatement suivie de mesures militaires, dont l'ensemble inaugurait la mobilisation russe projetée depuis longtemps. Cependant, le 27 juillet, le ministre de la guerre russe n'hésitait pas à donner à l'attaché militaire allemand sa parole d'honneur (annexe 2 du *Livre blanc* allemand) qu'aucun ordre de mobilisation n'avait été donné, aucun réserviste appelé, aucun cheval équipé. Dans cette conversation, aucun doute ne pouvait subsister dans l'esprit du ministre de la guerre russe que des mesures de mobilisation contre l'Autriche seraient immédiatement considérées par l'Allemagne comme une menace personnelle. Les jours suivants cependant, les nouvelles, concernant la mobilisation russe, se succédèrent rapidement : le 29, la mobilisation du sud et du sud-ouest de la Russie fut décrétée et étendue le 30 à vingt-trois provinces ; pendant la nuit du 30 au 31, tandis que le kaiser redoublait ses efforts pour maintenir la paix et qu'on y prêtait à Vienne une attention amicale, Pétrograd ordonnait la mobilisation générale de l'armée russe ; cependant à deux heures de l'après-midi le 31 (*Livre blanc* allemand, page 18 de la traduction du *New-York Times*) le

Tzar télégraphiait lui-même au Kaiser que ces mesures militaires n'étaient prises que dans un but de défense et de protection contre la préparation autrichienne ; lui aussi donnait sa parole qu'il ne désirait pas la guerre, au contraire. La duplicité de la politique russe était évidente. A accorder un délai comme le désirait M. de Bunsen, l'Allemagne eut commis un crime contre elle-même et tout homme d'Etat allemand l'eut commis aussi contre la sécurité de la patrie. De quelles mesures militaires allemandes cependant le gouvernement russe pouvait-il prendre prétexte pour lancer son ordre de mobilisation? Le *Livre blanc* anglais montre la vanité des mesures ordonnées à Pétrograd, mesures qui devaient avoir les plus funestes conséquences. Le 30 juillet, M. Georges Buchanam télégraphie : « M. Sazonoff m'a dit qu'une preuve absolue était en possession du gouvernement russe sur les préparatifs militaires et navals de l'Allemagne contre la Russie, particulièrement du côté du golfe de Finlande » (*Livre blanc* anglais n° 97). D'un autre côté, un autre télégramme de Sir Buchanam du 31 juillet (*Livre blanc* anglais n° 113) déclare : « La Russie a d'égales raisons de croire que l'Allemagne se livre à une préparation militaire active ; elle ne peut permettre de laisser Berlin prendre de l'avance. » Ainsi d'un jour à l'autre, la preuve absolue change de raison et de prétexte. En réalité, ces deux affirmations manquaient de preuves. La partie finale du télégramme envoyé par l'ambassadeur anglais de Berlin à Sir Edward Grey, le 31 juillet, mérite une mention spéciale : « Le secrétaire d'Etat allemand m'assura à nouveau « que l'empereur Guillaume à la requête de l'empereur « de Russie, et le ministère des Affaires étrangères alle- « mand, avaient passé toute leur nuit à demander à l'Au- « triche de faire preuve de bonne volonté et de continuer « les pourparlers. Les communications téléphoniques « reçues de Vienne permettaient quelque espoir, mais la « mobilisation russe gâta tout » (*Livre blanc* anglais

n° 121). Par conséquent, le chancelier allemand, dans le rapport soumis au Reischtag pouvait en toutes raisons faire cette juste déclaration : « Le gouvernement russe « a ruiné les efforts laborieux de médiation des chancel- « leries d'Etat européennes ; à la veille du succès de cette « médiation, la mobilisation russe mettait en danger la « sécurité de l'empire allemand. Ces mesures militaires « dont les conséquences apparaissaient dès le début au « gouvernement russe, malgré la marche parallèle des « négociations, montrent clairement que la Russie vou- « lait la guerre. Il faut ajouter à ceci que le gouverne- « anglais fut tenu complètement au courant des inten- « tions russes par un témoin qui ne pouvait être suspecté, « c'est-à-dire son propre représentant à Pétrograd ; en « conséquence l'Angleterre aussi doit être considérée « comme entièrement responsable. »

2° *Les oublis et les erreurs de Sir Edward Grey*

Nous avons vu par le *Livre blanc* que le ministre anglais des Affaires étrangères fut informé au plus tard le 24 juillet par son ambassadeur de Pétrograd du projet de mobilisation russe et par conséquent de la gravité de la situation européenne. Huit ou neuf jours devaient s'écouler encore avant les premières hostilités. Voyons si Sir Edward Grey, comme il le prétend dans ses documents, utilisa ce temps pour maintenir la paix.

D'après son propre témoignage il apparaît que dans la dernière et décisive partie de la crise qu'avait ouverte le 28 juin 1914 l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche, Sir Edward Grey ne considéra point l'éventualité d'une participation directe de son pays dans la guerre. C'est au moins l'impression que donnent ses avis aux représentants des deux puissances avec lesquelles l'Angleterre est aujourd'hui en lutte. Par exemple, le 23 juil-

let, il dit à l'ambassadeur austro-hongrois, le comte Lensdorff : « Les conséquences possibles de la situation ac-
« tuelle sont terribles. Si quatre grandes puissances
« d'Europe, disons l'Autriche, la France, la Russie et
« l'Allemagne, se trouvent engagées dans la guerre, il s'en-
« suivra à mon avis de grands sacrifices d'argent, qui ap-
« porteront au commerce une gêne formidable ; la guerre
« sera certainement accompagnée ou suivie d'un affais-
« sement complet de l'industrie et du crédit européens. » (*Livre blanc* anglais n° 3.) Grey parle seulement ici de quatre des grandes puissances qui pouvaient entrer en guerre ; il ne fait pas la moindre allusion à la cinquième, l'Angleterre.

Le 24 juillet, il eut une autre conversation avec l'ambassadeur autrichien à propos de la note viennoise présentée dans l'intervalle à la Serbie. Cette note lui causait quelque appréhension. Il déclara à nouveau : « Les mo-
« tifs de la dispute entre l'Autriche et la Serbie ne sont
« pas l'affaire du gouvernement de Sa Majesté. Vrai-
« semblablement l'Angleterre participera à un échange
« de vues avec les autres puissances. J'attendrai person-
« nellement ces vues pour savoir ce qu'il peut être fait
« pour diminuer les difficultés de la situation. » (*Livre blanc* anglais n° 5.)

Nous nous heurtons déjà aux particularités fatales de la politique de Grey qui hésise là où une action prompte est nécessaire ; du moins une attitude claire et loyale eut été son devoir. La faiblesse de sa nature fut utilisée avec grand art par la diplomatie française et russe. La conversation du 24 juillet entre Grey et M. Cambon embassadeur français à Londres, illustre cette affirmation : « M. Cambon me dit que s'il y avait une chance d'ar-
« bitrage par l'intermédiaire des quatres puissances, il
« ne doutait pas que son gouvernement ne fût heureux de
« se joindre à celles-ci. Mais il déclara que nous ne pou-
« vions rien dire à Pétrograd jusqu'à ce que la Russie eut

« exprimé quelque opinion ou entrepris quelque acte. « Mais si deux jours après l'Autriche devait marcher « contre la Serbie, puisque les Serbes se refusaient à « accepter l'ultimatum autrichien, la Russie serait vrai- « semblablement alors contrainte par son opinion pu- « blique à entrer en action à la première attaque de « l'Autriche contre la Serbie. A ce moment, c'est-à-dire « dès que les Autrichiens auraient attaqué les Serbes, « il serait trop tard pour une médiation quelconque. » (*Livre blanc* anglais n° 10.)

Ainsi l'Angleterre ne pouvait donner aucun avis à la Russie avant de connaître soit les intentions, soit les mesures de la Russie. Mais après l'attaque autrichienne contre la Serbie, la Russie entrait immédiatement en guerre. Donc la conclusion, dès le 24 juillet, est que la catastrophe était considérée comme inévitable. Grey s'hypnotisa de plus en plus devant la perspective qu'il était trop tard.

Le 24 juillet également se trouve rapportée une conversation de l'ambassadeur allemand, le prince Lichnowsky avec Sir Edward Grey : « Je rappelais à l'ambassa- « deur allemand, dit le ministre anglais, que quelques « jours auparavant il avait exprimé l'espoir personnel « que, si besoin s'en faisait sentir, j'essayerai d'exercer « une influence modératrice à Pétrograd. Aujourd'hui, « étant donné le caractère extraordinairement dur de la « note autrichienne, le court délai alloué et l'étendue « des sacrifices exigés de la Serbie, aujourd'hui je croyais « devoir dire que j'étais absolument sans espoir. En ce « qui concernait la Russie, je ne croyais pas qu'une « puissance seule pût exercer une influence quelconque. » (*Livre blanc* anglais n° 11.)

Dans une autre conversation de Grey avec le prince Lichnowsky, ambassadeur allemand, le 25 juillet, il est dit : « Seuls nous ne pouvions rien. Le chef du gouver- « nement français était en voyage (ceci concerne la visite

« à Pétrograd de MM. Poincaré et Viviani). Je n'avais « pas eu le temps de le consulter et ne pouvais par con- « séquent pas être sûr de ses vues. » (*Livre blanc* anglais n° 25). Si Sir Edward Grey avait le désir sincère de maintenir la paix, il devait à ce moment utiliser toute son influence à Pétrograd et faire cesser les mesures militaires menaçantes de la Russie, au lieu d'attendre l'opinion du gouvernement français. Il devait d'autant plus le faire qu'au même instant il demandait à l'Allemagne de faire pression sur l'Autriche. La requête de Grey fut acceptée par l'Allemagne jusqu'à la limite où elle n'était pas en désaccord avec notre alliance. A Vienne, tous les efforts furent faits pour aplanir le différend. La preuve en est donnée dans l'affirmation suivante du chancelier : « Malgré tout (le gouvernement austro-hongrois « avait observé que notre intervention venait un peu tard) « nous continuâmes nos tentatives de médiation de tou- « tes nos forces et avisâmes Vienne de faire toutes les « concessions compatibles avec la dignité de la monar- « chie. » (*Livre blanc* allemand, p. 17 de la publication du *New-York Times*.) Grey savait bien que l'Allemagne faisait tout ce qu'elle pouvait pour ramener Vienne à un arbitrage. Il exprima du reste sa reconnaissance et sa joie le 28 juillet (*Livre bleu*, p. 67) : « J'ai été très heu- « reux d'apprendre de l'ambassadeur allemand ici, que « le gouvernement de Berlin exerce son action à Vienne « dans le sens de la conversation mentionnée dans mon « télégramme d'hier. » En outre Grey ne fut pas laissé par l'Allemagne dans l'ignorance des difficultés qui, par suite de la mobilisation russe, faisaient avorter à Vienne tout essai de médiation. Le 31 juillet, en effet, l'ambassadeur anglais à Berlin télégraphiait : « Le chancelier « m'informe que ses efforts en vue de la paix et de la « modération à Vienne sont sérieusement handicapés par « la mobilisation russe contre l'Autriche. Il a fait cepen- « dant tout son possible pour atteindre le but à Vienne,

« beaucoup plus même que ne le désirait le Ballplatz. » (*Livre blanc* n° 108.)

Quelle fut d'autre part l'action de Grey vis-à-vis de la Russie ? Dès le début on avait le droit de s'attendre à ce que la France, puisque Grey lui attribuait de l'influence, travaillât à Pétrograd pour la paix comme l'Allemagne le faisait à Vienne. De ceci nous ne trouvons aucune trace. Le gouvernement français n'a encore pas publié de documents sur son rôle pendant la crise ; ni dans le *Livre orange* russe, ni dans le *Livre blanc* anglais, il n'est fait mention de quoi que ce soit, en ce qui concerne l'action médiatrice de la France. Au contraire, le cabinet de Paris, partout où il apparaît, comme par exemple dans la conversation de l'ambassadeur anglais à Pétrograd avec son collègue français et M. Sazonoff (voir plus haut), semble avoir une attitude identique à celle de la Russie. L'ambassadeur anglais au surplus déclare le 24 juillet : « L'ambassadeur français me « donna à entendre que la France remplirait toutes « les obligations de son alliance avec la Russie, si la « nécessité s'en faisait sentir ; ceci sans compter le fort « appui qu'elle prêterait à la Russie dans toutes les « négociations diplomatiques... D'après le langage tenu « par le représentant de la France, si nous refusons de « nous joindre à eux, Paris et Pétrograd sont déterminés « à résister énergiquement. » (*Livre blanc* anglais n° 6.)

Puisque Grey, en raison de tout ceci, ne pouvait s'attendre à ce que la France exerçât son influence pour la paix, mais qu'au contraire elle renforcerait les velléités d'agression russe, on pouvait imaginer que Londres ferait une pression d'autant plus forte à Pétrograd pour la paix. Or, en réalité, pendant les jours qui suivirent, à l'exception d'un avis faible et inefficace donné à Pétrograd pour retarder la mobilisation, Sir Edward Grey ne fit en réalité rien et prit plus tard position d'une façon constante en faveur de la Russie.

L'argument que le laps de temps très court laissé par l'ultimatum autrichien à la Serbie ruinait par avance les tentative de médiation de Grey — tentatives que fit échouer encore la hâte de l'Allemagne — est contredit par les documents anglais eux-mêmes. De Vienne le 26 juillet, M. de Bunsen télégraphiait à Grey : « L'ambassadeur russe, revenu précisément de Leave, pense que le gouver-« nement de l'Autriche-Hongrie est résolu à la guerre « et qu'il est impossible à la Russie de rester neutre. Il « propose de ne pas pousser plus loin notre action dans « le sens de notre télégramme du 25 courant. » (*Livre blanc* anglais n° 40.)

Donc la Russie accorda peu d'attention aux timides efforts du ministre anglais des Affaires étrangères pour le maintien de la paix, même quand ces efforts concernaient le changement de position possible de l'Autriche. Une autre preuve. M. Sazonoff, le 27 juillet, envoya à l'ambassadeur russe à Londres un télégramme que ce dernier communiqua à Sir Edward Grey. Le télégramme se rapportait à la proposition faite plus d'une fois par le ministre anglais de voir le conflit soumis à une conférence des quatre grandes puissances qui n'étaient pas directement intéressées dans la question. Ce projet de conférence fut vite et ouvertement écarté par l'Allemagne qui ne voulait pas souscrire à la tentative de conduire l'Autriche devant une cour européenne d'arbitrage et qui connaissait la résolution sérieuse de son alliée dans l'affaire. Mais la Russie avait-elle vraiment besoin de la conférence ? M. Sazonoff déclare à ce sujet : « Je répon-« dis à l'ambassadeur anglais que j'avais commencé les « pourparlers avec l'ambassadeur austro-hongrois dans « des conditions qui, je l'espérais, seraient favorables. « Je n'ai cependant reçu encore aucune réponse à la pro-« position faite par moi de reviser la note entre les « deux cabinets. » (*Livre blanc* anglais n° 53.)

Le peu de place que tenait le projet de conférence dans

le cœur des Russes apparaît donc ici. S'ils y avaient souscrit, ils l'auraient fait immédiatement. Lorsque la situation, à la suite de la faillite des négociations avec l'Autriche-Hongrie, devint plus sérieuse, il n'y avait plus pour une conférence ni place, ni temps. Un télégramme de l'ambassadeur anglais à Pétrograd, daté du 27 juillet, montre comment on s'attendait à ce que cette conférence fut conduite à Pétrograd : « M. Sazonoff me dit qu'il était « parfaitement disposé à vous suivre, si les puissances « acceptaient le projet de conférence, mais il espérait que « vous garderiez le contact avec l'ambassadeur russe dans « le cas où elle aurait lieu » (*Livre blanc* anglais, n° 55).

La diplomatie russe s'attendait donc à contrôler la conférence en gardant le contact avec Grey qui en aurait été le président naturel. Les télégrammes de ses propres ambassadeurs auraient dû cependant permettre au secrétaire d'Etat anglais de voir la perfidie de la politique russe. Buchanam écrivait le 28 de Pétrograd : « ... et lui de- « manda s'il serait satisfait de l'affirmation que l'ambas- « sadeur autrichien avait été autorisé à donner au sujet « de l'intégrité et de l'indépendance de la Serbie... En « réponse M. Sazonoff déclara que si la Serbie était at- « taquée, la Russie ne serait satisfaite d'aucun engage- « ment que l'Autriche prendrait sur l'un quelconque de « ses deux points » (*Livre blanc* anglais, n° 72). En opposition complète avec ce qu'on vient de lire, voici un rapport du représentant anglais à Vienne daté du 1er août, où il est question d'une conversation avec l'ambassadeur russe : « La Russie, s'il faut en croire son représentant, « se déclarerait aujourd'hui satisfaite de l'assurance que « l'intégrité et l'indépendance de la Serbie seraient sau- « vegardées. La Russie n'a pas l'intention d'attaquer l'Au- « triche » (*Livre blanc* anglais, n° 141).

Quelle était donc l'opinion que s'était formée Sir Edward Grey au sujet des intentions réelles de la Serbie ? Voici un ministre qui de source sûre est informé et prend note

avec la même bonne foi que d'une part, la Russie acceptera les garanties autrichiennes pour l'indépendance de la Serbie, et que, d'autre part, la Russie n'acceptera pas ces garanties. C'est bien la même duplicité dont la Russie fit preuve vis-à-vis de l'Allemagne, lorsqu'elle eut décrété sa mobilisation. Sir Edward Grey ne remarqua-t-il pas cette duplicité ou ne voulut-il pas la remarquer? Si les documents du gouvernement anglais n'ont pas été choisis pour établir à dessein la confusion, il est certain qu'à Londres la décision de prendre part à la guerre n'apparaît pas au début comme une certitude. Nous avons vu que l'ambassadeur Buchanam à Pétrograd donna à entendre, le 24 juillet, au ministre russe, que l'Angleterre n'avait pas l'intention de se mettre en guerre à cause de la Serbie. Cette position, prise par l'ambassadeur anglais, fut approuvée par Sir Edward Grey dans les termes suivants : « J'approuve entièrement ce que vous avez dit... « et je vais vous promettre davantage dans l'intérêt du « gouvernement » (*Livre blanc* anglais, n° 24). Nanti de ces instructions, Sir George Buchanam, le 27 juillet, déclara à M. Sazonoff, qui continuait à presser l'Angleterre de se joindre sans conditions à la Russie et à la France : « J'ajoutais que vous (Grey) ne pouviez pro- « mettre de rien faire de plus et que son Excellence se « trompait si elle croyait que la cause de la paix gagne- « rait au fait que nous dirions au gouvernement allemand « d'avoir à compter avec nous aussi bien qu'avec la France « et la Russie, si l'Allemagne aidait l'Autriche par la « force des armes. L'attitude de Berlin et de Vienne s'af- « firmerait simplement sous une telle menace » (*Livre blanc* anglais, n° 44). Mais depuis le 24 juillet, Grey, cédant aux intrigues de la diplomatie russe et française, avait fait un pas fatal (télégramme à Buchanam, 27 juillet) : « L'ambassadeur russe m'a dit que dans les cercles « allemands et autrichiens l'impression prévalait que de « toutes façons nous resterions neutres. Je déplore les

« faits qu'une telle impression pourrait produire. Cette « impression doit, comme je l'ai déjà déclaré, être dissipée « par les ordres que nous avons donnés à la première « flotte concentrée à Portland de ne pas se disperser pour « des manœuvres. J'ai toutefois expliqué à l'ambassadeur « russe qu'on ne devait pas interpréter ceci autrement « qu'une action diplomatique qui est d'ailleurs promise » (*Livre blanc* anglais, n° 47). Or, pour la Russie, cet ordre à la flotte britannique signifiait beaucoup plus qu'une action diplomatique. Sazonoff vit que le vent à Londres tournait en sa faveur et s'en servit.

Entre eux les diplomates russes semblent avoir été clairs et loyaux dans leurs controverses sur le fond même de la question. On trouve parmi les documents du *Livre orange* russe le télégramme suivant, envoyé le 25 juillet par Sazonoff au représentant russe à Londres : « Dans le cas « d'une nouvelle aggravation de la situation pouvant pro- « voquer de la part des grandes puissances une action « commune, nous comptons que l'Angleterre se placera « sans délai en toute clarté, aux côtés de la Russie et de « la France, dans le but de maintenir l'équilibre euro- « péen en faveur duquel elle est constamment intervenue « dans le passé et qui serait sans doute compromis dans « l'avenir par le triomphe de l'Autriche. » (*Livre orange* russe, n° 17). Il n'est fait ici aucune mention de la Serbie. Mais l'Autriche ne doit pas triompher. Les réelles intentions de la Russie ne furent naturellement pas étalées aussi crûment aux yeux du secrétaire d'Etat anglais ; les apparences furent maintenues que le petit Etat serbe était seul en considération, bien que l'armée russe fût déjà en train de mobiliser de tous ses efforts. Le 28 juillet, M. Sazonoff télégraphiait à l'ambassadeur russe à Londres, le comte Benckendorff, pour informer le gouvernement anglais : « Il me semble que l'Angleterre est « dans une meilleure posture qu'aucune autre puissance « pour tenter à Berlin un nouvel essai et obtenir de lui

« qu'il participe aux pourparlers. Il n'y a pas de doute « que la clef de la situation est à Berlin » (*Livre blanc* anglais, n° 54). De plus en plus à ce moment, Grey, sous l'habile suggestion de la diplomatie de Paris et de Pétrograd, est convaincu qu'il n'y a plus de pression à exercer sur la Russie, mais simplement sur l'Allemagne. Cette conviction règle son action. Le 29 juillet, il écrit à l'ambassadeur allemand ce qui suit : « En fait, la mé- « diation est en voie de réalisation dans les conditions « que l'Allemagne jugera possibles, si vraiment l'Alle- « magne veut presser le bouton dans l'intérêt de la paix » (*Livre blanc* anglais, n° 84).

Pétrograd désormais assurée de l'aide de Grey parla de plus en plus hardiment de la guerre. Le 28, Grey exprima à nouveau un des désirs qui lui tenaient le plus au cœur en vue de la paix. M. Sazonoff fit un difficile effort pour cacher son mépris. Buchanam télégraphie le 29 : « Le mi- « nistre des Affaires étrangères déclare que la proposition « contenue dans votre télégramme du 28 est d'une impor- « tance secondaire. Les circonstances ne sont plus les « mêmes, en d'autres moments il y eut prêté attention... « Le ministre des Affaires étrangères m'a donné à com- « prendre que la Russie ne précipiterait pas les événe- « ments en franchissant la frontière tout de suite ; une « semaine et plus s'écoulera avant que la mobilisation « ne soit complète. Afin de trouver une issue en dehors « de toute complication dangereuse, il est nécessaire que « nous travaillions tous ensemble » (*Livre blanc* anglais, n° 78).

Il devient réellement impossible ici de juger où finit la naïveté du secrétaire d'Etat anglais et où commence son cynisme ; Sazonoff en effet ne pouvait lui dire plus clairement que la volonté apparente de la Russie en faveur de la paix ne servait pas à autre chose qu'à gagner du temps pour compléter les dispositions stratégiques de l'armée russe. Ceci est lumineusement démontré par un

document qui est l'œuvre d'un écrivain, non seulement impartial, mais hostile à l'Allemagne. Dans ce document, se trouve confirmé l'accord définitif pris par l'Angleterre et la Russie à cette époque. Le 30 juillet, le chargé d'affaires belge à Pétrograd, M. de L'Escaille, adressa à son gouvernement un rapport sur la crise européenne. Par suite des événements qui se précipitèrent, la lettre n'arriva pas à son adresse par courrier immédiat ; elle fut connue plus tard. Le diplomate belge écrit : « Il est in-« déniable que l'Allemagne tente avec difficultés à Pe-« trograd et à Vienne, de trouver des moyens d'un ordre « quelconque pour prévenir un conflit général... » M. de L'Escaille déclare que la Russie mobilisait son armée entièrement, ce que le tzar et son ministre de la Guerre niaient avec grande assurance à l'Allemagne, et il continue : « Aujourd'hui à Pétrograd, tout le monde est ab-« solument convaincu que l'Angleterre et la France sou-« tiendront la Russie ; des assurances ont même été « reçues à ce sujet. Cet appui est d'une importance dé-« cisive et contribue beaucoup à la victoire du parti russe « de la guerre. »

Voilà qui règle les prétendus essais de médiation de Grey. La vérité est que la diplomatie anglaise, décidée à empêcher tout succès de l'Allemagne et de l'Autriche sur le terrain des négociations, travaillait ouvertement en faveur des Russes. « L'effort de pression sur Berlin » ne comportait pas seulement un bon conseil ; il s'y mêlait une certaine menace. Le 23 juillet, Grey avait parlé de quatre puissances qui seulement pouvaient prendre part à la guerre ; c'est pourquoi lorsque l'Allemagne crut que l'Angleterre resterait neutre, cette espérance reposait en vérité sur les explications de Grey. Le 29 juillet cependant, dans une nouvelle conversation avec le prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, Grey apportait un complément d'informations personnelles extrêmement important. Il télégraphiait à ce sujet à

Berlin à Goschen : « Dans ma conversation de cet après-« midi avec l'ambassadeur allemand au sujet de la si-« tuation européenne, j'ai déclaré que je désirais lui dire « d'une manière amicale et toute privée quelque chose « qui était dans mon esprit. Les choses étaient très gra-« ves... mais si nous échouions dans nos efforts pour « maintenir la paix et si les événements tournaient de « telle sorte qu'ils impliquassent l'équilibre européen, « je ne désirais encourir de sa part, ou de la part de « l'Allemagne, aucun reproche, en leur laissant suppo-« ser que nous ne prendrions aucune part... Nous savions « très bien que si l'issue des négociations n'était pas ce « que nous espérions, et si l'intérêt anglais nous deman-« dait d'intervenir, nous interviendrions tout de suite ; « la décision de l'Angleterre serait très rapide. » (*Livre blanc* anglais n° 89.) Ce qu'il y a de pire, c'est que Grey donna le même avertissement — qui ne pouvait être efficace auprès de l'Allemagne que s'il restait absolument secret et confidentiel entre Londres et Berlin — à l'ambassadeur français, en sorte que l'alliance franco-russe contemplait ironiquement et allait bien voir si l'Allemagne céderait à la pression anglaise. Dans sa manière d'équilibrer ses négociations, Grey ne désirait pas que M. Cambon apprît cette nouvelle par l'ambassadeur allemand comme un acte définitif de la prochaine position de l'Angleterre dans le conflit. « Je jugeais qu'il était nécessaire « (parlant à M. Cambon) de lui dire aussi cela, parce « qu'il savait que nous prenions toutes les précautions « au sujet de notre flotte. J'étais d'ailleurs sur le point « d'avertir le prince Lichnowsky, de ne pas compter sur « notre neutralité. Il n'aurait pas été bien de laisser « M. Cambon dans l'erreur, en préjugeant de nos propres « décisions dans le cas d'une éventualité qui pouvait en-« core ne pas se produire. » (*Livre blanc* anglais, n° 87.)

En Allemagne, les claires menaces de Grey, bien que présentées dans une forme douce et amicale, ne trom-

pèrent personne et furent reçues courtoisement. Goschen télégraphia le 30 sa conversation avec le secrétaire d'Etat Von Jagow : « Son Excellence ajouta que le télégramme « du prince Lichnowsky reçu la nuit dernière contenait « une éventualité qu'il avait apprise avec regret, mais « sans surprise ; quels que fussent les événements, Son « Excellence appréciait pleinement la franchise et la « loyauté avec lesquelles vous aviez parlé. » (*Livre blanc* « anglais, n° 98.)

A partir de ce moment, l'effort de troubler toutes choses se prolonge. Le 30 juillet, l'ambassadeur anglais à Paris, Sir Francis Bertie, rapporte sa conversation avec le Président de la République : « M. Poincaré est con- « vaincu que la paix des puissances est entre les mains « de la Grande-Bretagne. Si le gouvernement de Sa Ma- « jesté annonçait que l'Angleterre viendra au secours de « la France dans le cas d'un conflit franco-allemand, il « n'y aurait sans doute pas de guerre, car l'Allemagne « modifierait aussitôt son attitude. » (*Livre blanc* anglais, n° 99.)

Grey pensait-il réellement que l'empire allemand changerait tout de suite d'attitude, laisserait soudain ses alliés dans le besoin? Ou bien tout ceci n'est-il qu'un amas de flatteries et de stratagèmes diplomatiques? Le même jour, Grey en application de l'avertissement personnel qu'il avait donné à l'ambassadeur allemand, accentua officiellement sa menace. Dans un télégramme à l'ambassadeur anglais à Berlin, à propos de la question exposée par le chancelier de l'Empire la veille (*Livre blanc* anglais, n° 85), — que l'Angleterre resterait neutre dans le cas où l'Allemagne s'engagerait après une guerre à ne pas revendiquer de territoires français quels qu'ils soient en Europe, mais qu'une semblable garantie en ce qui concerne les colonies françaises ne pouvait être donnée — Grey répond dans des termes foudroyants : « Le gouvernement de Sa Majesté ne

« peut pour le moment accueillir la proposition du chan-
« celier, que dans de telles conditions l'Angleterre reste
« neutre. Ce que le chancelier nous demande, en effet,
« c'est de nous engager à rester neutre, tandis que les
« colonies françaises seront prises et la France battue, et
« aussi longtemps que l'Allemagne ne prendra pas de
« territoire français en dehors des colonies. Au point de
« vue pratique, semblable proposition était inacceptable,
« car la France, même sans perdre de territoire en Eu-
« rope, serait si complètement battue que sa situation de
« grande puissance disparaîtrait et qu'elle devrait subir
« la politique allemande. Au surplus, et en dehors de
« tout ceci, ce serait déloyal pour l'Angleterre de faire
« ce pacte avec l'Allemagne aux dépens de la France, dé-
« loyauté dont la bonne renommée de ce pays ne pour-
« rait jamais se relever. » (*Livre blanc* anglais, n° 101.)

Par suite de ce télégramme, la guerre avec l'Allemagne était pratiquement déclarée, car, pour prix de sa neutralité, l'Angleterre exigeait de l'Allemagne une humiliation. Si la France — la question des colonies françaises d'importance secondaire mise à part — ne devait pas être battue par l'Allemagne, le gouvernement anglais ne prenait pas de part à la guerre ; de plus l'Allemagne était absolument contrainte d'accepter les sommations russo-françaises et devait abandonner l'Autriche à ses propres ressources. C'est alors que l'Allemagne perdait son rang de grande puissance, en reculant devant une semblable provocation.

3° *L'accord anglo-français*

A la lumière du développement des relations franco-anglaises, dès le début de la guerre, la politique de Grey qui va de l'indécision à l'action précipitée, apparaît nettement. Dans toutes les explications que le gouvernement britannique, au cours des huit dernières années, fournit

au Parlement au sujet des relations avec les autres grandes puissances, l'assurance fut donnée et répétée qu'aucun engagement n'existait entre Londres et l'alliance franco-russe, surtout qu'aucun engagement n'existait avec la France. Ce fut seulement le 3 août 1914 que Grey, dans le discours de déclaration de guerre à l'Allemagne, fit connaître aux représentants du peuple anglais que certains accords constituaient pour la Grande-Bretagne un devoir de se ranger aux côtés de la France dans une guerre européenne. Le document fatal, qui, sous la forme d'une lettre privée à l'ambassadeur français, formait l'une des conventions les plus importantes de l'histoire moderne, fut écrit vers la fin de l'année 1912. Il est publié dans le *Livre blanc* anglais (n° 105 annexe 1) : « Londres, Foreign « Office, 12 novembre 1912. — Mon Cher Ambassadeur. De « temps à autre dans les années précédentes, les experts « militaires et navals de France et d'Angleterre se sont « consultés. Il fut toujours entendu qu'une telle consul- « tation ne restreignait la liberté d'aucun gouvernement « de décider plus tard s'il devait ou non assister l'autre « par la force des armes. Nous avons établi que la con- « sultation entre ces experts n'est pas et ne doit pas être « considérée comme un engagement obligeant un gou- « vernement quelconque à intervenir dans une éventua- « lité qui ne s'est point produite et peut ne jamais se « produire ; par exemple, la disposition des flottes res- « pectives anglaises et françaises en ce moment n'est « basée sur aucun accord de coopération militaire. Vous « avez cependant déclaré que si l'un de nos deux pays « avait des raisons graves de craindre, de la part d'une « autre puissance, une attaque qu'il n'aurait pas provo- « quée, il pourrait devenir essentiel de savoir si ce pays « pourrait compter sur le secours armé de l'autre. Je « reconnais que si un gouvernement avait des raisons gra- « ves de s'attendre de la part d'une troisième puissance « à une attaque qu'il n'aurait point provoquée ou à

« quelque chose menaçant la paix générale, il faudrait dis-
« cuter immédiatement si nos deux gouvernements agi-
« raient d'accord pour arrêter l'aggression et préserver
« la paix, et examiner dans ce cas quelles mesures se-
« raient prises en commun, si ces mesures comportaient
« l'intervention. Les plans de nos états-majors généraux
« seraient aussitôt pris en considération et nos gouverne-
« ments décideraient la portée à leur donner. Votre, etc.,
« Signé : Edward Grey. »

Certains membres du Parlement anglais protestèrent le 3 août contre la guerre ; ils pouvaient avec raison se plaindre qu'on eut caché de tels faits à la Chambre des Communes. Lorsque de semblables arrangements sont pris sans que nul ne soupçonne leur existence, en ce qui concerne l'Angleterre, les prévisions constitutionnelles du Parlement exerçant le pouvoir deviennent une simple fiction.

Grey, par conséquent, ne désire pas voir acceptées comme obligations politiques les conversations des états-majors généraux, navals et militaires franco-anglais, au sujet des futurs plans de campagne, qu'on examinait de temps à autre en temps de paix. Mais les véritables tendances de cet accord, — car c'en est un, — apparaissent dans la promesse d'entrer immédiatement avec la France dans un échange de vues politiques et militaires, toutes les fois que la situation deviendra critique. En réalité, ce n'est rien moins que l'alliance défensive voilée qui, grâce à des stratagèmes diplomatiques habiles, est susceptible de se transformer, sans aucune difficulté, en alliance offensive ; le gouvernement anglais, en effet, en promettant de consulter la France et de travailler avec elle, s'engageait par voie de conséquence à agir de même avec la Russie, alliée de la France ; dans chaque crise, la recherche délicate, à laquelle il promettait de se livrer au moment du danger, lui faisait abandonner tous droits à une situation indépendante. Comment l'Angleterre aurait-

elle pu d'autre part entrer en guerre contre la France sans s'exposer à l'accusation d'infidélité envers une nation dont les plans de guerre lui étaient connus, grâce aux négociations de plusieurs années ?

Qu'on nous permette ici une parenthèse et l'abandon momentané de l'examen des documents.

L'accord franco-anglais, dont les conséquences furent sans limites, ne fut pas seulement caché au Parlement britannique par le gouvernement, mais son existence même, par une sorte de tromperie constante, fut nettement niée. Dans l'année 1913, le premier ministre M. Asquith, répondant à la question d'un membre de la Chambre des Communes, déclara qu'il n'y avait aucun arrangement secret qui, en cas de guerre des puissances européennes, fixerait ou limiterait la libre décision du gouvernement ou du Parlement anglais. Au sujet de la participation anglaise dans une guerre, quelques rapports cependant firent leur apparition, particulièrement en juin 1914, à propos d'un accord naval anglo-russe. Les personnes familiarisées avec la coulisse diplomatique déclarèrent à ce moment que l'ambassadeur russe à Paris, M. Isvolski, pendant la visite de Sir Edward Grey en France, avait réussi à amener les hommes d'Etat anglais à la conclusion de cet accord. Un arrangement définitif et complet, disait-on, n'était pas sollicité par la Russie. M. Isvolski, pour de bonnes raisons, essayait d'atteindre son but pas à pas. Il avait été tout d'abord convenu que des négociations auraient lieu entre l'amirauté anglaise et l'attaché naval russe à Londres, le capitaine Volkew. Volkew en effet, alla pendant le mois de juin à Pétrograd ; il y séjourna quelques jours et, après avoir obtenu les instructions nécessaires, revint à Londres. Ces événements attirèrent tellement l'attention en Angleterre qu'au Parlement des questions furent posées à ce sujet.

On s'en rapporta à la réponse du premier ministre déjà mentionnée, qui déclara à nouveau que la situation n'était pas changée, qu'il n'y avait aucune négociation en cours concernant un arrangement naval avec une nation étrangère quelconque. « Autant qu'il pouvait en juger, des « pourparlers semblables n'étaient point en perspec- « tive ». Le Grand journal libéral le *Manchester Guardian*, ne fut pas du tout content de ces explications. Il affirma que certains arrangements conditionnels préliminaires n'étaient pas exclus de ce fait. Le plan russe, auquel on travailla plus tard à Pétrograd, tomba dans l'oubli à cause de la guerre européenne qui survint rapidement. A la lumière des révélations qui suivirent au sujet de l'accord de Grey avec la France, l'accord naval désiré par Iswolski prit un autre aspect.

Retournons maintenant à la convention franco-anglaise. Les observations suivantes de l'ambassadeur français à Londres et que rapporte Grey, montrent que la France, sur le terrain de cet accord, pouvait avec très peu de peine, créer des embarras diplomatiques dans l'intérêt de l'alliance franco-russe et les pousser aussi loin qu'elle l'eût voulu : « Cambon présuma que l'aggression alle- « mande se manifesterait, soit par une demande de cesser « tout préparatif, soit par la déclaration de neutralité « française qu'elle exigerait en cas de conflit russo-alle- « mand. Or, la France ne pouvait admettre ni l'une, ni « l'autre chose. » (*Livre blanc* anglais, n° 105.) Par conséquent, demander à la France de ne pas attaquer l'Allemagne d'accord avec la Russie, devenait une attaque allemande qui obligeait l'Angleterre à venir au secours. Cependant, le 27 juillet, ceci n'empêchait point Grey, dans une conversation avec Cambon, de se donner l'apparence d'une liberté d'attitude. Il dit, en effet, au représentant français : « Si l'Allemagne et la France sont « entraînées, c'est une aventure à laquelle nous n'avons

« pas préparé nos esprits comme nous l'aurions dû. « C'est un cas que nous avons à considérer. Nous sommes libres de tout engagement et nous aurons à décider ce que les intérêts anglais nous commandent de « faire. » (*Livre blanc* anglais n° 87.) M. Cambon fit remarquer en réponse que le secrétaire d'Etat avait clairement défini la situation, mais le lendemain l'ambassadeur français prenait la liberté de rappeler à Grey la lettre écrite en 1912 (*Livre blanc* anglais n° 105). Grey ne nia pas l'argument que représentait ce rappel ; le 31 juillet seulement, il fit le rapport suivant concernant sa conversation avec Cambon : « Jusqu'à ce jour, nous n'avions « pas l'impression et l'opinion publique ne sentait pas « que les traités ou les obligations de son pays étaient en « jeu. M. Cambon répéta sa question pour savoir si nous « aiderions la France, si l'Allemagne l'attaquait. Je dis « que je ne pouvais pas répondre et qu'aussi loin que « les choses étaient actuellement engagées, nous ne pouvions prendre aucun engagement. Je dis que le cabinet serait certainement convoqué dès qu'apparaîtrait « un fait nouveau ; à l'heure actuelle la seule réponse que « je pouvais donner était que nous ne pouvions prendre « aucun engagement définitif » (*Livre blanc* anglais n° 119). Si nous nous souvenons maintenant que le même jour Grey avait informé le chancelier impérial allemand (que ce serait une honte pour l'Angleterre de rester neutre et de permettre l'écrasement de la France) nous aurons une nouvelle preuve que l'on ne pouvait compter sur l'attitude de Grey. Homme facile à duper, c'est bien ce qu'a montré la déclaration de 1912, dont le caractère dangereux s'augmentait de l'apparente indécision qu'elle contenait. L'attitude seule des cercles militaires et navals anglais, qui, depuis le début de la crise serbe, multipliait leur conversation avec les représentants de l'armée et de la flotte françaises, comportait à elle seule une décision.

Dans tous les cas, à chaque heure qui s'écoulait, augmentait les difficultés pour l'Allemagne d'obtenir la neutralité anglaise par n'importe quelle offre que ce fût. C'est ce que prouve la conversation de Grey le 1er août avec l'ambassadeur allemand : « Il me demanda si l'Allema-
« gne, donnant la promesse de ne pas violer la neutra-
« lité belge, nous nous engagerions à rester neutres. Je
« répondis que je ne pouvais pas dire cela ; nos mains
« étaient encore libres ; nous examinerions ce que devait
« être notre attitude... L'ambassadeur me demanda avec
« insistance si je ne pouvais pas formuler les conditions
« auxquelles nous resterions neutres. Je lui dis que j'é-
« tais obligé de me refuser définitivement à la moindre
« promesse. » (*Livre blanc* anglais n° 123.)

Donc, c'est à la seule condition qu'on l'humiliât, que l'Allemagne pouvait éviter la guerre avec l'Angleterre. Car la violation de la neutralité belge ne fut en aucune façon cause de la jonction de l'Angleterre aux alliés de l'Allemagne. Les troupes allemandes n'entrèrent en Belgique, en effet, que dans la nuit du 3 au 4 août. Or, le 2 août, Grey remettait à l'ambassadeur français, après un conseil des ministres anglais, le mémorandum suivant : « Je
« suis autorisé à vous donner l'assurance que, si la flotte
« allemande entre dans la Manche ou dans la mer du
« Nord, pour entreprendre contre les côtes ou contre la
« flotte française des opérations hostiles, la flotte an-
« glaise apportera à la France toute la protection pos-
« sible. » (*Livre blanc* anglais n° 148.) Le but de cette décision, qu'on avait confiée verbalement auparavant à M. Cambon, permettait à la France de régler librement la disposition de sa propre flotte dans la Méditerranée. Et Grey avait l'air de ne pas accepter les propositions de Cambon engageant l'Angleterre à participer à une guerre contre l'Allemagne ? On affectait de couper des cheveux en quatre afin de jeter plus tard le blâme et de rendre l'Allemagne responsable de la déclaration de guerre ; en

vérité, par sa promesse de protéger les côtes françaises, et par la facilité qu'elle donnait à la flotte française de rester en Méditerranée, l'Angleterre réalisait son premier acte de guerre contre l'Allemagne. Son refus de promettre la neutralité avait eu auparavant la même portée.

4° *La neutralité belge*

Les plus grands représentants de l'empire allemand ont déclaré très sérieusement qu'à contre cœur, et pour la préservation de leur propre pays, ils s'étaient décidés à violer la neutralité du royaume de Belgique garantie par les grandes puissances dans les traités de 1831 et de 1839. Le secrétaire d'Etat allemand, le 4 août, informa le gouvernement anglais par son ambassadeur à Londres que l'Allemagne ne retiendrait aucun territoire belge. Il ajouta : « Veuillez faire comprendre à Sir Edward Grey que l'armée allemande ne pouvait s'exposer à une attaque française par la Belgique, attaque projetée suivant des informations irrécusables. L'Allemagne n'avait par conséquent pas à prendre en considération la neutralité belge, puisque c'était pour elle une question de vie ou de mort d'arrêter l'avance française. » (*Livre blanc* anglais n° 167.) En réponse, Grey télégraphia à l'ambassadeur anglais à Berlin de demander ses passeports et de dire au gouvernement allemand que l'Angleterre ferait tout le nécessaire pour défendre la neutralité belge. Voilà le point de vue qui a été habilement répandu par la propagande anglaise comme représentant le motif réel de la guerre. Malgré l'indignation morale qui paraissait s'élever contre l'Allemagne de ce fait, il convient de déclarer que la Belgique ne fut prise en considération par le gouvernement anglais qu'à une heure tardive et qu'elle ne fut en aucune manière, la véritable raison de l'intervention anglaise.

Nous trouvons, en effet, que Grey le 31 juillet déclare

à Cambon : « La préservation de la neutralité belge, pour-
« rait être, je ne dis pas un facteur décisif, mais un fac-
« teur important de notre attitude à déterminer. » (*Livre blanc* anglais, n° 119.) Par conséquent, il n'y avait pas de conversation au sujet de l'Angleterre tirant l'épée à cause de la Belgique. Personne en revanche n'oserait déclarer que le fait de l'armée allemande marchant à travers la Belgique était nouveau ou inconnu : ce fait pendant des années avait été discuté par les écrivains militaires. Au surplus, le gouvernement belge connaissait dès la fin de juillet, au plus tard, que la guerre entre l'Allemagne et la France était probable et la marche des Allemands par la Belgique possible. Si l'Angleterre n'avait pas participé à la guerre contre l'Allemagne, il est à présumer qu'elle aurait donné à la Belgique l'avis de laisser passer l'armée allemande, comme le fit le Grand-Duché de Luxembourg, malgré sa protestation. En agissant ainsi, le peuple belge se serait épargné beaucoup de misères et de pertes de sang. Le 3 août, le gouvernement belge répondit à une offre d'aide militaire par la France, ce qui suit : « Nous remercions le gouvernement français et lui
« sommes reconnaissants de son offre de secours éven-
« tuel. Dans les circonstances présentes cependant, nous
« ne lui proposons pas de faire appel à la garantie des
« puissances. Le gouvernement belge décidera plus tard
« de l'action qu'il croira nécessaire d'entreprendre. » (*Livre blanc* anglais, n° 151.) Le lendemain, Londres décidait de faire de la neutralité belge, aux yeux du monde, la cause de son intervention contre l'Allemagne. L'ambassadeur anglais à Bruxelles reçut l'ordre suivant : « Vous
« informerez le gouvernement belge que si pression est
« faite par l'Allemagne pour induire la Belgique à se
« départir de la neutralité, le gouvernement de Sa Ma-
« jesté s'attend à ce qu'elle résiste par tous les moyens
« en son pouvoir. Le gouvernement de Sa Majesté aidera
« les Belges de tout son concours et, dans cette occa-

« sion, le gouvernement de Sa Majesté est prêt à se joindre « à la Russie et à la France. » (*Livre blanc* anglais, n° 155.) Jusqu'au moment où l'Angleterre agita ainsi l'opinion belge, la soutenant de l'espérance illusoire d'une assistance efficace franco-anglaise, le fanatisme belge ne se déchaîna pas contre l'Allemagne. Sans l'intervention de l'Angleterre à Bruxelles, les événements de Belgique, — on peut l'affirmer en toute connaissance de cause, — auraient pris un cours entièrement différent, beaucoup plus favorable à la Belgique. Mais l'Angleterre avait enfin trouvé une très bonne raison d'intervenir contre l'Allemagne ; car le 31 juillet, Grey disait de la violation de la Belgique qu'elle n'était pas un facteur décisif ; au surplus le 1er août il refusait de promettre la neutralité de l'Angleterre au prince de Lichnowsky, même si l'Allemagne ne violait pas la neutralité belge. Et cependant, le 4 août, la question belge était soudain la raison qui obligeait l'Anglererre à maintenir l'équilibre moral du monde et à tirer l'épée. Soudainement, le système nouveau qui manquait à Grey pour justifier la guerre, aux yeux de l'opinion publique anglaise, apparut. Du fait de la Belgique acceptant les hostilités, grâce au gouvernement anglais qui avait décidé d'intervenir contre l'Allemagne, l'Angleterre apparaissait en outre comme protectrice du faible et de l'opprimé. Or, un diplomate anglais, quand la Russie mobilisa, avait déclaré ouvertement que les intérêts de son pays en Serbie étaient nuls ; de même Grey n'était pas prêt à défendre la Belgique immédiatement après la déclaration de guerre russo-allemande. Mais quand l'Angleterre eut décidé irrévocablement d'entrer en guerre, tout ceci fut changé et l'Angleterre prétendit apparaître à l'univers comme le champion des petites nations.

(Signé : Dr Dernburg.)

PIÈCES N° 8

Quelques particularités [1].

Les réservistes allemands

Dans leurs remarques sur les décisions du Conseil des ministres anglais, du 15 mars, les journaux américains appellent cette décision « la mort du droit international maritime ». D'un autre côté cependant, ils blâment l'Allemagne d'avoir la première méconnu ce droit. Je proteste contre cette affirmation. La première infraction au droit international a été commise par l'Angleterre qui, au début de la guerre, empêcha les Allemands et les Autrichiens de retourner dans leur pays. C'est un fait connu que des centaines d'Allemands et d'Autrichiens ont été faits prisonniers par les Anglais à bord de vaisseaux marchands neutres et ont été envoyés dans des camps de détention. Plus de 200.000 hommes seraient allés grossir les armées d'Allemagne et d'Autriche, hommes qu'on a injustement retenus ici ; de plus, quarante mille personnes libérées des obligations militaires ont subi le même sort, les autorités anglaises interdisant aux paquebots neutres de délivrer des billets à destina-

1. Ce n'étaient pas seulement les grandes lignes de politique européenne ou de la politique américaine qui intéressaient M. Dernburg. Les questions de détail ne le laissaient point indifférent. Nous avons cru bon de reproduire ici deux de ces lettres sur les réservistes allemands retenus aux Etats-Unis et sur les dessins satiriques dont Guillaume II était l'objet.

tion de l'Allemagne ou de l'Autriche [1]. Ce coup de haute main a causé aux empires du centre beaucoup d'ennuis et de pertes d'argent, plus peut-être que l'embargo mis sur les envois de pétrole et de cuivre américains. Mais on a considéré comme parfaitement naturel, même comme très habile, cette façon d'empêcher un grand nombre de réservistes de rejoindre leur drapeau. En réalité, un acte de cette nature est une aussi grande infraction au droit international maritime que de méconnaître, comme le fait l'Angleterre, les règlements qui concernent la contrebande.

Suivant la déclaration de Londres de 1909, la Grande-Bretagne, en effet, a formellement promis d'observer pendant la présente guerre — et elle a renouvelé cette déclaration dans un conseil des Ministres du 20 août 1914 — la règle suivante : seuls les jeunes gens enrôlables dans les armées ennemies seront faits prisonniers à bord des navires marchands neutres. Donc, les officiers de l'active allemands et autrichiens retournant dans leur pays au début de la guerre pouvaient être faits prisonniers, mais non pas les réservistes de terre et de mer et ceux qui n'avaient jamais fait de service militaire. Une partie de la presse américaine semble être d'avis que les réservistes font plus ou moins partie des forces armées, d'où on déduit que l'Angleterre agit légitimement en empêchant ces derniers de rejoindre leurs drapeaux. Mais dans le rapport général présenté à la Conférence navale de la part du Comité de recrutement, dans l'article VI de l'ordonnance rendue, le cas a été nettement défini... Si les gouvernements neutres ne s'étaient pas montrés si conciliants envers l'Angleterre, s'ils n'avaient pas accepté les arres-

1. Lorsque, le 20 mai, l'Italie déclara la guerre à l'Autriche, le Dr Dernburg tenta, sous de faux passeports italiens, de faire partir près de 3.000 réservistes allemands. Mais l'espionnage secret anglais aux Etats-Unis découvrit la ruse : à Bordeaux, Gênes, et dans les ports anglais, les pseudo-mobilisés italiens furent arrêtés.

tations illégales, sous leur pavillon, de réservistes allemands et autrichiens, il est probable que l'Angleterre n'aurait pas osé enfreindre les autres lois maritimes internationales [1].

(Signé : Dr Dernburg).

Les dessins satiriques

Je prends la plume pour répondre aux insinuations de M. Bigelow, qui ont trait à une caricature publiée par le *Simplicissimus* de Munich sur le Président Wilson. Je suis le premier à reconnaître que cette caricature est très irrespectueuse et manque totalement de goût. Mais M. Bigelow prétend que les Américains ne caricaturent jamais des hommes d'Etat américains. Non sans doute, mais ils en caricaturent d'autres. Si M. Bigelow avait l'esprit un peu plus clair et la vue un peu meilleure, il s'apercevrait qu'en Amérique on donne du Kaiser des dessins satiriques aussi irrespectueux que possible ; on le présente comme une horreur du genre humain, dépourvu de tout sentiment humain, un destructeur plein de vanité, un homme qui de gaieté de cœur égorge toutes choses, la liberté, la paix, le bonheur, etc... En conséquence, les insinuations de M. Bigelow sont sans intérêt lorsque elles s'appuient sur les mœurs américaines vis-à-vis des hommes d'Etat américains. Avant de discuter, M. Bigelow ferait bien de se rendre compte [2].

(Signé : Dr Dernburg.)

1. Publié par le *New-York Times*, le 23 mars 1915.
2. Publié par le *New-York Times*, le 6 avril 1915.

PIÈCE N° 9

Compte rendu synthétique d'une conférence du Dr Dernburg [1].

Le Dr Dernburg, ministre des Colonies allemand, a fait hier soir à.... devant un très nombreux auditoire un discours public sur la séquestration par l'Angleterre de toutes les marchandises et de tous les produits que l'Allemagne envoyait à l'étranger. Le Dr Dernburg a établi que, pour les Etats-Unis seulement, cette mise sous clef illégale représentait une perte de 500 millions de dollars (2 milliards et demi). A cette perte en nature, s'ajoutent les taxes de fret beaucoup plus grandes depuis que la marine marchande anglaise n'est plus concurrencée par la marine marchande allemande. D'autre part, les Etats-Unis étant les plus grands fournisseurs de l'Allemagne, en huile, bois, coton et cuivre, et aucun de ces produits n'arrivant plus dans les ports allemands, les pertes des Américains s'augmentent d'autant. Or, en coton seulement, les Etats-Unis expédiaient à l'Allemagne plus de 2.150.000 balles par an. L'Angleterre essaye de faire croire aux neutres que les approvisionnements qu'elle laisse passer pour l'Allemagne suffisent à nourrir les 5 millions de soldats que celle-

1. M. Dernburg ne se contentait pas d'écrire ; il faisait des conférences. Pour que les journalistes américains eussent leur copie toute prête, M. Dernburg préparait par avance un résumé de ce qu'il allait dire. On n'avait plus qu'à l'insérer. Voici un exemplaire d'un de ces résumés.

ci a sur les champs de bataille ; mais elle travaille de toutes ses forces à affamer les 65 millions d'Allemands qui restent à la maison et qui sont tous des vieillards, des femmes ou des enfants. La frugalité allemande a beau être très grande; l'acte de l'Angleterre n'en est pas moins un crime de lèse-humanité. Ce qui se passe pour l'Allemagne aujourd'hui, se passera peut-être un jour pour les Etats-Unis. Sur 350.000 milles de câbles sous-marins, plus de 300.000 appartiennent à l'Angleterre ou sont contrôlés par elle : le jour où Londres le voudra, l'Amérique sera séparée de l'Europe. De plus, par les îles nombreuses qu'elle possède et les stations charbonnières fortifiées qu'elle a établies autour des Etats-Unis, l'Angleterre peut isoler l'Amérique aussi complètement que si l'Amérique était dans la lune. C'est un très mauvais état de choses pendant cette guerre, mais ce sera pis après, si les Etats-Unis n'y prennent pas garde, et, aidant l'Allemagne dans ses revendications légales, ne font pas contrepoids à la politique anglaise.

PIÈCE N° 10

Les sophismes de M. Dernburg [1].

Dans le *Sun* de dimanche dernier, M. Théodore Wehle et M. A.-W. Cooper, ont rendu à la vérité un grand service en exposant clairement les sophismes que contenait la lettre du Dr Dernburg que vous avez publiée. Le Dr Dernburg, en effet, est un sophiste et un casuiste. Sa casuistique est très experte et ses plausibilités plaisantes le rendent infiniment dangereux aux personnes éprises de justice et de vérité. L'ambassadeur allemand, M. Bernstorff, M. Herman Ridder, les professeurs Haeckel, Eucken et Oswald plaident d'une façon ridicule, comique et absurde ; tout ce qu'ils disent sert beaucoup plus les alliés que l'Allemagne. Mais avec M. Dernburg c'est autre chose. Le Dr Dernburg, en effet, est passé maître expert dans ces trois arts communs du casuiste : 1° supprimer les faits essentiels ; 2° déformer la vérité ; 3° amener à l'erreur même par l'emploi de mots dont il change le sens.

Pour les deux premiers cas, l'exemple de l'invasion de la Belgique est significatif. M. Bethmann-Holweg, le chancelier allemand, a reconnu à la tribune qu'un grand

1. Voici, en dehors des exemples et des extraits que nous avons publiés au cours des chapitres du présent ouvrage, un article-type du genre de ceux qui atteignaient M. Dernburg à la fois dans sa propagande et dans sa personne. L'auteur en est M. Georges Fox, de l'Université libre de Newhaven (Connecticut). *Le Sun* publia l'article le 7 octobre 1914.

mal avait été fait à ce sujet ; il a avoué la faute et les regrets de l'Allemagne. Mais le Dr Dernburg s'appuyant sur l'autorité de M. Gladstone et de sir Edward Grey plaide une thèse différente. Malheureusement pour M. Dernburg, M. Gladstone n'a pas seulement dit ce que M. Dernburg nous cite. Deux jours après la citation que le controversiste allemand nous rapporte au sujet de l'homme d'Etat anglais, M. Grey disait : « Nous avons « grand intérêt à l'indépendance de la Belgique, un intérêt plus grand que celui qui est indiqué par la garantie même de la neutralité. En présence du crime le « plus abject qui ait souillé l'histoire et devant les auteurs de ce crime, l'Angleterre avec l'influence et le « pouvoir qu'elle représente, se déshonorerait en restant « neutre. » Le Dr Dernburg connaissait très bien ce passage du discours d'Edward Grey ; il ne l'a pas cité. Il savait aussi que Gladstone avait fait mieux que parler, il avait agi ; en 1870, en effet, la Grande-Bretagne avait fait deux traités parallèles avec la France et la Prusse pour garantir la neutralité belge. Bismarck observa strictement le traité. Mais M. Dernburg n'en dit rien ; s'il avait agi en honnête homme, il aurait donné à Gladstone et à Sir Edward Grey leur véritable figure.

M. Dernburg nous parle du commerce anglais, allemand et américain. Son argumentation tient dans une coquille de noix. Il prétend que toutes les possessions anglaises au delà des mers forment une chaîne ininterrompue autour des nations du monde, chaîne qui rend le commerce par mer absolument dépendant de la volonté de l'Angleterre. Affirmation singulièrement inexacte. Les seules possessions anglaises dans le sud-amérique sont la Trinité, très éloignée du Vénézuéla, la Guyane, et les îles Fackland. Aucune de ces possessions n'est sérieusement fortifiée et ne possède pas de dock ; aucune d'elles ne résisterait à l'attaque de navires de guerre moderne. Du reste, l'Angleterre a-t-elle été capable, malgré ses

îles et sa nombreuse flotte, de sauver de la destruction les bateaux anglais que le *Kronprinz Wilhem*, le *Dresden* et le *Leipzig* ont coulés. Mais M. Dernburg préfère à la vérité des déclarations trompeuses. Il essaie, comme le général Bernhardi, d'injecter partout le virus de la haine contre l'Angleterre. Il fait reposer sa propagande sur le fameux livre allemand *England's Weltherrschaft*, où on peut lire : « sur chacune des routes commerciales du monde, comme un ancien chevalier détrousseur, lance en main, et armée de pied en cap, se tient l'Angleterre. C'est contre elle que chaque nation doit combattre si elle veut sauvegarder son avenir. Il est absurde que tous les pays de l'univers soient tributaires de Londres. L'Allemage aura une joie particulière à se débarrasser des souffrances intolérables qu'à ce sujet l'Angleterre fait subir au monde. »

Le Dr Dernburg parle ailleurs des stations charbonnières fortifiées qui surveillent la côte américaine de tous les côtés. Quelle affirmation ridicule ! Aucune de ces stations n'est dangereuse ou merveilleuse. Pauvres Barbades, avec vos ports étroits et vos quais décrépits, je ne vous croyais pas capables d'abriter une flotte puissante de vaisseaux de guerre qui en une seule nuit détruirait et bombarderait les grandes villes des Etats-Unis. Ce que je dis des îles Barbades est aussi vrai des Bernudes, de la Jamaïque et du port d'Espagne. Pas de fortifications au vrai sens du mot. Un croiseur allemand de construction récente, comme ce *Goeben* qui traversa vaillamment la Méditerrannée pour aller se vendre aux Turcs, détruirait en un seul jour toutes ces fortifications...

Je voudrais inviter tous les professeurs d'histoire à recueillir et à conserver précieusement les lettres du Dr Dernburg, à les coller dans des livres et dans des cahiers de notes pour plus tard en classe les commenter. Ses lettres contiennent les plus beaux sophismes et les plus beaux artifices de casuistique que je connaisse. Ce

serait d'un excellent entraînement de les montrer aux élèves et de leur dire, en appliquant la méthode Dernburg : « Telle déclaration est-elle absolument exacte ? A « quel degré l'est-elle ? Comment est-elle ou peut-elle « être fausse ? En la supposant vraie, quelles consé- « quences fausses peut-on en tirer ? Collectionner les « exemples de fausseté moyenne ou double, escamoter « les mots, les torturer dans leur sens, trouver en eux « des significations différentes. Faire un choix. » Voilà qui serait un bon sujet de devoir pour les élèves à la Dernburg. Au point de vue historique on pourrait interroger les mêmes élèves sur les erreurs volontaires de M. Dernburg. On arriverait par ces procédés, j'en suis sûr, à changer l'histoire ancienne et moderne ; la vérité seule aurait à souffrir, mais aux yeux de M. Dernburg, qu'est-ce que cela peut bien faire ?

(Signé : Georges Fox.)

PIÈCE N° 11

Les communiqués allemands en esperanto [1]

Voici, à titre d'exemple, les communiqués allemands, traduits en esperanto, que M. Dernburg et son Comité de propagande répandirent aux Etats-Unis, pendant le mois de septembre 1914, c'est-à-dire avant, pendant et après la bataille de la Marne. (On sait que l'esperanto est très répandu dans les deux Amériques.)

Berlin, 3 septembre.

Lors de la prise des forts d'arrêt situés sur les hauteurs rocheuses de Givet, tout comme à Namur, les lourdes batteries à moteurs envoyées par l'Autriche se sont distinguées par leur agilité, par la précision de leur tir et par leur efficacité. Elles nous ont rendu d'excellents services. Nous avons pris les forts d'arrêt de Hirson, d'Ayvelles, de Fonde et de Lafère. *Ainsi tous les forts d'arrêt du Nord de la France, sauf la place forte de Maubeuge, se trouvent entre nos mains.*

1. M. Jusserand, ambassadeur de France à Washington, a recueilli tous ces communiqués et les a envoyés à M. Charles de La Roncière, qui, à la Bibliothèque nationale, est à la tête de la section des manuscrits. Ces communiqués sont sur papier jaune. M. de La Roncière a bien voulu nous les montrer. C'est par une autre voie cependant que nous sont parvenus ceux qu'on va lire.

L'attaque contre Reims est préparée. L'armée de cavalerie du colonel-général Von Kluck pousse sa marche jusque devant Paris. L'armée de l'ouest a passé la ligne de l'Aisne, la marche vers la Marne continue ; certaines avant-gardes l'ont déjà atteinte.

L'ennemi est en retraite devant les armées des colonels-généraux Kluck, Bülow et du duc de Wurtemberg. Sur et derrière la Marne, devant l'armée du Kronprinz allemand, il a résisté, s'appuyant sur Verdun, mais *il a été rejeté vers le sud.*

Les armées du prince héritier de Bavière et du colonel-général Von Heeringen se trouvent toujours en face d'un ennemi fort et protégé par les positions fortifiées de la Lorraine française.

Dans la Haute-Alsace, des troupes allemandes et françaises bataillaient continuellement en patrouillant.

A l'est, des troupes du colonel-général Hindenburg récoltent de nombreux fruits de leur victoire. *Le nombre des prisonniers russes augmente quotidiennement et a déjà atteint le chiffre de 90.000.* On ne peut pas encore préciser le chiffre des canons pris, de nombreux canons s'étant enfoncés dans les marais et dans les forêts. Il paraît que *trois généraux commandant des corps d'armée sont parmi les prisonniers. Le généralissime russe serait, d'après des renseignements russes, mort.*

Berlin, 4 septembre.

Reims a été occupé sans combat. Le butin de guerre tombé entre nos mains ne peut être précisé que lentement. Les troupes ne peuvent s'en occuper à cause de leur marche rapide en avant ; nous devons abandonner en plein champ des canons et des chariots de munitions ennemies. Jusqu'ici seule l'armée du général Von Bülow a donné des indications précises. Jusqu'à fin août, elle a pris *6 drapeaux, 233 canons lourds, 116 canons de*

campagne, 79 mitrailleuses et 166 chariots de munitions, ainsi que 12.934 prisonniers.

Berlin, 6 septembre.

L'ambassade d'Autriche-Hongrie publie la dépêche suivante qui lui a été transmise par le ministre des Affaires étrangères de Vienne : « L'information russe au sujet de la bataille de Lemberg et de la prise triomphale de cette ville est un mensonge. La ville ouverte de Lemberg a été abandonnée par nous, sans combat, pour des raisons stratégiques et humanitaires. »

Francfort-sur-Meuse, 6 septembre.

On mande d'Amsterdam à la *Gazette de Francfort :* Les Anglais, qui, jusqu'à présent prétendaient que leurs pertes n'étaient que de 4.000 hommes, reconnaissent maintenant qu'ils ont perdu 10.000 hommes.

Berlin, 7 septembre (communication officielle).

L'empereur a assisté hier aux combats d'attaque contre les fortifications de Nancy. A Maubeuge, deux forts et les positions intermédiaires ont été pris. Le feu d'artillerie a pu être dirigé contre la ville, elle brûle sur différents points.

Il ressort de papiers tombés en nos mains que l'ennemi a été complètement surpris par la rapidité de la marche en avant des armées des généraux Von Kluck et Von Bülow, au nord de la Meuse belge. Encore le 17 août, il supposait qu'il n'y avait là que de la cavalerie allemande. La cavalerie de cette aile, sous le commandement du général Von Marwitz, voilait alors très bien les mouvements de l'armée. Toutefois, nous ne serions pas restés

ignorés de l'ennemi, si, au début de la marche en avant, les envois de la poste de campagne n'avaient pas été retenus. Les militaires et leurs familles ont eu à en souffrir comme d'une charge lourde et en ont attribué la responsabilité à la poste de campagne. Dans l'intérêt des agents si zélés et si dévoués de la poste de campagne, il importe de publier cette explication.

Rome, 8 septembre.

Le Cardinal Mercier, archevêque de Malines, est reparti pour la Belgique avec un sauf-conduit délivré par les autorités allemandes. Il a traversé les troupes allemandes et a été l'objet de grandes marques de respect. Les informations publiées par la presse française, anglaise et belge sont donc contraires à la vérité.

Berlin, 8 septembre.

La forteresse de Maubeuge s'est rendue. Sont tombés entre nos mains 4 généraux, 40.000 hommes et 400 canons.

Londres, 8 septembre (agence Reuter).

Une escadre allemande composée de 2 croiseurs et de 4 torpilleurs, a capturé 15 barques de pêcheurs anglaises dans la mer du Nord, et conduit de nombreux prisonniers à Wilhelmshafen. Le *Times* annonce que le croiseur allemand *Dresden* a coulé un navire à charbon anglais sur la côte brésilienne. En outre, deux navires de transport anglais auraient touché à des mines. D'après des informations viennoises, deux croiseurs anglais gravement endommagés se trouveraient dans le port d'Alexandrie ; tous les deux portent de fortes traces de coups de feu.

Paris, 9 septembre.

M. Viviani, Président du Conseil, fait ressortir dans sa lettre au Président de la Chambre que de nombreux députés se trouvent comme soldats parmi les troupes, *que les calamités qui pèsent sur la France augmentent de jour en jour et empêchent la Chambre de se réunir.*

Berlin, 10 septembre.

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* publie le télégramme suivant adressé par l'empereur au Président des Etats-Unis Wilson :

« Je considère comme un devoir, monsieur le Président, de vous informer, en votre qualité de représentant le plus distingué des principes humanitaires, de ce fait que mes troupes ont trouvé, après la prise de la forteresse française de Longwy, dans cette place, des milliers de balles dum-dum fabriquées par des ateliers spéciaux du gouvernement. Des balles de la même espèce ont été trouvées sur des soldats morts, ou blessés, ou prisonniers, de nationalité anglaise. Vous savez quelles horribles blessures et souffrances sont causées par ces balles ; l'emploi en est interdit par les principes reconnus du droit international. J'élève donc une protestation solennelle contre pareil mode de faire la guerre qui est devenue, grâce aux méthodes de nos adversaires, une des plus barbares de l'histoire. Non seulement ils ont employé eux-mêmes cette arme cruelle, mais le gouvernement belge a encouragé ouvertement la population civile à prendre part à cette guerre qu'il avait préparée soigneusement depuis longtemps. Les cruautés commises au cours de cette guerilla par des femmes et même par des prêtres contre des soldats blessés, des médecins et des infirmières (des médecins ont été tués et des lazarets attaqués à coups de

feu), ont été telles que mes généraux se sont finalement vus obligés de recourir aux moyens les plus vigoureux pour châtier les coupables et pour empêcher la population sanguinaire de continuer ces abominables actes criminels et odieux. *Plusieurs villages et même la ville de Louvain ont dû être démolis (sauf le très bel hôtel de ville) dans l'intérêt de notre défense et de la protection de mes troupes. Mon cœur saigne quand je vois que pareilles mesures ont été rendues inévitables, et quand je songe aux innombrables innocents qui ont perdu leur toit et leurs biens par suite des faits criminels en question.*

« WILHELM II, K. »

Berlin, 10 septembre.

Les corps d'armée avancés au cours des poursuites sur et au delà de la Marne, ont été attaqués par des forces supérieures venant de Paris, entre Meaux et Montmirail. Dans de grands combats durant deux jours, ils ont arrêté l'ennemi et ont fait eux-mêmes des progrès. Lorsque la marche en avant de nouvelles forces ennemies assez fortes fut annoncée, *notre aile s'est repliée* [1]. L'ennemi n'a suivi nulle part. Jusqu'ici on annonce, comme butin : 50 canons et plusieurs milliers de prisonniers. Les corps d'armée combattants à l'ouest de Verdun se trouvent en progrès. En Lorraine et dans les Vosges, la situation n'est pas changée. Sur le théâtre de la guerre de l'est, les combats ont repris.

Berlin, 12 septembre.

Le prince impérial a pris hier avec son armée les positions fortifiées de tranchées au sud-ouest de Verdun.

1. Voilà le seul aveu de l'échec allemand sur la Marne.

Notre artillerie lourde attaque les forts d'arrêt du sud. *La chute de Verdun est imminente.*

Francfort, 12 septembre.

La *Gazette de Francfort* apprend de Stockholm : La vérité au sujet de Louvain commence à percer même en Angleterre. Dans la *Westminster Gazette*, un ancien membre du parlement écrit : « Lorsque la population urbaine tira tout d'un coup, de l'intérieur des maisons, sur les troupes allemandes, cet acte de folie devait nécessairement entraîner des conséquences justes. Le feldmaréchal lord Roberts fit incendier pour des faits analogues des fermes de Boers. »

Berlin, 13 septembre (communication officielle).

Jusqu'au 11 septembre il se trouvait en Allemagne 220.000 prisonniers de guerre. Ce chiffre se décompose comme suit :

Français : 1.680 officiers et 86.700 soldats ;
Russes : 1.830 officiers et 91.400 soldats ;
Belges : 440 officiers et 30.200 soldats ;
Anglais : 160 officiers et 7.350 soldats.

Parmi les Français se trouvent 2 généraux ; parmi les Russes, 2 généraux commandants de corps d'armée et 13 autres généraux ; parmi les Belges, le commandant de Liége. En dehors de ceux-ci, un grand nombre de prisonniers nouveaux sont encore en route vers les camps de concentration des prisonniers.

(On ajoute officiellement que dans ces chiffres ne sont pas compris les 40.000 Français faits prisonniers à Maubeuge et une grande partie des 90.000 Russes faits prisonniers à la bataille de Tannenberg).

Berlin, 15 septembre (communication officielle).

Dans l'ouest (France), sur l'aile droite de l'armée, se passent des combats considérables, mais indécis jusqu'ici. Une tentative de passer à travers nos lignes entreprise par les Français a été victorieusement repoussée. Nulle part, aucune action décisive n'a eu lieu.

Dans l'est (Russie) l'anéantissement de la première armée russe se poursuit. Nos pertes à nous sont relativement peu considérables. L'armée du général Von Hindenburg a déjà passé, avec de grandes forces, la frontière russe. Le gouvernement Suwalki a été placé sous l'administration allemande.

Berlin, 16 septembre (officiel).

Le combat qui dure depuis deux jours sur l'aile droite de l'armée de l'ouest s'est étendu hier aussi aux armées qui se trouvent à l'est jusqu'à Verdun. En certains endroits du vaste champ de bataille, des succès partiels de l'armée allemande sont à signaler. La bataille continue d'ailleurs.

Sur le théâtre de la guerre à l'est, l'armée du général Von Hindenburg a terminé la poursuite de l'ennemi et se range à nouveau.

Berlin, 17 septembre.

Le *Lokalanzeiger*, de Berlin, écrit, avec l'approbation de l'autorité militaire : « Les combats sur la Marne ne sont donc pas encore terminés, mais ils ont évidemment pris une tournure favorable pour nous. L'aile droite n'a plus cédé à une nouvelle pression, mais elle a, au contraire, repoussé la nouvelle tentative française de passer à travers nos rangs. »

Vienne, 17 septembre (officiel).

Il résulte des rapports officiels de nos chefs d'étapes que jusqu'ici 41.000 Russes et 8.000 Serbes ont été conduits comme prisonniers dans l'intérieur de l'empire allemand. Jusqu'ici nous avons gagné 300 canons de campagne. En résumé, nous pouvons affirmer que notre armée a résisté héroïquement et avec grand succès à un ennemi numériquement supérieur et combattant avec bravoure et opiniâtreté.

Berlin, 17 septembre, au soir.

Dans la bataille entre l'Oise et la Meuse (donc sur le théâtre de guerre en France), la décision définitive n'est pas encore intervenue ; mais certains indices font reconnaître que la force de résistance de l'adversaire faiblit. Sur l'extrême aile droite, elle s'est écroulée sans qu'un effort spécial de nos troupes ait été fait. Le centre de l'armée allemande gagne lentement, mais sûrement du terrain. Les tentatives de sorties, sur la rive droite de la Meuse, de Verdun sont repoussés facilement.

Berlin, 18 septembre, au matin.

En complément de la communication d'hier soir, on annonce que les 13e et 14e corps d'armée français et des parties d'une autre division ont été battus hier d'une façon décisive, au sud de Noyon. Ils ont perdu plusieurs batteries. Les attaques ennemies contre divers endroits du front de bataille se sont effondrées d'une façon sanglante. Une attaque des chasseurs alpins à la crête des Vosges, dans la vallée de la Breusch, a également été repoussée. Pendant l'assaut du château de Brimont, près de Reims, on a fait 2.500 prisonniers. D'autres prisonniers et des

canons ont été capturés dans la bataille en plaine, mais leur nombre ne peut encore être apprécié maintenant.

Berlin, 23 septembre.

Le gouvernement français a assuré que le bombardement de la cathédrale de Reims n'aurait pas été une nécessité militaire. Pour y répondre, nous constaterons : après que les Français eurent fait, de la ville de Reims, par de forts remparts, leur principal appui de défense, ils nous forcèrent eux-mêmes d'attaquer la ville par tous les moyens nécessaires. *Par ordre spécial du haut commandement allemand, la cathédrale devait être épargnée*, surtout que l'ennemi n'en abuserait pas en sa faveur. Depuis le 20 septembre, le drapeau flottait sur la cathédrale et fut respecté par nous. En dépit de ces faits, nous avons pu constater la présence sur la tour, d'un poste d'observation, ce qui expliquait l'excellent effet du tir de l'artillerie ennemie contre notre infanterie. Dès lors, il devint nécessaire de supprimer ce poste et cela fut fait par un feu de shrapnells de notre artillerie de campagne.

Il n'était toujours pas permis à notre lourde artillerie de prendre part à ce tir. Depuis que le poste n'y était plus, nous avons pu observer que ces tours et les façades extérieures de la cathédrale ne sont pas détruites et que seulement la toiture a été détruite par les flammes. Les troupes ne sont donc pas allées plus loin dans leur attaque qu'il n'a fallu.

La responsabilité en incombe donc à l'ennemi qui a essayé d'abuser d'un vénérable édifice en le plaçant sous la protection du drapeau blanc.

Berlin, 23 septembre (officiel).

Le gouvernement français ne recule pas, hélas ! devant une calomnie en dénaturant les faits ; il prétend que les

troupes allemandes auraient, sans nécessité militaire, bombardé systématiquement la cathédrale de Reims.

Reims est une place forte qui a été, en ces derniers jours, perfectionnée par tous les moyens possibles et qui sert depuis à la défense actuelle des troupes françaises.

Par suite de l'attaque de cette position, le bombardement de Reims devint une malheureuse nécessité.

Des ordres avaient été donnés d'épargner la célèbre cathédrale au cours de ce bombardement.

S'il était, malgré cela, confirmé qu'à l'occasion de l'incendie de Reims, la cathédrale aurait souffert — ce que nous ne pouvons pas encore constater — personne ne le regretterait autant que nous. La responsabilité en incomberait uniquement aux Français, qui ont transformé Reims en place forte et en ont fait le principal appui de leur position de défense.

Nous devons énergiquement protester contre la calomnie imputant aux troupes allemandes de détruire par rage de destruction et sans nécessité absolue des monuments de l'histoire et de l'architecture.

Berlin, 23 septembre.

On mande officiellement de Londres, 22 septembre : Des sous-marins allemands ont fait sombrer par leur tir, dans la mer du Nord, les croiseurs cuirassés anglais *Aboukir, Hogue* et *Cressy*. Un grand nombre de marins ont été sauvés par des navires de guerre accourus au secours et par un vapeur hollandais.

L'agence Wolff apprend de source officielle qu'une confirmation officielle de la part de l'Allemagne ne peut pas encore être publiée, les sous-marins n'ayant pas encore pu faire leur rapport à cause de leur éloignement actuel.

Cependant d'autres sources font savoir que la collision s'est produite le 22 septembre, entre 6 et 8 heures du matin, à 20 milles au nord-ouest de Hoek Van Holland.

D'abord ce fut l'*Aboukir* qui fut touché par la torpille.

Le vapeur hollandais *Flora* transporta 257 survivants à Ymuiden.

Les vapeurs sombrés auraient été construits en 1900, possèdent un tonnage de 12.200 tonnes de déplacement d'eau et étaient armés de deux pièces de 23,4 centimètres, douze de 15 douze de 7,6 centimètres. Leurs machines étaient de 21.000 chevaux et leurs équipages de 750 hommes chacun.

(Cette information est confirmée depuis par l'état-major de la marine allemande : notre sous-marin U-9 est rentré intact, avec son équipage au complet.)

Berlin, 26 septembre (communication officielle d'hier soir).

Le progrès des opérations de l'ouest a conduit à de nouveaux combats sur notre extrême droite, dans lesquelles une décision n'est pas encore intervenue. Au centre de la ligne de combat, il ne s'est rien passé, sauf quelque mouvement en avant des deux partis.

Un premier fort d'arrêt, le « camp des Romains », a été pris aujourd'hui au sud de Verdun, près de Saint-Mihiel.

Le régiment bavarois Von der Tann a hissé le drapeau allemand sur ce fort et nos troupes y ont traversé la Meuse. Pour le reste, il n'y a pas de changements à relater ni à l'ouest ni à l'est.

Berlin, 27 septembre (avis officiel du 26, au soir).

L'ennemi, en se servant de ses chemins de fer, a préparé une attaque importante contre le flanc extrême-droit de l'armée allemande. Une division française qui s'avançait en même temps contre Bapaume a été refoulée par des forces inférieures allemandes. Ailleurs encore l'attaque fut arrêtée. Au centre du front de bataille, notre atta-

que avança en plusieurs endroits. Les forts d'arrêt attaqués au sud de Verdun cessèrent leur feu. Notre artillerie se bat maintenant avec des forces que l'ennemi a placées sur la rive ouest de la Meuse. Pour le reste du théâtre de la guerre, la situation ne s'est pas modifiée.

Berlin, 28 septembre.

Les réserves d'or de la Reichsbank allemande s'élèvent, d'après un rapport hebdomadaire publié hier, à 55 millions de marks de plus que la semaine précédente, à savoir à 1.676 millions de marks ; c'est donc plus de 2 milliards de francs.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Préface par M. Ernest Lavisse . . . . . .

PRÉLIMINAIRES

Chapitre Ier. — Sur la route de New-York

L'estomac américain et l'immigration allemande. — A bord du *Rochambeau*. — Singuliers compagnons de voyage. — L'aventure du *Dacia*. — Les préoccupations d'un américain cultivé. — Le contrôle des mers par la flotte anglaise. — *La Liberté* de Bartholdi et les vaisseaux captifs 1

Chapitre II. — A New-York

L'état de l'opinion américaine en mars 1915. — L'attitude du Président Wilson depuis l'ouverture des hostilités : humanité, neutralité, défense et protection de la paix et des intérêts américains. — Les milieux financiers et commerciaux. — Dans les universités et les clubs artistiques. — Les sympathies privées. — La presse américaine. — Où le Dr Bernhardt Dernburg apparaît. 13

LE DOCTEUR DERNBURG S'ORGANISE ET LUTTE

Chapitre III. — M. Dernburg, envoyé spécial

D'où venait M. Dernburg. — Son passé et ses mérites. — L'amitié de l'empereur. — Un rêve colonial. —

Mission apparente aux Etats-Unis et mission vraie. — Le précédent effort du baron Holleben. — Procédés personnels de M. Dernburg : deux anecdotes. — L'état-major de M. Dernburg 37

CHAPITRE IV. — M. DERNBURG ET LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL

Les stations françaises, allemandes et américaines de T. S. F. — Les investigations allemandes en Floride, dans les Etats de Washington et du Maine, etc... — Le poste de Sayville. — Comment on trompe l'hospitalité des neutres. — L'organisation navale de la T. S. F. : les exploits des croiseurs allemands. — L'organisation terrestre : comment on espionne et comment on trouble l'ennemi 47

CHAPITRE V. — M. DERNBURG ET LA PRESSE AMÉRICAINE

Les journaux, publications et revues aux Etats-Unis. — La publicité allemande. — Les dispositions générales et les procédés particuliers de M. Dernburg. — Les journalistes américains au quartier général allemand. — Le rôle de la presse germano-américaine. — Comment M. Dernburg intervint lui-même dans les journaux américains. — Sa propagande et ses polémiques : le « navalisme » anglais et la culpabilité de l'Angleterre ; la neutralité belge et les documents trouvés à Bruxelles, etc... 61

CHAPITRE VI. — M. DERNBURG
ET LES MILIEUX POLITIQUES AMÉRICAINS

L'élection du Président Wilson et les partis politiques aux Etats-Unis. — M. Dernburg et les idées de M. Wilson. — La propagande allemande pour la paix. — La tactique de M. Dernburg pour la neutralité ; les envois d'armes, de munitions ou de denrées aux Alliés. — L'intérêt américain et l'intérêt allemand : le bill d'achat des navires allemands retenus aux Etats-Unis. — La politique intérieure et le bluff élec-

toral germano-américains. — La propagande allemande par le fait : attentats, grèves, etc. — Le Président Wilson et Guillaume II. — M. Dernburg et la défection de M. Bryan. 83

CHAPITRE VII. — LES COMBINAISONS FINANCIÈRES DE M. DERNBURG

Le pays des dollars. — La caisse noire de M. Dernburg. — Trois sortes de revenus : prélèvements personnels et collectifs, syndicats de banques allemandes, combinaisons particulières. — La main forcée : déclaration de deux ouvriers allemands. — MM. Speyer, Vanburg et les autres agents financiers allemands. — Une singulière histoire. — Au Canada. — Le tribut de la Chine et les aventures d'un ambassadeur allemand. 113

CHAPITRE VIII. — L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE GERMANO-AMÉRICAINS

Une erreur à éviter. — Les dix doigts de l'ouvrier français. — Les méthodes de propagande commerciale allemandes. — Le filet allemand. — Les Allemands aux Etats-Unis : ponts, chemins de fer, canaux, usines hydrauliques, électriques, aciéries, etc... — Une exception : M. Schwab, sa lettre au sénateur Charles Humbert. — Une double faute française réparée. — La non-livraison des commandes russes. . 127

CHAPITRE IX. — M. DERNBURG ET L'AGRICULTURE GERMANO-AMÉRICAINE

La charte du fermier allemand aux Etats-Unis. — La courbe de l'immigration et de l'exploitation agricole allemandes. — Quelques méthodes de culture allemandes. — Où M. Dernburg trouva blés, farine, coton, bétail, chevaux, etc... 139

CHAPITRE X. — LES ÉPOUX DERNBURG
ET LES DIFFÉRENTS MILIEUX DE LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

Mme Dernburg arrive à New-York. — La femme allemande et l'injuste réputation de la femme française. — La propagande des époux Dernburg au sein de la famille américaine. — Dans les clubs de femmes et les milieux socialistes. — Dans les associations religieuses. — Les mondanités : thés, concerts, théâtres, etc... — Les enfants et la propagande scolaire allemande. — Les adolescents et la propagande universitaire 151

LE Dr DERNBURG EST VAINCU

CHAPITRE XI. — M. ROOSEVELT, LES POLÉMISTES ET LES PAMPHLÉTAIRES AMÉRICAINS FAVORABLES A LA FRANCE

Une visite à Oyster-Bay. — Les arguments de M. Roosevelt: ses articles et ses livres. — Les représentants de l'idéal américain : MM. Robert Bacon, Myrron Herrick, Ch. Adams, Frédéric Coudert, Paul Fuller, Henry James, William White, James Bryce, etc... — Les correspondants de guerre américains. — « N'oublions pas la France ». — Deux lettres significatives à M. Poincaré. — Une interview présidentielle . . 167

CHAPITRE XII. — LA DIPLOMATIE ET LA PROPAGANDE FRANÇAISES

La discrétion, le tact et l'à-propos de M. Jusserand opposés aux bavardages et à l'action tapageuse de M. Dernburg. — Les comités français de propagande. — Quelques orateurs et écrivains. — Les belles conférences de M. Brieux. — L'anniversaire de Washington. — Les dîners parisiens du Harvard-Club. — L'hommage des artistes et écrivains français aux Etats-Unis 187

CHAPITRE XIII. — LA *Lusitania* ET LA DÉFECTION DE M. BRYAN

Le crime du 7 mai 1915 : Onze cents passagers engloutis, parmi lesquels 124 américains. — L'Allemagne avait averti ! — Ses notes des 4 et 12 février 1915. — Ses condoléances et ses excuses. — L'indignation américaine, les émeutes à New-York. — Le Président Wilson décidé à agir. — La note américaine du 13 mai et la réponse allemande du 28. — Les hésitations et la défection de M. Bryan le 7 juin. — La note américaine du 9 juin. — M. Dernburg se prépare à partir. 207

CHAPITRE XIV. — LE DÉPART DE M. DERNBURG

Le 12 juin à bord du paquebot *Bergensfjord*. — L'heureuse surprise en mer : la malice et la générosité britanniques. — Le repentir de M. Dernburg. — Coup d'œil d'ensemble sur son œuvre. — Une partie de ses arguments plaisait aux Américains. — Des sentiments dont on ne triomphe pas. — Un triple avatar. — Dignes déclarations de M. Gompers . . 245

ÉPILOGUE. — SUITE DE JEUX

CHAPITRE XV. — LE NOUVEAU JEU ALLEMAND

Un régime de terreur. — Les incendies, les grèves, les explosions. — L'attentat criminel contre M. Morgan. — La bombe du Capitole. — En mer, les torpillages se multiplient : l'*Armenian*, l'*Orduna*, le *Leelanaw*, l'*Arabic*, l'*Hesperian*. — La saisie du *Portland*, du *Llama*, du *Vico*. — La note allemande du 8 juillet. — La note américaine du 21 juillet 1915 sur « l'acte inamical ». — Période d'extrême tension. — Le recul allemand et la déclaration Bernstorff du 1er septembre 261

Chapitre XVI. — Le jeu autrichien

Le silence de la diplomatie autrichienne. — Son intervention subite. — La protestation austro-hongroise du 29 juin 1915 contre le commerce des munitions. — La réponse des États-Unis à l'Autriche le 25 août. — L'arrestation du journaliste Archibald le 30 août. — La découverte des lettres Dumba. — Chez M. Lansing. — M. Dumba déclaré *indésirable*. — Publication des documents compromettants par l'Angleterre. — Le départ de M. Dumba 287

Chapitre XVII. — Le jeu franco-anglais

Différence d'éducation et de méthodes diplomatiques entre les empires du centre et les alliés. — L'attitude du gouvernement français. — L'anniversaire de l'Indépendance américaine : discours de MM. Viviani, Gaston Thomson et William Sharp. — La mission financière franco-anglaise à New-York. — A la veille de l'emprunt. — Conditions et succès de cet emprunt. 305

DOCUMENTS

Pièce N° 1

M. Dernburg défend l'empereur Guillaume II, explique les causes de la guerre et rend l'Angleterre et le panslavisme responsables 319

Pièce N° 2

M. Dernburg explique les buts de la politique anglaise à l'égard des Etats-Unis. 337

Pièce N° 3

Le professeur Charles W.-Eliot dit pourquoi l'Amérique est contre l'Allemagne. 351

Pièce N° 3 *bis*

M. Dernburg répond à M. Eliot et parle de la neutralité de la Belgique. 361

Pièce N° 4

M. James Bryce critique l'attitude de l'Allemagne . 371

Pièce N° 4 *bis*

M. Dernburg répond à M. James Bryce : il traite des théories du général Bernhardi et du problème des petits peuples 387

Pièce N° 5

M. Dernburg déclare que l'Amérique est « nourrie à la cuiller » de versions anglaises. La vérité d'après l'Allemagne 395

Pièce N° 6

M. Dernburg commente les « documents belges » qui prouvent que l'Angleterre avait projeté la guerre. 413

Pièce N° 6 *bis*

Controverses de *M. Dernburg* avec l'*Evening Post* et le *Sun* à propos des documents belges 427

Pièce N° 7

M. Dernburg présente la défense complète de l'Allemagne dans la guerre actuelle 433

Pièce N° 8

M. Dernburg et quelques particularités : La question des résesvistes allemands, la question des dessins satiriques. 467

Pièce N° 9

M. Dernburg et le compte rendu synthétique *tout prêt* d'une de ses conférences. 471

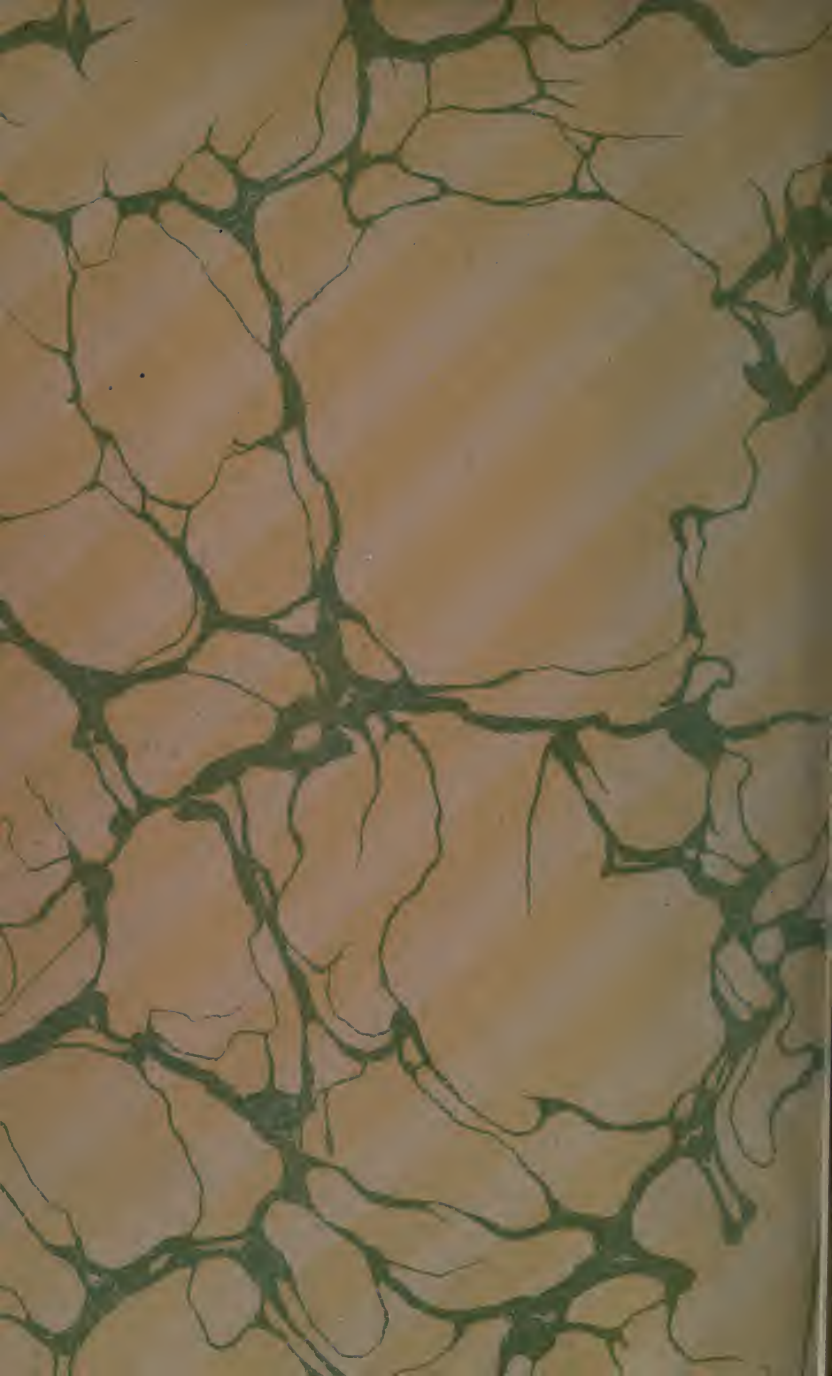
Pièce N° 10

Le professeur *Georges Fox* attaque M. Dernburg et ses sophismes. 473

Pièce N° 11

Les communiqués allemands en esperanto en septembre 1914 477

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN



140141 HMod
Author Alphaud, Gabriel A4567a
Title L'action allemande aux Etats-Unis.

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY

Do not
remove
the card
from this
Pocket.

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU